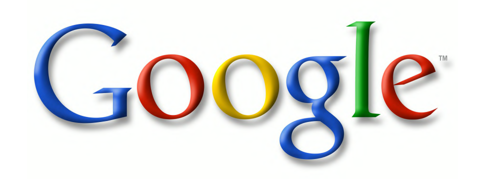
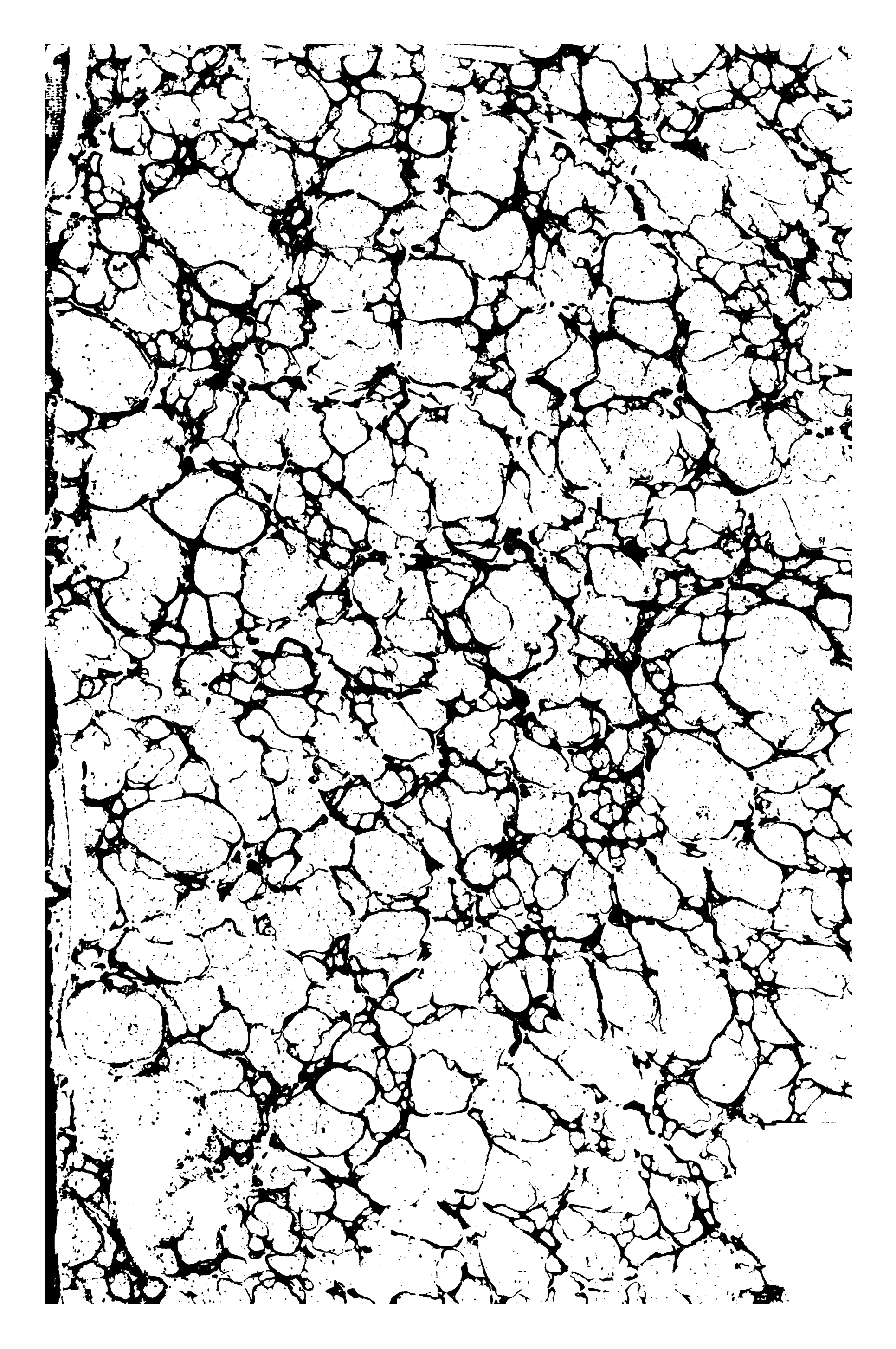




LES CAMPAGNES

DES

ARMÉES FRANÇAISES

(1792-1815)

LES CAMPAGNES

DES

ARMÉES FRANÇAISES

(1792-1815)

PAR

CAMILLE VALLAUX

Ancien élève de l'École normale

Agrégé d'histoire, Professeur au Lycée de Brest

AVEC DIX-SEPT CARTES DANS LE TEXTE



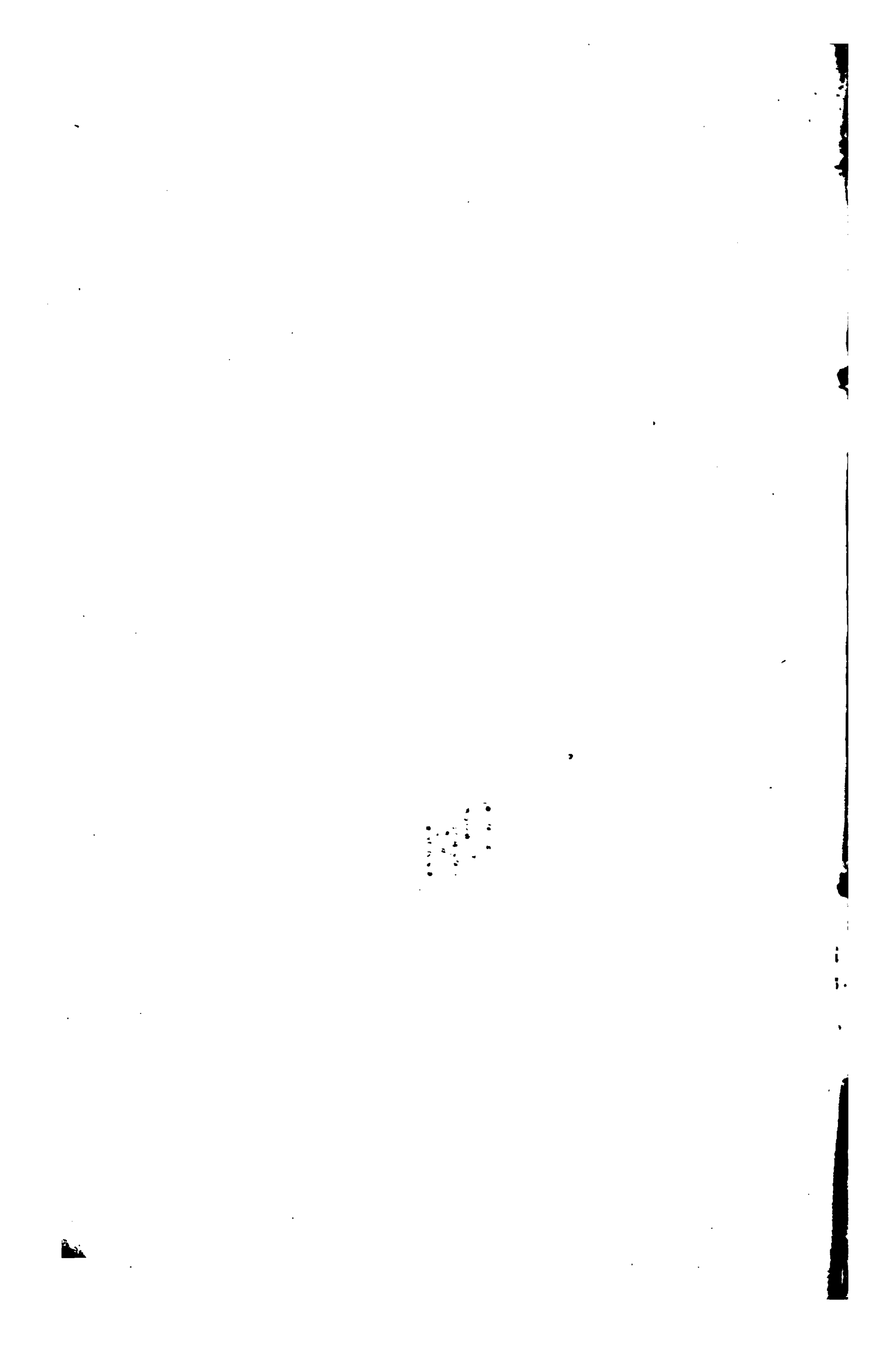
PARIS

ANCIENNE LIBRAIRIE GERMER BAILLIÈRE & Cie

FÉLIX ALCAN, ÉDITEUR

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

1899



AVANT-PROPOS

En composant ce résumé, mon seul but a été d'exposer en trois cent soixante pages, d'une manière précise et claire, autant que faire se pouvait, des événements que les historiens militaires délayent en copieux volumes. Le moment m'a paru favorable pour un essai de ce genre. Si tout n'a pas été dit sur les guerres de la Révolution et de l'Empire, si quelques points d'histoire demeurent obscurs et discutables, il n'en est pas moins vrai que de vives lumières ont été projetées depuis quinze ans sur toute cette période, grâce à la publication de nombreux mémoires et à celle de travaux critiques d'une haute valeur. J'ai profité des témoignages du temps comme des enquêtes modernes. Témoignages et enquêtes ne donnent pas toujours des faits certains : les uns et les autres ne font, dans bien des cas, que proposer des problèmes. Pour ces problèmes, j'ai adopté les solutions vraisemblables à mes yeux, en exposant brièvement les raisons qui militent en leur faveur : mais je me suis interdit les longues discussions, et j'ai évité d'étaler un appareil critique que la nature de mon ouvrage ne comportait point. Il est à

peine besoin de dire que je n'ai eu à ma disposition aucun document inédit : ce livre est tout entier extrait de l'imprimé. Et je suis loin de prétendre que j'ai lu tout ce qui a été publié sur l'histoire militaire de 1792 à 1815, car la vie d'un homme n'y suffirait pas. J'ai dû faire un choix parmi les sources ; on trouvera à la fin du volume la liste de mes principales autorités.

J'ajouterai que ce livre ne traite que de l'histoire des armées de terre. Je ne me sentais pas assez préparé pour l'étude de la marine révolutionnaire et impériale, étude où l'érudition moderne n'a encore mis ni la clarté, ni le luxe de vérités de détail qu'elle a répandus à profusion sur l'histoire militaire proprement dite.

C. V.

6 septembre 1898.

LES CAMPAGNES DES ARMÉES FRANÇAISES
(1792-1815)

PREMIÈRE PARTIE
LA RÉVOLUTION

CHAPITRE PREMIER
VALMY ET JEMAPPES[1]

SOMMAIRE. — L'ancienne armée royale. — Son organisation, ses défauts, son esprit ; réformes partielles. — La Révolution. — Désorganisation de l'armée. — Gardes nationales et volontaires. — La Révolution et l'Europe. — Campagne de 1792 ; plan de Dumouriez. — Echec de l'invasion des Pays-Bas (28-30 avril). — La patrie en danger. — Nouveaux volontaires. — Manifeste de Brunswick. — L'armée prussienne en France ; Longwy (23 août), Verdun (2 septembre). — Dumouriez dans l'Argonne. — Grand Pré. — La Croix-aux-Bois (12 septembre). — Camp de Sainte-Menehould : Valmy (20 septembre). — Retraite des Prussiens. — Les Autrichiens bombardent Lille (25 septembre-8 octobre). — Conquête de la Savoie et de Nice. — Custine à Mayence et à Francfort. — Invasion de la Belgique : Jemappes (6 novembre). — Les Français à Bruxelles. — Difficultés entre Dumouriez et les Jacobins. — Arrêt de l'expansion révolutionnaire.

C'est au printemps de 1792 que la Révolution lance sur l'Europe les forces de la France nouvelle. Sans trop consulter ses moyens d'action, l'Assemblée législative force Louis XVI à déclarer la guerre à l'Autriche.

L'outillage militaire légué à la France de la Révolution par l'ancienne monarchie eût permis en 1789 de tenter la lutte avec bon espoir. En 1792, il n'en était plus tout à fait ainsi. Dans ces trois années d'agitations, l'armée royale, en qui germaient quelques-unes des plus vives

1. Voir la carte 1, p. 16.

aspirations du parti populaire, s'était désorganisée comme la royauté elle-même.

L'armée de 1789 faisait figure honorable à côté de celles de l'Autriche et de la Prusse. Par un travail continu, poursuivi depuis le ministère de Choiseul, la France avait affermi et amélioré ses institutions militaires. Il n'y a aucune comparaison à faire entre les troupes battues à Rosbach et les troupes de 89.

Par l'effectif normal de ses troupes, la France se maintenait au niveau des grandes puissances. Elle avait 172,000 hommes sur le pied de paix, 327,000 sur le pied de guerre. C'étaient des soldats de métier, engagés pour huit ans, assurés au bout de seize ans de services d'une petite pension, et au bout de vingt-quatre ans de l'admission aux Invalides. Le recrutement souffrait comme au XVII^e siècle des vices du racolage. Le métier de soldat étant extrêmement dur, il fallait être désespéré ou sans ressources pour s'y résigner. Il en était ainsi surtout pour l'élément français de l'armée. A côté des régiments français se trouvaient au service de France de nombreux régiments étrangers : chose naturelle en un temps où il n'était pas question d'armée nationale. On ne prenait aucun soin de former de puissantes réserves, car les guerres n'avaient point le caractère implacable des luttes de nation à nation. Cependant, depuis 1726, on avait organisé les milices ou troupes provinciales, recrutées par voie de tirage au sort. Quoique ce service fût aussi peu recherché que celui de l'armée de ligne, et que chacun essayât de se soustraire aux redoutables *billets noirs,* les milices s'étaient rendues utiles pendant la guerre de Sept Ans. Elles atteignaient le chiffre de 76,000 hommes.

Telle était la matière sur laquelle avaient travaillé les ministres réformateurs depuis Choiseul. Leurs efforts avaient porté sur l'instruction des officiers et des troupes, sur la discipline et sur l'armement : toutes réformes dont la guerre de Sept Ans avait démontré la nécessité. En

général, ils imitèrent les institutions militaires prussiennes, auxquelles les victoires de Frédéric II avaient donné un prestige excessif.

La guerre de Sept Ans avait mis au jour l'ignorance et l'ineptie du haut commandement. Même avant la guerre de 1756, l'infériorité des Français, sous ce rapport, était vivement sentie par les gens éclairés. Le comte d'Argenson avait organisé des écoles de guerre, l'Ecole militaire de Paris, l'Ecole d'application d'artillerie de Metz. Il avait cherché, et Choiseul chercha aussi à rendre plus difficile l'accès des grades élevés aux jeunes nobles qui obtenaient un régiment comme une pension. Grâce à leurs efforts se forma cette génération d'officiers estimables, dévoués, un peu timorés et partisans d'une tactique circonspecte, dont les qualités et les défauts furent mis en lumière pendant la guerre d'Amérique et aux premiers jours des luttes révolutionnaires. Ces officiers furent avant tout d'excellents instructeurs.

Quant à la discipline, on l'avait rendue plus stricte ; on avait sagement retranché de l'armée les *impedimenta* trop nombreux et la cohue de parasites qui la rendaient plus semblable « aux hordes de Xerxès qu'aux troupes de Turenne ». Sous Louis XVI, le comte de Saint-Germain avait voulu introduire en bloc l'exercice et la discipline à la prussienne, avec accompagnement du plat de sabre. Mais la raideur automatique des mouvements prussiens et surtout les châtiments corporels étaient peu goûtés de l'armée française. Les réformes disciplinaires de Saint-Germain avaient soulevé de vives protestations[1]. Toutefois beaucoup d'officiers nobles laissaient voir leurs préférences pour la discipline au bâton, ce qui ne contribua pas peu à les rendre impopulaires, eux et leur caste.

Enfin les ministres et en particulier Choiseul avaient

1. Ce ministre fut mieux inspiré en établissant dix collèges préparatoires à l'Ecole militaire. L'un d'eux était celui de Brienne, où fut élevé Bonaparte.

donné tous leurs soins à l'armement: l'outillage accumulé par eux, qu'il eût été difficile d'improviser, rendit à la Révolution d'éminents services. L'artillerie surtout, grâce au canon de Gribeauval, solide et d'un tir précis, se trouva du premier coup égale ou supérieure aux artilleries ennemies: les officiers républicains en tirèrent un très grand parti. L'arme de l'infanterie était le fusil à pierre de 1777, suffisant en un temps où l'on se fusillait de très près, et où l'arme blanche jouait un rôle de premier ordre.

L'armée de l'ancien régime était donc redevenue, extérieurement, digne des beaux jours de la monarchie. Mais elle souffrait d'un vice interne capable de la paralyser et même de la détruire: la justice dans l'avancement était sacrifiée à l'esprit de caste; toutes les places d'officiers étaient réservées à la noblesse.

Cette situation, dans ce qu'elle avait de plus grave, était assez récente. Sous le ministère du comte de Ségur, le 22 mai 1781, il avait été décidé que quatre quartiers de noblesse seraient exigés désormais de tout officier: ce qui excluait des grades non seulement les roturiers, mais les anoblis de la bourgeoisie aisée, jusqu'alors admis assez facilement dans l'armée. Cet édit est un des signes de la réaction nobiliaire qui précède 89. La noblesse considérait la carrière des armes comme sa propriété, et trouvait très naturel d'en exclure toute concurrence. Depuis 1781, le roturier ne put dépasser le grade de « bas officier », de sergent. Dans ce grade inférieur s'accumulent toutes les bonnes volontés et tous les talents ardents de se produire, pour lesquels 89 sonnera l'émancipation. En attendant, l'émulation disparaît des rangs inférieurs de l'armée pour faire place à l'envie et à la haine. Le fossé se creuse entre les chefs et leurs soldats, comme il s'était creusé déjà entre les troupes de ligne et les corps orgueilleux de la Maison du roi, sur qui pleuvaient les honneurs et les distinctions: c'étaient les privilégiés de l'armée.

Ainsi l'armée française, assez bien commandée, relevée de ses humiliations d'Allemagne par les triomphes d'Amérique, pourvue d'un outillage de guerre excellent, était atteinte de la maladie commune, la lutte des classes, envenimée par la morgue et l'ignorance de certains officiers, par les ambitions comprimées des sous-officiers de valeur et par la misère des soldats. Dès la convocation des États-Généraux commença la crise pour les institutions militaires comme pour toutes les autres institutions de l'ancienne France. L'armée régulière se désagrégea par en haut et par en bas. L'émigration lui porta un coup terrible; la Constituante par ses défiances et ses demi-mesures, les partis populaires par leur propagande et leurs continuels appels à l'indiscipline tendirent d'un commun effort à la désorganiser.

L'émigration commencée dès juillet 1789 priva les troupes d'une grande partie de leurs officiers. L'Assemblée, pleine de défiance à l'égard de l'esprit militaire, sans agir ouvertement contre la vieille armée, ne fit rien pour la raffermir sur ses bases ébranlées. Elle décréta la suppression des troupes provinciales (juin 90-mars 91). Elle rendit les grades accessibles à tous, mais ne constitua pas l'armée nationale que demandait Dubois-Crancé: le recrutement continua à être fondé sur les enrôlements volontaires ou prétendus tels. La désertion et l'indiscipline ravagèrent les corps. A l'époque de la prise de la Bastille, les régiments commencent à se dissoudre. Bientôt l'émeute de Nancy démontra (1790) les progrès de l'esprit de désordre. La désertion s'accrut dans d'effrayantes proportions: l'armée de ligne ne comptait plus que 124,000 hommes présents au drapeau. Il avait suffi d'un an et demi d'excitations démagogiques pour amener un dépérissement si dangereux. La Constituante s'en inquiétait peu, car sa politique étant résolument pacifique et l'Europe semblant assez tranquille, elle ne voyait aucun motif d'armer à outrance. Elle n'eut d'inquiétude qu'au sujet de l'ordre intérieur. Elle comp-

tait, pour l'assurer, sur les gardes nationales, organisées de 1789 à 1790 sur toute l'étendue du territoire. La garde nationale procurait aux Français la joie de jouer au soldat. La Révolution, avant de créer une armée nouvelle et redoutable entre toutes, commençait par une inoffensive mascarade militaire. Il fallut la fuite de Louis XVI à Varennes pour que la Constituante se décidât (juin 1791) à prendre les premières précautions en vue d'une guerre étrangère. Alors s'organisèrent les premiers *bataillons de volontaires*. Mais, l'alerte passée, on ne se pressa pas de les armer, de les équiper et de leur donner des cadres.

Cependant les événements se précipitaient. Les rapports de la Révolution et de l'Europe devenaient de plus en plus tendus. La coalition s'ébauchait à l'entrevue de Pilnitz entre les souverains de Prusse et d'Autriche (27 août 1791). Le 1er octobre, la Législative succédait à la Constituante. Les Girondins la dominèrent vite : ils étaient partisans de la guerre contre la vieille Europe et de la propagande à main armée. Leur langage hautain et belliqueux annonçait pour le printemps la *guerre des principes*. Les monarchies le comprirent ainsi et s'y préparèrent. La France fit aussi ses préparatifs, mais sans suite et sans résultat efficace. Le ministre Narbonne se rendit un compte exact de la situation : il vit la diminution de l'effectif, le découragement des chefs, les défiances et l'indiscipline des soldats. Il demanda à l'Assemblée de l'argent et des hommes : les Girondins ne lui accordèrent rien, et n'en persévérèrent pas moins dans leur politique de guerre. Irréfléchis autant qu'audacieux, ils jetèrent la France dans la lutte avec une armée désorganisée, capable toutefois de se reconstituer vite, si l'ennemi lui en laissait le temps, grâce à l'esprit guerrier de la nation, aux nouvelles levées d'hommes et à la restauration d'une discipline intelligente[1].

1. « Le soldat français n'est pas un automate ; en vain a-t-on cherché à le travestir en Allemand ; on lui a fait dissimuler son caractère, sans

La guerre éclata le 20 avril 1792. L'armée royale, unie aux volontaires de 91, dut soutenir la première lutte contre les armées de l'Autriche et de la Prusse.

Le premier plan de campagne de l'armée révolutionnaire était l'œuvre de Dumouriez. Ministre des Affaires étrangères, il avait plu aux Girondins par l'audace de ses vues. Il avait appris à ne douter de rien dans une carrière d'intrigues des plus aventureuses ; il pressentit qu'à la Révolution ne convenait qu'une seule tactique, celle d'une impétueuse offensive. Esprit très positif, il ne se berçait pas des rêves de fraternité chers aux Girondins : il nourrissait l'espoir précis d'atteindre pour la France ses limites naturelles : le Rhin et les Alpes. Son principal objectif était les Pays-Bas, où il espérait porter un coup mortel à l'ennemi héréditaire, à l'Autriche. Il n'ignorait pas la faiblesse militaire des Pays-Bas, gardés par 40,000 hommes à peine. Bien qu'il doutât de la valeur de l'armée française, dont la transformation ne faisait que commencer, il comptait que la soudaineté même de son coup de main le ferait réussir.

L'audace du plan de Dumouriez fait contraste avec la faiblesse de ses moyens d'attaque. Au commencement de 1792, Narbonne, s'inspirant de la stratégie timorée alors en usage, avait dispersé les troupes françaises en un cordon défensif, de Dunkerque à Bâle. 48,000 hommes, sous Rochambeau, étaient établis entre Dunkerque et la Meuse ; 52,000 autres, sous Lafayette, de la Meuse à Lauterbourg, et 43,000, sous Luckner, de Lauterbourg à Bâle. Loin de concentrer ces forces en vue de porter un coup terrible aux Autrichiens, Dumouriez prescrivit d'attaquer les Pays-Bas sur quatre points : une petite colonne devait se porter de Dunkerque sur Furnes, une autre, un peu plus forte, de Lille sur Tournay, une troi-

pouvoir lui en communiquer un autre, et la discipline même en a été altérée. Habitué à raisonner les ordres qu'il reçoit, il ne peut jamais être l'instrument servile des volontés arbitraires. »

(Dubois-Crancé, *Observations sur la Constitution militaire*, 1789.)

sième, de Valenciennes sur Mons : ces trois colonnes étaient détachées de la première armée ; la quatrième colonne, sous Lafayette, devait marcher de Givet sur Namur. Même dans un pays faiblement défendu, une invasion ainsi conçue ne pouvait réussir.

De plus, le moral faisait défaut aux Français. Les soldats se mirent en marche sans confiance. La plupart appartenaient à la vieille armée : ils soupçonnaient leurs chefs de connivence avec l'ennemi. Quant aux chefs, ils n'étaient pas traîtres, ils n'étaient qu'hésitants et troublés, et surtout ils répugnaient à exécuter le plan téméraire de Dumouriez.

Aussi l'échec fut-il rapide et complet. Au centre, Dillon, avec 4,000 hommes, se porte de Lille sur Tournay ; à l'apparition soudaine de quelques hussards autrichiens, les troupes prennent peur et se sauvent vers Lille en criant à la trahison ; Dillon est massacré (29 avril). Biron, parti de Valenciennes avec 10,000 hommes, arrive sans obstacle à Quaregnon, près de Mons ; sur les nouvelles de Tournay, il bat en retraite ; à Quiévrain, les troupes sont prises de panique et s'enfuient vers Valenciennes (30 avril). Aux deux ailes, Carle se replie de Furnes sur Dunkerque, et Lafayette revient à Givet.

La lâcheté des volontaires n'était pas la cause des incroyables paniques de Tournay et de Quiévrain : les anciens soldats avaient fui comme les autres ; la vraie cause était la profonde défiance de l'armée pour ses chefs.

Saisi à ces nouvelles de colère et de crainte, Dumouriez s'attendit à voir l'Autriche pousser ses avantages sur la frontière du Nord. Mais les Impériaux n'étaient pas assez forts pour une invasion, et leur stratégie était extrêmement circonspecte ; ils se contentèrent de faire sur la frontière un cordon défensif en face du cordon des Français.

Le remplacement de Rochambeau par Luckner à la tête de l'armée du Nord amena une nouvelle tentative inutile sur les Pays-Bas. Luckner, vieux soldat de peu de

caractère et de peu de talent, porta bien 28,000 hommes du camp de Famars sur Courtray (18 juin), mais fut hors d'état de se maintenir sur le territoire ennemi. Le ministère le renvoya sur le Rhin et le remplaça par Lafayette. Celui-ci songeait moins à combattre l'ennemi qu'à s'opposer aux progrès des Jacobins : son attitude et son voyage à Paris après le 20 juin augmentèrent le trouble de son armée. Dumouriez lui-même, mis, après son ministère, à la tête d'une division de l'armée du Nord, comprit qu'avant de marcher à l'ennemi, il importait de raffermir et de discipliner les troupes : il fit du camp de Maulde un champ d'exercices, où il chercha à inspirer aux soldats et aux volontaires un même esprit d'obéissance et d'ordre.

Ce n'était pas sur la frontière du Nord que devait se porter l'effort de la coalition. L'attaque principale, confiée à l'armée prussienne de Brunswick, fut dirigée contre la frontière de l'Est. La coalition s'y détermina sur les assurances des émigrés, qui affirmèrent que la marche sur Paris ne serait qu'une promenade triomphale ; elle nourrit aussi l'espoir de trouver dans l'Est, sous forme de conquête, « tous les dédommagements auxquels elle était en droit de prétendre », comme disait l'empereur François II.

Les premiers échecs et la menace de l'invasion alarmèrent la France et surexcitèrent les passions révolutionnaires. L'Assemblée décida de porter l'armée à 450,000 hommes (20 juillet) ; elle fit de nouveau appel aux volontaires, elle déclara la Patrie en danger (22 juillet). Ces mesures ne produisirent d'autre effet que de peupler les camps de recrues indociles, plus disposées à faire du camp un club qu'à se plier à la discipline. La France dut soutenir la lutte, en Champagne, avec une armée de cohésion douteuse et d'inégale instruction.

Les alliés avaient rassemblé à Coblentz, sous les ordres du roi de Prusse Frédéric-Guillaume II et du duc de Brunswick, 47,000 Prussiens et Hessois, et 5,000 émigrés.

L'armée principale devait être flanquée, à gauche, par les Autrichiens de Hohenlohe-Kirchberg, et à droite, par ceux de Clerfayt ; ces deux corps avaient 15,000 hommes chacun. Avant de partir, on jugea bon de préciser les intentions des coalisés, et on lança l'imprudent manifeste que le duc de Brunswick, tout en le désapprouvant, consentit à signer (25 juillet). La coalition y faisait aux révolutionnaires de telles menaces, que ceux-ci ne virent d'autre alternative que la victoire ou la mort; ils ripostèrent de suite par la Révolution du 10 août et la chute du trône de Louis XVI.

Il eût fallu soutenir l'arrogance du manifeste par une action prompte et décisive. Mais Brunswick ne s'avançait qu'à regret vers les frontières de France. Tout pour lui était matière à inquiétude : il avait peu de foi dans les promesses des émigrés ; il craignait de s'engager au milieu du soulèvement national des Français : il avait à l'égard de ses alliés les Autrichiens une incurable défiance ; il était tourmenté de soucis pour ses subsistances et ses convois. Il était bien incapable d'une irruption foudroyante, telle que l'invasion projetée aux Pays-Bas par Dumouriez. Son horizon d'attaque, loin d'aller jusqu'à Paris, s'arrêtait aux rives de la Meuse. Le 19 août seulement, il franchissait la frontière à Redange. Il avait laissé à ses ennemis tout le temps nécessaire pour le bien recevoir.

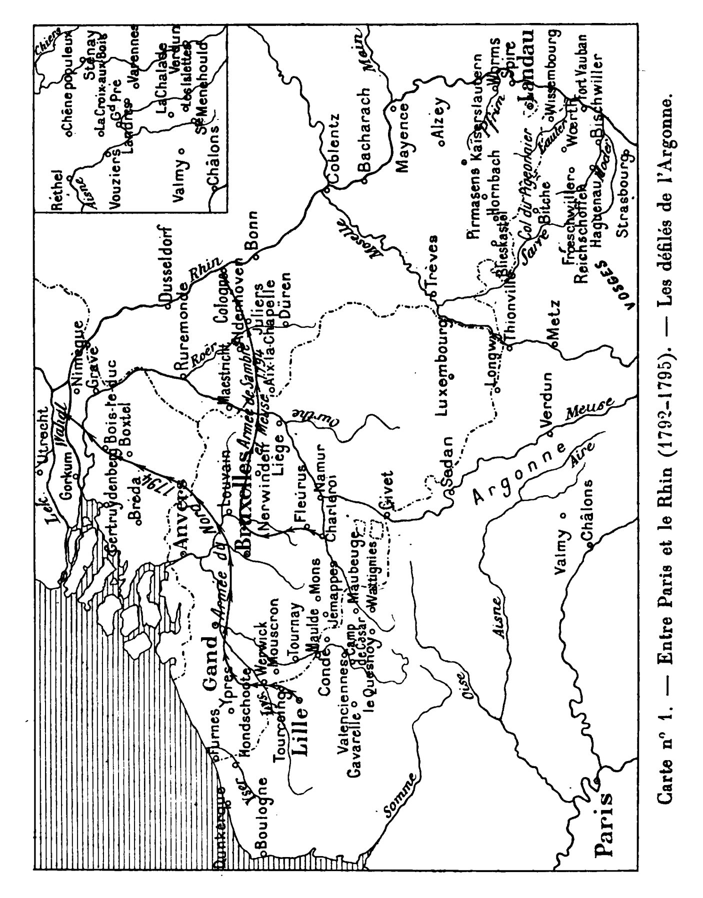
Malheureusement, les Français n'avaient guère profité du répit que Brunswick leur laissait. Le trouble et l'hésitation régnaient chez eux, comme l'indécision chez leurs adversaires. Depuis la fin de juin, l'armée du Nord, de la mer à Longwy, était aux ordres de Lafayette, avec Sedan pour quartier général ; Kellermann, successeur de Luckner, établi à Metz, commandait l'armée de la Moselle. Lafayette, déjà fort mal disposé pour les révolutionnaires de Paris, s'indigna à la nouvelle du 10 août, et essaya, comme plus tard Dumouriez, d'entraîner son armée contre les Jacobins. Les soldats hésitèrent et finirent par rester dans le devoir : Lafayette s'enfuit le jour même

où les Prussiens entraient en France (19 août). Dumouriez le remplaça. Au milieu de ces agitations, personne n'empêcha les Prussiens de passer la frontière. Ceux-ci ne trouvèrent aucune barrière : les places du Nord-Est n'en étaient pas une suffisante ; elles étaient dans le plus mauvais état, condamnées à capituler aux premiers coups de canon.

L'armée prussienne pénétra en France par l'intervalle existant entre les armées de Sedan et de Metz. Elle investit la petite place de Longwy, et la força à capituler après un court bombardement (23 août). Brunswick marcha ensuite sur Verdun : il détacha sur la droite Clerfayt vers Stenay, afin d'observer les mouvements de l'armée de Sedan ; à gauche Hohenlohe assiégeait Thionville. La marche du prudent général était entourée d'infinies précautions : Brunswick les multipliait depuis son entrée en France ; il se sentait isolé, malgré les promesses des émigrés, au milieu d'une population hostile. Mais le succès de Longwy avait grisé les chevaliers de Coblentz et Frédéric-Guillaume, et ils poussaient sans cesse Brunswick en avant. Celui-ci arriva sur la Meuse le 30 août et s'empara de Verdun aussi facilement que de Longwy (2 septembre). Nouveau motif de joie pour les Prussiens, d'inquiétude pour leur général. Il prévoyait qu'on allait lui faire dépasser la Meuse. Loin de croire, comme les émigrés, l'expédition finie, il sentait qu'elle commençait à peine : il se rappelait l'exaspération des paysans, le suicide de Beaurepaire, commandant de Verdun, et le cri d'un soldat de la garnison défilant devant les vainqueurs : « Au revoir dans les plaines de Châlons ! » Il prit prétexte des subsistances qui manquaient, allégua la nécessité de faire du pain et de constituer des magasins, et ne franchit pas l'Argonne sur-le-champ : il stationna jusqu'au 11 septembre sous les murs de Verdun.

Cependant, Dumouriez avait pris à Sedan le commandement de l'armée française. Il n'avait pas renoncé à son projet favori, l'invasion de la Belgique ; l'entrée même

des Prussiens en France ne changeait en rien sa manière de voir ; il croyait que Brunswick hésiterait à se risquer



Carte n° 1. — Entre Paris et le Rhin (1792-1795). — Les défilés de l'Argonne.

au delà de la Meuse. Ajoutons qu'il ne disposait à Sedan que de 30,000 hommes ; encore ne les avait-il pas dans la main ; ses troupes l'avaient reçu très froidement, et

Dumouriez ne jugeait guère à propos de risquer contre les Prussiens cette armée peu nombreuse et d'une fidélité en apparence équivoque.

Telles étaient chez lui les dispositions de la première heure: elles ne tardèrent pas à changer sous la pression des événements. L'attaque de l'armée prussienne sur la Meuse le détermina à défendre la route de Paris au lieu d'envahir les Pays-Bas. C'était aussi l'avis du ministre Servan. Celui-ci assura au général qu'il serait soutenu; Beurnonville, avec 16,000 hommes, Kellermann, avec 22,000, devaient venir, l'un, du camp de Maulde, l'autre, de Metz, au secours de Dumouriez; des volontaires de nouvelle levée, réunis à Soissons, devaient encore le rejoindre. Dumouriez quitta Sedan pour les défilés de l'Argonne, les « Thermopyles de la France »; il envoya l'avant-garde de Dillon balayer vers Stenay, la rive gauche de la Meuse; puis Dillon occupa les défilés des Islettes et de la Chalade; Dumouriez suivit et s'installa le 3 septembre au camp de Grand-Pré, entre l'Aisne et l'Aire. Il s'occupa aussitôt de retrancher et de défendre les cinq défilés qui, échelonnés du Nord au Sud dans l'Argonne, permettent de passer de la vallée de la Meuse dans les plaines de Champagne[1].

Au camp de Grand-Pré, Dumouriez s'abandonna vite à sa nature confiante et même présomptueuse; il se crut maître de la situation. Son armée se composait en partie de volontaires de la nouvelle levée, inférieurs en tous points à ceux de 91; parmi eux les malingres d'une part, les orateurs de club de l'autre, faisaient autant de non-valeurs. Mais il eut l'art de les épurer et de s'en faire obéir. Les plus mutins des volontaires furent tondus et chassés ignominieusement; les autres se calmèrent. Ce qui soutenait avant tout Dumouriez, c'est qu'il sentait derrière lui la France entière, levée contre l'invasion

1. Ce sont, du Nord au Sud, les défilés du Chêne-Populeux, de la Croix-aux-Bois, de Grand-Pré, de la Chalade et des Islettes.

étrangère, prête, dans son exaltation, à condamner la défaite, comme elle condamnait la conduite des défenseurs malheureux de Longwy et de Verdun. Jamais la communion ne fut si intime entre la nation et l'armée, car cette armée formée hâtivement d'anciens et de nouveaux soldats était la nation même; les anciennes troupes, défiantes et découragées en avril, s'étaient remises des premières paniques sous la main ferme de Dumouriez; elles étaient capables de se défendre, sinon d'attaquer. La conduite tâtonnante de Brunswick semblait prouver l'excellence de la barrière de l'Argonne. C'est de cette manière que Dumouriez, porté par nature à l'offensive, mais éclairé par l'expérience récente, se pliait à une tactique défensive provisoire, dont le plus sûr résultat devait être d'aguerrir les Français et d'affaiblir leurs ennemis.

Toutefois, un incident imprévu renversa ses combinaisons. Le 12 septembre, Clerfayt surprit et enleva le défilé de la Croix-aux-Bois.

Ce défilé, un des plus septentrionaux de l'Argonne, avait été négligé par les Français, car ceux-ci étaient persuadés que l'effort des alliés se porterait au centre ou au sud. Dumouriez n'y avait laissé en dernier lieu que 100 hommes. Clerfayt s'y logea aisément et repoussa les retours offensifs de Chazot, qui fit retraite sur Vouziers. Les coalisés, maîtres de la Croix-aux-Bois, le furent bientôt du Chêne-Populeux et disposèrent de deux passages pour déboucher en Champagne, sur le flanc gauche et les derrières de l'armée française.

Cette fois encore, la lenteur du duc de Brunswick, sa répugnance à s'engager plus avant empêchèrent les troupes alliées de tirer parti de leurs succès. Brunswick marcha bien vers le nord, dès le 12 septembre, pour donner la main à Clerfayt; mais il se tint en observation inerte à Landres, comme devant Verdun. Dumouriez évacua de nuit le camp de Grand-Pré (15 septembre); il appela à lui, de Vouziers, les troupes de Chazot. On s'attendait à le voir reculer sur Châlons et sur Reims, afin de couvrir

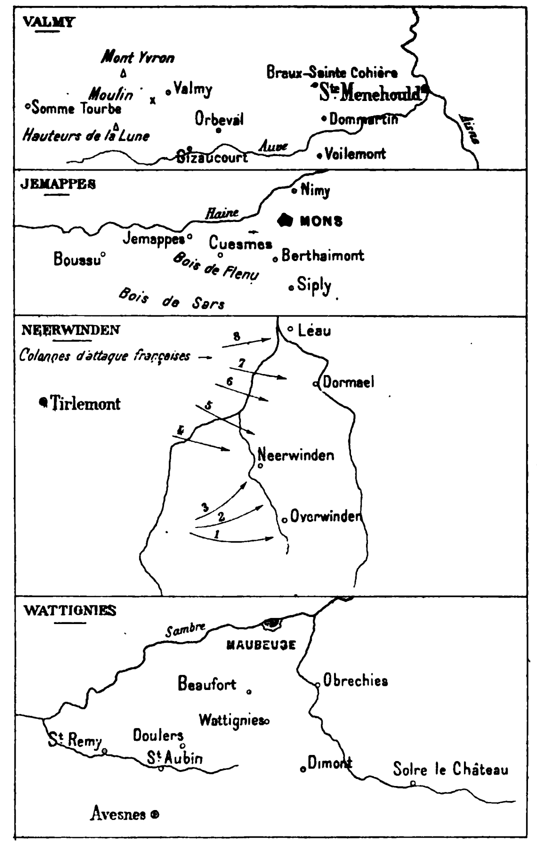
Paris : il était décidé à n'en rien faire et à se maintenir ferme dans l'Argonne, ce qui devait lui éviter la fâcheuse apparence d'une retraite ; il était certain d'autre part que Brunswick suivrait avec soin les mouvements des Français, et ne s'engagerait pas en Champagne en les laissant derrière lui.

L'armée française se replia donc, du 15 au 17 septembre, sur Sainte-Menehould, sans autre accident qu'une panique des troupes de Chazot à Montcheutin ; elles s'enfuirent devant 1,200 hussards prussiens et jetèrent l'émotion dans les autres corps. Cette échauffourée prouvait combien l'armée était un instrument encore fragile, et combien il importait de lui éviter les collisions imprévues tout en lui conservant devant l'ennemi une attitude fière et décidée : problème délicat que les hésitations de Brunswick permirent de bien résoudre.

Au camp de Sainte-Menehould arrivèrent enfin les renforts : Beurnonville, après avoir fait un crochet par Châlons, fit sa jonction le 18 septembre et Kellermann le lendemain. Dumouriez eut sous la main environ 55,000 combattants. Il les disposa à l'ouest de Sainte-Menehould, sur les plateaux et dans les plaines rases qui commencent la Champagne pouilleuse : Kellermann dut occuper les bords de l'Auve et les hauteurs de Gizaucourt à Valmy ; Beurnonville et Stengel, à l'aile droite, se portèrent sur le mont Yvron ; les troupes françaises se prolongeaient en arrière au camp de Braux-Sainte-Cohière. Elles faisaient face aux plaines de la Champagne et s'adossaient à l'Argonne.

Sortie enfin des défilés, l'armée prussienne suivit en tâtonnant la marche des Français. Brunswick projetait de les attaquer en tombant directement sur leur flanc droit, par une marche du Nord au Sud, et en conservant les communications avec Verdun. L'impatience de Frédéric-Guillaume l'empêcha d'exécuter son plan. Le roi de Prusse craignit de voir l'ennemi lui échapper ; sur le faux bruit que celui-ci se retirait sur Châlons, il poussa vivement

ses soldats, le 19 septembre au soir, jusqu'à Somme-Tourbe ; puis il revint brusquement vers l'est pour prendre



Carte n° 2. — Valmy, Jemappes, Neerwinden, Wattignies.

contact avec les Français. Le matin du 20 septembre, sous un épais brouillard, l'avant-garde prussienne, tour-

nant le dos à Paris, s'avançait vers les hauteurs de Gizaucourt et de la Lune, où étaient les avant-postes de Kellermann.

Celui-ci aurait dû occuper tout le terrain de Valmy aux bords de l'Auve, afin de couvrir entièrement la route de Sainte-Menehould à Châlons. Au lieu de distribuer ses troupes de Valmy à la Lune et à Gizaucourt, il les entassa sur la butte de Valmy, obéissant à l'instinct de présenter de grandes masses à un ennemi discipliné et solide. Il s'appuyait à droite sur le mont Yvron et sur les troupes de Beurnonville; sa gauche se prolongeait vers Orbeval, où Dumouriez le fit bientôt renforcer. Les avant-postes de la Lune se replièrent à l'approche de Brunswick et découvrirent à ce dernier l'armée française en bataille sur la butte de Valmy[1].

Une vive canonnade avait commencé des deux côtés. Les soldats de Kellermann soutenaient assez bien le feu de l'artillerie prussienne. Mais ils étaient nerveux et inquiets. L'explosion de quelques caissons les mit en émoi et faillit provoquer une panique. Kellermann parcourut la ligne, exhorta et raffermit tout le monde, cria: « *Vive la nation!* » Et tous, soldats de ligne et volontaires nationaux, encore un peu troublés, rassurés cependant par leur nombre et par l'hésitation visible de l'ennemi, répétèrent de confiance: « *Vive la nation!* »

L'armée prussienne s'était arrêtée sur les hauteurs de la Lune. Brunswick examinait les 35,000 Français. Il hésitait à risquer contre cette armée d'anciens soldats et de novices enthousiastes la vieille armée de Frédéric II; il la savait déshabituée de la guerre, affaiblie par les marches et les privations, inférieure en ce moment à sa réputation. Plus confiant, le roi de Prusse voulut qu'on abordât les Français. Brunswick se résigna donc à ordonner la marche en avant. Les Prussiens s'avancèrent vers le plateau de Valmy. A peine avaient-ils fait deux cents pas que leur chef

1. Voir la carte 2, p. 18.

les arrêtait. De nouvelles hésitations s'étaient emparées de l'esprit du général prussien : il pensait que le moment était mal choisi pour assaillir les Français et que rien ne serait plus chanceux qu'une bataille rangée ; il se décida à ne pas la risquer. Il se contenta donc de continuer une inutile canonnade. Il maintint en place son infanterie jusqu'à la fin du jour ; puis l'armée prussienne revint au bivouac de la Lune, découragée par sa démonstration impuissante, chacun pensant et répétant le mot de Wolfradt : « Nous ne sommes pas vainqueurs, donc nous sommes battus. »

Quelques centaines d'hommes seulement avaient péri : l'affaire de Valmy n'était qu'une escarmouche, et pourtant son résultat moral égala celui de dix batailles. Chez les soldats français, le caractère impressionnable de la race les fit passer de l'anxiété, état d'esprit avant-coureur des défaillances, à une confiance entière : ils songèrent moins à accuser leurs chefs de trahison et à s'enfuir devant quelques escadrons de cavalerie. Les plus intelligents sentirent qu'une puissance nouvelle apparaissait au monde : la Révolution militaire venait de naître, elle s'était montrée à l'Europe et l'Europe n'avait pas osé affronter le combat. Les Prussiens avaient perdu l'occasion de tenter l'offensive et cette occasion ne se représenta plus : dès la nuit du 20 septembre, Kellermann se hâta de réparer la faute qu'il avait commise en se plaçant trop en l'air : il se posta sur les deux bords de l'Auve, de Voilemont à Dommartin, et couvrit mieux que jamais Sainte-Menehould.

La position des Prussiens devenait extrêmement difficile. La dysenterie décimait l'armée. Bivouaquée sous une pluie persistante, dans ces plaines infertiles de Champagne, elle ne tirait rien du pays et était obligée de tout attendre des convois qui lui parvenaient avec peine par le long détour de Grand-Pré. Le moral de l'armée se ressentait fort de sa mauvaise situation : chacun sentait que l'expédition n'avait plus de but, car on ne visait ni Paris, auquel on tournait le dos, ni l'armée française,

que l'on n'osait attaquer. Les fallacieuses promesses des émigrés n'aboutissaient donc qu'à enliser les meilleures troupes prussiennes dans les boues de Champagne, et à faire de leur roi la risée de l'Europe !

Brunswick se sentait responsable en partie de cet avortement ; il était plus que tout autre obsédé d'images désolantes ; il ne cherchait qu'un moyen honorable de se tirer d'une passe aussi fâcheuse. Dumouriez le lui fournit, en parlementant et en négociant avec les chefs prussiens tant que ceux-ci voulurent. Le général français poursuivait un double but : peut-être d'heureuses négociations détacheraient-elles la Prusse de la coalition ; en tous cas, on pourrait amener les Prussiens à se retirer, sans être obligé de risquer une bataille que Dumouriez, autant que Brunswick, croyait fort chanceuse. Pendant ces pourparlers, l'armée prussienne commença à battre en retraite ; elle repassa le 3 octobre le défilé de Grand-Pré, sans être sérieusement inquiétée par les Français ; ce qui n'empêcha pas la retraite d'être lamentable, semant à chaque pas les morts, les malades, les débris de toute sorte. Les Français de Kellermann suivirent pas à pas les Prussiens ; Dumouriez, tout entier à son plan de prédilection, l'invasion de la Belgique, avait quitté l'Argonne ; Kellermann, laissé seul, conclut avec Brunswick la reddition de Verdun et de Longwy, et laissa les Prussiens quitter à ce prix le sol français (22 octobre).

L'échec misérable de la coalition en Champagne fut suivi immédiatement d'un autre sur la frontière du Nord.

Quoique les Autrichiens des Pays-Bas, en raison de leur faiblesse numérique, fussent plus disposés à défendre leurs frontières qu'à marcher de l'avant, ils essayèrent une diversion pour favoriser la marche de Brunswick. Le duc Albert de Saxe-Teschen détruisit les ouvrages du camp de Maulde et marcha sur Lille avec un faible corps de 20,000 hommes. Avec si peu de forces, il ne comptait pas venir à bout de cette grande place au moyen d'un siège régulier : il essaya d'un bombardement (25 sep-

tembre). Lille fit meilleure figure que les places du Nord-Est. Elle tint bon contre les milliers de bombes que les Autrichiens lancèrent sur elle ; ni les menaces, ni l'incendie ne l'intimidèrent. Le 8 octobre, le duc Albert repassa la frontière des Pays-Bas. La défense de Lille effaça l'impression fâcheuse de Verdun et de Longwy. Elle montra que dans les places fortes comme en rase campagne, les Français avaient repris possession d'eux-mêmes.

L'invasion était repoussée, la Convention nationale rompait sans retour avec l'ancien régime et proclamait la République (21 septembre). Aussitôt la Révolution se fit conquérante : les armées formées pour défendre le territoire se répandirent un peu à l'étourdie sur le territoire ennemi ; elles mirent à profit le désarroi et la surprise de la coalition, fières de planter partout les arbres de la liberté et de propager les sentiments démocratiques dont s'enflammait si bien l'âme des troupes, que tous, jusqu'aux plus récalcitrants des chefs légués par la monarchie, étaient à ce moment gagnés par l'enthousiasme universel.

C'est ainsi que se firent les promenades conquérantes de Montesquiou en Savoie et d'Anselme dans le comté de Nice. Le premier mit à exécution l'ancienne idée de Dumouriez de porter aux Alpes les limites de la France. Il entra le 22 septembre en Savoie ; les Piémontais reculèrent pas à pas devant lui ; Montesquiou occupa Chambéry. Peu après ce général d'ancien régime, suspect aux Jacobins malgré ses succès, fut destitué parce qu'il avait refusé d'attaquer Genève. Anselme occupa de la même manière le comté de Nice (fin de septembre).

Les conquêtes plus retentissantes de Custine sur le Rhin coûtèrent aussi peu de peine.

Ce général commandait sur l'extrême frontière, à Wissembourg, un corps de 15,000 hommes. Il avait en face de lui le Palatinat complètement dégarni ; les dépôts des alliés à Spire étaient gardés par deux régiments. La proie était trop belle et trop facile. Custine s'empara de Spire

(30 septembre), saisit Worms et Frankenthal, et exploita tant qu'il put l'enthousiasme des populations, heureuses de se débarrasser de leurs gouvernements surannés. Il mêla à sa propagande plus de charlatanisme que d'art militaire : il annonça avec fracas ses progrès à la Convention ; il en imposa aux généraux poltrons de l'électeur de Mayence. Cette place, la clef du Rhin moyen, tomba aux mains des Français (21 octobre). Les Prussiens de Brunswick achevaient alors leur malheureuse retraite ; ils craignirent que Custine ne les coupât du Rhin ; ils hâtèrent leur marche vers Coblentz. Mais le général français avait en tête d'autres projets ; il ne résista pas au désir de frapper des contributions sur la riche ville de Francfort (27 octobre). Il laissa ainsi aux Prussiens le temps de se reconnaître et de s'apercevoir que le petit corps français se trouvait en l'air au milieu de l'Allemagne. Custine fut bientôt chassé de Francfort (2 décembre) et rejeté sur Mayence. En même temps, Beurnonville, successeur de Kellermann à l'armée de la Moselle, échouait devant Trèves (15 décembre). Ces échecs étaient de graves symptômes que l'on négligea. Ils indiquaient que la coalition, loin d'être pulvérisée, avait encore des réserves de forces et que les premiers succès des Français, ces succès d'enthousiasme qui avaient pris au dépourvu les vieux gouvernements, n'avaient pas de lendemain.

C'est surtout aux Pays-Bas que se porta l'ardeur offensive de la Révolution, guidée par Dumouriez. Celui-ci était enfin libre de reprendre et d'exécuter lui-même ses projets primitifs : il était l'idole du jour ; on ne lui marchandait ni les hommes, ni l'entière liberté des mouvements. Il eût pu entrer en Belgique avec une masse serrée de 80,000 combattants ; il en dispersa une partie sur la frontière, par un respect exagéré des anciens procédés de tactique ; il ne garda sous la main que 35,000 hommes ; toutefois, il eut soin de se faire appuyer de près, à gauche par Beurnonville, à droite par d'Harville. Il entra ainsi en Belgique (28 octobre), Beurnonville marchant de

Quiévrain sur Mons et se joignant bientôt au corps principal, d'Harville s'avançant vers le bois de Sars. Les Autrichiens du duc Albert et de Clerfayt, résolus à livrer une bataille défensive, se retranchèrent en avant de Mons. Dès que Dumouriez eut chassé leurs avant-postes (3 novembre) de Boussu et du bois de Sars, il aperçut la ligne des redoutes de Clerfayt, de Jemappes à Cuesmes, et vers Berthaimont celles de Beaulieu [1]. Le général français résolut de s'en rendre maître par une grande attaque de front. Il avait pleine confiance dans le moral de ses troupes, déjà triées par la campagne de l'Argonne, exaltées par le souvenir de Valmy et animées de l'ardeur guerrière du *Chant du Départ* et de la *Marseillaise*; de plus, il était fort de sa supériorité numérique. Le 6 novembre, il commença dès huit heures le combat par sa droite. Il trouvait très ardus les obstacles de Jemappes et de Cuesmes ; aussi n'était-ce pas sur eux qu'il voulait porter l'attaque principale ; il jugeait préférable de peser sur la gauche autrichienne, de la précipiter vers la Haine et même, s'il était possible, de lui couper la retraite sur la route de Mons à Bruxelles. Bonne ou mauvaise, cette conception ne s'exécuta point. La bataille fut gagnée d'une manière un peu décousue et fort éloignée du plan de Dumouriez. D'Harville, à l'extrême droite, canonna de loin Beaulieu ; mais soit excessive timidité, soit désir de se maintenir à la hauteur de la ligne et de ne pas se trouver en l'air, d'Harville se garda d'avancer et de se jeter vers la route de Mons à Bruxelles, où un peu d'audace heureuse lui eût permis de devancer les Autrichiens. De son côté, Beurnonville attaqua mollement vers Siply. Tandis que le combat flottait à droite, il se décidait à la gauche et au centre. A la gauche, l'adjudant général Thouvenot se porta à la baïonnette sur le village de Jemappes ; au centre, il y eut une extrême confusion dans les troupes de Dumouriez ; ces

1. Voir la carte 2 p. 18. Beaulieu, le futur adversaire de Bonaparte, commandait à Jemappes la gauche autrichienne.

troupes marchant concentriquement vers le bois de Flenu, avant-poste de Jemappes et de Cuesmes, se mêlèrent et formèrent quelque temps un troupeau désordonné où le canon ennemi traça des sillons profonds, tandis que la cavalerie de Clerfayt essayait de s'introduire, dans l'intervalle entre le centre et la droite. Ce fut l'instant critique de la bataille. Enfin, la situation se dégagea; les plus énergiques, sans distinction de rang, s'emparèrent du commandement pour mettre fin à la confusion; le valet de Dumouriez, Renard, rivalisa de zèle avec le duc de Chartres; ils rallièrent les hommes débandés de tous les corps; ils formèrent de cette masse le *bataillon de Mons*; on marcha sur les redoutes, on en délogea enfin les Autrichiens. Déjà le village de Jemappes était tombé aux mains de Thouvenot. L'ennemi vaincu se mit en retraite sur Mons et Bruxelles; il ne laissait que 2,000 hommes sur le champ de bataille et avait infligé aux Français des pertes supérieures; mais il perdait à la fois son prestige et les Pays-Bas.

La bataille de Jemappes ouvrit la Belgique entière aux Français. Telle était la faiblesse des Autrichiens, qu'ils ne purent la défendre davantage. Cependant Dumouriez ne pressa pas vivement leur retraite. Il n'entra à Bruxelles que le 14 novembre. La première griserie du succès passée, le général français avait eu de graves difficultés à surmonter. Il s'était fait scrupule de nourrir l'armée par réquisition dans un pays qu'il voulait plutôt se concilier que conquérir : il avait passé des marchés pour les vivres; ces marchés furent cassés et remplacés par le nouveau ministre de la guerre, le Jacobin Pache. Puis celui-ci voulut forcer les Belges à accepter les assignats dépréciés : il appliquait la politique financière de Cambon, et devançait dans la guerre à demi-désintéressée de 92 les violences révolutionnaires de 93. En même temps, la Convention déclarait aux tyrans une guerre à mort; le 15 décembre, elle prononçait dans les pays conquis la confiscation des biens des privilégiés. Ces mesures outran-

cières irritèrent vivement Dumouriez ; il ne cacha pas sa mauvaise humeur, et c'est vers Paris, plutôt que vers l'ennemi, que se tournèrent désormais ses regards.

Cependant, la conquête de la Belgique s'acheva d'elle-même, en vertu de la force acquise. Miranda, détaché sur la gauche, s'empara d'Anvers (30 novembre) ; Valence, sur la droite, emporta Namur (2 décembre). Dumouriez, lui-même, arriva sur la Meuse et entra dans Liège. Le Conseil exécutif, qui ne doutait plus de rien, lui ordonna de s'emparer de Coblentz et de Luxembourg, et d'hiverner sur le Rhin. Dans ses lettres particulières, Dumouriez taxa le Conseil de démence ; déjà fort mal disposé pour les démagogues de Paris, il se refusa à exécuter leur plan et leur proposa de s'emparer de Maestricht en Hollande. Ce projet ayant paru prématuré, le général prit ses quartiers d'hiver sur la Meuse (12 décembre). Il commit une faute grave en laissant les Autrichiens prendre les leurs dans le pays de Juliers. A la vérité, son armée était dans le plus déplorable état : l'incurie administrative et les vols des munitionnaires la laissaient sans pain, sans habits, sans souliers ; les volontaires désertaient en foule depuis le 1er décembre, parce qu'en vertu d'un décret de la Législative, du 28 décembre 1791, ils n'étaient engagés que pour la campagne. L'offensive révolutionnaire s'arrêta donc sur la Meuse ; l'Europe coalisée put respirer et préparer sa revanche.

CHAPITRE II

93 : LA DÉFENSE DES FRONTIÈRES

SOMMAIRE. — I. La situation au commencement de 1793. — La coalition générale. — Premières mesures de défense. — Invasion de Dumouriez en Hollande. — Attaques des Impériaux sur la Belgique : combats d'Aldenhoven et de Tongres (1er-5 mars). — Retour de Dumouriez : défaite de Neerwinden (18 mars). — Évacuation de la Belgique. — Trahison et fuite de Dumouriez (1er-5 avril). — Les Prussiens sur le Rhin : retraite de Custine (16-30 mars). — Le Comité de salut public et les représentants en mission. — Lenteur des Autrichiens ; le camp de Famars ; mort de Dampierre (mai). — Inertie des Prussiens. — Coup d'État du 2 juin. — Siège et prise de Mayence (avril-juillet). — Prise de Condé et de Valenciennes (12-28 juillet) — Exécution de Custine. — La guerre aux Alpes et aux Pyrénées.

II. Danger de la France. — Hésitations et divisions des alliés. — Carnot au Comité de salut public (14 août). — La nouvelle tactique et les jeunes généraux. — Siège de Dunkerque par les Anglais. — Houchard et l'armée du Nord : Hondschoote (8 septembre) ; panique de Menin ; exécution de Houchard. — Siège de Maubeuge par Cobourg. — Carnot et Jourdan : Wattignies (15-16 octobre) ; déblocus de Maubeuge. — La guerre sur le Rhin : blocus de Landau ; échec des Français à Pirmasens (14 septembre). — Prise des lignes de Wissembourg (13 octobre). — Hoche à l'armée de la Moselle, Pichegru à l'armée du Rhin. — Kaiserslautern (28-30 novembre). — Reichshoffen et Niederbronn (9 décembre). — Wœrth (22 décembre). — Wissembourg (26 décembre). — Déblocus de Landau. — Guerre sur les Alpes. — Défaites sur les Pyrénées. — Vue d'ensemble sur la campagne de 1793.

Aux premiers jours de 93, la situation se dessine, nette et menaçante. Par l'exécution de Louis XVI, la Révolution « jette en défi à toutes les nations une tête de roi ». Elle se met hors la loi européenne, elle prend même l'initiative des ruptures : le 1er février, guerre à l'Angleterre, le même jour, guerre à la Hollande ; le 7 mars, guerre à l'Espagne, le tout voté par la Convention sans débat ni fièvre, comme une conséquence prévue de la situation anormale où l'on était placé. A la guerre continentale s'ajoutait la guerre maritime.

Sur le continent, les seuls adversaires capables de porter à la Révolution le coup de mort étaient ceux de 92, l'Autriche et la Prusse. L'Autriche avait été surprise aux Pays-Bas par l'invasion de Dumouriez, parce qu'elle avait cru la Révolution incapable d'attaquer; la Prusse avait subi sa déconvenue de Champagne, parce qu'elle avait cru la Révolution incapable de se défendre. L'une et l'autre, assagies par l'expérience, se proposaient de recommencer la guerre avec des ressources supérieures. Elles visèrent à concerter leurs efforts, ce qui était le vrai moyen de dompter la France : mais heureusement pour cette dernière, leur accord, dès les premiers jours, fut plus apparent que réel. Brunswick s'entendit à Francfort avec le généralissime autrichien, le prince de Cobourg (14 février). Celui-ci avait pour mentor le colonel Mack : ils étaient tous deux des stratégistes de tradition à la manière autrichienne; prudents jusqu'à l'hésitation, attentifs jusqu'à la minutie, ils avaient pour objectif, non d'anéantir l'ennemi, mais de le déloger de ses positions; leur horizon militaire était étroit, et leur guerre n'était qu'un puéril jeu d'échecs où ils semblaient craindre de s'engager à fond : défauts qui furent ceux de la coalition entière. A Francfort, Cobourg et Brunswick convinrent seulement, le premier de reprendre les Pays-Bas, le second de reprendre Mayence. Cependant, malgré leur circonspection routinière, les Autrichiens et les Prussiens allaient être, pour les Français, de rudes adversaires. Leurs armées étaient braves, solides, et non découragées : les Prussiens n'avaient pas été vaincus; les Autrichiens n'avaient cédé qu'au nombre. Les maladresses révolutionnaires devaient assurer aux uns et aux autres, aux Pays-Bas et sur les bords du Rhin, la bienveillance ou la neutralité des populations. L'or de l'Angleterre payerait les frais de la guerre. Tout s'organisait pour une lutte à mort contre les *sans-culottes* étourdiment aventurés sur le Rhin et sur la Meuse.

Ceux-ci avaient vite perdu leur élan de 92 et la con-

fiance due à leurs faciles succès. Les armées de Dumouriez et de Custine, hâtivement organisées, aventurées trop loin de leur base d'opérations, mal vêtues, mal nourries, s'abandonnaient à une indiscipline pillarde et se dissolvaient avec une rapidité effrayante. 60,000 volontaires avaient repris le chemin de l'intérieur ; les fonds manquaient ; les généraux assiégeaient l'incapable ministre Pache de leurs plaintes et de leurs réclamations ; le comité des achats installé en décembre avait gaspillé 200 millions pour l'habillement, et les troupes étaient en haillons. La Convention s'émut enfin de ce désordre. Dès le commencement de janvier, elle avait établi un comité de défense générale : celui-ci découvrit avec indignation les gaspillages et l'impéritie de Pache. Le 2 février, ce ministre fut destitué et remplacé par Beurnonville. On se procura de l'argent et des hommes : on créa 800 millions d'assignats nouveaux ; on prononça, le 26 février, la levée de 300,000 hommes. La Convention chercha à effacer les souvenirs de l'ancienne armée, dont elle redoutait l'esprit : le 21 février, elle décréta l'*amalgame* des bataillons de ligne et des volontaires nationaux, sur la proposition de Dubois-Crancé. Ces mesures n'eurent pas toutes un effet immédiat : l'*amalgame* ne pouvait s'exécuter à l'ouverture de la campagne ; les anciens régiments de ligne subsistèrent donc, mais on soumit leurs cadres à un travail d'*épuration* continuel, afin d'y extirper tout germe de royalisme. Les nouvelles troupes se constituèrent dans le feu même du combat. Au début de l'année, les forces françaises ne dépassaient pas 270,000 hommes, répartis en neuf armées.

Les coalisés se préparaient avec leur lenteur habituelle, les Prussiens du côté du Rhin, les Autrichiens du côté de la Roër. Le conseil exécutif français, insoucieux du danger qui le menaçait, ordonna à Dumouriez d'attaquer la Hollande.

Ce général n'avait plus sa foi des premiers jours. De plus en plus s'écaillait le vernis révolutionnaire qu'il

s'était donné, et l'ancien agent de Louis XV se retrouvait homme d'ancien régime. Ulcéré par les prétentions et les insolences des Jacobins en Belgique, par la mort de Louis XVI et par les désordres de Paris, il était résolu à profiter de sa popularité et de sa gloire fraîchement acquise pour rétablir l'ordre à l'intérieur. Cependant il sentait que de nouveaux succès lui étaient nécessaires. Il tenta d'abord, avec une armée délabrée, de renouveler en Hollande la foudroyante offensive de Jemappes.

Il résolut de suivre la côte et de protéger sa droite en faisant assiéger Maestricht par Miranda. Le gros de son armée demeura dans ses cantonnements dispersés de Liège et d'Aix-la-Chapelle. Lui-même pénétra en Hollande avec 18,000 hommes, près de Berg op Zoom (17 février). Il prit Bréda, le fort de Klundert, Gertruydenberg. Il se voyait déjà dans Amsterdam. Au fond, il sentait bien que sa situation n'était point assurée, car, avant son départ, il avait recommandé au ministre Beurnonville de fortifier les places du Nord, dans la double pensée de résister aux Autrichiens et de se ménager une base future contre les démagogues de Paris.

Les événements ne tardèrent pas à prouver combien cette précaution était fondée.

Pendant que Dumouriez était arrêté dans sa course téméraire par le bras de mer du Biesboch, et que ses soldats maugréaient, les pieds dans la boue, au *Camp des Castors*, les Autrichiens attaquaient l'armée française entre Roër et Meuse. 50,000 Impériaux étaient réunis autour de Juliers sous les ordres de Cobourg; ils avaient devant eux les corps français disséminés, commandés par Valence. Le 1er mars, les Autrichiens tombèrent sur les avant-postes français d'Aldenhoven, les mirent en déroute et s'emparèrent d'Aix-la-Chapelle. Tout de suite la panique se mit chez les Français affaiblis par les désertions et les misères de l'hivernage. Leurs détachements furent repliés ou taillés en pièces. Miranda leva en toute hâte le siège de Maestricht et se replia sur Saint-Trond.

Le 3 et le 4, les Impériaux passaient la Meuse et s'emparaient de Tongres. Les Français désorganisés se réunirent autour de Louvain. La Belgique entière s'agitait, la ligne de retraite de l'armée de Hollande était menacée.

Aux premières mauvaises nouvelles, Dumouriez se cramponnait encore à ses plans, avec une audace désespérée. Mais à la nouvelle de l'abandon de Tongres, il jugea son retour nécessaire. Le 11, il était à Anvers, destituait les commissaires Jacobins, rétablissait la discipline et essayait de se concilier les Belges. Le 12, il écrivait à la Convention une lettre pleine de récriminations, auxquelles il espérait donner sous peu la sanction menaçante d'une grande victoire sur les Autrichiens. Puis il réunit 45,000 hommes à Louvain et leur remonta le moral en reprenant Tirlemont, occupé le 15 par les Impériaux. Ceux-ci lui avaient fait la partie belle, car, après la prise de Tongres, ils n'avaient pas bougé pendant dix jours. Dumouriez les vit plus tâtonnants et plus hésitants que jamais, crut pouvoir les accabler, et livra bataille le 18 mars à Neerwinden.

Cobourg était établi sur la rive droite de la Gette, d'Overwinden à Dormael. Dumouriez résolut de déloger sa gauche, à Owerwinden et à Neerwinden, en maintenant sa droite en respect. Huit colonnes d'attaque se formèrent, dont cinq, commandées par Valence et le duc de Chartres, prirent pour objectif la gauche et le centre de Cobourg. Les trois autres, sous les ordres de Miranda, devaient maintenir vers Léau les Autrichiens du jeune archiduc Charles. De son côté, Cobourg résolut de porter son effort précisément vers Léau [1].

Sur la droite française, les bataillons de Dumouriez ne purent enlever les hauteurs, et les Autrichiens, de leur côté, ne purent leur faire repasser la Gette. La lutte demeura indécise jusqu'au soir. Les Français gardaient

1. Voir la carte 2, p. 18.

leurs positions. Mais, sur la gauche, Miranda avait cédé devant l'archiduc Charles et s'était replié en désordre vers Tirlemont, sans même avertir Dumouriez. Celui-ci vint trop tard à l'aile gauche pour réparer le mal : il dut suivre le mouvement de son lieutenant. Les Français se retirèrent avec lenteur sur Tirlemont et Louvain. Chacun des adversaires perdait environ 2,000 hommes. De nouveau le moral de l'armée française fut fortement atteint, et sa décomposition se précipita.

Dumouriez avait joué sa partie le 12 mars contre les Jacobins, en écrivant à la Convention, et le 18 contre Cobourg, en lui livrant bataille. Les deux parties étaient liées. Après Neerwinden, ses chances de succès contre les ennemis de l'intérieur étaient fort diminuées. L'instrument sur lequel il comptait, l'armée, fondait entre ses mains. « Des compagnies entières partaient pour la France avec armes et bagages (Jomini) ». Il n'y avait que défiance et mollesse chez les vieux officiers, indiscipline chez les jeunes. Après une dernière résistance à Louvain, le 21 mars, les Français évacuaient Bruxelles sans combat et se retiraient vers la frontière du Nord. Dumouriez se décida à s'entendre avec les Impériaux. Le 26, il vit Mack et lui promit d'évacuer la Belgique ; puis il développa son plan pour la marche sur Paris et la restauration du trône, exigeant seulement des Autrichiens la promesse de respecter l'intégrité du territoire français. Le 31 mars, l'armée, qui ne comptait plus que 15,000 hommes organisés, était repliée en deçà de la frontière, à Saint-Amand et à Maulde.

A Paris, les menées de Dumouriez étaient depuis quelque temps soupçonnées. L'orage éclata à la divulgation de sa lettre du 12 mars à la Convention. Danton fit le voyage de Belgique pour ramener le général par la douceur, et n'y put réussir. La Convention manda Dumouriez à Paris ; elle lui envoya les représentants Camus, Bancal et Quinette et le ministre de la guerre Beurnonville pour lui signifier sa destitution. Dumouriez, rom-

pant sans retour avec les Jacobins, fit arrêter les commissaires conventionnels et les livra aux Autrichiens (1er avril). La trahison parut un moment réussir. Mais la France de 93 n'était pas mûre pour un coup d'État militaire. L'armée était trop près de la nation : la Révolution, en y introduisant tant d'éléments nouveaux, avait détruit pour un temps l'esprit de caste ; les volontaires, tous révolutionnaires zélés, l'artillerie, qu'enflammait un ardent esprit républicain, se déclarèrent contre Dumouriez. Le 4 avril, les volontaires du 3e bataillon de l'Yonne tirèrent des coups de fusil sur le général ; des groupes isolés, puis des bataillons, puis tout le parc d'artillerie, puis l'armée entière abandonnèrent le camp de Maulde ; Dumouriez, suivi de quelques centaines d'hommes, s'enfuit sur le territoire autrichien, et ses troupes reconnurent l'autorité de la Convention.

Sur le Rhin se passaient des événements tout aussi peu favorables à la France.

Custine avait fait la révolution à Mayence, mais il s'était montré aussi timide et incapable à la guerre que violent dans ses proclamations. Il disposait de ressources assez limitées pour défendre Mayence : 25,000 hommes étaient cantonnés hors de la ville, entre le Rhin et la Nahe. Ils durent se replier au premier mouvement offensif de Brunswick et du roi de Prusse. Le 21 mars, les Prussiens passèrent le Rhin à Bacharach. Custine, battu sur la Nahe, se retira sur Alzey et sur Worms, en laissant dans Mayence une forte garnison de 22,000 hommes. Sa retraite se changea vite en une sorte de débandade : l'armée de la Moselle ne le soutint pas ; Custine rentrait le 1er avril à Landau, victime de la panique de ses troupes et de sa propre incapacité. Les Prussiens investirent Mayence.

Les nouvelles du Rhin et des Pays-Bas soulevèrent à Paris de furieuses passions contre les chefs militaires. Les partis exaltés en prirent texte pour demander la mort des généraux traîtres, la destitution des officiers *ci-devant*

et leur remplacement par de vrais sans-culottes. On poursuivit avec rage la destruction de l'ancienne armée et la main mise du pouvoir civil sur les affaires militaires. Le 6 avril est définitivement organisé le Comité de salut public, qui absorbera bientôt le gouvernement tout entier. Le 30 avril est décrété l'envoi auprès de chaque armée de quatre représentants munis de tous les pouvoirs. Dès le 4 avril Beurnonville avait été remplacé à la guerre par l'hébertiste Bouchotte. Les camps furent inondés d'exemplaires du *Père Duchêne* ; les bureaux hébertistes firent appel à l'indiscipline des soldats, à la défiance envers les chefs : on tâcha d'inculquer les vrais principes des sans-culottes aux recrues de la nouvelle levée. Dumouriez et ses complices furent mis hors la loi. Custine fut fortement menacé. Les arrestations et les destitutions de généraux et d'officiers supérieurs se succédèrent.

Ce travail de désorganisation ruina l'ancienne armée avant que la nouvelle eût le temps de se constituer. En avril et en mai 1793, la France, travaillée à l'intérieur par la Vendée, menacée sur toutes ses frontières désemparées et ouvertes, semblait offrir une proie facile à l'invasion.

La coalition ne sut pas profiter des circonstances. Ses vues furent obscurcies par une stratégie routinière et des préoccupations politiques. Aux Pays-Bas, la guerre changeait de caractère. Les Autrichiens avaient trouvé si vulnérable la frontière française, qu'ils revinrent aux projets de conquête de la première guerre de 92. Cobourg, placé à Quiévrain, attendit d'abord ses alliés, les Hollandais et les Anglais du duc d'York. Puis il se décida à faire une méthodique guerre de sièges, pour se saisir de gages que l'Autriche espérait bien garder à la paix. Les Français revinrent de l'émoi causé par la trahison de Dumouriez. Leur chef, Dampierre, posté au camp de Famars, reprit l'offensive, le 1er et le 8 mai. Mais il attaqua en désordre, par petits paquets, et il fut tué dans la seconde journée. Cobourg s'empara du camp de Famars (23 mai). Les Français se replièrent sur le camp de César.

Custine, successeur de Dampierre, déjà suspect aux Jacobins, trouva une armée démoralisée, déclara qu'il fallait d'abord faire du camp une place d'exercices, et s'y renferma. La route de Paris aurait pu facilement s'ouvrir entre Escaut et Sambre : au lieu d'y marcher, les Autrichiens bloquèrent Valenciennes.

Les Prussiens montrèrent la même mollesse sur le Rhin, pour d'autres raisons. L'armée de Brunswick avait à couvrir le siège de Mayence. Le comité dantoniste, dans ses vues pour la paix, avait jeté les yeux sur la Prusse, comme autrefois Dumouriez dans l'Argonne. La guerre n'était plus qu'une fiction autour de Landau. Custine avait fait en mai quelques démonstrations d'une inutilité voulue. Il ne pouvait avoir d'intention sérieusement menaçante. Les armées du Rhin et de la Moselle étaient disséminées sur un front de 50 lieues.

La guerre languissait donc sur les principales frontières : l'attaque était faible, la défense inefficace, quand le coup d'État du 2 juin rendit les Montagnards exaltés maîtres du pouvoir. Tout de suite la situation changea. Plus de faux-fuyants, plus de négociations de paix ; la République ne saurait pactiser avec les tyrans ; au comité dantoniste succède le comité de Robespierre (10-27 juillet) : c'est la guerre sans merci contre les ennemis extérieurs et contre le soulèvement général des provinces.

Aussi, malgré l'inintelligence et la mollesse des coalisés, la situation des Français empire rapidement. Sur le Rhin, ils sont chassés des dernières conquêtes dues à la fougue de l'année précédente ; vers le Nord, la frontière est entamée ; sur les Alpes et les Pyrénées, l'anarchie du commandement et l'indiscipline des troupes amènent des échecs peu décisifs, mais très humiliants.

Mayence, bloquée depuis le milieu d'avril, résista longtemps à l'attaque prussienne, avec sa garnison hétéroclite de volontaires et de bataillons de ligne. Elle était défendue par des hommes chez qui le fanatisme révolutionnaire s'unissait à une ardeur chevaleresque, et qui

surent masquer par leur courage les défaillances de leurs troupes : Meunier, qui périt durant le siège, Aubert-Dubayet, Kleber, un des héros de la nouvelle armée, entraîneur de premier ordre et en même temps homme de tête et d'expérience; auprès d'eux les commissaires de la Convention, Reubell et Merlin de Thionville, jaloux, surtout le second, de montrer à ces soldats qu'eux aussi étaient capables de courage militaire. Sans cesse ils harcelaient l'ennemi par leurs sorties, détruisaient les travaux d'approche, enclouaient les canons, manquaient d'enlever Kalkreuth et le prince Louis-Ferdinand. Obligés à la fin de mai de se renfermer dans l'enceinte, ils y soutinrent un long bombardement. Enfin, le manque de nouvelles et la disette menaçante les firent capituler (22 juillet) au moment où le verbeux et incapable Beauharnais se disposait à mener l'armée du Rhin à leur secours. Leur longue défense ne sauva pas les *Mayençais*, auprès du soupçonneux comité de Robespierre, du reproche d'avoir capitulé trop tôt. Merlin de Thionville sut les disculper à la barre de la Convention, et ils continuèrent de servir la République en Vendée. Seul, Beauharnais, démissionnaire, fut plus tard jeté en prison et porta sa tête sur l'échafaud. Mayence prise, les Français repoussés jusqu'à la frontière d'Alsace, Brunswick se porta sur les frontières de la Lorraine, tandis que l'Autrichien Wurmser, avec 17,000 Impériaux, se préparait à bloquer Landau, clef de la Basse-Alsace. Dès le 13 août, Brunswick, pour couvrir le blocus, prenait position sur le revers occidental des Vosges et s'emparait de Pirmasens. Dans le même temps, Wurmser rejetait les Français jusqu'aux lignes de Wissembourg.

Au Nord, Cobourg faisait la guerre de sièges avec un égal succès. La déroute du camp de Famars lui ouvrait le haut Escaut. Il fit à la fois le siège de Condé et de Valenciennes. La première de ces places capitula le 12 juillet. La seconde, défendue par Ferrand, fit une longue et vaillante résistance. L'immobilité de l'armée du

Nord et les désordres de la garnison forcèrent Ferrand à capituler (28 juillet). Maîtres de ces deux villes, les Autrichiens avaient démantelé la frontière de fer de Vauban. Le nouveau Comité de salut public se vengea par la guillotine. Dès le 12 juillet, Custine avait été rappelé. Il fut arrêté le 22, mis en jugement à la nouvelle de la capitulation de Mayence, son ancienne conquête. Comme général de l'ancienne armée, il encourut les reproches de trahison et d'aristocratie, et le tribunal révolutionnaire prononça contre lui la sentence de mort.

Sur les Alpes, deux armées, l'armée des Alpes et l'armée du Var, défendaient la frontière contre les Austro-Piémontais. Du côté des Alpes-Maritimes, une panique dispersa les républicains, le 12 juin, devant les formidables positions de Saorgio, ce qui entraîna l'exécution de deux généraux. Du côté du Dauphiné et de la Savoie, la révolte de Lyon lia bientôt les mains à Kellermann, général de l'armée des Alpes. Il dut détacher deux divisions vers Lyon. Les Piémontais projetèrent de reprendre la Savoie.

Aux Pyrénées, la France n'avait guère d'autre ressource que les bataillons de nouvelle levée du Midi, peu expérimentés et peu solides. Lorsque les Espagnols Ricardos et La Union attaquèrent avec 25,000 hommes les Pyrénées-Orientales, ils pénétrèrent aisément en Roussillon. Les volontaires du général républicain Flers furent battus à Céret (20 avril), mis en déroute au Mas-d'Eu (19 mai), malgré les efforts de Dagobert. Prats de Mollo et Bellegarde tombèrent aux mains des Espagnols. Toutefois le circonspect Ricardos renonça pour un temps à l'offensive, après son échec de Niel (17 juillet). Ce n'était qu'un répit passager. Aux Pyrénées-Occidentales, les républicains furent battus sur la Bidassoa. Longtemps ils ne purent réparer ces défaites. A mesure que leurs bataillons s'aguerrissaient, le Comité les faisait partir pour la Vendée.

Partout le péril avait reparu, plus menaçant au mois

d'août 1793 qu'au mois d'avril. Partout les républicains étaient vaincus ou tenus en échec.

II

Au fort de la crise, la République est mieux servie par ses ennemis que par ses défenseurs. Parmi ces derniers, les représentants en mission et les généraux travaillaient aux armées d'une manière souvent discordante, les premiers sous la menace continuelle du rappel, les seconds sous celle de la destitution et de la guillotine, les uns défaisant ce qu'avaient fait les autres, tous impuissants à conjurer l'inexprimable désordre et l'esprit de défiance des troupes. A Paris, le Comité robespierriste renfermait dans ses premiers jours des hommes de terreur, non des hommes d'action. Leur seul but étant de frapper les aristocrates, les échecs aux frontières les servaient aussi bien que des victoires. Le ministre Bouchotte, laborieux, mais de vues courtes, dévoué aux hébertistes, souvent en lutte avec le Comité, s'occupait surtout des nominations de généraux, pour fournir à l'incroyable consommation qu'on en faisait. Ses choix étaient dictés le plus souvent par l'ancienneté, ce qui amena sous sa plume des noms tels que celui de Carlenc, vieux troupier sans valeur mis à la tête de l'armée du Rhin. Les décrets de la Convention n'étaient pas assez efficaces. Le décret de la réquisition permanente ou de la levée en masse, rendu sur le rapport de Barère (23 août) appela aux armes tous les Français, et d'abord ceux de 18 à 25 ans. Il remplit les camps de foules qui auraient été inutilisables en cas d'invasion immédiate. Partout affluèrent des paysans en sabots, armés de piques, l'arme des sans-culottes, et parfois accompagnés de leurs femmes et de leurs enfants. Il fallait du

temps pour transformer ces foules amorphes en bataillons organisés[1].

Heureusement pour la France, la coalition semblait marcher au suicide. On eût dit qu'un bandeau épais couvrait les yeux de ses ministres et de ses généraux. Car les uns et les autres prirent à tâche de travailler à leur propre perte. Pendant le mois d'août, la question d'Orient détourna l'esprit des Prussiens de la question d'Occident. La Prusse et la Russie allaient se partager une seconde fois la Pologne : Brunswick se réserva sur le Rhin en vue des événements possibles. Il savait d'autre part que la grande alliance était travaillée par des dissensions secrètes, et surtout par la vieille hostilité entre l'Autriche et la Prusse. Plus encore que les Prussiens, les Autrichiens piétinèrent et s'écartèrent du but. Cobourg avait chassé du camp de César l'armée de Kilmaine (8 août), et repoussé les Français jusqu'au camp de Gavarelle, entre Douai et Arras. Le général autrichien, qui manquait moins d'intelligence que d'énergie, voulait cette fois marcher sur Paris. Ses alliés les Anglais s'y refusèrent. Le duc d'York déclara que son gouvernement s'attachait avant tout à la prise de Dunkerque. Les Anglais voulaient travailler pour eux-mêmes, non pour les Autrichiens. Sur quoi Cobourg se décida à laisser partir les Anglo-Hollandais, et à continuer de son côté la guerre autrichienne : York devait prendre Dunkerque, tandis que les Impériaux iraient s'emparer du Quesnoy (10 août). La dispersion commença : les alliés avaient signé eux-mêmes l'arrêt de leur défaite.

En même temps, après les premiers jours de trouble et de désordre, l'autorité se concentrait chez les Français, et pour la première fois, tombait entre des mains habiles. Le 14 août, Carnot et Prieur de la Côte-d'Or

1. La Convention elle-même s'en rendit compte, lorsqu'elle décida d'affecter les bataillons de nouvelle levée au service des places. (Décret du 27 septembre 1793.)

furent adjoints au Comité de salut public, et le 16, le premier fut chargé des affaires militaires. Carnot avait 40 ans. Il n'était ni un grand chef d'armée, ni un entraîneur de troupes, quoiqu'il ait paru tel un jour, à Wattignies. Il avait des qualités plus précieuses en 93, l'ordre, le savoir et une prodigieuse faculté de travail, seules qualités capables de débrouiller le chaos. Simple capitaine du génie, homme de règles et de formules, il avait trop de tendance à faire la guerre d'une manière géométrique ; il se fit reprocher d'opérer les concentrations en donnant comme objectif à ses troupes un point occupé par l'ennemi. Mais la nécessité et une intuition supérieure lui firent entrevoir les conditions de la guerre nouvelle. La nécessité le détermina à pousser les troupes, pour les faire vivre, hors du territoire français, qui était épuisé, ruiné, et ne rendait plus. Il fut ainsi mis sur la voie de la vraie tactique révolutionnaire. Il comprit que les jeunes troupes de la République étaient inférieures en tout à leurs ennemies, sauf en nombre et en courage. Une guerre méthodique devait les ruiner vite : la guerre par déploiements et élans foudroyants devait les sauver. Il recommanda la concentration de grandes masses, l'attaque impétueuse et acharnée à la baïonnette, sans compter les morts, sans compter les échecs. Par là il imprima à la guerre une allure énergique et rapide. Il était favorisé par la souplesse nouvelle de l'armée, que la nécessité de s'étendre pour subsister fractionnait en divisions quasi-indépendantes. Cette souplesse lui permit de porter rapidement une masse écrasante de forces sur le point menacé : on le vit à Dunkerque, à Maubeuge et à Landau.

Ces idées ne se firent pas jour tout d'un coup chez Carnot. Ce n'était pas un homme à illuminations soudaines. Tout contribua à le pousser dans la voie nouvelle, même les déclamations des clubs. Chaque jour aux Jacobins on parlait d'aller de l'avant, d'anéantir les armées des tyrans, de montrer la supériorité du courage répu-

blicain sur une stratégie surannée. Les jeunes chefs de la nouvelle armée allaient démontrer le sérieux de ces phrases. Carnot sut les choisir et remplacer par eux l'ancien état-major presque exterminé; il sut aussi les écouter et les soutenir, même contre ses collègues du Comité. Les armées eurent, grâce à lui, des chefs tels que Pichegru, assez médiocre général, envieux et perfide, mais disciplinaire de premier ordre ; Jourdan, mercier à Limoges, chef d'un bataillon de volontaires nationaux, qui eut en l'an II sa belle année, et ne retrouva jamais plus son étoile de Wattignies et de Fleurus; et bien audessus d'eux, Lazare Hoche, général de 25 ans, le génie le plus français de la Révolution, chef de guerre aux vues justes et rapides, grand entraîneur de troupes, capable d'être plus et mieux que cela et de devenir l'homme d'État de la jeune République, car lui seul parmi les militaires était de tête assez solide pour résister à la griserie des conquêtes illimitées et pour savoir poser des bornes, au nom de l'intérêt supérieur de la France et de la nouvelle religion des *Droits de l'homme.* « Nous faisons une guerre d'imitations, disait Hoche, une guerre de marionnettes... Cessez de disperser vos forces, rassemblez-les en une masse imposante. » Il faut ajouter que dans cet ordre d'idées, les paysans de la Vendée donnaient l'exemple aux jeunes généraux républicains : adroits tirailleurs, habiles à profiter du terrain pour faire tomber sur l'ennemi une pluie de balles, ils attendaient de l'avoir ébranlé par la fusillade, et l'écrasaient en le chargeant furieusement. Les *brigands* donnèrent aux républicains des leçons de guerre que ceux-ci mirent à profit contre la coalition.

La disjonction des Anglais et des Impériaux sur la frontière du Nord offrit la première occasion d'une victoire.

Pendant que York et Cobourg séparaient leurs forces, le premier s'acheminant lentement vers Dunkerque, le second marchant sur le Quesnoy, les Français recevaient des renforts. Dès le 21 juillet, l'armée du Nord avait reçu

21,000 hommes tirés des armées de la Moselle et des Ardennes. Le 10 août, Houchard remplaça Kilmaine à la tête de l'armée. C'était un vieux soldat, brave, mais irrésolu, une sorte de Luckner. Il fut toujours aiguillonné par les représentants, les ordres du Comité ou par ses aides de camp Vernon et Berthelmy. C'est ainsi que la décision prise de délivrer Dunkerque est une décision collective.

Le duc d'York avait mis le siège devant cette place le 23 août, avec 37,000 hommes protégés par le corps d'observation allemand de Freytag. Hoche et Souham défendaient Dunkerque avec énergie. L'inondation des environs, le manque de flottille de bombardement, les sorties de la garnison empêchèrent les Anglais d'agir vite. Les troupes de Houchard purent arriver à temps du camp de Cassel. Houchard marcha sur Dunkerque avec 22,000 hommes. Il avait le projet d'agir sur la gauche anglaise, de cerner et de couper York et Freytag. Pour cela il fallait s'emparer de Furnes, et avant tout déloger Freytag de ses positions à Hondschoote. Le 6 septembre, Jourdan repoussa les avant-postes ennemis sur l'Yser. Mais la nuit suivante les alliés reprirent le village de Rexpoède : ils n'étaient nullement ébranlés et n'abandonnèrent pas Hondschoote. Le 8, Houchard engagea toutes ses forces contre ce point important. Les Hanovriens, les Autrichiens et les Hessois firent une vaillante résistance, favorisés par la nature du terrain, coupé de digues, de fossés, de haies et de marécages. Enfin ils furent obligés de céder Hondschoote avec une perte de 4,000 hommes ; les Français se débandèrent et pillèrent au lieu de les poursuivre ; Houchard, toujours indécis, hésita à pousser sur Furnes ; York eut le temps de lever le siège de Dunkerque et de se retirer le long de la côte. C'était de la part du général français une faute grave, et ce ne fut pas la seule. Le 13, Houchard se retournait contre le corps hollandais campé sur la Lys et s'emparait de Menin. Mais en même temps, il apprenait que, le 11, Cobourg

s'était emparé du Quesnoy. Il eut peur de se trouver en l'air et de voir revenir sur lui Cobourg victorieux : il évacua Menin, voulut masquer sa retraite par une contre-attaque, et cette attaque se changea en une panique générale (15 septembre). Le Comité destitua Houchard, le fit arrêter, l'envoya devant le tribunal révolutionnaire, et Houchard fut condamné à mort.

Malgré ces défaillances et la prise du Quesnoy, Hondschoote était un grand succès qui raffermit le moral des troupes. Carnot fit nommer Jourdan à la place de Houchard ; l'armée du Nord fut portée à 130,000 hommes, dont 100,000 capables de faire de suite campagne. Carnot et Jourdan les répartirent en grands camps retranchés, places d'exercice et de résistance. L'un d'eux était à Maubeuge, commandé par Ferrand et Chancel.

Cobourg s'émut peu de l'échec du duc d'York et poursuivit sa guerre de sièges. Après le Quesnoy vint le tour de Maubeuge. Le 29 septembre, il bloqua cette place et son camp retranché. Il était d'autant plus urgent de les secourir, que les troupes de Maubeuge furent bientôt réduites à la demi-ration.

Carnot, qui avait déjà fait en septembre une tournée d'inspection sur la frontière, y revint en octobre diriger le déblocus de Maubeuge. 50,000 hommes étaient rassemblés à Guise. Le 12 octobre, Carnot et Jourdan les portèrent sur Avesnes ; Jourdan ordonna à un corps détaché de l'armée des Ardennes de le flanquer à droite vers Sobre-le-Château. Les Autrichiens couvraient le blocus sur les plateaux de Doulers et de Wattignies[1]. Le plan de Carnot et de Jourdan était, le 15, de profiter de la supériorité numérique des républicains et de déborder l'ennemi sur les deux ailes, à gauche vers Saint-Waast, à droite vers Dimont. La prise de ces positions détermina Jourdan et Carnot à ordonner l'attaque au centre, vers Saint-Aubin et Doulers. Mais, dès que les Français attei-

1. Voir la carte 2, p. 18.

gnirent la crête du plateau, tous leurs efforts échouèrent devant de formidables redoutes garnies d'artillerie. Le 16, le combat recommençait, acharné, et, cette fois, les chefs français jugeaient impossible d'emporter d'un coup toute la ligne : ils portèrent leurs efforts vers leur droite, commandée par Duquesnoy ; trois fortes colonnes abordèrent le plateau de Wattignies et l'enlevèrent, ce qui entraîna la chute des positions de Doulers. Seul, le corps des Ardennes échoua vers Obrechies. Les Autrichiens n'en étaient pas moins perdus, écrasés entre deux feux, si la garnison de Maubeuge les avait attaqués. Elle ne bougea pas, et Cobourg repassa la Sambre, sans être poursuivi, ce que le général Chancel paya fort injustement de sa tête. Toutefois, le but de Carnot était atteint et Maubeuge délivré. A Wattignies comme à Hondschoote les Français, sans se concentrer suffisamment eux-mêmes, avaient profité de la dispersion de leurs ennemis : York n'avait pas plus été en état de soutenir Cobourg à Wattignies, que Cobourg de soutenir York à Hondschoote ; le général anglais arrivait le 16 octobre à une lieue du champ de bataille.

La victoire de Wattignies termina la campagne au Nord, malgré les ordres du Comité. Celui-ci aurait voulu que Jourdan anéantît Cobourg. Jourdan remontra que ses troupes étaient harassées, sans souliers, sans habits et sans vivres. Le Comité et les représentants s'arrêtèrent à contre-cœur et passèrent leur mauvaise humeur sur le général. Celui-ci, grâce à Carnot évita l'échafaud ; mais il fut envoyé, en janvier, à l'armée de la Moselle, et remplacé à l'armée du Nord par Pichegru.

Le grand effort se porta en novembre vers le Rhin, où les coalisés avaient progressé tant qu'avait duré l'anarchie du commandement chez les Français, où ils s'arrêtèrent et reculèrent quand l'anarchie cessa [1].

Le 27 août, Brunswick avait reçu l'ordre de ne pas bou-

1. Voir la carte 1, p. 16.

ger de Pirmasens, en raison des complications polonaises. Les Français vinrent l'y chercher. L'armée de la Moselle sous Moreaux attaqua Pirmasens (14 septembre). Mal commandée, composée pour une bonne part de paysans de la levée en masse, elle fut mise en déroute et se retira derrière la Sarre. Les Prussiens avancèrent jusqu'à Hornbach et Blieskastel. Ce succès et la nouvelle du deuxième partage de la Pologne encouragèrent Brunswick et Wurmser à tenter de frapper un coup décisif. Ils résolurent d'emporter les lignes de Wissembourg.

Les deux armées françaises du Rhin et de la Moselle étaient dans une extrême confusion. Les états-majors étaient bouleversés. Les généraux changeaient sans cesse. Les hasards de l'ancienneté avaient amené à la tête de l'armée du Rhin un vieux troupier nommé Carlenc, qui ne sut faire autre chose que ranger ses régiments sur la frontière dans l'ordre de leurs numéros, et prescrire une prompte retraite dès que l'ennemi parut. Sous un pareil chef, les troupes étaient plus affaiblies et découragées que jamais. Les représentants Lacoste et Baudot prenaient des mesures de terreur, et non de défense nationale.

Les alliés n'eurent qu'à se présenter devant Wissembourg pour que tout lâchât pied. Le 13 octobre, tandis que Brunswick menaçait la gauche française vers Wœrth, Wurmser attaqua de front sur la Lauter. La panique saisit les sans-culottes, qui s'enfuirent sur Haguenau et Strasbourg : à peine avaient-ils perdu 1,000 hommes, tant leur résistance avait été faible. Wurmser entra en Alsace, où il fit une guerre de contre-révolution. Le corps émigré de Condé marchait à l'avant-garde. Les Impériaux firent appel aux nobles d'Alsace parents et alliés de la famille de leur général. Celui-ci fut reçu à Haguenau en triomphe. Il noua des intelligences avec Strasbourg et espéra se faire livrer la ville.

Le péril eût été grand, si Wurmser avait poussé en avant avec audace, ou s'il eût été soutenu par Brunswick. Mais Wurmser était la circonspection même, et Bruns-

wick ne fit rien pour le stimuler. Au contraire, il lui conseilla de se contenter du blocus de Landau et de la prise de Fort-Vauban sur le Rhin. Les Impériaux enlevèrent le 14 novembre cette citadelle, dont la possession ne leur importait guère.

Pendant qu'ils piétinaient ainsi, les Français s'organisaient enfin pour la lutte. Le 2 novembre, Hoche vint prendre le commandement de l'armée de la Moselle. Il reçut comme renforts 8 bataillons de l'armée des Ardennes. Pichegru fut mis à la tête de l'armée du Rhin. Saint-Just et Lebas vinrent en Alsace faire marcher la Terreur et exécuter les ordres du Comité. Ils découvrirent à Strasbourg le complot ourdi par Wurmser et prononcèrent 70 condamnations à mort. Les Impériaux durent renoncer à entrer par trahison dans la capitale de l'Alsace. D'autre part, Brunswick ayant échoué dans un coup de main sur Bitche (17 novembre), Prussiens et Autrichiens resserrèrent leurs cantonnements pour conserver leurs communications et se replièrent les premiers sur l'Erbach, les autres sur la Moder.

Les républicains ne tardèrent pas à les attaquer. Le 17 novembre, Hoche débouchait de la vallée de la Sarre avec 35,000 hommes, qui repoussèrent devant eux les premiers corps prussiens jusqu'au delà de Blieskastel. Le général français avait le projet de gagner l'extrême droite de l'ennemi et de le rejeter dans la vallée du Rhin. Mais il se trompa sur la véritable position de Brunswick, tâtonna et chercha pendant huit jours du côté de Pirmasens, tandis que Brunswick se retranchait à Kaiserslautern. Enfin, le 28, par un temps affreux et au milieu de chemins défoncés, Hoche essayait une attaque en trois colonnes sur les positions ennemies. Sa gauche seule fut engagée et repoussée, tandis que lui-même s'enlisait dans la boue des chemins. Le lendemain, l'attaque recommençait : cette fois, ce fut la gauche qui s'égara. Hoche échoua encore contre les positions solides et depuis longtemps étudiées du général prussien. Après une nouvelle

et inutile tentative, le 30, il se retira avec une perte de 3,000 hommes sur Deux-Ponts.

Cet échec instruisit Hoche et le détermina à combiner ses efforts avec ceux de l'armée du Rhin pour délivrer Landau, mouvement qui assura en dernier lieu le succès de la campagne. Il résolut de laisser la plus grande partie de son armée vers Deux-Ponts pour observer Brunswick, et de tomber avec 12,000 hommes sur la droite de Wurmser. Il attendit, pour s'engager, l'arrivée de 10,000 hommes de renfort, qui lui parvinrent le 19 décembre.

L'armée du Rhin facilita l'exécution du plan de Hoche en se liant plus étroitement avec l'armée de la Moselle. Depuis le 18 novembre, Pichegru et son lieutenant Desaix lançaient tous les jours leurs troupes à l'assaut des positions autrichiennes. C'étaient des luttes acharnées, très meurtrières pour les Français, souvent dépourvues de résultat visible, utiles en fait aux sans-culottes, car les troupes s'endurcissaient et se disciplinaient au feu du combat. Cependant Wurmser opposait derrière ses retranchements, de Reichshoffen à Bischwiller, une résistance opiniâtre. Le 9 décembre seulement, sa droite composée d'émigrés était forcée vers Reichshoffen. Le même jour Taponier, lieutenant de Hoche, apparaissait dans les Vosges vers Niederbronn, avec une avant-garde. Les deux armées françaises allaient désormais unir leurs efforts.

Les alliés aperçurent le danger et ne surent pas le conjurer. Brunswick échelonna quelques corps dans les Vosges, tout en laissant la moitié de son armée à Kaiserslautern. Il semblait ne pas se soucier d'aider les Impériaux. Ceux-ci eurent bientôt à supporter le choc des deux armées républicaines. Hoche déboucha des Vosges le 22 décembre, accabla à Wœrth le corps autrichien de Hotze et rejeta un corps prussien sur le col du Pigeonnier. Du coup Wurmser, craignant d'être coupé, fit retraite sur Wissembourg. Hoche proposa aux représentants et à Pichegru de réunir les deux armées pour enle-

ver aux Impériaux les derniers postes sur le territoire français et pour débloquer Landau. Pichegru, jaloux de la gloire de son collègue, et le soupçonneux Saint-Just, faillirent faire avorter ce plan. Hoche offrait, dans un élan de patriotisme, de réaliser ses idées en sous-ordre, comme subordonné de Pichegru. Mais les représentants revinrent à une appréciation plus juste du mérite des généraux, et ce fut Hoche qui reçut le commandement suprême des deux armées (25 décembre). Il ne perdit pas un instant pour attaquer les Impériaux. Ses soldats étaient grisés par leurs rapides succès; rien ne devait plus les arrêter jusqu'à Landau : « Landau ou la mort! » Hoche marcha le 26 sur le Geisberg et sur Wissembourg, et emporta aisément ces positions. Les Impériaux repassèrent la Lauter ; Landau fut débloqué le 28 décembre ; Wurmser reprocha ses déboires à Brunswick, Brunswick accusa la lenteur et l'incapacité de Wurmser : les Autrichiens franchirent le Rhin, les Prussiens se retirèrent sur Mayence, et l'armée républicaine hiverna dans le Palatinat. La frontière d'Alsace était reconquise.

Sur les frontières moins menacées, l'effort des républicains était moins énergique et les succès se balançaient. Vers les Alpes, les rébellions de Lyon et de Toulon paralysèrent longtemps les deux armées des Alpes et du Var. Les Piémontais en profitèrent pour rentrer en Savoie (18 août). Kellermann les repoussa en septembre jusqu'à la crête des Alpes, à l'aide des gardes nationaux du Dauphiné. Sur le Var, l'armée était commandée par Dumerbion, vieux et faible, dont le plus énergique lieutenant, Dugommier, alla bientôt diriger le siège de Toulon. Les Piémontais parvinrent, en novembre, à couper la communication entre le centre et la gauche. Masséna se distingua alors pour la première fois. Il délogea l'ennemi de Gineste (29 novembre) et rétablit la communication interceptée.

Sur les Pyrénées, les Espagnols gardèrent la supériorité jusqu'à la fin de la campagne. Dagobert, vieux et

loyal soldat de l'ancienne armée, se maintenait en Cerdagne avec 3,000 hommes seulement. Mais l'armée de Ricardos faisait des progrès en Roussillon, s'emparait de Villefranche (3 août), et s'avançait jusqu'à l'Agly. Les généraux se succédaient du côté français, tous plus malheureux ou incapables les uns que les autres. Dagobert lui-même ne put conjurer la fortune, non plus que le représentant Fabre, qui partout s'exposait le premier au feu, comme un autre Merlin de Thionville. Ricardos s'installa solidement au camp de Boulou, sur le Tech, et y défia tous les efforts des Français. La Union les vainquit à Céret (26 novembre), et Courten les battit à son tour à Villelongue (7 décembre). Les Espagnols s'emparèrent de Collioure, de Saint Elne et de Port-Vendres. Les Français étaient dans le désarroi : le représentant Fabre s'était fait tuer à Collioure ; le général Delatre, coupable d'avoir fui, fut conduit à l'échafaud ; tous les corps se rejetèrent en désordre vers Perpignan. Mais le Comité de salut public, victorieux partout ailleurs, ne tarda pas à faire converger sur cette frontière de nombreux renforts. Aux Pyrénées-Occidentales, Espagnols et Français se tinrent sur la défensive et se retranchèrent des deux côtés.

Ainsi se termina la glorieuse lutte pour la frontière. La République avait partout triomphé de ses ennemis, sauf sur les Pyrénées. Elle était en partie redevable de ses succès aux divisions, à la faiblesse et à l'ineptie de la coalition : Brunswick et Cobourg, Wurmser et le duc d'York avaient mieux travaillé pour les sans-culottes que pour leurs maîtres : chacun d'eux avait joué sa partie en négligeant de faire le jeu du voisin ; de là ces efforts décousus, ces marches hésitantes, ces séparations inopportunes et cette persistance singulière à se faire écraser en détail. Une suite aussi étrange de bévues chez les alliés diminue le merveilleux de la résistance de 93. Mais il ne faut pas oublier que la République était travaillée par une terrible crise intérieure qui semblait devoir la livrer sans défense

aux coups de ses ennemis, que l'anarchie était partout, jusqu'au mois d'août, dans le gouvernement comme dans l'armée, que les défenseurs les plus loyaux du sol national ne s'entendaient pas entre eux, et qu'un État d'une moins puissante vitalité, dans un pareil désordre, eût cent fois péri sous les coups d'adversaires plus hésitants encore que Cobourg. Le merveilleux n'est pas tant dans la victoire que dans l'organisation de la victoire, et c'est pourquoi la gloire de Carnot l'emporte en 1793 sur celle de Hoche et de Jourdan.

CHAPITRE III

93 : LYON, TOULON ET LA VENDÉE

SOMMAIRE. — Les guerres civiles. — Lyon : mouvement girondin et royaliste. —. Siège de Lyon : Dubois-Crancé (août-septembre 1793). — Prise de Lyon (9 octobre). — Toulon : les royalistes et les Anglais. — Le port et la flotte livrés aux Anglais (27 août). — Siège de Toulon : Dugommier et Bonaparte. — Prise de Toulon (19 décembre). — La Vendée. — Causes et caractères de la guerre de Vendée. — Progrès de l'insurrection (mars-mai 1793). — Prise de Saumur (9 juin). — Organisation des Vendéens. — Échec des Vendéens devant Nantes (29 juin). — Désarroi des républicains; Biron. — Nouveaux revers des républicains. — L'armée de Mayence en Vendée. — Le plan de Saumur (2 septembre) ; Canclaux et Rossignol. — Échec du plan de Saumur: Torfou (19 septembre), Montaigu (21 septembre), Coron (18 septembre). — L'armée de l'Ouest. — Marceau et Kleber. — Bataille de Cholet (17 octobre). — Les Vendéens au delà de la Loire (18-19 octobre). — Marche sur Granville. — Entrames (26 octobre). — Rossignol commandant en chef des républicains. — Echec des Vendéens devant Granville (14 novembre). — Rossignol battu à Antrain (21 novembre). — Retour des Vendéens vers la Loire. — Commandement de Marceau. — Angers (4 décembre). — Bataille du Mans (12-13 décembre). — Bataille de Savenay (23 décembre). — Fin de la grande guerre de Vendée.

La Révolution fit peut-être moins en contenant Wurmser et Cobourg qu'en écrasant les rébellions de l'intérieur.

La guerre catholique et royaliste, qui avait de fait commencé dans l'ouest en 92, devint déclarée après la mort de Louis XVI et la levée de 300,000 hommes. La tyrannie montagnarde du 2 juin souleva de vives colères dans les provinces et particulièrement dans celles du sud-est. Il fallut une action militaire très sérieuse pour triompher des résistances de Lyon et de Toulon.

Ces révoltes étaient en relation intime avec la guerre extérieure : la Vendée espéra jusqu'au dernier jour voir arriver ses princes sur les vaisseaux anglais : Toulon reçut l'amiral Hood et les coalisés ; Lyon se laissa diriger par les royalistes Précy et Virieu, que le blocus empêcha seul de communiquer avec les alliés. De tels mouvements ne manquaient cependant pas d'un caractère populaire et spontané : la Révolution vivait même chez ceux qui la combattaient ; les paysans de Vendée, attachés à leurs nobles et à leurs prêtres, les bourgeois constitutionnels ou républicains modérés de Lyon et de Toulon agissaient sans calcul de trahison, les uns au nom de leurs croyances, les autres au nom de leurs convictions, tous destinés à voir leurs tentatives déshonorées par les intrigues et les calculs égoïstes des royalistes ou des étrangers.

Lyon avait montré avant le 31 mai ses sentiments hostiles aux Jacobins. Toutefois, sans la chute de la Gironde, cette ville n'en fût jamais venue à la rupture ouverte avec le gouvernement de Paris. Même après cet événement, après le vote de la Constitution montagnarde et jusqu'après l'exécution du chef de la Montagne à Lyon, Chalier (16 juillet), les négociations se poursuivirent entre la Convention et cette *seconde Vendée*, comme l'appelait Dubois-Crancé. La municipalité de Lyon se prétendait républicaine. Le Comité dantoniste se laissa jouer par elle et ne l'empêcha pas de propager l'insurrection dans tout le département de Rhône-et-Loire. Enfin, le 20 juillet, Kellermann, chef de l'armée des Alpes, et les représentants en mission Dubois-Crancé et Gauthier reçurent l'ordre d'agir contre la ville rebelle. Déjà celle-ci s'était donné pour chefs les royalistes Perrin Précy, Virieu et Denervo. La situation était claire : Lyon, malgré toutes ses protestations était en révolte ouverte contre la Convention nationale. Cependant Kellermann montrait une grande répugnance à agir, soit qu'il crût encore au républicanisme des Lyonnais, soit qu'il ne voulût pas dégarnir la frontière en face des Piémontais, soit qu'il jugeât impos-

sible d'enlever sans de grandes forces une ville peuplée de 140,000 habitants, protégée par deux fleuves et garnie depuis deux mois d'une foule d'ouvrages défensifs. Il détacha d'abord de l'armée des Alpes 8,000 hommes, dont le rôle se borna à observer Lyon. Cette conduite n'eut d'autre résultat que de le faire soupçonner d'incivisme. Le 7 août, les représentants prirent l'initiative et adressèrent aux Lyonnais une dernière sommation. Ceux-ci leur répondirent que les Jacobins n'entreraient dans Lyon que sur un « monceau de cadavres ». Ce fut le signal de sérieux préparatifs d'attaque.

Le mois d'août et la majeure partie de septembre furent employés à l'investissement de la ville, que Dubois-Crancé poursuivait avec plus d'ardeur que de moyens. Il n'avait aux premiers jours à sa disposition que des détachements de l'armée des Alpes et quelques bataillons de volontaires. Encore le secours de l'armée des Alpes ne tarda-t-il pas à lui faire défaut, car l'invasion des Piémontais en Savoie força Kellermann à réunir ses forces pour les repousser. Cependant les républicains parvinrent à constituer quatre corps d'attaque, deux sur la rive gauche du Rhône, un entre les deux rivières, un sur la rive droite de la Saône; ils eurent un parc de siège de cent bouches à feu; ils coupèrent les communications des Lyonnais et les réduisirent vite à la famine; ils prêchèrent une croisade jacobine dans les départements voisins, et l'appât des richesses de Lyon ainsi que les décrets de réquisition du 23 août amenèrent de gré ou de force près de 40,000 hommes dans le camp de Dubois-Crancé. La ville subissait un bombardement continu, et peu à peu se resserraient autour d'elle les lignes républicaines. Le 21 septembre, l'investissement était achevé. Les représentants, dans les actes desquels ont trouvait de la *torpeur*, se décidèrent sous le coup des reproches, à tenter l'attaque de vive force, bien que, sur 40,000 hommes, ils n'eussent qu'un seul bataillon de ligne et 1,500 volontaires, le reste foule inorganisée de la réquisition. Ils attaquèrent par

la rive droite, au confluent du Rhône et de la Saône. Le 24 septembre, ils enlevèrent la redoute d'Oullins. Le 26, Doppet vint diriger l'armée, à la place de Kellermann destitué. Dans la nuit du 27 au 28, les républicains s'emparèrent des hauteurs de Sainte-Foy et du pont de la Mulatière. La ligne de défense de Lyon était brisée ; Dubois-Crancé et Doppet n'allèrent pas plus loin pour le moment et négocièrent. Ils voulaient occuper la ville sans pertes et sans nouveau combat. Dubois-Crancé porta la peine de cette conduite, car il ne tarda pas à être rappelé et fut même sous le coup d'une arrestation. Couthon le remplaça le 5 octobre, mais, avant l'assaut, la remise de la ville fut consentie verbalement. Précy et Virieu, avec les royalistes de marque qui n'avaient aucune grâce à espérer, tentèrent de se faire jour le 8 octobre à travers les républicains : la plupart périrent en combattant; Précy parvint à se cacher. Le 9 octobre, les troupes républicaines prenaient possession de Lyon sans trouble et sans combat, sans exercer de représailles. Les massacres juridiques ne commencèrent que plus tard.

Toulon fut plus difficile à réduire que Lyon, car les coalisés purent y prêter un appui effectif à la révolte. Le mouvement de résistance au gouvernement jacobin n'y fut d'abord qu'un contre-coup du fédéralisme du Midi. A Marseille et dans les environs s'étaient formés des groupements insurrectionnels. Les bandes fédéralistes s'avancèrent jusqu'aux environs de Pont-Saint-Esprit. Carteaux les fit reculer, les repoussa sur la rive gauche de la Durance, et les battit à Septème le 25 août. Ces événements décidèrent de la soumission de Marseille. Les débris des fédéralistes s'enfuirent vers Toulon, où ils étaient sûrs de trouver un refuge. De longue date, la bourgeoisie toulonnaise et la marine étaient hostiles au gouvernement révolutionnaire. A la faveur de l'anarchie qui avait suivi le 2 juin, Toulon s'était presque affranchie, et ne pouvait souffrir que l'armée de Carteaux la remît, par son arrivée prochaine sous l'autorité conventionnelle.

Les Toulonnais aimèrent mieux livrer leur port et leur arsenal à l'ennemi. Le capitaine de vaisseau d'Imbert s'était emparé de l'autorité dans la ville; de concert avec la majeure partie de la flotte, il livra l'entrée de Toulon à l'amiral anglais Hood (27 août). Pour se concilier les Toulonnais, l'amiral prit possession de la ville et du port au nom de Louis XVII; il se hâta de débarquer des troupes alliées : 16,000 Anglais, Espagnols et Napolitains garnirent les remparts et les forts. Pour la première fois, les coalisés avaient en France une solide base d'opérations. Par malheur pour eux, elle était située trop loin du centre.

Malgré cet éloignement, la perte de Toulon était un coup sensible pour le Comité de salut public. De même que Lyon révolté menaçait la ligne d'opérations de l'armée des Alpes, Toulon aux mains des Anglais menaçait d'une manière plus pressante encore la ligne d'opérations de l'armée du Var. Aux premières nouvelles, Carteaux avait hâté sa marche. Mais il était trop faible pour triompher à lui seul de la ville rebelle : il se contenta de l'observer vers l'ouest, aux gorges d'Ollioures : de son côté, Lapoype, détaché de l'armée du Var, s'installait vers l'est, à Solies, avec 3,000 hommes. Il eût été facile aux alliés d'écraser ce chétif cordon de troupes. Les alliés ne firent aucune tentative importante. Ce fut leur inaction en septembre et en octobre qui décida du sort de Toulon. Les Anglais avaient, en s'emparant de la place, l'arrière-pensée de s'y établir en maîtres : aussi ne tolérèrent-ils ni l'intervention de leurs alliés Piémontais ou Espagnols dans les affaires de Toulon, ni la venue de celui qui s'intitulait « le Régent de France », le comte de Provence. Les Toulonnais patriotes virent avec indignation et colère que l'amiral Hood prétendait travailler uniquement pour les intérêts anglais; les Espagnols partisans de la monarchie absolue s'aperçurent de la prédilection des Anglais pour les constitutionnels. Tous ces tiraillements empêchèrent les alliés de songer à l'offensive. Ils se contentèrent de

fortifier les abords de Toulon et de les transformer en un vaste camp retranché.

Pendant que les alliés attendaient dans leurs lignes l'attaque des républicains, le nombre de ceux-ci augmentait peu à peu autour de Toulon, par l'effet des décrets de réquisition et des détachements opérés à l'armée du Var. Toutefois la faiblesse du commandement était telle, que pendant longtemps aucun plan d'ensemble ne fut élaboré. Des lignes ennemies aux lignes républicaines étaient échangés sans résultat des bombes et des boulets. Au milieu d'octobre Carteaux était remplacé par Doppet, sans que le siège fît un pas de plus. A la fin de novembre seulement, la situation changea. Dugommier fut mis à la tête de l'armée de Toulon ; il reçut les instructions du Comité ; le chef de l'artillerie, le général du Teil, reçut les conseils du chef de bataillon Napoléon Bonaparte. Celui-ci vit le point faible de la défense des alliés : leurs communications avec la rade extérieure pouvaient être iasément menacées ; il était certain qu'au jour où ils se verraient sur le point d'être cernés dans la place, ils l'évacueraient sans attendre l'attaque de vive force.

Conformément à ce plan, une attaque fut résolue à l'ouest de Toulon sur le fort de l'Éguillette, que les Anglais appelaient le Petit-Gibraltar ; en même temps, une fausse attaque devait être tentée sur le fort Faron. Les canons de du Teil bombardèrent et ruinèrent la redoute de l'Éguillette ; le chef de l'artillerie espérait forcer les alliés à l'évacuer, lorsque dans la nuit du 16 au 17 décembre les commissaires de la Convention Robespierre jeune, Salicetti et Fréron enlevèrent la redoute de vive force. L'attaque sur Faron échouait au même instant. Mais le résultat principal était acquis. Les Anglais se sentirent trop menacés dans Toulon pour songer à garder la place. Le 18 décembre, ils évacuèrent les forts, sauf le fort de Lamalgue. La nuit suivante, ils abandonnèrent Lamalgue et la ville ; Sidney Smith mit le feu à la plupart des vaisseaux contenus dans la Darse ; quatre mille

habitants se réfugièrent sur la flotte pour échapper aux vengeances des Jacobins. L'armée républicaine fit le 19 décembre son entrée à Toulon. Cette entrée donna le signal des exécutions et des mitraillades en masse.

Si graves qu'elles fussent, les rébellions de Lyon et de Toulon n'avaient pas mis en jeu l'avenir de la Révolution et l'existence de la République. Il n'en fut pas de même de l'insurrection catholique-royale de la Vendée[1].

Entre Nantes et Niort, Saumur et les Sables d'Olonne, dans le Bocage coupé de fossés, de haies vives et de chemins creux, et les Marais breton et poitevin couverts comme les *polders* d'un lacis de canaux et de rigoles, vivait en 1789 une population de mœurs simples, attachée avant tout à ses foyers et à ses prêtres, point antipathique à ses nobles, qui vivaient au milieu d'elle sans trop l'exploiter, et se contentaient, grâce au régime du métayage, de partager avec les cultivateurs les produits du sol. L'état social de ce peuple le destinait à être réfractaire à la Révolution. Il ne souffrait guère des abus de l'ancien régime, mais il souffrit des premières innovations, surtout lorsque la Constituante organisa civilement le clergé. Pour les Vendéens, ou plus exactement pour les habitants du Poitou et de l'Anjou, le curé constitutionnel était l'envoyé du diable : ils lui firent mille misères, quand ils ne tirèrent pas sur lui ; ils regardèrent comme seule bonne la messe que le réfractaire leur disait dans les champs et dans les bois. En 1791 et en 1792, la guerre civile est à l'état latent dans l'Ouest : elle se révèle de temps à autre par des menées suspectes, des conciliabules de nobles, des rixes, des coups de fusil ; les esprits s'échauffent contre les *patriotes* ; les campagnes royalistes et religieuses s'ameutent partout contre les villes républicaines. Tout se prépare pour une lutte ouverte.

Le signal fut donné, non par l'exécution de Louis XVI,

1. Voir la carte 3, p. 62.

mais par la levée de 300 mille hommes, décrétée par la Convention, le 26 février 1793. Les gens de l'Ouest, fort braves chez eux, avaient aussi peu de goût pour le service militaire lointain que pour la messe constitutionnelle : la Convention les appelant aux frontières, ils pensèrent que, puisqu'il fallait se battre, mieux valait se battre en Vendée même contre les patriotes détestés ; chose facile alors, car la République n'avait d'autres forces dans l'Ouest que les gardes nationales urbaines et quelques brigades de gendarmerie. Des insurrections éclatèrent dans le courant de mars, partout où se faisaient les opérations de recrutement : les paysans du Bocage et du Marais dispersaient les autorités, les gardes nationaux, les gendarmes, s'emparaient des armes et des munitions, et gagnaient le premier fourré. Bientôt les républicains, bloqués dans les villes, leur laissèrent le champ libre dans les petites communes et dans les hameaux, où l'insurgé vendéen continuait à habiter tranquillement, quand il ne faisait pas le coup de feu. Le son du tocsin, signe de la révolte, se propagea de paroisse en paroisse. La plus grave rébellion éclata le 10 mars, à Saint-Florent-sur-Loire, en Anjou. Chaque groupe de *brigands*, comme les appelaient les patriotes, se donna son chef sans s'inquiéter du groupe voisin ; et le chef n'eut point sur ses hommes l'autorité d'un commandant de troupes ordinaire. L'instinct démocratique était assez fort chez ces paysans d'ancien régime, puisqu'ils mirent à leur tête des paysans aussi bien que des nobles. Si les Maraichins reconnurent l'autorité du lieutenant de vaisseau Charette, les Angevins saluèrent avec enthousiasme le voiturier Cathelineau ; si les gens des Mauges obéirent à d'Elbée et à Bonchamp, ceux du pays des Sables obéirent à Joly, d'autres suivirent le garde-chasse Stofflet. Tous ne demandaient que deux choses, qu'on ne les menât point à la frontière et qu'on leur permît d'entendre la messe qui leur plaisait. Ce n'est que dans l'esprit des chefs nobles ou prêtres, et notamment chez Bernier,

curé de Saint-Laud d'Angers, que germait dès les premiers jours l'idée de greffer sur « l'insurrection catholique » une « insurrection royale » pour relever le trône avec le secours de l'étranger. Mais les yeux de la majeure partie des Vendéens ne dépassaient pas l'horizon de la Vendée. Ils commencèrent contre les *bleus* une guerre d'un genre nouveau. Contre les détachements en marche, ils faisaient une guerre de coups de feu adroitement ajustés, tirés des levées et des haies par un ennemi invisible ; contre les postes, c'étaient de continuels coups de surprise : les brigands s'en approchaient peu à peu sous le couvert ; ils *fonçaient* dessus tout d'un coup en poussant des hurlements sauvages ; le plus souvent les républicains épouvantés cédaient ; si le poste était trop fort, les royalistes en étaient quittes pour *s'égailler* à droite et à gauche, et ils perdaient très peu d'hommes à ce jeu.

La Convention n'eut pendant longtemps à leur opposer que des gendarmes et des gardes nationaux, effrayés d'une pareille guerre et des cruautés commises par les brigands, commandés par des chefs incapables ou ivrognes, sauf quelques exceptions. Soudards présomptueux et gardes nationaux poltrons subirent défaite sur défaite.

On confia d'abord à Berruyer, établi à Nantes, le soin d'écraser la révolte. Ses colonnes se firent battre à Coron le 16, et à Beaupréau le 23 avril. Les Vendéens, dès la fin de mars, avaient commencé l'attaque des villes patriotes : ils échouèrent contre les Sables, défendues par Boulard (29 mars), et ne purent s'emparer de la côte, ce qui retarda pour longtemps leurs communications avec l'Angleterre. Mais de tous les autres côtés ils balayèrent les garnisons républicaines : le 5 mai, ils s'emparèrent de Thouars ; le 25 mai, ils mirent les républicains dans une indicible déroute devant Fontenay-le-Peuple, chef-lieu de la Vendée, et se saisirent de la place ; puis ils écrasèrent des colonnes patriotes à Doué et à Montreuil-

Bellay, se présentèrent devant Saumur (9 juin), en chassèrent les républicains, s'emparèrent du château ; des représentants du peuple étaient entraînés dans la ſuite. Ainsi les brigands fermaient l'une après l'autre les avenues de la Vendée, du « pays conquis », comme l'appelaient leurs proclamations.

A la faveur de ces heureuses expéditions et de la confiance qu'elles entretenaient chez les paysans, les bandes isolées apprenaient à s'unir ; elles se donnaient un commencement d'organisation sous leurs chefs régionaux. Les groupements du Nord s'appelaient l'armée d'Anjou : ils obéissaient plus volontiers à Bonchamp et à Lescure ; les gens des Mauges et presque tous les groupes du Bocage formaient la grande armée, qui obéit dès les premières semaines aux directions du futur généralissime d'Elbée ; les Maraichins formaient une troisième armée qui n'obéissait qu'à Charette ; celui-ci opérait pour son compte ; il ne se joignit réellement aux autres que pour le grand coup tenté sur Nantes. Châtillon-sur-Sèvre, au cœur du « pays conquis », était le point de rassemblement ordinaire. Quand il y avait un coup à faire, les paysans étaient prévenus chez eux par des émissaires ou par leurs prêtres ; ils emportaient des vivres et partaient pour le point de concentration ; le coup fait, chacun revenait chez soi. Aussi les républicains ne savaient où frapper ces armées brigandes qui s'évaporaient comme une fumée, et ne paraissaient que pour porter un coup soudain là où on les attendait le moins.

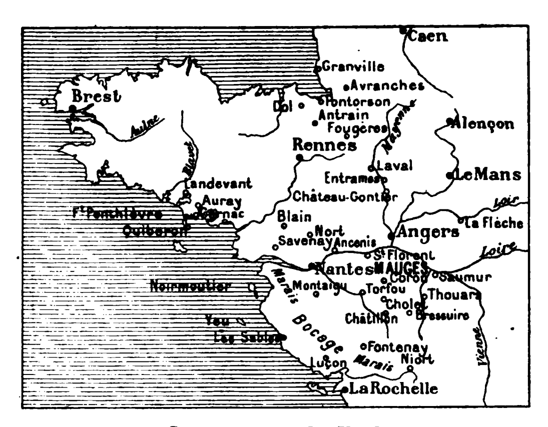
Dès la fin de mai, l'insurrection changeait de caractère. Après la prise de Fontenay fut créé un Conseil supérieur, où l'abbé Bernier eut une grande influence. Dans la proclamation du 27 mai, le plan de restauration monarchique fut avoué hautement. Les chefs songèrent à s'entendre avec l'Europe : ils l'auraient fait plus vite, si les chefs de la Coalition avaient compris tout le parti qu'ils pouvaient tirer de la Vendée, et si les républicains n'avaient pas barré le chemin de la côte aux royalistes.

Le fanatisme des paysans fut surexcité par les prédications d'un faux évêque d'Agra, agent d'une mystification politico-religieuse qui fait peu d'honneur à ses auteurs. Les chefs résolurent de tenter une grande entreprise, le siège de Nantes, pour s'emparer des débouchés de la Loire et des communications avec la Bretagne. Après la prise de Saumur, la « grande armée » se dirigea sur Nantes par la rive droite de la Loire, occupa Angers, et, en approchant de Nantes, écrasa à Nort le bataillon du ferblantier Meuris. Pendant ce temps, Charette s'approchait de Pont-Rousseau sur la rive gauche. Les Nantais ne s'abandonnèrent pas. Le général Canclaux et le maire Baco rivalisèrent d'ardeur pour organiser la résistance. Les Vendéens firent une furieuse attaque sur les routes de Paris et de Rennes (29 juin) ; ils furent reçus de pied ferme et repoussés après une bataille d'une journée ; Cathelineau tomba frappé à mort ; Charette échoua vers Pont-Rousseau. Les royalistes vaincus rentrèrent en Vendée.

Malgré la défense victorieuse de Nantes, l'insurrection subsistait tout entière. Le « pays conquis » n'était pas entamé ; les Vendéens, pour la première fois, se donnèrent un généralissime, d'Elbée (19 juillet), et plus que jamais furent les maîtres chez eux. Pourtant le Comité de salut public avait voulu agir énergiquement : il avait envoyé à Niort Lauzun, l'ex-duc de Biron ; il lui expédia 3,000 hommes tirés de l'armée des Pyrénées, 12,000 venant du Nord, 10,000 volontaires parisiens. Mais Biron se débattit à Niort au milieu d'un désordre inouï : il avait une poussière d'armées, des fractions de 60 corps différents, 10,000 hommes à peine en état de combattre ; il était contrecarré par le conseil de représentants et de généraux hébertistes établi à Saumur. La lutte entre Niort et Saumur paralysa les républicains. Saumur l'emporta, parce que Biron était un ci-devant : on l'accusa d'incapacité et de trahison ; on lui reprocha de ne pas agir assez vite. Quelques échecs subis par les colonnes

républicaines, sans que Biron en fût responsable, achevèrent de perdre l'infortuné général : son subordonné Westermann, après une course impétueuse jusqu'à Châtillon, se fit surprendre et écraser ; les divisions de Saumur, sous Santerre et Bourbotte, marchèrent en désordre vers Cholet et furent dispersées à Vihiers (17 juillet). Déjà Biron était démissionnaire ; rappelé à Paris, il fut mis en accusation, condamné et guillotiné le 31 décembre.

Les honteux échecs des républicains au centre de la Vendée étaient à peine compensés par leurs succès vers les Sables, sur la côte, et vers Luçon dans la plaine. A



Carte n° 3. — La Vendée.

deux reprises, le 30 juillet et le 14 août, la petite division de 4,000 hommes commandée par Tuncq mettait en déroute à Luçon de forts rassemblements de Vendéens. Ceux-ci, occupés par la moisson, ne vengèrent pas ces défaites ; la division Tuncq s'avança jusqu'à Chantonnay. Mais elle était isolée et en grand danger en plein centre insurrectionnel.

Le nouveau Comité de salut public et la Convention prirent des mesures radicales pour guérir la plaie ven-

déenne. Le 1er août, la Convention décréta une guerre d'extermination ; elle ordonna le transport rapide de 20,000 hommes de la garnison de Mayence en Vendée : elle constitua deux armées, une à Nantes, commandée par Canclaux, sous le nom d'armée des côtes de Brest, une autre à Saumur, commandée par Rossignol, sous le nom d'armée des côtes de La Rochelle. C'était une faute, car cette division de commandement favorisa les querelles et empêcha tout accord véritable dans les opérations. La faction hébertiste, qui trônait à Saumur, et dont Rossignol était l'agent inconscient, prétendit tout conduire, malgré la sottise bien connue et la scandaleuse conduite de ses meneurs.

Le 2 septembre, après l'arrivée de l'armée de Mayence, un conseil de guerre se réunit à Saumur pour fixer le plan de campagne. Sur l'avis de Canclaux, et malgré Rossignol, il fut décidé que la Vendée, attaquée concentriquement en partant de Nantes, de Saumur, des Sables et de Luçon, recevrait les principaux coups du côté de Nantes, d'où les Mayençais devaient déboucher avec l'armée des côtes de Brest. Cette armée devait se mettre en marche le 10 septembre sur trois colonnes. Les divisions des Sables et de Luçon prononceraient de suite leur mouvement. Celles de Saumur devaient marcher de l'avant dès que l'armée des côtes de Brest serait à Mortagne.

Ce plan pouvait réussir s'il demeurait secret, et s'il était exécuté loyalement par tous les chefs. Mais ni l'une ni l'autre de ces conditions ne fut remplie. Retirés dans leur repaire central, les royalistes n'ignoraient aucun des projets des républicains, tandis que les républicains ne soupçonnèrent jamais les leurs. Ils étaient sur leurs gardes contre les Mayençais et contre l'invasion projetée à Saumur. Ils commencèrent par écraser (5 septembre) la division imprudemment aventurée à Chantonnay. D'autre part, les conseillers de Rossignol, furieux de voir leurs plans rejetés, commirent une ineptie qui ressem-

blait fort à une trahison : ils envoyèrent inopinément aux divisions des Sables et de Luçon (15 septembre) l'ordre de la retraite. Canclaux commençait alors ses opérations.

Mais l'armée des côtes de Brest, aventurée seule au sud de la Loire, fut accablée par toute la grande armée catholique-royale. Les Mayençais refoulèrent d'abord les postes vendéens. Leur audace leur coûta cher. Kleber et l'avant-garde furent presque cernés à Torfou (19 septembre), et ne durent leur salut qu'à la fermeté du général et au dévouement de Chevardin, commandant des chasseurs de Saône-et-Loire. Le 21, la colonne de Beysser était à son tour mise en déroute à Montaigu ; Charette jetait ses prisonniers dans le puits du château. Le 22, la division des Sables, mise trop tard en mouvement, succombait aussi à Saint-Fulgent. De Saumur, Rossignol et ses lieutenants Santerre et Ronsin avaient tenté de marcher sur Cholet : ils furent arrêtés et mis en fuite, le 18, à Coron. Le plan de Saumur avait complètement échoué, malgré la valeur des Mayençais exposés un contre cinq aux coups des royalistes.

Les mauvaises nouvelles de l'Ouest exaspérèrent le Comité de salut public. Il prit encore des mesures violentes, parmi lesquelles une seule était bonne, la réunion des deux armées en une, sous le nom d'armée de l'Ouest. Mais il la mit sous les ordres de l'inepte Léchelle ; il fit l'épuration du haut commandement à tort et à travers, en rappelant pêle-mêle Canclaux, Rossignol, Dubayet ; il fit signifier par la Convention aux généraux d'avoir à terminer la guerre avant le 20 octobre. Par toutes ses mesures, il montrait qu'il n'entendait rien à la guerre de Vendée, l'*inexplicable Vendée,* comme Barère lui-même la qualifiait du haut de la tribune.

Cependant, la ferme direction des chefs mayençais et particulièrement de Kleber, ainsi que les talents du jeune Marceau, neutralisèrent quelque temps les effets de l'incapacité de Léchelle, dont ils étaient les conseillers ordinaires. Les généraux républicains refirent un plan de

concentration en pleine Vendée : les Mayençais partirent de Nantes et se dirigèrent vers Mortagne ; les divisions de Saumur et de Fontenay se réunirent sous les ordres de Chalbos, marchèrent sur Châtillon, prirent et brûlèrent ce centre de la révolte (10 octobre). Le 14, les colonnes mayençaises et saumuroises faisaient leur jonction. Ces marches, facilitées par les discordes des Vendéens, se firent sous les yeux de la grande armée catholique-royale rassemblée autour de Cholet. Les républicains entrèrent dans cette ville. Peu à peu, les Vendéens étaient poussés vers la Loire. Quelques-uns de leurs chefs, entre autres le prince de Talmont, voulaient la passer de suite pour porter la guerre en Bretagne, et pour entrer en communication au port de Granville avec les Anglais. C'est dans ce but que Talmont fit forcer et occuper, le 17, le poste de Varades, sur le fleuve. Toutefois, la plupart des chefs comprenaient que, hors de chez elle, la Vendée ne serait plus la Vendée : ils tentèrent un effort suprême en se jetant soudainement sur les lignes républicaines (17 octobre). Mais les soldats de Kleber n'étaient plus ceux de Berruyer et de Rossignol. Après une longue lutte soutenue par Beaupuy, la réserve mayençaise tomba sur les Vendéens déjà fatigués du combat ; puis la cavalerie donna à son tour et sabra ces masses confuses, peu habituées à la lutte en rangs serrés. D'Elbée, Bonchamp, Lescure furent grièvement ou mortellement frappés ; les Vendéens s'enfuirent vers Beaupréau ; c'était à qui arriverait le premier à Saint-Florent-sur-Loire ; le fleuve, dont les eaux étaient très basses, fut traversé le 18 et le 19 octobre par 80,000 individus, hommes, femmes et enfants, pressés de fuir leur pays ruiné et incendié, jetés sur la rive droite avec le vague espoir du soulèvement de la Bretagne et des secours de l'Angleterre. La Vendée était déracinée : la masse des exilés était vouée tôt ou tard à l'extermination.

Le moment fatal de la ruine fut retardé pour la grande armée catholique-royale par les fausses mesures et la fai-

blesse numérique des républicains. Sur la rive droite de la Loire, les Vendéens purent respirer : ils ne rencontrèrent d'abord aucune force capable de leur tenir tête. Ils nommèrent généralissime le jeune Henri de la Rochejaquelein à la place de d'Elbée : ce généralissime ne dirigea point, et se contenta de suivre les indications de son conseil. Il marcha sur Granville par Laval ; il occupa aisément cette dernière ville (23 octobre), et s'y arrêta pour faire reposer la tribu errante qui le suivait. Il espérait aussi, sur les assurances de Talmont, un soulèvement général du Maine et de la Bretagne. Les républicains, qui avaient perdu du temps à faire un long détour, les uns par Nantes, les autres par Angers, parurent enfin dans la vallée de la Mayenne. Le maladroit Léchelle fit tout ce qu'il fallait pour être battu : il fractionna ses troupes sur les deux rives de la Mayenne ; il les fit combattre en colonnes de marche au lieu de les déployer : il fut écrasé à Entrames (26 octobre) et rejeté sur Craon et Rennes. Cet échec eut au moins le résultat de faire destituer Léchelle, qui mourut de douleur peu après ; mais la faction hébertiste le fit remplacer par Rossignol, dont l'ignorance ne le cédait en rien à celle de Léchelle.

De leur côté, les Vendéens, après avoir reçu le renfort de quelques milliers de chouans de la Bretagne et du Maine, s'étaient portés sur Fougères (4 novembre). Si de Fougères ils avaient marché rapidement sur Granville, la place surprise tombait sans coup férir. Au lieu de se hâter, ils demeurèrent quatre jours à Fougères ; ils passèrent sans raison sérieuse par Dol et Pontorson en marchant sur Granville ; ce retard et ce circuit inutiles les perdirent. Lorsque après l'occupation d'Avranches ils arrivèrent devant Granville (14 novembre), la place était en mesure de les repousser : ils n'avaient aucun moyen de faire un siège régulier, et ne pouvaient compter que sur une surprise. Pourtant ils tentèrent l'escalade ; les républicains les repoussèrent avec perte.

Aucune flotte anglaise ne se montrait à l'horizon. Découragée, l'armée royale abandonna Granville. Tous les Vendéens, depuis les chefs jusqu'au dernier soldat, comprenaient la faute qu'on avait commise en passant la Loire ; tous voulaient rentrer chez eux. A Avranches éclata une mutinerie au seul bruit que certains chefs voulaient percer sur Caen. Tous, plutôt suivis que commandés par La Rochejaquelein, reprirent la route de la Loire.

Comme pendant la marche sur Granville, ils passèrent par Pontorson et Dol. Les républicains, remis de la déroute d'Entrames, voulurent leur barrer la route. Le 20 novembre, au premier combat d'Antrain, les républicains ne se laissèrent pas entamer ; les Vendéens se rejetèrent en désordre vers Dol. Mais ils étaient réduits à la nécessité de s'ouvrir un passage coûte que coûte ; ils revinrent à la charge, tête baissée, sur les bataillons qui gardaient le pont d'Antrain (21 novembre) : les volontaires, pris d'une terreur panique, se sauvèrent malgré les cris et les menaces de Rossignol ; les républicains furent encore repoussés sur Rennes. L'armée royaliste se remit lentement en marche vers Angers ; la dernière panique de ses ennemis lui assura un repos de quinze jours.

Enfin Rossignol, sentant son incapacité, donna sa démission en déclarant *qu'il n'était pas f.... de commander une armée* ; il fut remplacé provisoirement par Marceau, et celui-ci combina toutes les opérations avec Kleber. Toutes les forces au nord de la Loire furent concentrées dans leurs mains ; ils se préparèrent à donner le coup de grâce à la Vendée.

Encombrés par les voitures, les bagages, les femmes et les vieillards qui les suivaient, les royalistes ne parurent que le 4 décembre devant Angers. Cette fois, ils la trouvèrent bien gardée. Toute la ligne de la Loire était occupée fortement. En vain les Vendéens se heurtèrent aux murs d'Angers : ils échouèrent comme devant Gran-

ville. Pendant qu'ils se morfondaient devant la place, l'avant-garde des Mayençais, avec Marigny, les inquiétait et menaçait de leur couper toute retraite. Alors commença l'agonie de l'armée royale. Sans autre but que de fuir les coups des républicains, les Vendéens se précipitèrent vers La Flèche (8 décembre) ; ils faillirent y rester ; le pont sur le Loir était coupé ; les républicains les canonnaient et les fusillaient sans relâche. Enfin cette foule effarée parvint à traverser la rivière ; La Rochejaquelein la conduisit rapidement vers Le Mans, dans l'espoir de lui donner du repos et de la remettre en ordre (10 décembre). Mais la crise dernière approchait. Marceau, Kleber et Westermann suivaient à la piste l'armée vendéenne ; ils entourèrent Le Mans ; les Vendéens épuisés ne se gardaient guère ; le 12, trois colonnes républicaines fondirent sur eux. A peine La Rochejaquelein put-il défendre les abords de la ville ; les républicains y pénétrèrent de toutes parts ; les royalistes s'enfuirent vers Laval ; mais la foule errante qui suivait l'armée ne put sortir si vite du Mans : elle y tomba presque tout entière sous les coups des républicains (13 décembre) ; 15,000 morts remplirent les rues et les places. Les lamentables débris de l'armée royaliste, suivis de près et sabrés par Westermann, gagnèrent Laval. Les chefs résolurent de tout faire pour repasser la Loire : ils n'avaient plus, disait La Rochejaquelein, « que cette ressource, ou la guillotine ». Ce fut la guillotine, ou la noyade, ou la fusillade, pour le plus grand nombre de ces malheureux. Suivis de près par Marceau et Kleber, ils vinrent s'échouer sur les bords de la Loire à Ancenis ; quelques-uns seulement et parmi eux La Rochejacquelein, purent traverser le fleuve ; les autres furent encore rejetés sur Nort et Blain. Fleuriot commandait ces bandes désespérées, diminuées chaque jour par les rafles de prisonniers que faisait Westermann. Fort peu s'échappèrent sous des déguisements ; le reste, environ 15,000 individus, finit par errer dans l'impasse entre la Loire et la Vilaine, au milieu des

marais de Savenay (21 décembre). C'est là que, traqués de toutes parts, ils furent rejoints par Marceau et Kleber. Le surlendemain commençait une lutte sans pitié, dont l'issue ne fut pas longtemps douteuse. Les débris de l'armée royale furent exterminés. 2,000 hommes seulement périrent les armes à la main ; les autres, chassés dans les forêts et dans les marécages, pris comme au filet, périrent sous le feu des pelotons d'exécution, ou à Nantes sur les échafauds de Carrier et dans les noyades de la Loire. Ainsi finit la grande guerre de la Vendée. Elle avait été souillée chez les deux partis par des traits d'abominable cruauté ; elle avait aussi révélé de part et d'autre, chez les brigands comme chez les patriotes, un courage et une abnégation sans exemple. C'était bien « une guerre de géants », non par la grandeur des conceptions stratégiques, mais par l'héroïsme individuel des combattants.

CHAPITRE IV

CONQUÊTE DES FRONTIÈRES NATURELLES

SOMMAIRE. — La nouvelle armée française. — Plan d'offensive de Carnot. — Plan des alliés. — Campagne de 1794. — Prise de Landrecies. — Tentatives sur la Sambre. — L'armée du Nord : bataille de Tourcoing (18 mai). — Hooglède (13-14 juin). — Prise d'Ypres (17 juin). — L'armée de Sambre-et-Meuse : Jourdan. — Siège de Charleroi. — Bataille de Fleurus (26 juin). — Jonction des armées républicaines. — Conquête des Pays-Bas. — La lutte sur le Rhin : Kaiserslautern. — Retraite des Anglo-Hollandais vers le Nord : Boxtel (14 septembre). — Retraite des Autrichiens vers le Rhin : bataille de la Roër (2 octobre). — Conquête de la Hollande (novembre 1794-janvier 1795). — Les armées révolutionnaires à la fin de 1794. — La guerre sur les Pyrénées : victoires de Dugommier et de Pérignon sur les Pyrénées Orientales (1794), de Moncey sur les Pyrénées Occidentales (1795). — Guerre sur les Alpes : Bonaparte; le camp de Saorgio (1794) ; lutte sur la rivière de Gênes, bataille de Loano (1795). — Campagne de 1795 sur le Rhin. — Trahison de Pichegru. — Manheim et Heidelberg (20-24 septembre). — Victoires de Clerfayt (octobre-novembre). — Intérieur : Quiberon et l'île d'Yeu.

L'effort tumultueux de 93 avait fait craquer les cadres trop étroits de l'ancienne armée. A sa place s'élevait une force nouvelle et formidable, disciplinée et mise en œuvre par le Comité de salut public. La révolution militaire s'achevait avec les premières semaines de 1794 : l'armée de la réquisition permanente succédait à l'ancienne armée royale unie aux volontaires ; elle allait se mesurer avec les soldats de métier de la vieille Europe.

Les décrets du 23 août 1793 avaient fait affluer dans les camps une masse énorme de recrues. Ces soldats de nouvelle levée n'avaient point l'esprit turbulent des anciens volontaires, car sur l'armée comme sur la nation pesait une autorité puissante, qui prit de suite les mesures

propres à éviter tout désordre. La Convention reprit le décret de l'amalgame, l'ordonna à nouveau (22 novembre), et en prescrivit encore l'exécution générale le 8 janvier 1794. Elle décida que les régiments, nommés désormais demi-brigades, seraient formés de 3 bataillons, 2 de volontaires ou de réquisitionnés, 1 de soldats de ligne. Ces derniers quittèrent leur uniforme blanc, dernier souvenir de l'ancienne armée, interdit sous peine de mort dès le 29 août, et prirent l'habit bleu des volontaires. Le gouvernement ne recula devant aucune dépense pour organiser et armer ses soldats : tout comme les citoyens, les ressources et l'argent du pays étaient en réquisition permanente ; les dépenses de la guerre s'élevèrent à 180 millions par mois, ce qui revient encore à 120, en tenant compte de la dépréciation des assignats ; les fabriques d'armes livrèrent jusqu'à 1,000 fusils par jour ; la science fut mise à contribution : on trouva moyen d'obtenir une grande quantité de salpêtre en lessivant les murailles humides ; on mit en service le télégraphe aérien de Chappe ; on expérimenta à Fleurus l'aérostation militaire. Onze armées actives, comprenant près de 800,000 hommes s'échelonnaient sur les côtes et sur les frontières. La suppression du ministère de la guerre (18 avril) assura l'unité de direction entre les mains du Comité de salut public.

Le « Système des opérations de la campagne », conçu par Carnot et approuvé par le Comité reposait sur l'offensive. « La défensive nous déshonore et nous tue », s'écriait Carnot en songeant à l'impossibilité de faire vivre de telles masses armées sur le territoire national, et surtout sur les provinces frontières ; « nous voulons finir cette année, écrivait-il à Pichegru (21 ventôse, an II) ; il nous faut une guerre des plus offensives, des plus vigoureuses; c'est tout perdre que de ne pas avancer rapidement, que de ne pas écraser jusqu'au dernier de nos ennemis d'ici à trois mois, car ce serait à recommencer l'année prochaine, ce serait périr de faim et

d'épuisement », prédiction qui faillit se réaliser en l'an III, malgré tous les succès. Il résolut de porter le gros des forces républicaines sur la frontière du Nord, où il pensait trouver l'occasion d'abattre à la fois les deux rivales détestées, l'Angleterre et l'Autriche : contre la première, l'armée du Nord devait conquérir la Flandre occidentale et préparer le passage en Angleterre auquel songeaient Carnot et le Comité, comme plus tard y songèrent le Directoire et Bonaparte ; contre la seconde, l'armée des Ardennes devait attaquer sur la Sambre, aidée par une diversion de l'armée de la Moselle vers Namur et Liège. L'idée de cette diversion est la première origine du plan d'attaque en grande masse sur la Sambre par les armées des Ardennes et de la Moselle réunies. C'étaient donc les deux ailes qui devaient agir, en laissant le centre faible et dégarni. Sur le vaste champ de bataille de la frontière du Nord, comme sur l'étroit plateau de Wattignies, Carnot poursuivait obstinément son idée favorite d'une double attaque sur les flancs de l'ennemi. Il est fort heureux pour les Français que le plan de Carnot se soit un peu modifié dans la suite, et que son idée première de l'attaque de la Sambre par l'armée des Ardennes ait donné naissance à l'armée de Sambre-et-Meuse.

Quant aux alliés, ils songèrent un instant à être audacieux, parce qu'ils avaient vu l'audace réussir à leurs ennemis. Disposant de 150,000 hommes sur la frontière du Nord, — la gauche sous Kaunitz à Charleroi, le centre à Valenciennes et au Quesnoy, sous le généralissime Cobourg, la droite de Tournay à Ypres sous Clerfayt, — ils étaient en mesure de porter aux Français des coups redoutables. Mack proposa de prendre Landrecies et de marcher directement sur Paris. Les alliés seraient aidés par une diversion en Vendée et par l'appui de l'armée prussienne de Mœllendorff, sur leur gauche, vers la Meuse. Ce plan aurait été excellent un an plus tôt : il arrivait trop tard au commencement de 1794, quand la

grande Vendée était écrasée et que la Prusse ne manifestait que dégoût pour la guerre, quand la France n'était plus le pays désemparé et ouvert à l'invasion qu'elle était en 93. Les propositions de Mack ne servent qu'à prouver la lenteur des vues de cette coalition toujours en retard « d'une idée, d'une année ou d'une armée ». Bientôt il fallut renoncer au secours de l'armée prussienne. Malgré le traité de subsides conclu le 14 avril entre l'Angleterre et la cour de Berlin, Mœllendorff, sur les ordres de cette dernière, se refusa à quitter le Palatinat.

Cependant Cobourg, stimulé par la présence de François II, se trouva en mesure de prendre l'offensive avant les républicains. Le 16 avril, l'armée alliée, réunie dans les plaines du Cateau, se porta sur Landreciés et investit cette place. Le commandant de l'armée du Nord, Pichegru, essaya de la délivrer par un mouvement général sur toute la ligne. Sur la droite, Charbonnier avec deux divisions de l'armée des Ardennes, et Desjardins, avec une division de l'armée du Nord, — premier noyau de l'armée de la Sambre —, se portèrent sur Beaumont. Au centre, une attaque directe était tentée par la division de Cambrai contre le gros de l'armée alliée. Le duc d'York écrasa cette division à Troisville (26 avril), et la rejeta derrière l'Escaut dans un horrible désordre. Cette défaite décida du sort de Landrecies qui, le 30 avril, ouvrit ses portes à Cobourg. Les Impériaux avaient leur « pré carré » au centre même de la ligne française, entre Escaut et Sambre.

Tandis que les Français étaient réduits au centre à une défensive malheureuse, leur gauche commençait en Flandre l'exécution du plan de Carnot. Souham et Moreau marchèrent avec 50,000 hommes sur Menin et Courtray qu'ils bloquèrent. Clerfayt, avec ses 18,000 Autrichiens, accourut à Mouscron et se fit battre (29 avril) ; l'armée du Nord s'empara de Menin, malgré la défense héroïque d'une poignée d'Hanovriens. Cobourg, inquiet pour sa droite, s'arrêta à Landrecies au lieu de marcher de l'avant,

déclara qu'une guerre offensive était impossible, et détacha le duc d'York vers Tournay au secours de Clerfayt. Sans l'attendre, celui-ci recommença l'attaque et fut encore repoussé à Courtray (11 mai).

Les premières nouvelles du Nord déterminèrent Carnot à préciser ses vues. Elles le fortifièrent dans son idée d'agir sur les deux ailes. Il considéra la perte de Landrecies comme un malheur facilement réparable, puisqu'il ne pouvait venir à l'esprit des Autrichiens d'en profiter pour tenter une invasion. Déjà 15,000 hommes de l'armée du Rhin remplaçaient l'armée de la Moselle dans ses positions, et celle-ci était amenée par Jourdan vers la Meuse, à travers le Luxembourg, pour tenter une diversion contre Namur et Liège. Sur la Sambre, les divisions de Charbonnier et de Desjardins furent renforcées de deux autres divisions venues du centre, et formèrent un total de 50,000 hommes, à qui mission était donnée de passer la Sambre pour opérer sur la gauche ennemie. Entre la Lys et l'Escaut, Carnot renforça Moreau et Souham avec la division Bonneau, détachée aussi du centre. Le centre était entièrement dégarni.

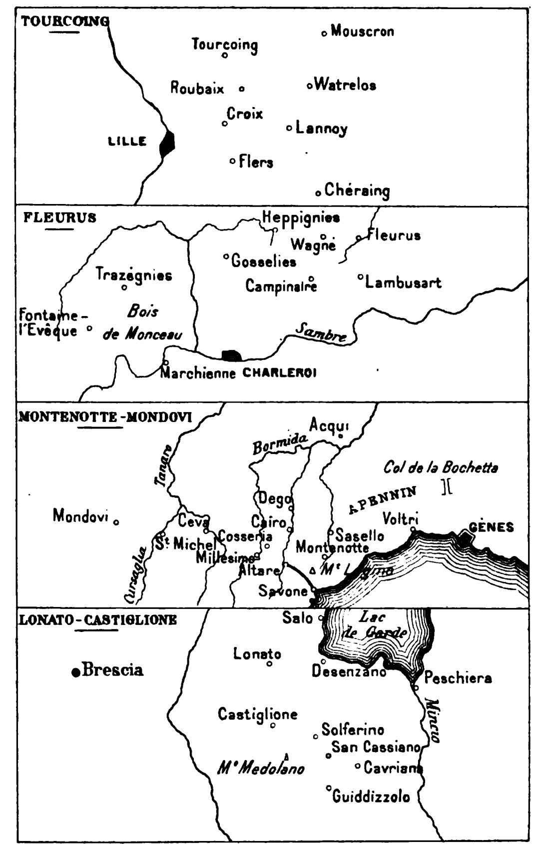
Dans la double attaque projetée par Carnot, en face d'un ennemi qui dans son incertitude se cramponnait à chaque pouce de terrain et voulait couvrir tous les débouchés des Pays-Bas à la fois, le succès devait dépendre de l'à-propos et de l'ensemble de l'offensive.

Malheureusement les premiers coups furent portés sur la Sambre avec autant de vigueur que de maladresse. Charbonnier et Desjardins étaient des médiocres : ils avaient en sous-ordre de vrais talents qu'ils comprimaient, tels que Marceau et Kleber ; ils étaient plus effrayés que stimulés par les deux représentants Saint-Just et Lebas, surtout par le premier qui se posait en Spartiate, et prétendait surmonter tous les obstacles avec son aveugle énergie ; leurs soldats étaient encore une foule peu aguerrie et mal organisée. Aussi vinrent-ils se briser contre les baïonnettes des Autrichiens de Kaunitz.

Le 10 mai eut lieu à Thuin le premier passage de la Sambre. Les Autrichiens ne le défendirent ni à ce moment ni jamais. Mais dès la première attaque sérieuse de leurs positions, les Français furent repoussés, laissèrent sur la place 4,000 hommes et 12 canons, et repassèrent la Sambre (12 mai). Saint-Just ordonna un deuxième passage le 20, dans le même ordre que précédemment, et les Français eurent le même sort : les Autrichiens profitèrent de leur dispersion pour les attaquer avec avantage, et l'armée ne repassa en ordre sur la rive droite de la Sambre que grâce aux efforts de Kleber (23 mai). Saint-Just n'en voulut pas avoir le démenti. A toutes les objections il ne répondit qu'une chose : « Il faut demain une victoire à la République : choisissez entre un siège et une bataille. ». Les républicains passèrent donc la Sambre le 26 à Marchienne. Les grenadiers de Marceau, sans pain depuis quarante-huit heures, refusèrent de marcher. Saint-Just furieux s'en prit aux généraux et ordonna la mort de tous ceux qui ne bivouaqueraient pas à la tête de leurs troupes. Jusque-là, le passage de la Sambre n'avait pas eu d'objectif stratégique bien déterminé : on lui en donna un, la prise de Charleroi. On fit donc le 29 une nouvelle tentative : Charleroi fut investi ; mais, au bout de trois jours, les Français étaient encore rejetés sur la rive droite. Après quatre tentatives, l'armée républicaine sur la Sambre était au même point qu'à l'ouverture de la campagne. La fureur entêtée de Saint-Just n'avait servi à rien.

Cobourg s'inquiétait peu de ces tentatives désordonnées, auxquelles les troupes de Kaunitz suffisaient à parer: il n'avait d'yeux et d'attention que pour les succès de Souham et de Moreau entre la Lys et l'Escaut. Ceux-ci avaient repoussé Clerfayt, et, dans leur marche vers le nord, présentaient le flanc droit à l'armée impériale. Le généralissime autrichien, conseillé par Mack, conçut la pensée de les assaillir de tous les côtés à la fois, en prenant Tourcoing pour objectif de sa marche concentrique.

Il porta donc ses 62,000 hommes sur l'Escaut, vers Tournay, et ordonna aux Hanovriens de marcher le 17 mai sur



Carte n° 4. — Tourcoing, Fleurus, Montenotte-Mondovi, Lonato-Castiglione

Mouscron; aux Anglais du duc d'York de se porter sur Roubaix et Croix; à l'archiduc Charles de se diriger de

Saint-Amand sur Lille, et de masquer la division Bonneau, postée à Lille. Dans le même temps, Clerfayt devait passer la Lys à Werwick et tomber sur les derrières des républicains. Ce plan, disait Mack, était combiné la carte à la main : mais il reposait sur une double hypothèse fort périlleuse, celle de l'immobilité de l'ennemi, et celle de l'arrivée exacte de tous les corps au point de rendez-vous. Or, les deux hypothèses se trouvèrent fausses, comme les Autrichiens auraient pu s'y attendre.

Du côté français, la direction était énergique et éclairée. Pichegru planait sur les opérations plutôt qu'il ne les conduisait; il était absent le jour de la bataille de Tourcoing, mais ses divisionnaires, Souham et Moreau, le remplacèrent avec avantage. Ils avaient cru d'abord que la principale menace était du côté de Clerfayt, sur la Lys ; à la nouvelle de la marche des alliés sur l'Escaut, ils prirent rapidement leurs dispositions. Moreau se chargea de contenir Clerfayt derrière la Lys; Souham, homme d'action ardente, résolut de tomber, le 18 au matin, sur les Hanovriens qui avaient occupé, le 17 au soir, Tourcoing et Watrelos ; mission fut donnée à Bonneau, à Lille, de prendre ses sûretés vers sa droite contre l'archiduc Charles, et d'attaquer le duc d'York à Roubaix et à Croix : si bien que pour la bataille du 18 mai, les alliés aventurés au cœur des positions françaises étaient presque cernés.

Dès le petit jour, Souham attaqua avec impétuosité Tourcoing et Watrelos, où il rencontra une énergique résistance chez les Hanovriens et les Hessois. Sa supériorité numérique et la dispersion des alliés lui assurèrent la victoire. Bonneau, après avoir laissé vers Flers une division pour contenir l'archiduc Charles, se précipita avec 18,000 hommes vers Lannoy, Croix et Roubaix sur les Anglais du duc d'York, dont la surprise fut extrême, car ils se croyaient couverts du côté de Lille. Eux aussi résistèrent longtemps : mais les progrès de Souham vers Tourcoing leur firent craindre d'être enveloppés; la

démoralisation les gagna, leurs rangs flottèrent, et ils s'enfuirent vers Tournay en jetant leurs armes. Dès onze heures du matin, tout le centre des alliés pliait : leurs affaires ne pouvaient être réparées que par l'arrivée de leur extrême droite, sous Clerfayt, et de leur extrême gauche, sous Charles : ni l'une ni l'autre ne parurent. Clerfayt, dont la position était trop excentrique, ne put passer la Lys, à Werwick, que le matin du 18 mai, et Moreau le tint énergiquement en bride ; Charles, posté à Chéraing, demeura dans la plus étrange immobilité jusqu'à quatre heures après midi, et ne se mit en marche que lorsque la bataille était perdue sans retour. Ainsi échoua le plan savamment médité par Cobourg et par Mack : la bataille de Tourcoing coûtait aux alliés 3,000 hommes et 60 pièces de canon ; elle coûta à Mack son poste de chef d'état-major, et habitua le gouvernement de Vienne à considérer les affaires de Belgique comme désespérées.

Cependant l'armée française du Nord ne tira aucun profit immédiat de son succès. Pichegru perdit même une partie de l'avantage moral, en engageant imprudemment le corps de Macdonald à Pont-à-Chin (22 mai) ; les alliés profitèrent de l'attaque décousue des Français et les battirent. Pichegru renonça dès lors à entamer la grande armée des alliés, et, fidèle au programme de Carnot, se retourna vers la Flandre maritime. Il mit le siège devant Ypres. En vain Clerfayt lutta pour dégager cette place : il fut battu le 13 et le 14 juin à Hooglède ; le 17, Ypres capitulait. Le généralissime autrichien n'avait fait aucun effort pour la sauver. Convaincu qu'il n'y avait plus rien à faire vers la Flandre, Cobourg se détermina, après la prise d'Ypres, à se porter sur la Sambre.

Sur les bords de cette rivière les Français continuaient la lutte sans relâche et sans découragement, comme sur le Rhin en décembre 1793, aguerrissant leurs troupes à chaque nouvel échec, sûrs de réparer leurs pertes au décuple par la continuelle arrivée des renforts. Jourdan,

avec l'armée de la Moselle, après avoir fait en avril une tentative sur le Luxembourg belge, arriva le 30 mai à Dinant sur la Meuse. Là il reçut l'ordre de Carnot, du 27 mai, de se joindre à l'armée des Ardennes pour assiéger Charleroi. Cette jonction porta à 76,000 combattants le chiffre des troupes opérant sur la Sambre. Le comité les réunit sous les ordres de Jourdan, et leur donna le nom d'armée de Sambre-et-Meuse (4 juin). Du reste, le plan de campagne ne changea pas et Jourdan, toujours assisté ou plutôt surveillé par Saint-Just, dut, comme ses prédécesseurs, passer la rivière et s'emparer de Charleroi, après l'intervalle strictement nécessaire au repos de ses troupes et à l'organisation de la nouvelle armée.

Le 12 juin, les Français franchirent donc la Sambre sans plus de difficulté qu'à l'ordinaire, et Jourdan, après avoir investi Charleroi, disposa ses troupes en un vaste cordon défensif de Trazégnies à Lambusart, sans se dissimuler la fragilité de cette longue ligne partout trop faible pour résister à un ennemi déterminé. Aussi voulut-il prendre les devants contre les Impériaux du prince d'Orange, successeur de Kaunitz. Ces derniers sentaient de leur côté la nécessité de l'attaque, et les deux armées prirent une offensive presque simultanée (16 juin). Les Français, qui avaient marché les premiers, eurent quelques succès à la faveur du brouillard. Mais lorsque celui-ci se leva, Orange vit la faiblesse de la ligne française et résolut de l'enfoncer sur un point. Il choisit Lambusart et s'y logea malgré l'opiniâtre résistance de Lefebvre. Le reste de l'armée française, menacé d'être coupé, était hors d'état de se maintenir sur la rive gauche de la Sambre : Jourdan se retira par le pont de Marchienne, sans poursuite sérieuse de la part des Autrichiens.

Saint-Just ne donna pas à Jourdan un instant de répit : il le somma de repasser la Sambre tout de suite. C'était la sixième fois (18 juin) ; les Français reprirent aisément leurs positions du 16, car le prince d'Orange, cruelle-

ment éprouvé, s'était replié pour attendre la grande armée de Cobourg. De Trazégnies à Gosselies et de Gosselies à Fleurus, l'horizon était vide d'ennemis, ce qui fit croire à Saint-Just que tout danger était écarté, et lui donna l'idée d'envoyer au secours de Pichegru la division de Kleber. Il y renonça heureusement sur l'avis de Jourdan. Il tourna son attention vers Charleroi, pressa avec vivacité la reddition de la place et menaça la garnison de la passer au fil de l'épée, si elle ne se hâtait de capituler. Le commandant de Charleroi voulait discuter et poser ses conditions : « Ce n'est pas un chiffon de papier qu'il nous faut, dit Saint-Just avec hauteur, c'est la place » ; le commandant effrayé se rendit à discrétion, le soir du 25 juin, lorsque paraissaient vers Fleurus les têtes de colonne de la grande armée de Cobourg, qui venait enfin, un jour trop tard, au secours de Charleroi. La prise de cette ville permit à Jourdan d'utiliser le corps de siège pour la bataille du 26 juin. Il prit à peu près les mêmes positions que le 16, formant une demi-circonférence d'un développement immense, appuyée sur les deux extrémités à la Sambre : la réserve à Fontaine-l'Evêque, Montaigu et Kleber vers Trazégnies et en avant de Jumet, Morlot à Gosselies, Championnet à Heppignies, Lefebvre de Wagné à Campinaire avec des avant-postes vers Fleurus, Marceau à Lambusart. De son côté Cobourg, suivant ses errements ordinaires, résolut d'attaquer partout à la fois : il forma cinq colonnes offensives ; cependant il renforça surtout celle de Beaulieu, chargée d'opérer à la droite des Français, sur ce point de Lambusart où l'armée de Jourdan s'était vue le 16 forcée de plier [1].

C'est ainsi que la journée de Fleurus fut une série de combats singuliers entre colonnes françaises et autrichiennes, ces dernières donnant leur maximum d'efforts aux deux extrémités de la ligne française, pour se glis-

1. Voir la carte 4, p. 76.

ser, le long de la Sambre, vers Charleroi, qu'elles croyaient encore aux mains des Impériaux. Il y eut cinq batailles sur cette vaste arène de dix lieues. A gauche, les escadrons de Latour firent céder Montaigu : les Impériaux forcèrent les postes français et s'emparèrent du bois de Monceau ; ils seraient arrivés sur la Sambre près de Marchienne, sans la ferme résistance des bataillons de Kleber, qui se logèrent dans le bois de Monceau et surent s'y maintenir. Au centre, les alliés tinrent les Français en échec, les repoussèrent même d'Heppignies, au point que Jourdan craignit de voir la ligne rompue et fit donner sa réserve. Mais la véritable action s'engagea sur la droite. Trois fortes colonnes autrichiennes, sous Beaulieu, s'élancèrent sur Lambusart, défendu par Marceau, tandis que l'archiduc Charles faisait plier les avant-postes de Fleurus. Marceau défendit Lambusart avec ténacité, maison par maison. Cependant les Autrichiens emportèrent le village, rompirent les bataillons français dont une partie s'enfuit au delà de la Sambre, et essayèrent de déboucher de Lambusart sur Charleroi. Là s'arrêta leur succès. Ils ne purent faire un pas hors de Lambusart. La division Lefebvre, accourue au secours de Marceau, les accabla sous une grêle d'obus qui, en plusieurs endroits, mirent le feu aux moissons ; Marceau, revenant à la charge, emporta Lambusart à la baïonnette, et contraignit Beaulieu à une retraite définitive, nécessitée d'ailleurs par la certitude que les Autrichiens venaient d'acquérir de la prise de Charleroi. Dès que Cobourg avait appris la reddition de la place, il avait envoyé l'ordre de retraite aux différents corps, et ceux-ci ne luttaient plus que pour l'honneur. L'armée française demeura maîtresse de ses positions après sa glorieuse mais pénible victoire, et les alliés se retirèrent en ordre vers Bruxelles.

La bataille de Fleurus ne décidait pas du sort de la Belgique, que les Autrichiens auraient encore pu défendre. Mais le découragement gagnait les généraux, la

démoralisation s'était emparée des troupes; entre les états-majors se glissait une mésintelligence croissante ; tout effort fut désormais paralysé ; les vaincus de Fleurus commencèrent vers Bruxelles une retraite machinale qui ne devait s'arrêter qu'au Rhin. Cependant les armées françaises mettaient peu d'activité dans leur poursuite. L'armée de Sambre-et-Meuse occupa Mons et investit, sur l'ordre du Comité, les quatre places conquises en France par les Autrichiens. Quant à Pichegru, il avait eu la pensée de se joindre tout de suite à Jourdan pour achever Cobourg. Le Comité, hanté par ses rêves de descente en Angleterre, l'en détourna et lui fit d'abord occuper Bruges et Ostende. Ces mouvements permirent aux Impériaux de reprendre haleine. Toutefois ils ne profitèrent du répit qui leur était laissé que pour reconnaître l'impossibilité de la résistance. Les alliés se séparèrent, les Autrichiens se repliant sur Tirlemont et sur la Meuse, le duc d'York et les Hollandais se retirant derrière la Dyle pour couvrir les Provinces-Unies, pendant que les armées républicaines se rejoignaient à Bruxelles. Le 10 et le 11 juillet, les deux armées du Nord et de Sambre-et-Meuse se réunirent enfin dans cette capitale, d'où elles sortirent de suite pour continuer, chacune de son côté, la poursuite de l'ennemi. Pichegru s'empara de Malines. Jourdan suivit les Autrichiens, s'empara de Louvain et de Namur, et arriva sur la Meuse, comme Dumouriez y était arrivé après Jemappes. La Belgique était conquise, sans que les armées de la coalition fussent détruites. Les républicains parurent un moment se contenter du succès obtenu : ils s'arrêtèrent en pleine victoire, retenus par les ordres du Comité qui prescrivait de reprendre avant tout les quatre places, retenus aussi par la nouvelle du 9 thermidor, car ils craignirent que cette journée ne devînt le signal d'une réaction où les conquêtes de la République auraient sombré avec la République elle-même.

L'énergique effort, qui avait abouti à Tourcoing et

à Fleurus, avait fait négliger un instant la frontière d'Alsace et de Lorraine, si glorieusement défendue en 1793. Les deux armées du Rhin et de la Moselle avaient gardé les positions conquises, mais elles étaient fort diminuées depuis le départ de Jourdan et si éparpillées que le maréchal prussien Mœllendorff voulut en profiter pour reprendre Kaiserslautern (23 mai). Il tenta une surprise qui réussit, et replia les deux armées sur la frontière française. Il n'avança pas davantage, retenu par les préoccupations que causait aux Prussiens la nouvelle insurrection de la Pologne. De son côté, le Comité ne voulait point demeurer sous le coup de cet échec. Il tira des troupes de la Vendée et fit marcher de l'avant Michaud, général de l'armée du Rhin, avec 60,000 hommes. Après une tentative inutile, les deux armées du Rhin et de la Moselle réussirent à reprendre, le 13 juillet, la crête des Vosges, et à se loger dans Pirmasens et Kaiserslautern. A l'extrême gauche de leur ligne, les Français s'emparèrent de Trèves. En vain Mœllendorff ressaisit encore Kaiserslautern (18 septembre) : les défaites des Autrichiens sur la Roër l'obligèrent à évacuer le Palatinat, et les armées républicaines, resserrant leurs lignes vers le Rhin, bloquèrent Mayence sur la rive gauche malgré les rigueurs de l'hiver.

Cependant la marche en avant avait recommencé entre l'Escaut et la Meuse. La capitulation des quatre places de Landrecies, du Quesnoy, de Valenciennes et de Condé avait rendu aux armées françaises leur liberté d'action. En septembre 1794, elles se remirent en mouvement pour conquérir les lignes de la Meuse et du Rhin. Pichegru repoussa les Anglo-Hollandais vers Bois-le-Duc. Les Hollandais allèrent se cacher derrière le Wahal à Gorkum. Les Anglais se firent battre à Boxtel (14 septembre). Les uns et les autres résistaient fort mollement. A chaque nouvel échec, ils prenaient position derrière une des larges et profondes rivières de Hollande, sans résolution ferme de défendre leur fossé. Le duc d'York

finit par se blottir sous Nimègue. Vers la Meuse, l'armée de Jourdan rencontra plus d'obstacles. Clerfayt, qui avait remplacé Cobourg à la tête des Autrichiens, essaya d'abord de défendre la ligne de la Meuse et de l'Ourthe. L'armée française l'attaqua après avoir été rejointe par le corps de Scherer, qui la portait à 100,000 combattants effectifs (18 septembre). Scherer et Marceau forcèrent la gauche autrichienne, ce qui détermina Clerfayt à chercher des positions plus sûres derrière la Roër. Il éleva le long de cette rivière une ligne de retranchements, de Düren à Aldenhoven et à Ruremonde. Mais les retranchements de la Roër se laissèrent enlever plus aisément encore que ceux de Jemappes et de Wattignies. L'armée de Sambre-et-Meuse masqua la place de Maestricht et assaillit, le 2 octobre, les lignes de la Roër en conservant un ordre et un ensemble parfaits, qui témoignaient combien quatre mois de campagne l'avaient aguerrie. Elle enleva au centre le plateau d'Aldenhoven et repoussa les Autrichiens sur les glacis de Juliers. A droite, Marceau emporta Düren. A la gauche seulement, Kleber eut grand'peine à passer la Roër et ne put que prendre pied sur la rive droite. Toutefois les Autrichiens se reconnurent battus, évacuèrent Juliers, se retirèrent vers le Rhin et le repassèrent à Mülheim (5 octobre). L'armée de Sambre-et-Meuse était sur leurs talons : elle occupa Cologne et Bonn. Maestricht, bloquée depuis un mois, tomba le 4 novembre. La rive gauche du Rhin était conquise.

Après l'arrivée de Pichegru et de Jourdan sur les grands fleuves, la campagne semblait finie, autant par l'approche de l'hiver que par la rencontre d'obstacles naturels difficiles à franchir, lorsqu'une carrière nouvelle s'ouvrit à l'armée du Nord. Des capitulations facilement obtenues la portèrent sur la Meuse et sur le Wahal. Elle s'empara de Bois-le-Duc et de Venloo, franchit la Meuse par sa droite et arriva sous Nimègue. Le duc d'York, fort peu enthousiaste pour la défense de la

Hollande, démoralisé comme ses troupes par ses continuelles retraites, se posta derrière le Wahal et s'imagina que les républicains ne l'y attaqueraient pas. Ceux-ci ne s'occupèrent d'abord que de Nimègue, persuadés que cette place, dont les environs étaient coupés et marécageux, suffirait à les retenir jusqu'à la fin de la campagne. Mais les Anglais craignirent d'être cernés dans Nimègue et l'évacuèrent en y laissant un corps hollandais. Les Hollandais crurent à une trahison, sortirent à leur tour de la ville et les Français y entrèrent. Il eût été temps, pour l'armée du Nord, de prendre un repos nécessité par l'extrême dénuement et les fatigues des troupes. Cependant elle ne s'arrêta pas, car le Comité et les généraux, stimulés par les instigations des patriotes hollandais, convaincus que le gouvernement du stathouder tomberait de lui-même, songeaient à s'emparer immédiatement de la Hollande. Les premières attaques sur l'île de Bommel eurent peu de succès. Il fallut que le rigoureux hiver de 1794 vînt en aide aux républicains. Le Wahal et la Meuse se couvrirent d'une glace épaisse, capable au bout de peu de jours de porter l'artillerie. Du côté des alliés, le duc d'York avait quitté l'armée et laissé à Walmoden un commandement peu enviable. Le nouveau général s'inquiétait fort de sa ligne de retraite : le Lek, plus rapide que le Wahal, charriait d'énormes glaçons, mais ne gelait point ; les alliés, adossés à cette rivière, étaient menacés d'être pris comme dans une impasse. Ces inquiétudes donnent le mot de la prompte retraite de Walmoden. Dès que commença la marche en avant des républicains, les Anglais plièrent en s'estimant trop heureux de se tirer d'un si mauvais pas. Le 28 décembre, par un froid de 17 degrés, les républicains passèrent la Meuse vers leur gauche et chassèrent les Hollandais devant eux. Sur la droite, il aurait été facile à Pichegru de prendre Walmoden : il hésita, laissa les ennemis repasser tranquillement le Lek, et ne franchit lui-même le Wahal que le 8 janvier 1795. La gelée totale du Lek

assura enfin la conquête de tout le pays jusqu'à Amsterdam. Les troupes anglaises, réduites à la dernière misère, repassèrent l'Yssel et l'Ems et se dispersèrent dans le Hanovre. L'armée du Nord acheva à travers la Hollande sa promenade triomphale. Elle occupa Utrecht, Arnheim, entra dans Amsterdam le 20 janvier, et fit saisir par sa cavalerie l'escadre hollandaise immobilisée par les glaces au Texel. Le stathouder s'était enfui en Angleterre ; la Hollande se retira de la coalition, et la *République batave*, la première des républiques-sœurs de la France, conclut avec elle une étroite alliance (16 mai 1795).

Ces étonnants succès des armées républicaines étaient le prix de leur valeur désintéressée. Tandis que l'idéal républicain agonisait au milieu des stériles débats des assemblées, il vivait toujours dans les camps, où la discipline n'excluait point la fraternité et les rêves d'affranchissement universel : « Pour qui donc nous battrons-nous ? murmuraient des officiers d'ancien régime à l'époque du 21 septembre 1792, lorsque les commissaires de la Convention proclamaient la République au camp de Sainte-Menehould. — Vous vous battrez, s'écriait Prieur, pour la patrie, pour vos femmes, pour vos enfants, pour la République ; si vous êtes incapables de soutenir cette noble cause, retirez-vous ! » On comptait ceux qui s'étaient retirés, et les autres venaient de lutter pendant trois ans pour les *Droits de l'homme*. Les sentiments républicains les animaient tous et les faisaient égaux, malgré les différences de grades. Du soldat au général, tous se sentaient citoyens, ce qui interdisait aux chefs la discipline au bâton et la morgue des commandants d'ancien régime. Les rangs étaient rapprochés par des épreuves communes soutenues avec la même constance. L'officier portait son sac comme le soldat, touchait sa solde presque entière en assignats, vivait de la manière la plus frugale, lorsqu'il parvenait à vivre. Même en 1796, la solde en numéraire du général en chef n'était que de

1 livre 13 sols par jour. Presque tous ces officiers étaient de promotion récente et d'origine populaire ou bourgeoise, depuis les grandes épurations de 1793. Ils étaient donc affranchis de tout esprit de caste, et les meilleurs ne voyaient dans la guerre qu'un mal nécessaire, comme le montrent les lettres de Hoche et de Marceau. Ils aimaient pourtant leur métier, séduits selon leur tempérament soit par le côté héroïque de luttes où les armées se prenaient corps à corps, soit par les combinaisons scientifiques de la stratégie. Les uns et les autres ne se battaient ni pour la gloire ni pour la richesse, comme on le fit plus tard, mais pour la liberté de la France républicaine. Leurs troupes étaient bien mélangées, comme le sont toujours ces grandes masses d'hommes : elles avaient leur tourbe de pillards et de lâches ; mais les représentants en mission auprès des armées faisaient des exemples sévères, et la plupart des citoyens soldats savaient y applaudir. Ils ne murmuraient point contre leur gouvernement qui les laissait dans une misère profonde, contre les munitionnaires qui faisaient, comme en 1793, de scandaleux profits. Ils venaient de faire la campagne de Hollande par un froid rigoureux, ne recevaient des magasins que du pain et ne parvenaient à se procurer les vivres nécessaires que lorsque les généraux appliquaient aux régions occupées le système de la réquisition régulière. Ils étaient en haillons d'une malpropreté extrême, faute de cantonnements suffisants et de repos, au point que beaucoup d'entre eux étaient couverts de gale et de vermine. Ils supportaient ces misères avec la résignation joyeuse d'hommes qui savent pourquoi ils marchent. Ils entrevoyaient la fin de leurs souffrances avec le triomphe prochain de la liberté. Ce moment est unique dans l'histoire des armées révolutionnaires. Avant, elles étaient peu homogènes et mal organisées, et leurs éléments étaient de valeur trop diverse ; après, quand la guerre s'éternisa et quand le pouvoir civil cessa d'avoir la haute main sur elles, elles eurent trop d'esprit militaire et pas

assez d'esprit national ; elles conservèrent leur élan et leur bravoure, mais devinrent des armées de métier aux cadres rigides, où toutes les volontés se fondaient dans un moule uniforme et où la guerre était aimée pour elle-même.

La coalition se disloquait sous la pression des républicains victorieux. La Prusse signa la paix à Bâle, le 5 avril 1795. L'Espagne ne tarda pas à suivre son exemple. Sur la frontière des Pyrénées s'était fait sentir dès les premiers mois de 1794 l'impulsion vigoureuse du Comité de l'an II. Après les défaites de 1793, il avait dirigé vers les Pyrénées-Orientales la moitié de l'armée de Toulon, sous Dugommier. Ce général se hâta de faire l'embrigadement des volontaires et d'épurer les états-majors ; il relégua sur les derrières de l'armée les corps indisciplinés que Ricardos avait tant de fois battus ; il présenta à l'armée espagnole un front formidable de troupes aguerries. Aussi les Espagnols de la Union, découragés par la mort de Ricardos, ne tentèrent rien contre les lignes françaises. Dugommier vint les chercher dans leur camp du Boulou (1er mai 1794). Il porta son lieutenant Pérignon sur les communications des Espagnols, fit lui-même sa trouée, et mit dans une affreuse déroute les soldats de La Union, qui se virent au moment d'être cernés par les Français et s'échappèrent en désordre par le col de Perthus. Aussitôt les républicains investirent Collioure et Bellegarde. Collioure ne tarda pas à succomber (27 mai) ; Bellegarde, protégé par sa situation, résista plus longtemps et espéra du secours. Mais La Union ne se fiait plus à ses troupes : il ne tenta que de timides et inutiles diversions. Dugommier fit capituler Bellegarde et projeta de porter la guerre sur le sol espagnol. Il fut retardé assez longtemps par les négociations engagées entre le cabinet de Madrid et le Comité de salut public. La Union eut le temps de se retrancher : il fit élever à la Montagne-Noire, d'Espolla à Saint-Laurent-de-la-Muga, 77 redoutes qui s'appuyaient au

camp retranché de Figuières ; il les arma de 250 bouches à feu. Tant de fortifications et de canons ne sauvèrent pas l'armée espagnole. Le 17 novembre, Dugommier attaqua la ligne ennemie ; il fut tué au moment de remporter les plus grands succès. Déjà les Français avaient pris cinq redoutes de gauche. Pérignon, investi du commandement, revint à la charge le 20 et força le centre de la ligne. La marche victorieuse des Français et la mort de La Union déterminèrent la retraite précipitée des ennemis sur Girone. Ils laissaient dans Figuières 9,000 hommes qui se hâtèrent de capituler (27 novembre). Les républicains eurent plus de mal devant Rosas, la seconde porte de la Catalogne. Ils souffrirent à la tranchée devant Rosas, comme devant Mayence et sur le Wahal, de toutes les rigueurs d'un hiver exceptionnel. Enfin la place tomba aux mains des Français le 3 février 1795. La Catalogne était ouverte à l'invasion.

Les armées républicaines avançaient aussi vers les Pyrénées-Occidentales. Elles se contentèrent en 1794 de poser des bases pour la campagne suivante. Moncey, placé d'abord en sous-ordre de Müller, s'empara de Fontarabie et de Saint-Sébastien (1er-4 août), et fit l'invasion du Guipuzcoa. Devenu bientôt général en chef, il battit ses ennemis dans une suite de petits combats et projeta le siège de Pampelune. L'hiver et les maladies l'empêchèrent de passer à l'exécution. 12,000 hommes périrent dans les hôpitaux. Moncey, forcé d'ajourner ses projets, garda cependant le terrain conquis. Le Comité de salut public, pour forcer l'Espagne à la paix, médita de porter en 1795 des coups décisifs vers l'Ouest. Tandis qu'il prescrivait à Scherer, successeur de Pérignon dans l'est, de se tenir sur la défensive devant les Espagnols du général Urrutia, il faisait passer à Moncey des renforts considérables venus de Vendée. Moncey avait en face de lui deux armées très mal liées, les armées de Navarre et de Biscaye. Il résolut de couper la ligne au point de jonction. Il y réussit le 6 juillet en s'emparant du col d'Olle-

reguy. Il contint l'armée de Navarre, rejeta vers l'ouest l'armée de Biscaye, s'empara de Vittoria et de Bilbao. La paix de Bâle coupa court à sa campagne victorieuse (22 juillet).

Sur les Alpes, la République ne réussit pas à forcer à la paix le roi de Sardaigne, soutenu par les Autrichiens. Les deux armées des Alpes et d'Italie marchaient pourtant de succès en succès. La première couronna en 1794 la crête politique des Alpes et se saisit des grands cols. La seconde eut le rôle principal. Elle était commandée par Dumerbion, mais Bonaparte, qui avait l'oreille des représentants Robespierre jeune et Salicetti, et que le siège de Toulon avait mis en vue, fit d'abord triompher ses plans d'offensive. Il fallait avant tout déposter Colli de ses positions de Saorgio. Les républicains les tournèrent par la gauche, vers Oneglia. Le 28 avril, Saorgio était rendu intenable aux Austro-Piémontais. Cette conquête permit à l'armée d'Italie de couronner de son côté la crête des montagnes, et d'occuper les cols de Fenestre et de Tende. Bonaparte projeta incontinent de s'emparer du Piémont, en faisant descendre les colonnes françaises sur Coni, Mondovi et Ceva, et en faisant coopérer l'armée des Alpes à l'attaque générale. Déjà ces plans étaient approuvés par les représentants et par le Comité, quand le 9 thermidor vint tout suspendre. La chute de Robespierre et de son frère faillit entraîner la chute de Bonaparte et fit sombrer ses projets. L'armée d'Italie resta sur la défensive, tout en tenant les côtes de la rivière de Gênes jusqu'à Savone, malgré les efforts désespérés de l'Autrichien Colloredo pour se faire jour vers la côte (septembre). Cependant les alliés devenaient chaque jour plus nombreux : ils étaient 50,000 au printemps de 1795, commandés pour les Piémontais par Colli et pour les Autrichiens par de Vins, tandis que le nouveau chef de l'armée française, Kellermann, n'avait plus que 15,000 hommes dénués de tout. Convaincu qu'il ne pouvait que se défendre, il fortifia les cols. De Vins parvint à s'em-

parer de Savone et à repousser les républicains sur Ormea (25 juin). Le Comité ajourna les plans de revanche de Kellermann jusqu'à l'arrivée de l'armée des Pyrénées, rendue libre par la paix de Bâle. Les républicains et leurs ennemis employèrent cet intervalle à se fortifier. Les premiers firent des retranchements et des abatis de Borghetto jusqu'au col de Tende ; les Austro-Sardes construisirent des redoutes depuis la côte, à Loano, jusque sur les contreforts de l'Apennin. Mais Kellermann n'eut pas la victoire qu'il méditait : le Comité la lui enleva en le renvoyant à l'armée des Alpes, réduite à faire la guerre de postes, et en le remplaçant à l'armée d'Italie par Scherer (31 août). Celui-ci attendit l'arrivée d'Augereau et des vétérans d'Espagne. Ils arrivèrent sans chaussures et sans vivres : il fallut attendre encore pour leur procurer 24,000 paires de souliers et 100,000 rations de biscuit. Déjà la neige couvrait les sommets des Alpes et des Apennins, et les Austro-Sardes étaient persuadés que les armées allaient entrer en quartier d'hiver, quand les républicains attaquèrent les lignes de Loano (23 novembre). Ils trouvèrent sur leur droite, vers la côte, des postes qu'ils emportèrent aisément, ainsi que la ville de Loano. Leur tâche fut plus rude vers le centre des alliés, commandé par Argenteau. Masséna eut besoin d'un long combat pour le rejeter dans l'Apennin, vers les sources de la Bormida, pendant qu'à la gauche, Serrurier attaquait au cœur de la montagne les Piémontais de Colli et les repliait vers Ceva. Les Autrichiens se retirèrent péniblement le long de la rivière de Gênes, évacuèrent Finale et Savone. Ils ne s'arrêtèrent qu'à Acqui, au delà de l'Apennin. L'armée d'Italie était maîtresse des débouchés de cette montagne, comme de ceux des Alpes-Maritimes. Devant elle s'ouvrait le vaste horizon du Piémont et de la Lombardie. Mais pour une telle conquête il lui fallait un autre chef que Scherer.

Ainsi la République triomphait en 1795 sur les champs de bataille des Alpes et des Pyrénées. Elle éprouvait des

mécomptes sur celui du Rhin, tant par les fautes et par la négligence du gouvernement que par la conduite déloyale de Pichegru. Après la conquête de la Hollande, ce général avait reçu le commandement des armées du Rhin et de la Moselle réunies. Il tenait la rive gauche du Rhin, de Bâle jusqu'à Mayence, et faisait bloquer cette dernière place par Kleber. Jourdan, avec l'armée de Sambre-et-Meuse, tenait le fleuve de Mayence à la frontière de Hollande. Les deux armées républicaines étaient dans la plus grande détresse, ce qui n'empêchait pas le Comité de faire de vastes projets pour le passage du Rhin. De pareils desseins étaient hors de saison, car les chevaux et les équipages de pont manquaient absolument. Les républicains demeurèrent dans une inaction forcée, et n'obtinrent qu'un succès, la capitulation de Luxembourg, que la famine fit tomber entre leurs mains (24 juin). Les Autrichiens profitèrent du répit pour renforcer l'armée de Clerfayt sur le Mein et celle de Wurmser sur le haut Rhin, destinées à opérer de concert. La conduite de Pichegru leur donna d'autres motifs d'espoir. C'était une âme des plus mesquines que celle du vainqueur de la Hollande : il était avant tout désireux de jouissances matérielles, que les assignats républicains ne suffisaient pas à lui procurer ; il se montra disposé à jouer pour de l'argent et des honneurs le rôle de Monk. Il négocia avec le prince de Condé par la voie de l'intrigant Montgaillard ; il conduisit la campagne de manière à donner aux agents de l'émigration des espérances très fondées.

Cependant le Comité, qui ne soupçonnait rien du complot, ordonna à Jourdan et à Pichegru de passer le Rhin. Jourdan le passa le premier le 7 septembre 1795 vers Dusseldorf, s'établit sans grande peine sur la Sieg, puis sur la Lahn, malgré le relâchement de la discipline dans ses troupes, à qui les misères prolongées finissaient par donner le goût du pillage. Il se posta de Wetzlar à Nassau. De Gross-Gerau, près du Mein, Clerfayt allait marcher vers l'armée de Sambre-et-Meuse, quand Piche-

gru passa le Rhin à son tour en face de Manheim. Manheim se rendit (20 septembre) et les Français projetèrent de s'emparer d'Heidelberg.

Si Pichegru avait attaqué à fond Heidelberg, la position des Autrichiens serait devenue critique, car l'armée principale de Clerfayt, privée du secours de Wurmser, aurait été fort aventurée entre les armées de Rhin-et-Moselle et de Sambre-et-Meuse. Mais Pichegru montra en attaquant Heidelberg qu'il ne désirait pas s'en rendre maître. Il dirigea sur la place par les deux rives du Neckar deux divisions qui se firent battre séparément (24 septembre), et reculèrent en désordre vers Manheim. Rassuré du côté de Pichegru, Clerfayt se tourna contre Jourdan avec toutes ses forces. L'armée de Sambre-et-Meuse n'eut que le temps de battre en retraite, et se tira avec peine de sa position périlleuse, resserrée entre le Rhin et le cordon de neutralité qui couvrait la Hesse. Elle repassa le fleuve à Neuwied, Bonn et Dusseldorf. Il fallut renoncer à l'invasion de l'Allemagne.

Là ne s'arrêtèrent pas les succès des Impériaux. Tandis que Wurmser assiégeait Manheim, Clerfayt conçut la pensée de rendre aux républicains offensive pour offensive, et de tirer parti de Mayence comme base d'opérations pour reconquérir la rive gauche du Rhin. Il attaqua le 29 octobre les lignes devant Mayence, les força et mit en déroute le corps d'investissement. L'armée de Rhin-et-Moselle, menacée sur sa gauche, se concentra sur la ligne de la Pfrim. Clerfayt ne tarda pas à venir l'y chercher, sans trop s'inquiéter de l'armée de Sambre-et-Meuse qui se réorganisait avec peine vers le bas Rhin. Pichegru céda la Pfrim et le canal de Frankenthal (11-14 novembre), et se retira sur le Speyerbach. Cependant l'armée de Sambre-et-Meuse se mettait en mouvement pour lui porter secours. Déjà Jourdan et Marceau arrivaient sur la Nahe, malgré les inondations et les chemins défoncés, quand la capitulation de Manheim décida du sort de la campagne en faveur des Autrichiens (22 novem-

bre). Wurmser passa sur la rive gauche du Rhin et releva devant la ligne du Speyerbach les troupes de Clerfayt. Celui-ci, se portant sur Jourdan, le força de s'arrêter. Les Impériaux gardèrent la rive gauche du Rhin, de la Nahe au Speyerbach ; pour hiverner tranquillement, ils demandèrent et obtinrent un armistice. Sans connaître toutes les menées de Pichegru, le Directoire, pris de soupçons, le rendit responsable des insuccès de la campagne et le remplaça par Moreau.

Tandis que la lutte contre l'Europe continentale se poursuivait avec des succès divers, la lutte contre l'Angleterre, malheureuse sur mer, procurait aux armées républicaines d'éclatants succès quand le ministère Pitt tentait de porter la guerre sur le territoire français en s'unissant aux royalistes de l'ouest. La grande armée catholique-royale avait été écrasée à Savenay : mais la Vendée se soutenait toujours par l'espérance soigneusement entretenue des secours anglais et par l'exaspération dont les *colonnes infernales* et exterminatrices de Turreau avaient enflammé en 1794 l'âme des Vendéens. Hoche fit plus de mal à la Vendée insurrectionnelle en appliquant dans la région de l'ouest une politique de douceur et de fermeté. Les commissaires de la Convention suivirent la même voie depuis le 9 thermidor ; ils allèrent même trop loin en concluant avec Charette et Stofflet les paix fourrées de la Jaunaie et de Saint-Florentin (février-mai 1795). Ces chefs n'attendaient que l'occasion de reprendre les armes. Les Anglais la leur fournirent en préparant l'expédition de Quiberon. Le ministre Pitt se décida enfin à exécuter le plan formé dès 1793 par les chefs royalistes : une escadre, sous les ordres de l'amiral Warren, transporta sur les côtes de Bretagne 4,000 émigrés commandés par Puisaye et d'Hervilly, que devaient joindre bientôt 2,000 autres sous Sombreuil. La flotte anglaise dispersa au large de la côte de Bretagne la flotte républicaine, et mouilla dans la baie de Quiberon (27 juin 1795). Le débarquement se fit à Carnac, où de

nombreux chouans rejoignirent les émigrés. Ceux-ci se saisirent le 30 du fort Penthièvre et de la presqu'île de Quiberon, puis ils se portèrent à l'est sur Auray, à l'ouest sur Landevant.

Cette irruption soudaine était accompagnée du soulèvement général de la Vendée. L'armée de La Rochelle, sous Canclaux, donna la chasse à Charette et à Stofflet, et Hoche, général de l'armée des côtes de Brest, eut mission d'écraser les émigrés de Quiberon. La concentration des forces du général républicain fut favorisée par les violentes discussions de d'Hervilly et de Puisaye. Pendant qu'ils se disputaient le commandement en chef d'une expédition déjà fort compromise, Hoche portait ses colonnes sur Hennebont, Landevant et Auray, d'où il délogea les chouans. Ceux-ci se réfugièrent derrière les retranchements de Carnac et de Sainte-Barbe, qui ne tinrent pas longtemps contre les soldats républicains. Le 7 juillet, les royalistes étaient rejetés dans la presqu'île de Quiberon, protégée seulement par le fort Penthièvre, qui en barrait l'étroite entrée.

Les émigrés ne se découragèrent pas et formèrent de vastes projets. Ils décidèrent d'attaquer de front les soldats de Hoche, tandis que les chouans de Tinténiac les tourneraient. Mais les bandes de ce chef ne purent arriver au moment opportun. Les républicains éventèrent les projets de Tinténiac, le poursuivirent et le tuèrent dans les forêts du Morbihan ; l'attaque de front des émigrés échoua complètement à Sainte-Barbe (16 juillet) au moment même où arrivait en baie de Quiberon la division de Sombreuil. Tous, vaincus et nouveaux venus, se réfugièrent dans la presqu'île où les républicains ne tardèrent pas à les attaquer.

Hoche, instruit par les récits d'un transfuge, certain que le fort Penthièvre, quoiqu'il fût baigné des deux côtés par la mer, pouvait être tourné à marée basse, envoya dans la nuit du 20 au 21 juillet, deux colonnes commandées par Humbert et Ménage. Plongés dans l'eau jusqu'à

la ceinture, ces hardis soldats suivirent, malgré la tempête et la pluie, les murailles du fort, et le surprirent du côté de la presqu'île, vers lequel la garnison croyait n'avoir aucune attaque à redouter. Lorsque se leva l'aurore du 21, le fort Penthièvre était aux mains des républicains, et les milliers de chouans et d'émigrés entassés dans la presqu'île de Quiberon leur étaient livrés sans résistance possible. Très peu d'entre eux regagnèrent l'escadre anglaise ; les autres mirent bas les armes. Les chouans furent renvoyés chez eux ; les émigrés, traduits devant une commission militaire, subirent la peine inexorable que leur infligeaient les lois de la Révolution.

Ce déplorable échec n'empêcha pas le gouvernement anglais de préparer une nouvelle expédition, à la tête de laquelle se mit cette fois le comte d'Artois. En août 1795, un convoi de 140 voiles arrivait sur les côtes de l'ouest. L'expérience de Quiberon détourna les chefs de choisir en Bretagne leur base d'opérations : ils la choisirent en Vendée, à une distance prudente de la côte, et occupèrent la petite île d'Yeu. Et ce fut tout. En vain Charette conjurait le comte d'Artois de débarquer sur la côte de Vendée ; en vain offrait-il de lui amener 30,000 hommes : le comte d'Artois, hanté par le cauchemar de Quiberon, se refusa à aller *chouanner*. Il finit par lever l'ancre et retourna en Angleterre (18 novembre). La Vendée était décidément perdue : il ne resta plus à Hoche, nommé commandant en chef de l'armée de l'Ouest, qu'à reprendre l'œuvre de pacification et à pourchasser les irréductibles Stofflet et Charette.

Depuis les traités de Bâle et la fin de la lutte en Vendée, la guerre révolutionnaire se simplifia tout en prenant de l'extension : elle devint une lutte à mort entre la France agrandie et l'Autriche sur terre, l'Angleterre sur mer. L'Angleterre conserva ses avantages ; le génie de Bonaparte apparut soudain pour écraser l'Autriche, et avec elle la vieille Europe.

CHAPITRE V

L'ITALIE. — BONAPARTE[1]

SOMMAIRE. — Les armées françaises en 1796. — Débuts de Bonaparte. — Bonaparte à l'armée d'Italie. — Campagne de 1796-1797. — Campagne du Piémont (avril 1796) ; Montenotte, Millesimo, Dego, Mondovi. — Armistice de Cherasco. — Campagne de Lombardie : passage du Pô à Plaisance ; Lodi (10 mai); Borghetto (30 mai). — Retraite de Beaulieu. — Siège de Mantoue. — L'Italie méridionale. — Bonaparte, Wurmser et Mantoue : Salo (31 juillet), Lonato (3 août), Castiglione (5 août). — Défaite de Wurmser. — Deuxième tentative des Autrichiens : Roveredo et Calliano (4 septembre), Bassano (8 septembre), La Favorite et Saint-Georges (15 septembre) ; Wurmser rejeté dans la place. — Nouveaux efforts de l'Autriche : Bonaparte, Alwintzy et Mantoue ; le Caldiero (12 novembre) ; Arcole (15-17 novembre). — Quatrième tentative : Rivoli (14 janvier 1797) ; La Favorite (16 janvier). — Capitulation de Mantoue (3 février). — Campagne d'Autriche : Bonaparte et l'archiduc Charles ; le Tagliamento (16 mars), Tarvis (20-21 mars). — Joubert en Tyrol. — Marche sur Vienne : Neumarkt (2 avril), Unzmarkt (3 avril). — Les préliminaires de Leoben.

Au bout de trois ans de lutte, l'armée révolutionnaire est devenue un outil de destruction dont la puissance est encore ignorée de l'armée elle-même, de ses chefs et du nouveau gouvernement directorial.

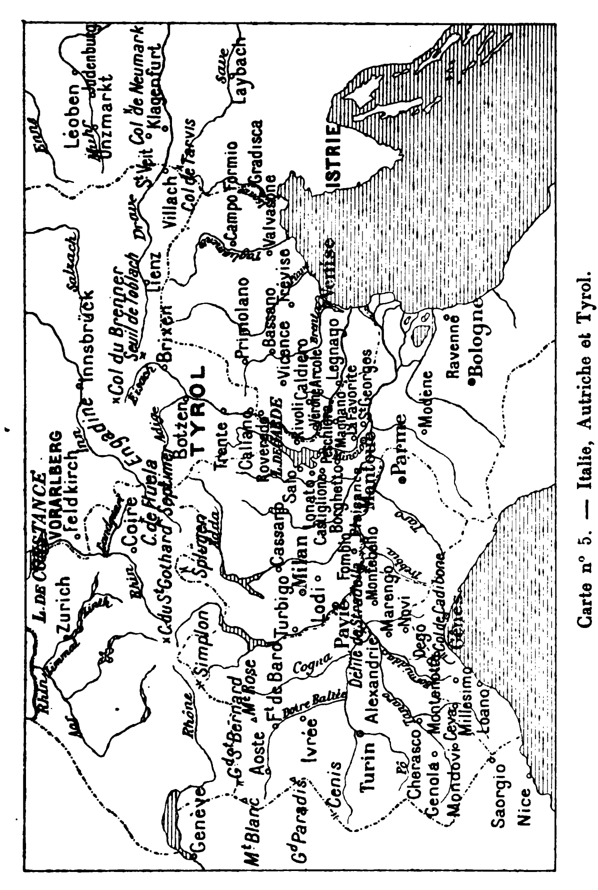
Une sélection s'est opérée dans les rangs de la troupe. Tant de rudes campagnes ont anéanti les malingres. Les indisciplinés et les pillards désordonnés sont pourchassés avec vigueur : les chefs habiles n'autorisent que le pillage méthodique. Les cadres inférieurs ont acquis la solidité

1. Voir la carte 5, p. 99.

et l'expérience qui leur manquaient. Dans toutes les armées se fait un travail d'emboîtement et d'assimilation qui tend à effacer l'homme chez le soldat, et à lui substituer l'unité de force mise en action par quelques mobiles très simples : sentiments, convoitises ou passions d'une puissance bien déterminée, comme le patriotisme, l'amour de la gloire, l'instinct de la vaillance, le désir du butin, que le chef escompte à l'avance dans ses calculs ; énergies morales simplifiées, qu'il est presque aussi facile de diriger que l'effort physique, et dont il est presque aussi légitime de calculer le résultat. Les troupes pensent comme elles manœuvrent, d'une manière vive et uniforme. Ces soldats pourtant ne sont point des automates, car ils n'obéissent pas indifféremment à quiconque prétend les mener : ils veulent sentir chez leur chefs une énergie physique et morale égale à la leur, et de plus, la précision et le coup d'œil capables de saisir de vastes combinaisons. Lorsqu'ils ont confiance, ils ne raisonnent pas, ils manœuvrent en toute docilité ; lorsqu'ils se défient, ils perdent la cohésion que seule la confiance peut donner. Ils continuent donc à réfléchir, ne serait-ce que dans le choix qu'ils font parmi leurs chefs. Si les chefs ont intérêt à choisir leurs soldats, les soldats ne manquent jamais de faire la sélection chez ceux qui les commandent. Ils n'obéissent vraiment qu'à ceux à qui ils se donnent. Un Scherer peut remporter une victoire de hasard, de même qu'un Bonaparte peut être battu : pourtant le premier, même après sa victoire, n'aura jamais ses troupes dans la main, et le second, même vaincu, les possédera toujours corps et âme. Ainsi se dessinent dans leurs traits généraux les sentiments de la nouvelle armée : il sera facile à un chef comme Bonaparte de les convertir en énergie active.

Cette armée jeune et ardente a déjà vaincu contre toutes les règles de la vieille stratégie. De pareilles règles ne pouvaient lui convenir. La vieille stratégie traitait ses unités non comme des forces vivantes, mais

comme des masses presque inertes, capables seulement de se mouvoir avec lourdeur d'un point à un autre et de lancer une quantité déterminée de boulets et de balles :



Carte n° 5. — Italie, Autriche et Tyrol.

de cette conception d'un effort très limité et très lent, dû au nombre et à l'énergie passive, dérivait une limitation

rigoureuse de l'horizon stratégique, une guerre toute de postes et de frontières. L'armée révolutionnaire a fort élargi cet horizon depuis 93. Ses généraux s'habituent aux vastes opérations. Ils demandent à leurs soldats des efforts démesurés. Ils laissent à chacune des fractions en mouvement une certaine liberté d'allures. Jusqu'aux menus détails d'exécution, la guerre nouvelle dérive de la confiance des chefs dans la valeur individuelle de chacun et dans la coopération active de tous. L'armée n'est plus une collection de pions sur un damier, c'est une association unie par des liens très forts, où chacun, du général au soldat, apporte sa contribution personnelle à l'œuvre commune. Œuvre qui est bien celle de chacun et de tous, et celle des militaires seuls, car, depuis la fin de la Convention et du Comité de salut public, il n'y a plus de représentants en mission auprès des généraux : le pouvoir civil a perdu son terrible prestige ; il n'est représenté sous le Directoire que par de modestes commissaires-ordonnateurs : l'armée est maîtresse dans ses camps.

A ces troupes chez qui débordait une énergie capable de bouleverser le monde, il fallait un homme aux conceptions dignes d'un pareil instrument. Cet homme se trouva en Bonaparte.

Ce Corse de vingt-sept ans, à la physionomie tourmentée et à l'âme inquiète, avait eu des débuts agités par l'anxiété du génie qui prend conscience de lui-même. Dans les situations médiocres qu'il occupa d'abord, son intelligence tourbillonnait en mille projets, désespérée de ne savoir où se prendre, appliquée malgré elle à des besognes inférieures. Il avait franchi avec peine les premières étapes. Le siège de Toulon et la première campagne d'Italie le mettaient en relief, quand le 9 thermidor faillit l'entraîner dans la chute de Robespierre. Attaché en 1795 au bureau topographique du Comité de salut public, il lisait activement, réfléchissait, échafaudait des projets pour la conquête de cette Italie où il avait failli entrer en 1794. La répression de l'insurrection du 13 ven-

démiaire lui fit regagner le terrain perdu depuis le 9 thermidor. Devenu général de l'armée de Paris, fiancé à Joséphine de Beauharnais, assuré de la confiance du directeur Barras, il fait accepter par le gouvernement ses plans de conquête en Italie, auxquels il rêve déjà d'ajouter, la marche sur Vienne. Comme Scherer se refuse à entrer dans ces vues, Bonaparte est nommé général en chef de l'armée d'Italie (23 février 1796). Mûri par deux ans d'attente et de réflexion, il est prêt à exercer le commandement avec un incomparable éclat.

Son génie militaire est fait de rapides intuitions et de raisonnements serrés. Il est visionnaire et calculateur. Ses projets relèvent de la vision, tant ils sont prompts, tant ils enjambent volontiers les espaces et les difficultés. Ses moyens d'exécution sont inspirés par une raison sûre, appuyée d'un côté sur des principes d'action mûrement réfléchis, et de l'autre sur des faits. Les principes sont ceux de la stratégie moderne : il ne les a pas inventés, — qu'inventerait-on en cette matière ? — il les a mis en relief par l'exemple ; une seule de ses batailles les démontre mieux que des milliers de déductions. Les faits qui modifient ou règlent l'application des principes, il les connaît tous avec une précision extrême : situation d'effectif et état moral de ses troupes, état des troupes ennemies, — car il a un excellent service d'informations, — topographie exacte de la région, dispositions des habitants, ressources d'approvisionnement, lignes d'étapes, état sanitaire, services administratifs, il calcule tout et se trompe rarement ; il a une conscience aussi vive des détails d'exécution que de l'ensemble de ses projets. Cette puissance de conception est servie par des facultés précieuses : il a une mémoire vaste, une faculté de travail presque illimitée. Avant tout, il sait allier l'ampleur des vues générales au goût du détail, mais seulement du détail signifiant : s'il médite d'écraser l'Autriche et de dominer l'Europe, il s'intéresse aussi à la nourriture de ses soldats et au fourrage de sa cavalerie ; et il a cette

qualité suprême des grands hommes d'action, de ne se partager jamais et d'être tout à l'œuvre du moment, si humble ou si grande qu'elle soit.

Sans doute, il n'est pas redevable à lui seul de son génie, et il n'est pas exempt de défaillances. Il a étudié à fond les campagnes de Frédéric ; sa première campagne d'Italie porte la trace des inspirations d'un guide bien vieux et bien oublié, le maréchal de Maillebois. Si grande que soit sa puissance d'action, elle est au début, comme à la fin de sa carrière, hors de proportion avec son rêve. Avant la chute de Mantoue, il pensera à courir sur le Frioul et sur Trieste ; en 1800, il se réservera trop peu de forces pour battre Mélas, et ne devra le succès qu'à son étoile ; en 1812, habitué à vaincre les hommes, il ne comptera pas assez avec les obstacles naturels. Au moins comptait-il encore, dans sa jeunesse, avec les forces morales que, plus tard, l'abus du mécanisme militaire lui apprendra à mépriser : il est tombé pour avoir eu dans la force matérielle une confiance sans bornes.

Sa première campagne, si rapide et si brillante, a été assombrie par des déceptions. Il avait compté réduire à la paix le roi de Sardaigne, enlever la Lombardie au pas de course, s'installer d'un troisième bond dans le Frioul. Les choses n'allèrent pas si vite dans la réalité. La résistance de Mantoue cloua Bonaparte sur l'Adige. Au lieu de trois actes, il lui en fallut six : il est vrai qu'il put les faire suivre d'un septième, l'épilogue autrichien.

Arrivé au quartier général de Nice le 27 mars, Bonaparte trouve à l'armée d'Italie 42,000 hommes avec 60 bouches à feu attelées. Ces troupes, composées en partie de vétérans des Pyrénées, sont aguerries par deux ans de luttes dans les montagnes. Mais elles sont affamées, sans solde, sans habits ; leurs généraux, fiers de leurs succès passés, verront peut-être d'un mauvais œil ce jeune chef que rien ne recommande, sinon l'amitié de Barras. Dès le premier jour, Bonaparte impose son autorité aux chefs, aux soudards fanfarons comme Auge-

reau, aux généraux d'action ardente comme Masséna ; il enflamme chez les troupes l'instinct de la gloire et celui de la cupidité ; il leur fait payer un acompte sur la solde ; il s'inquiète peu des magasins vides, car il est résolu à nourrir la guerre par la guerre ; il se portera des vallées pierreuses de l'Apennin dans les plaines fertiles du Piémont. L'armée est disposée sur la Corniche, le long de la rivière de Gênes, la brigade Cervoni en flèche vers Voltri, Laharpe, Augereau et Masséna autour de Savone, Serrurier vers le col de Tende. L'ennemi est sur le versant opposé de l'Apennin : Les Piémontais de Colli (22,000 hommes) sont disposés en cordon de Mondovi à Ceva et à Cairo ; les Autrichiens de Beaulieu (30,000 hommes), forment de Sasello à Acqui un autre cordon mal rattaché au premier.

Bonaparte projeta de rompre cette longue ligne au point le plus faible, celui où se joignaient les Piémontais et les Autrichiens. Là était un faible rideau de troupes : Argenteau faisait la droite de Beaulieu, Provera la gauche de Colli. Il résolut de les accabler l'un après l'autre. Dans ce but, il massa ses forces (9 avril) sur la route de Savone à Altare ; il fit occuper le poste avancé de Monte-Legino vers Montenotte. Pour tromper Beaulieu, Cervoni devait lui donner des jalousies vers Gênes[1].

De son côté, Beaulieu, décidé à prendre l'offensive, était tombé d'avance dans le piège tendu par Bonaparte, car il s'imaginait que les Français visaient Gênes. Il s'ébranla vers Voltri en donnant ordre à Argenteau d'appuyer son mouvement par une marche sur Savone. Il pensait avoir à combattre le gros de l'armée française, tandis qu'Argenteau se bornerait à inquiéter les flancs. Ce fut le contraire qui arriva.

Le 10 avril, Cervoni tint avec énergie contre Beaulieu à Voltri, et se replia sur Savone assez lentement pour donner à Bonaparte le temps d'écraser Argenteau.

1. Voir la carte 4, p. 76.

Argenteau vint se heurter (11 avril) contre la redoute de Monte-Legino. Elle n'était encore défendue que par Rampon avec la 32e demi-brigade. La 32e tint avec énergie : les 10,000 hommes d'Argenteau vinrent se briser contre cet obstacle. Cependant Bonaparte prenait rapidement ses dispositions. Dans la nuit du 11 au 12, il masse son armée de Cadibone à Altare : Augereau, à gauche. masque les troupes de Provera ; Masséna est chargé d'aborder la droite autrichienne à Montenotte. Le 12 avril, les Français attaquent à leur tour : les Autrichiens sont contenus de front à Monte-Legino, pris en écharpe à Montenotte ; ils perdent 1,200 hommes et s'enfuient vers Sasello.

Bonaparte ne perd pas une minute. Il faut assurer la séparation des forces ennemies avant l'arrivée de Beaulieu, qui est en marche par Acqui pour soutenir Argenteau. Les divisions Masséna et Laharpe poursuivent Argenteau sur Dego (13 avril), et Augereau est chargé, à gauche, de chasser au loin les Austro-Piémontais de Provera. Provera cède les gorges de Millesimo, se retranche avec 1,500 hommes dans le château de Cosseria, d'où il fait rouler des blocs sur Augereau et ses soldats. Ceux-ci sont arrêtés un instant : mais l'ennemi manque de vivres, il est obligé de capituler le matin du 14. Le même jour, sur la droite, Masséna et Laharpe s'emparent de Dego et rejettent au loin les faibles débris d'Argenteau. Cependant arrivent les renforts envoyés en toute hâte par Beaulieu : au matin du 15 avril, les Autrichiens profitent du brouillard et surprennent dans Dego les Français ivres de vin et de sommeil. La division Masséna, demeurée seule à Dego, est fort endommagée. Mais le retour de Laharpe rétablit le combat : les Autrichiens rompus cèdent définitivement Dego, ils s'enfuient sur Acqui. Même succès le 15 sur la gauche : Augereau s'empare de Monte-Zemolo et replie les Piémontais sur leur camp de Ceva.

La ligne ennemie était rompue. Les divisions austro-

sardes, éparpillées, hors d'état de se soutenir dans ce pays coupé de montagnes, avaient été accablées l'une après l'autre par le gros des forces de Bonaparte. L'armée française, victorieuse, débouchait de l'Apennin dans les plaines du Piémont. Elle avait déjà tué ou pris 10,000 hommes à ses ennemis.

Bonaparte résolut de laisser les Autrichiens à leur désordre, et d'accabler tout de suite les Sardes pour les forcer à la paix. Déjà Augereau rejetait sur le camp de Ceva les avant-postes de Colli. Les Français prenaient leurs dispositions pour tourner leurs ennemis, lorsque Colli évacua Ceva (17 avril), et s'arrêta dans un poste plus fort, derrière la Cursaglia, à Saint-Michel, sur la route de Mondovi. Il n'était pas facile d'aborder de front ce fossé de la Cursaglia grossie par la fonte des neiges. Augereau l'essaya en vain (19 avril). Il fallait pourtant passer coûte que coûte ; il ne fallait à aucun prix laisser l'ennemi revenir de son émoi. Ordre était donné d'attaquer la Cursaglia à outrance, lorsque les Piémontais évacuèrent Saint-Michel, se replièrent sur Mondovi, avec l'espoir de s'y retrancher. Ils n'en eurent pas le temps. Bonaparte les poursuivit sans perdre une heure, écharpa leur arrière-garde, leur tua 1,000 hommes et s'empara de Mondovi (22 avril). Il s'avançait à grands pas sur la route de Turin. Le roi de Sardaigne effrayé demanda à poser les armes, fort à temps pour Bonaparte, car Beaulieu faisait mine de sortir d'Acqui. Bonaparte exigea et obtint les places de Coni, Ceva, Tortone et Alexandrie, et des routes d'étapes. A ces conditions fut signé l'armistice de Cherasco (28 avril). Le Piémont devenait une base d'opérations contre Beaulieu.

Libre du côté des Sardes, Bonaparte se jette sur la Lombardie. Son vieux, brave et indécis adversaire, Beaulieu, persuadé que les Français déboucheront de front et passeront le Pô vers Valenza, se retranche tout bonnement derrière la Cogna, une des multiples barrières parallèles de la Lombardie. Bonaparte, après une courte

hésitation, le laisse s'y morfondre et se porte rapidement sur la rive droite du Pô, vers Plaisance, par le défilé de la Stradella. Il débouchera ainsi au cœur de la Lombardie et sur les derrières de Beaulieu, il aura des chances de le cerner. Une série de marches forcées porte les Français le 7 mai à Plaisance. Quoique tous les bateaux sur le Pô aient été rassemblés, le passage est forcément assez lent. Sur la rive gauche, Bonaparte écrase à Fombio un corps autrichien envoyé en flanqueur par Beaulieu (8 mai). Puis il marche au Nord en toute hâte pour couper la retraite aux Autrichiens.

Déjà il est trop tard. La lenteur du passage du Pô a sauvé Beaulieu. Averti du péril, il s'est porté à marches forcées de la Cogna sur l'Adda ; il passe cette rivière le 9 à Cassano et à Lodi ; pour arrêter la marche de Bonaparte, il fait retrancher et garnir d'artillerie les bords de l'Adda ; lui-même continue la retraite sur Crema. Les 10,000 hommes laissés à Lodi ne coupent pas le pont, espérant que leurs batteries suffiront à interdire aux Français le passage de la rivière. Mais les grenadiers de Bonaparte s'élancent au pas de charge sur le pont de Lodi sous une grêle de mitraille, se jettent dans le lit de l'Adda, guéable vers la rive gauche, abordent cette rive partout, s'emparent des canons et clouent les Autrichiens sur leurs pièces (10 mai). Beaulieu se replie sur le Mincio. La Lombardie est conquise ; Bonaparte fait à Milan une entrée triomphale (16 mai) ; il appelle les Italiens à la liberté ; il rançonne le duc de Modène, en attendant d'en faire autant aux autres princes italiens ; la Révolution marche du même pas que l'armée victorieuse.

Cependant Beaulieu n'est pas encore expulsé d'Italie. Au moment où Bonaparte se prépare à lui donner la chasse, il reçoit du Directoire l'injonction de partager son commandement avec Kellermann. Mais il est résolu à garder et à continuer seul sa conquête. Il représente au Directoire les inconvénients d'un partage d'autorité sur un ton à la fois respectueux et ferme. En toutes

choses, il agit en maître. Il réprime avec une énergie inexorable les révoltes des paysans lombards, fait fusiller les chefs de la rébellion de Pavie, brûle le village de Binasco. Puis il marche sur Beaulieu, retranché derrière le Mincio. Le passage de la rivière est forcé à Borghetto (30 mai), et Beaulieu affaibli, presque détruit, repasse l'Adige, rompt les ponts et se retire dans le Tyrol. Avant de partir, il a jeté vingt bataillons dans Mantoue, la clef de l'Italie du nord, forte par sa position dans les marais du Mincio. Bonaparte sent qu'il ne sera jamais maître de l'Italie, si d'abord il n'a pas Mantoue. D'autre part, sa rapide marche en avant l'oblige à partager son attention et à songer à l'Italie méridionale. Il fait donc investir Mantoue par Serrurier ; il tâche de se délivrer provisoirement de toute inquiétude vers le sud de l'Italie : il signe un armistice avec Naples, terrifie la cour de Rome en envoyant la division d'Augereau sur Bologne, et lui impose aussi un armistice (24 juin). Il reporte alors toute son attention sur Mantoue. Mais en vain la fait-il bombarder à boulets rouges : il a peu de moyens de siège, et les assiégés tiennent ferme, soutenus par l'espérance d'un prochain secours.

Le cabinet de Vienne était résolu à tout faire pour garder l'Italie. Tant que Mantoue n'était pas prise, il ne regardait pas l'Italie comme perdue. La conservation de la vallée du Pô était donc attachée à la délivrance de Mantoue. Toute la guerre tournera désormais autour de cette place. Les Autrichiens étaient hypnotisés par Mantoue, qu'ils ne pouvaient délivrer ; Bonaparte était enchaîné par la nécessité de s'emparer de Mantoue, et il ne pouvait la prendre.

L'Autriche appela en Italie Wurmser pour remplacer Beaulieu. C'était remplacer un vieux général par un autre également vieux, aussi brave dans l'action et aussi mal inspiré dans ses plans. Ces représentants de la vieille stratégie venaient à tour de rôle aider au triomphe de la nouvelle.

Wurmser trouva les débris de Beaulieu à Trente et à Roveredo, les renforça et les porta à 60,000 hommes. Il projeta de descendre vers Mantoue par les hauteurs du Monte-Baldo et de Rivoli, entre l'Adige et le lac de Garde; son lieutenant Quosdanovich devait suivre la rive opposée du lac et marcher vers Brescia, pour couper les communications des Français avec Milan. Ce plan faillit réussir, non par sa valeur, mais par la supériorité numérique des Autrichiens sur les Français.

Lorsque Wurmser se mit en marche le 29 juillet, l'armée française, affaiblie par le détachement du blocus de Mantoue, était éparpillée en un long cordon de Salo à Vérone et à Legnago, car Bonaparte ignorait le point sur lequel l'ennemi irait déboucher. Du reste, l'irruption soudaine des Autrichiens le surprit. Le 30, Wurmser perça la ligne française partout trop faible ; Masséna évacua Monte-Baldo et Rivoli ; à gauche Quosdanovich s'empara de Salo, bloqua un bataillon français dans une vieille maison, surprit Brescia. Le péril était grand, car la principale colonne des Autrichiens s'avançait victorieuse sur Mantoue, et leur colonne auxiliaire allait couper la route de Lombardie.

Pour la première fois, Bonaparte se troubla et hésita. Il passa par des alternatives de découragement et de confiance : tantôt il songeait à reculer derrière l'Adda ; tantôt il croyait pouvoir continuer le siège de Mantoue et garder les deux rives du Mincio, ce qui eût sûrement amené sa ruine. Heureusement l'ennemi lui laissa le temps de la réflexion, et il se rassura en voyant la ferme contenance de ses officiers et de ses soldats. Augereau surtout protestait et jurait qu'il ne reculerait pas. Bonaparte se décida à lever le siège de Mantoue, à sacrifier toute la grosse artillerie réunie contre la place, à réunir toutes ses forces et à tomber sur Quosdanovich. Il compta qu'il aurait le temps de l'accabler avant d'être joint par le processionnel Wurmser. Ensuite, il reviendrait écraser ce dernier. Il fit donc marcher (31 juillet)

toutes ses divisions au delà du Mincio, sur Quosdanovich[1].

Comme toujours, le plan de Bonaparte fut servi par ses ennemis. Sur son ordre, la division française de Sauret s'était glissée le long du lac, vers Desenzano, et avait délivré le bataillon qui s'était maintenu à Salo. Il suffit de ce mince incident pour que Quosdanovich, inquiet sur ses communications, s'arrêtât court au lieu de chercher à joindre Wurmser (31 juillet). Il recula et fit réoccuper Salo. Ce répit donna de l'air à Bonaparte sur la rive droite du Mincio. Toutes les minutes étaient précieuses, car Wurmser pouvait arriver. Augereau fut laissé en arrière pour l'arrêter à Castiglione ; avec le reste de ses forces, Bonaparte se porta sur Lonato, s'étendit par sa droite jusqu'au lac de Garde vers Desenzano. Quosdanovich, de son côté, recommençait à aller de l'avant. Les Français et les Autrichiens se heurtèrent à Lonato (3 août). Masséna rompit l'ennemi et le chassa de Lonato, et Bonaparte lui fit barrer le chemin le long du lac de Garde. Les Autrichiens avaient perdu 3,000 hommes et avaient résisté avec acharnement. Mais ils étaient épuisés et découragés, et Quosdanovich se décida à se retirer, le 4, vers les montagnes du Tyrol. Débarrassé de cet adversaire, Bonaparte fit volte-face du côté de Wurmser.

Cependant, Wurmser avait laissé passer les heures. Il n'avait pas su résister au plaisir de faire un crochet vers Mantoue et d'y entrer solennellement. Dès le 31 juillet, en descendant sur Mantoue, il était informé de la lutte engagée vers le lac de Garde ; il avait pu voir, au loin, la poussière des premiers combats à Salo et à Lonato ; cela ne l'avait pas déterminé à tout faire pour joindre de suite son lieutenant. Le 2 août, il marcha avec prudence vers le Mincio et poussa son avant-garde au delà de la rivière, jusqu'à Castiglione. Ce poste fut enlevé par la faute d'un poltron qui, en voyant approcher les premières vedettes,

1. Voir la carte 4, p. 76.

crut voir toute l'armée ennemie. Mais l'Autrichien Liptay ne parvint pas à s'installer à Castiglione : Augereau l'en chassa le 3 août, malgré la chaleur écrasante. Wurmser se montra enfin pour soutenir Liptay. De son côté, Bonaparte revenait sur Castiglione. Wurmser n'avait plus que 25,000 hommes ; Bonaparte avait réuni tous ses corps et enjoint à la division Serrurier, qui venait d'abandonner Mantoue, d'avancer par Guiddizzolo sur la gauche des Autrichiens. L'équilibre des forces était rompu au profit des Français : Wurmser aurait dû le comprendre et se retirer quand il était encore temps. Avec son habituelle irrésolution, il ne sut pas mieux reculer que marcher en avant. Il reçut passivement la bataille devant Castiglione, le 5 août. Il s'établit du mont Medolano à Solférino et voulut peser sur la gauche des Français, pour s'ouvrir un chemin vers Quosdanovich. C'est ce que désirait Bonaparte. Tout en fixant l'attention de Wurmser sur la gauche française, il enlevait la redoute de Medolano, se joignait avec la division Serrurier, la faisait filer par Guiddizzolo ; la cavalerie tomba à San Cassiano sur le quartier général autrichien ; à ce moment précis, Bonaparte ordonna la marche en avant sur toute la ligne. En vain, Wurmser voulut faire face des deux côtés : il perdit 3,000 hommes, 20 pièces de canon, et dut repasser le Mincio. Tout le succès de son expédition se réduisit à l'approvisionnement de Mantoue. Il fut reconduit vers le Tyrol, l'épée dans les reins ; les Français réoccupèrent les bords du lac de Garde et le cours de l'Adige ; les Autrichiens reculèrent jusqu'à Trente.

De nouveau, Mantoue était investie, mais non assiégée, car Bonaparte avait perdu son parc de siège. La place ne devait céder qu'à la famine.

Immédiatement, le cabinet de Vienne, quoique menacé par Jourdan et Moreau en Allemagne, ordonna de faire une nouvelle tentative pour délivrer Mantoue. On élabora encore un plan de marche concentrique vers le bas Adige. Davidovich, lieutenant de Wurmser, resterait en

Tyrol avec 20,000 hommes massés autour de Roveredo ; Wurmser, avec 26,000 hommes, se jetterait de Trente dans les gorges de la Brenta et se dirigerait rapidement sur Mantoue en tournant le gros de l'armée française. Pour que ce plan s'exécutât sans danger pour Wurmser, il fallait garder Trente et le haut Adige.

Mais, au moment où Wurmser partait de Trente, Bonaparte était en marche pour s'en emparer. Pressé par le Directoire, il voulut essayer la jonction avec les armées d'Allemagne, dont il ignorait les revers. C'était trop tôt, puisque Mantoue n'était pas tombée. Aussi la marche en avant s'arrêta vite, dès que Bonaparte entrevit les nouveaux projets des Autrichiens.

La division Masséna avait marché le 3 septembre vers le haut Adige. Le 4, elle enleva au pas de charge San Marco et Roveredo. Davidovich se retrancha dans un défilé extrêmement resserré, à Calliano, où cinquante pas seulement séparaient l'Adige d'une muraille à pic. Pourtant, Masséna s'empara de Calliano. La nuit suivante, la division Vaubois se joignit à lui après avoir contourné le lac de Garde. Les Autrichiens, réduits à 5,000 hommes, abandonnèrent Trente sans nouveau combat (5 septembre). A Trente, Bonaparte apprit qu'il n'avait combattu que la moitié des forces ennemies, et que Wurmser venait de disparaître par les gorges de la Brenta. Le général français ne savait au juste si son ennemi se dirigeait vers Trieste ou vers Vérone : mais, sans plus ample réflexion, il résolut de se jeter à sa poursuite le long de la Brenta. Avant de partir, il eut soin de rejeter au loin Davidovich. Lui ayant ainsi ôté l'envie de le suivre, et ayant laissé Vaubois en observation, Bonaparte se dirigea à marches forcées vers Bassano. Wurmser connut vite tous ces événements, et persista à marcher sur Mantoue. Toutefois, il sentait bien qu'il aurait à se battre avant d'y arriver. Partagé entre ces prévisions et le désir d'exécuter son premier plan, il ne sut s'il devait faire face en avant ou en arrière. Son armée était dispersée

sur une longue ligne, la tête à Vicence, le gros à Bassano, l'arrière-garde à Primolano. Il négligea de la concentrer, et fut surpris dans cet état par l'attaque des Français.

Bonaparte avait écrasé au passage de Primolano l'arrière-garde de Wurmser (6 septembre) ; il avait fait vingt lieues en deux jours, quand il se présenta devant Bassano. Le 8 septembre, dès deux heures du matin, les Français étaient en marche, débouchaient au petit jour des gorges de la Brenta et attaquaient à la baïonnette le pont de Bassano. En une demi-heure tout était décidé, la ville était enlevée, les bagages pris avec les canons et 2,000 hommes, le reste fuyait sur Vicence, et le corps de Quosdanovich, coupé du gros de l'armée, se retirait dans le Frioul. Wurmser fut obligé de continuer sa marche sur Mantoue, non en libérateur, mais en fugitif. Réduit à 14,000 hommes, il passa en toute hâte l'Adige à Legnago. Encore Bonaparte ne voulait-il pas lui permettre d'atteindre la place, son dernier refuge : il faisait marcher Masséna pour couper la route de Legnago à Mantoue. Mais la pensée que Wurmser tenterait peut-être de s'échapper vers Trieste, ralentit les mouvements de Bonaparte. Les soldats de Masséna, extrêmement fatigués, n'arrivèrent pas à temps sur le chemin de Wurmser (11 septembre). Echappé à ce péril, le général autrichien courait encore le risque d'être arrêté par la division du blocus. Cette division ne sut pas monter la garde autour de Mantoue, où Wurmser put enfin se jeter le 12 septembre. Aussitôt Bonaparte l'y resserra. Les Autrichiens essayèrent de garder les faubourgs de la Favorite et de Saint-Georges. Ils n'y demeurèrent pas longtemps : Bonaparte entendait les renfermer rigoureusement dans la place : le 15, il fit enlever Saint-Georges par Masséna, et força l'ennemi à évacuer la Favorite. Les Autrichiens rentrèrent à Mantoue, sous le canon de la citadelle. Les opérations de Wurmser n'avaient abouti qu'à augmenter la garnison d'une manière inutile et

même funeste, car la consommation s'accrut d'autant. Toutes les sorties furent vaines : Bonaparte sépara complètement Wurmser du monde extérieur. Dès le mois d'octobre, l'armée renfermée dans Mantoue commençait à manger ses chevaux.

Tant d'échecs ne découragèrent pas les Autrichiens. Si démontrée que fût la supériorité militaire de Bonaparte, le cabinet de Vienne compta qu'elle céderait devant le choc répété de nouvelles forces. Il savait que les combats d'août et de septembre avaient fort affaibli les Français, que le Directoire ne leur envoyait que d'insignifiants renforts, que les conquérants étaient toujours menacés d'un soulèvement populaire et de l'hostilité des petits Etats italiens. Contre les 37,000 hommes de Bonaparte, l'Autriche réunit sur la Piave les débris échappés à Bassano et des recrues tirées de Hongrie ; elle les mit sous les ordres d'Alwintzy (26 septembre), qui ne tarda pas à disposer de 45,000 hommes. Ce nouveau chef était de la taille des Beaulieu et des Wurmser. Plus actif et plus ferme que ses prédécesseurs, il était aussi inféodé qu'eux aux vieilles règles. Ses projets se traînent dans la même ornière. Lui aussi divisa ses forces. Il décida de marcher sur Vérone par Bassano, tandis que Davidovich descendrait du Tyrol sur Vérone. La jonction opérée, on irait délivrer Mantoue. Quoique dépourvu d'originalité, ce plan pouvait être dangereux pour Bonaparte, à cause de la supériorité numérique d'Alwintzy et des sorties que ferait sans doute l'armée de Mantoue.

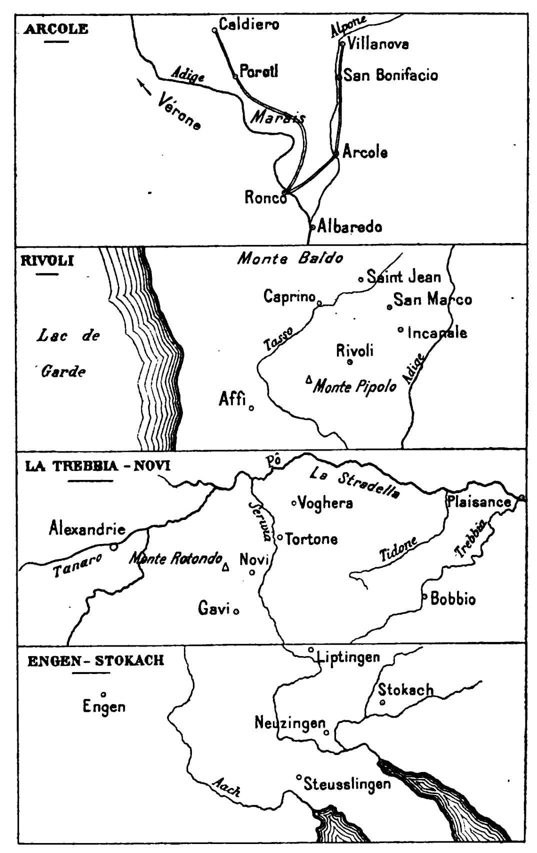
Les premiers mouvements d'Alwintzy vers la Brenta dévoilèrent à Bonaparte l'étendue du péril. Il opposa à Davidovich, sur l'Adige, la division de Vaubois, et garda avec lui le gros de ses forces pour attaquer Alwintzy. Mais dès le premier choc, Vaubois était débordé (3 novembre) par les forces de Davidovich, se retirait sur Calliano, et Bonaparte concevait des inquiétudes pour ses communications. Il essaya, d'un choc vigoureux, de rejeter au loin Alwintzy. Il attaqua son avant-garde qui

avait passé la Brenta (6 novembre) ; il eut grand'peine à la repousser vers Bassano. Aussi comprit-il qu'avec les forces réduites qu'il avait sous la main, il lui était difficile d'écraser les Autrichiens sur leur front : il ordonna la retraite sur Vérone.

Alwintzy avait l'apparence d'une première victoire. Il continua assez lentement sa marche sur Vérone, en s'étudiant à n'y pas arriver avant son lieutenant Davidovich. Celui-ci de son côté avait triomphé des troupes de Vaubois. Une terreur panique chez ces dernières lui livra le poste important de Calliano (8 novembre), et Vaubois recula jusqu'à Rivoli. La jonction des armées autrichiennes semblait très proche. Bonaparte essaya de l'empêcher en attaquant Alwintzy sur le plateau de Caldiero (12 novembre). Mais les Autrichiens étaient trop bien retranchés ; leurs forces étaient trop supérieures ; une tempête du Nord-Est contrariait les efforts de l'armée républicaine ; Bonaparte se replia encore sur Vérone. Cette fois, les choses prenaient une tournure très grave. Il semblait impossible d'arrêter la marche des Impériaux. Heureusement, le mauvais état des chemins, une neige épaisse et la préparation de l'escalade de Vérone retinrent sur place Alwintzy pendant deux jours. Ce répit sauva les Français.

Bonaparte laissa à Vérone, sous Kilmaine, un corps de 3,000 hommes chargé de retarder au moins la prise de la place, et se décida à faire effort sur les derrières de l'armée d'Alwintzy, puisque les attaques de front échouaient toujours. Il sortit de Vérone dans la nuit du 14 au 15 novembre avec les divisions Augereau et Masséna, descendit la rive droite de l'Adige et le passa à Ronco. Pour atteindre les communications d'Alwintzy, il avait à traverser des marais sur deux étroites chaussées allant l'une de Ronco à Porcil, l'autre de Ronco à San Bonifacio et Villanova. Cette dernière traversait au pont d'Arcole le torrent de l'Alpone. Bonaparte engagea Masséna sur la première, Augereau sur la seconde. Il s'ima-

ginait passer aisément l'Alpone et surprendre presque sans coup férir les parcs et les équipages d'Alwintzy. Il



Carte n° 6. — Arcole, Rivoli, La Trebbia et Novi, Engen et Stokach.

n'avait pas songé que dans ces défilés étroits, entre d'impraticables marais, quelques hommes suffisaient à arrêter une armée.

En effet, à la première attaque du pont d'Arcole, la rive gauche de l'Alpone n'était défendue que par quelques compagnies croates et hongroises (15 novembre). Leur fusillade nourrie balaya la chaussée d'Arcole. En vain Augereau entraîna les troupes et s'élança vers le pont sans l'atteindre ; en vain Bonaparte voulut enlever ses soldats comme à Lodi ; après de meurtrières attaques, les Français furent rejetés et poursuivis sur la chaussée ; Bonaparte roula dans les marais et faillit être pris. Il fit alors filer Guyeux sur le bas Adige, par Albaredo, pour tourner Arcole. Mais entre temps il était obligé de se retirer jusqu'à Ronco pour reformer ses troupes. Quand Guyeux arriva à sept heures du soir par la rive gauche, il entra facilement dans Arcole, ne vit au delà de l'Alpone aucune trace de la colonne de Bonaparte et se retira dans la crainte d'une surprise. Masséna, de son côté, s'était emparé de Porcil, lorsque l'échec de la division Augereau le détermina à se replier.

Cependant, Alwintzy s'était arrêté au bruit du combat ; il faisait filer dans la nuit de gros renforts sur Arcole et Porcil. Le 16 novembre, d'épais bataillons avaient remplacé les compagnies éparses de la veille. Bonaparte n'en persista pas moins à s'emparer d'Arcole. Le combat recommença sur la chaussée, acharné, meurtrier, sans résultat, toujours funeste aux agresseurs, qu'ils fussent Autrichiens ou Français. Les Français essayèrent vainement de jeter un pont de fascines sur l'Alpone au-dessous d'Arcole. Bonaparte se décida à faire un pont de chevalets en aval, au confluent de l'Alpone et de l'Adige. Enfin, le troisième jour (17 novembre), pendant qu'on se massacrait encore sur les chaussées, Augereau passait l'Alpone au confluent et marchait sur Arcole. De ce côté, aussi, il fut arrêté par des marais. Bonaparte eut recours à une ruse : il envoya un officier et vingt-cinq trompettes faire un immense détour vers les derrières des Autrichiens : le bruit de ces trompettes simula l'attaque d'un corps considérable ; les Autrichiens troublés hésitèrent ;

les Français profitèrent de leur indécision, les attaquèrent à fond et entrèrent enfin dans Arcole. En même temps Masséna reprenait Porcil. L'armée d'Alwintzy était brisée. Elle avait perdu 8,000 hommes dans ces sanglantes attaques. Elle se retira vers la Brenta, et les Français, fort maltraités eux-mêmes, renoncèrent à la suivre.

La raison de l'acharnement furieux de Bonaparte est dans les craintes que lui inspiraient les efforts de Davidovich sur l'Adige. Il fallait à tout prix repousser Alwintzy avant la déroute totale de Vaubois. Mais cette déroute n'eut pas lieu, par la faute du général autrichien. Après son succès de Calliano, Davidovich demeura huit jours inactif. Le 16 novembre seulement, il repoussait Vaubois à la Corona, et le 18, il s'avançait jusqu'à Vérone. Il était trop tard : Davidovich attirait sur lui les forces victorieuses de Bonaparte ; il n'eut que le temps de se replier en toute hâte. De son côté, Wurmser ne fit pas au moment opportun sa sortie de Mantoue. Il ne la tenta que le 23, lorsque tout était fini, et n'aboutit qu'à se faire rejeter dans la place. La petite armée de Bonaparte avait triomphé, non sans peine, de forces bien supérieures en nombre, mais conduites avec lenteur et gaucherie.

Après Castiglione, Bassano et Arcole, le sort de Mantoue et de l'Italie semblait décidé. Le tenace cabinet de Vienne n'en jugea pas ainsi. La résistance acharnée d'Arcole lui donna bon espoir. Bonaparte lui-même disait que c'était une victoire à la Pyrrhus. L'Autriche se décida à faire un suprême effort.

Le malheureux Alwintzy dut encore affronter les troupes victorieuses de Bonaparte, malgré l'hiver et le découragement général de son armée. Il combla tant bien que mal les vides creusés par Arcole ; il reçut des recrues démoralisées à l'avance. Il se décida à changer son plan : il projeta de descendre avec le gros de son armée entre l'Adige et le lac de Garde par le Monte-Baldo et le plateau de Rivoli ; Provera, posté sur la Brenta avec 9,000 hommes, reçut l'ordre de se porter par Pa-

doue et Legnago sur Mantoue. C'était le plan de Wurmser avant Castiglione, sauf que la diversion du corps d'armée auxiliaire devrait se faire non à l'Ouest, mais à l'Est : ce qui ne valait pas mieux. De son côté, Bonaparte avait remplacé à Rivoli Vaubois par Joubert, et replacé ses divisions en cordon autour de Mantoue. Lui-même était à Bologne, quand il reçut la nouvelle de l'attaque des Autrichiens.

Alwintzy groupa ses forces le 7 janvier 1797, à Roveredo, d'où il se porta sur le Monte-Baldo par des chemins de glace et de neige. Le 11, il partagea ses troupes en six colonnes pour attaquer le Monte-Baldo de front et sur les flancs. Il n'avait devant lui que la division de Joubert, très inférieure en nombre. Joubert dut céder le terrain, malgré tous les avantages défensifs de sa position. Il repassa le Tasso et se disposait à abandonner aussi le plateau de Rivoli, lorsqu'il reçut l'ordre de Bonaparte d'y tenir ferme. Alwintzy suivit Joubert avec lenteur, le 13 janvier, et résolut pour le 14 d'envelopper Rivoli, comme il avait enveloppé le Monte-Baldo. Quosdanovich dut s'avancer à gauche sur les hauteurs de San Marco, dont la prise devait assurer celle du plateau de Rivoli ; le centre devait attaquer la ligne du Tasso ; Lusignan suivrait à droite le lac de Garde pour se saisir du Monte-Pipolo. Alwintzy comptait écraser ses ennemis, qu'il savait peu nombreux[1].

Mais, le 14, à 2 heures du matin, Bonaparte arrivait à Rivoli ; il annonçait à Joubert que les troupes de Masséna le suivaient à marches forcées. Il était temps qu'il arrivât : déjà les avant-gardes autrichiennes avaient pris possession de San Marco. Il prescrivit avant tout de reprendre ce point important. Au lever du jour, la lutte commençait contre Quosdanovich qui s'efforçait de déboucher du ravin d'Incanale sur le plateau de Rivoli, contre Koblos qui voulait garder San Marco, et contre Liptay

1. Voir la carte 6, p. 115.

qui passait le Tasso à Caprino. Le combat tourna bien sur le Tasso : les Autrichiens ne purent s'établir au delà du ruisseau. Mais, à droite, San Marco était cédé aux Autrichiens, Quosdanovich approchait du plateau, et à gauche, Lusignan parvenait jusqu'à Affi. A cet instant critique, l'arrivée des soldats de Masséna et de Rey rétablit les affaires. Les Autrichiens furent culbutés dans le ravin d'Incanale; les Français reprirent San Marco et jetèrent parmi les recrues ennemies une confusion épouvantable; tout s'enfuit vers Saint-Jean et le Monte-Baldo. Sur la gauche, Lusignan, qui croyait avoir tourné les Français, se vit assailli et écrasé par les soldats de Rey et les troupes du centre victorieuses; il se sauva presque seul dans un bateau au delà du lac de Garde. Alwintzy défait se retira vers le haut Adige.

La victoire une fois décidée, Bonaparte avait laissé Joubert poursuivre Alwintzy dans les gorges du Tyrol. Pour lui, il avait fait volte-face vers Provera avec les soldats de Masséna. Provera avait passé l'Adige le 13 janvier, malgré les efforts d'Augereau : il marchait sur Mantoue et se croyait sûr d'y entrer, quand Bonaparte vint lui couper la route. Le fort Saint-Georges arrêta l'ennemi tout le temps nécessaire à l'arrivée de Bonaparte (15 janvier). Les Autrichiens, traqués de toutes parts, désespérés de l'insuccès d'une sortie de Wurmser, capitulèrent en rase campagne, le 16, au nombre de 6,000 hommes. Cette fois, les défenseurs de Mantoue perdaient leur dernier espoir de salut. Wurmser mangea tous ses vivres et tous ses chevaux avant de se décider à capituler. Enfin il rendit la place le 3 février, avec 13,000 hommes qui lui restaient. Il avait montré toute l'énergie passive qu'on pouvait attendre de son amour du devoir. Pour Bonaparte, la capitulation était une délivrance, la fin du cauchemar de Mantoue. Maître incontesté de l'Italie, il imposa au pape la paix de Tolentino, et se prépara à porter à l'Autriche le coup décisif, par une audacieuse irruption dans les États héréditaires.

L'Autriche, sentant venir la crise finale, fit les derniers efforts pour la conjurer. Elle appela des bords du Rhin son meilleur général, l'archiduc Charles, qui venait de terminer une campagne victorieuse contre Moreau. Charles trouva en Tyrol et dans le Frioul de lamentables débris, dénués de tout, prêts à s'enfuir au premier mouvement des Français. Quoique renforcé par la levée en masse du Tyrol, il appela des troupes du Rhin. Ses soldats lui parurent trop aventurés sur la Piave : il les replia derrière le Tagliamento (16 février), livrant du premier coup la route de Vienne, car il négligea d'occuper solidement le col de Tarvis. Il avait 60,000 hommes sur le Tagliamento et en Tyrol. C'étaient à peu près les forces de Bonaparte, qui venait de se renforcer des 18,000 hommes de Bernadotte et de Delmas. Mais l'armée française était aussi ardente et décidée que l'armée autrichienne l'était peu. Dès le premier jour, le sort des armes se prononça.

Bonaparte avait ordonné à Joubert d'avancer en Tyrol ; lui-même s'était porté avec le gros de ses troupes sur la Brenta. Le 10 mars 1797, il marcha sur la Piave. Masséna tenait la gauche et se hâtait vers la montagne, les yeux fixés sur Tarvis. Bonaparte s'attendait à une résistance vigoureuse sur le Tagliamento. Mais Charles était résigné à céder au premier choc. Lorsque les Français se jetèrent dans l'eau du torrent (16 mars), et abordèrent baïonnette baissée les positions autrichiennes, l'ennemi céda partout et se replia sur l'Isonzo. Cette rivière ne lui procura pas un abri plus sûr. Elle était guéable partout. L'archiduc Charles, décidé à se retirer, trouva trop dangereux de le faire par la grande route qui remonte la vallée de l'Isonzo vers le col de Tarvis. Il laissa la division Bayalitsch s'y engager et se rejeta lui-même vers Laybach sur la Save. Bonaparte s'empara de Gradisca, où il fit 2,000 prisonniers.

Cependant Masséna s'était saisi de Tarvis le 20 mars ; l'archiduc ordonna inutilement de reprendre ce point capital. Bonaparte remonta l'Isonzo pour rejoindre son

lieutenant, et Bayalitsch, traqué dans les montagnes, capitula avec 4,000 hommes (22 mars). Déjà l'archiduc Charles avait perdu 14,000 hommes, la moitié de son armée du Frioul. Du coup, il évita avec soin tout contact; il se retira avec célérité sur Klagenfurt et Saint-Veit. Le 28 mars, les Français étaient à Villach; sur la droite, Bernadotte s'emparait de Laybach et de Trieste.

Joubert, lancé en avant le 20 mars dans le Tyrol, avait eu aussi de rapides succès. Sorti de Trente, il culbuta le même jour les Autrichiens au passage de l'Avis, sur la route de Botzen. Le 22, il s'empara de cette ville. Au carrefour de Botzen, Joubert hésita. Il avait à observer une série de vallées, et le Tyrol s'agitait autour de sa petite armée. Il songea d'abord à conserver ses communications; il balaya la vallée de l'Eisach, alla s'installer à Brixen sans abandonner Botzen. Il y fut assailli de tous les côtés. Partout les montagnards du Tyrol faisaient le coup de feu. Joubert se décida, en apprenant les succès de Bonaparte, à le rejoindre dans la vallée de la Drave. Il concentra ses troupes et, par le col de Toblach, il descendit sur Lienz et sur Villach.

Depuis longtemps les Français n'y étaient plus quand Joubert arriva. Bonaparte suivait rapidement les traces de l'archiduc. Il occupa la vallée de la Drave, Klagenfurt et Saint-Veit (31 mars). Il écrivit à l'archiduc Charles la fameuse lettre où il le conjurait de faire la paix, par amour de l'humanité. Sa lettre était inspirée par des considérations militaires. Lancé en flèche avec 30,000 hommes au cœur de l'Autriche, il sentait que sa situation était aussi périlleuse que brillante. Pourtant il ne fallait pas déceler la moindre hésitation. Arrivé aux gorges du Dirnstein, en avant de Neumarkt, il les fit enlever par Masséna (2 avril); il fit occuper Neumarkt, descendit dans la vallée de la Mühr, emporta Unzmarkt (3 avril). Depuis longtemps l'archiduc Charles ne résistait plus. Le 5, Bonaparte était à Judenbourg. 30 lieues et le massif facile à franchir du Sœmmering le séparaient de Vienne.

La terreur était extrême dans cette capitale : tout le monde sentait que c'en était fait, qu'il fallait se résigner à la paix. Le 7, le quartier général de Bonaparte était à Leoben, quand arrivèrent les négociateurs impériaux. Ils avaient si grand besoin d'une suspension d'hostilités, qu'ils plièrent pour l'armistice devant toutes les volontés du général français. Il en fut à peu près de même pour les conditions de la paix. Le 18 avril, Bonaparte, aussi décidé comme négociateur que prompt comme chef d'armée, conclut les préliminaires de Leoben, changés le 17 octobre en paix définitive à Campo-Formio.

Ainsi se termina dans les monts de Styrie la marche audacieuse commencée dans l'Apennin. Bonaparte s'était montré du premier coup le chef aux vues amples, aux rapides décisions qu'il fut toujours. Il avait révélé à la Révolution militaire l'étendue de ses forces. Il semble que désormais lui seul sache la conduire.

CHAPITRE VI

L'ALLEMAGNE[1]

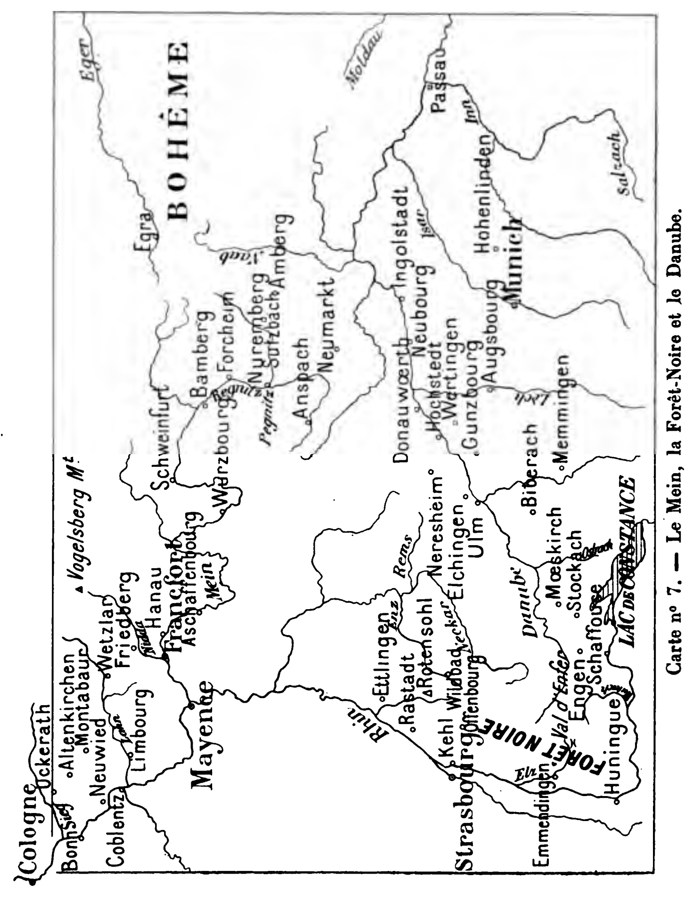
SOMMAIRE. — Plan de Carnot : la double action. — Campagne de 1796 : Jourdan, Moreau et l'archiduc Charles. — Première offensive de l'armée de Sambre-et-Meuse (juin). — Armée de Rhin-et-Moselle : passage du Rhin à Kehl (26 juin). — Combat d'Ettlingen (9 juillet). — Conquête de la Forêt-Noire et du Wurtemberg. — Seconde offensive de l'armée de Sambre-et-Meuse : Jourdan et Wartensleben. — Désordre et pillages. — Jourdan à Francfort (16 juillet), à Wurzbourg (25 juillet). — Fausses dispositions du Directoire. — L'archiduc Charles projette de rejoindre Wartensleben. — Bataille de Neresheim (11 août). — Jonction de Charles et de Wartensleben. — Retraite de l'armée de Sambre-et-Meuse. — Défaite de Wurzbourg (3 septembre). — Jourdan rejeté sur la Lahn. — Combat d'Altenkirchen, mort de Marceau (19-21 septembre). — Moreau en Bavière ; défaite de Latour. — Retraite de Moreau. — Bataille de Biberach (2 octobre). — Le val d'Enfer. — L'armée repasse le Rhin. — Prise de Kehl par les Autrichiens. — Campagne de 1797 : Moreau, Hoche et Latour. — Passage du Rhin. — Bataille de Neuwied (18 avril). — Préliminaires de Leoben. — Mort de Hoche à Wetzlar (19 septembre).

La prompte allure donnée par Bonaparte à la guerre d'Italie avait déjoué tant en France qu'en Autriche tous les plans d'opérations.

Des deux parts on était persuadé, au printemps de 1796, que les coups décisifs seraient portés sur le Rhin, où les Autrichiens occupaient, depuis la victoire de Clerfayt, toute la rive gauche entre la Pfrim et la Nahe, et où les Français avaient deux armées comprenant à peu près 150,000 hommes, force sensiblement égale à celle des Impériaux. L'armistice conclu par Clerfayt durait toujours ; à la faveur de ce répit, les deux partis pouvaient méditer à loisir leur plan de campagne.

1. Voir la carte 7, p. 124.

Carnot, chargé des affaires militaires sous le Directoire, dressa le sien d'après les règles qu'il avait suivies



Carte n° 7. — Le Mein, la Forêt-Noire et le Danube.

en 1794. Il se prononça pour une audacieuse offensive, par tempérament comme par nécessité : il fallait vivre sur

le pays ennemi. Il projeta avant tout de purger d'Autrichiens la rive gauche du Rhin, et, dans cette vue, se trouva naturellement amené à son moyen favori d'action sur les deux ailes. Il décida que l'armée de Sambre-et-Meuse, placée sur le bas Rhin vers Dusseldorf, et pourvue de postes sur la rive droite, tenterait l'attaque la première sur la Sieg et sur la Lahn. Ce mouvement aurait pour résultat certain d'attirer sur elle l'effort de l'armée autrichienne. L'armée de Rhin-et-Moselle profiterait alors de l'éloignement du gros des forces ennemies pour passer le Rhin à son tour et envahir le Brisgau et la Souabe. Lorsque les deux armées seraient sur le sol allemand, elles écraseraient l'adversaire entre deux feux. Un corps d'observation de 25,000 hommes, laissé dans le Palatinat sous les ordres de Marceau, devait rejoindre après la retraite des Impériaux l'armée de Rhin-et-Moselle.

Tout ce plan était fort bien conçu sur le papier : mais les moyens d'exécution faisaient défaut. Les deux généraux en chef Jourdan et Moreau reconnurent et dépeignirent à Carnot l'extrême dénuement de leurs troupes : pas de vivres, pas de solde, désordre de l'administration, faiblesse numérique de la cavalerie, démoralisation croissante des soldats pervertis par de trop longues misères, tel fut le tableau qu'ils s'accordèrent à présenter au directeur. Force fut à Carnot de reconnaître que la situation des deux armées et surtout de l'armée de Sambre-et-Meuse rendait l'offensive très difficile. Son plan était du 16 avril, et c'est le 23 que les généraux, réunis en conférence à Trèves, lui démontraient qu'il était pratiquement inexécutable.

Les Autrichiens semblaient en meilleure posture. Le timide conseil de guerre de Vienne se rendait compte lui-même de la position avantageuse des Impériaux : il avait disgracié Clerfayt pour avoir conclu l'armistice ; il ordonna à son successeur, l'archiduc Charles, et à Wurmser d'attaquer sur la Moselle et sur la Sarre. Par un contraste surprenant, tandis que le gouvernement fran-

çais poussait sans moyens sérieux à l'offensive et que ses généraux se déclaraient paralysés, les généraux autrichiens, sans prendre souci des objurgations de Vienne et de leur propre situation, reculaient devant la brillante perspective qui s'offrait à eux. Charles et Wurmser s'accordèrent à remontrer que, manquant de places fortes, ils manquaient de bases solides pour leurs opérations; ils prêchèrent l'un et l'autre la défensive, la tactique favorite des meilleurs généraux de l'Autriche, comme des plus incapables. Ils ne firent qu'une concession au ministère de Vienne : le 21 mai, ils dénoncèrent l'armistice pour le 1er juin. Puis ils attendirent les coups que les républicains se sentaient à peine capables de leur porter.

Les victoires de Bonaparte en Italie, s'ajoutant à l'irrésolution naturelle des Autrichiens, firent renoncer ceux-ci à tout plan d'action énergique sur le Rhin. Dès le 31 mai, ordre était expédié à Wurmser de partir avec 25,000 hommes pour le Tyrol. L'archiduc Charles réunit en ses mains toutes les forces impériales. Désormais l'unité de direction était acquise à l'armée autrichienne : avantage dont elle ne profita guère dans la première partie de la campagne.

Du côté des républicains, la dénonciation de l'armistice releva le courage de tous en mettant fin aux hésitations de Jourdan et de Moreau. Le premier se mit tout de suite en mesure de prendre l'offensive sur la Sieg et sur la Lahn. Son lieutenant Kleber s'avança contre les détachements autrichiens du prince de Wurtemberg. Ces détachements morcelés, privés de direction énergique, jetés en flèche loin du corps principal, cédèrent sans grande résistance. Kleber passa la Sieg ; l'ennemi essaya de se retrancher derrière le ravin d'Altenkirchen ; les Français l'enlevèrent, firent 1,500 prisonniers, prirent 12 pièces de canon (5 juin) Le prince de Wurtemberg se retira promptement derrière la Lahn. La division Grenier en profita pour passer le Rhin à Neuwied et joindre Kleber. Toute l'armée de Jourdan suivit ; elle jalonna

de postes le cours de la Lahn, de Nassau à Wetzlar. Ainsi s'esquissait la marche vers la Hesse et la Franconie.

Mais l'armée de Sambre-et-Meuse dut se contenter de cette ébauche d'offensive. Ce que Carnot avait prévu arriva : l'archiduc Charles n'eut d'autre pensée que d'arrêter l'invasion de Jourdan. Il évacua la rive gauche du Rhin en n'y laissant que les forces nécessaires à la défense de Mayence (10 juin) ; il arriva fort à propos au secours de Wurtemberg, et vit devant lui l'armée française éparpillée en une chaîne de postes, au delà de l'étroit fossé de la Lahn. Il choisit le point d'attaque à sa droite sur Wetzlar ; il enfonça la division Lefebvre très inférieure en nombre ; il menaça de resserrer entre ses troupes victorieuses et le Rhin l'armée de Jourdan (15 juin). Celui-ci se vit forcé à une rapide retraite ; il rallia non sans peine ses divisions éparses et disparut par le pont de Neuwied. Seul, Kleber demeura sur la rive droite, où il recula pas à pas vers Dusseldorf, désireux de se soutenir au moins sur le Sieg. C'est dans ce but qu'il livra aux Autrichiens de Kray le combat d'Uckerath (19 juin). Il ne réussit qu'à leur ôter l'envie de le suivre de trop près.

Tout en se faisant battre, l'armée de Sambre-et-Meuse avait atteint son but, qui était d'attirer sur elle l'attention et l'effort des Autrichiens. Le terrain était déblayé devant l'armée de Rhin-et-Moselle. Celle-ci en profita pour passer le fleuve et s'installer sur la rive ennemie.

Son chef, le général Moreau, donna à toutes ses opérations un caractère de suite et de prudence ignoré jusqu'alors des chefs révolutionnaires. Cet esprit d'une certaine lourdeur de conception, et d'une sagesse méthodique habile à se prémunir contre les revers désastreux, n'apprit qu'avec le temps l'art de gagner de foudroyantes batailles qu'un Bonaparte savait d'intuition. Nature foncièrement honnête et droite, il est le premier des chefs

républicains qui ait eu souci de ménager la vie de ses soldats, le seul avec Pichegru qui ait tenté d'arrêter le pillage des pays conquis. Il forma des élêves excellents, Desaix et Gouvion Saint-Cyr. Dans cette campagne de 1796, il exécuta avec circonspection un plan téméraire qui n'était pas le sien, dut son échec aux ordres du Directoire et ne dut qu'à lui-même de ramener saine et sauve son armée sur le Rhin.

Pendant que l'archiduc forçait à la retraite l'armée de Sambre et-Meuse, et que Wurmser s'acheminait vers l'Italie, Moreau n'avait plus devant lui que les troupes dispersées de Latour et de Starray. Cependant il prit, pour passer le fleuve, autant de précautions que s'il avait dû faire face à 100,000 hommes. Du 24 au 26 juin, l'armée française traversa le Rhin sans pertes, un peu au-dessus de Kehl. Elle prit pied sur la rive droite en repoussant Starray à Oberkirch et en le rejetant sur Rastadt. Moreau suivit les Autrichiens vers le nord ; sa droite, commandée par Ferino, se saisit des défilés de la Forêt-Noire. La lenteur de ces mouvements sauva les Autrichiens de Latour d'un écrasement complet. Les Français les atteignirent à Kuppenheim (5 juillet), sans les exterminer, et Latour se réunit à Charles, qui arrivait du nord en toute hâte.

Dans ces premières opérations, Charles n'eut d'autre plan visible que de faire la navette entre Jourdan et Moreau. Il ne réussit pas si bien contre le second que contre le premier. Il projeta de l'attaquer à la fois dans le Rheinthal et dans la Forêt-Noire, d'Ettlingen à Wildbad. Au vrai, croyant comme tout le monde à cette époque que la possession de la plaine dépendait de celle de la montagne, il ne comptait que sur ses succès dans la Forêt-Noire ; il décida de faire filer toute son aile gauche par la vallée supérieure de l'Enz pour tourner la droite des Français, et fixa l'attaque au 10 juillet.

Si peu actif que fût Moreau, l'archiduc l'était encore moins que lui, car le général français devança l'attaque

des Autrichiens. Le 9 juillet, Moreau, persuadé comme son adversaire que tout dépendait de la possession des montagnes, envoya Saint-Cyr dans la Forêt-Noire et la vallée supérieure de l'Enz, où les premiers mouvements des Autrichiens se dessinaient à peine. Saint-Cyr eut tout l'avantage de l'offensive et de la surprise. Le plateau boisé de Rotensohl était la clef des positions ennemies : il l'enleva et s'y maintint. Ces succès permirent à Moreau de se consoler de son échec dans la vallée, où Desaix avait été repoussé de Malsch par les forces supérieures des Autrichiens. L'archiduc considéra de la même manière que Moreau les positions relatives des deux armées : la prise du Rotensohl le détermina à décamper ; il quitta la vallée du Rhin et fit retraite sur Pforzheim, décidé à gagner le Danube avant les Français. Aucun plan ultérieure ne se dessinait encore d'une façon nette dans son esprit.

Moreau suivit la retraite de l'archiduc Charles vers le Danube. Les Autrichiens cédèrent sans combat les régions accidentées du Wurtemberg, où ne manquaient point les bonnes positions défensives. L'archiduc fit mine seulement de s'arrêter sur les collines escarpées de la rive droite du Neckar. Mais la défection du Wurtemberg, de Bade et du cercle de Souabe fit évanouir ses velléités belliqueuses. Le 22 juillet, il filait par la vallée de la Rems sur Nordlingen, sans être inquiété, sinon par de petits combats de postes. Les Autrichiens eurent le temps d'évacuer leurs magasins d'Ulm et de concentrer leurs corps détachés. Enfin, le 3 août, leur armée était rassemblée à Nordlingen, libre de défendre pas à pas le sol de la Bavière ou de prendre une résolution plus hardie.

L'armée de Sambre-et-Meuse avait profité à son tour des progrès de Moreau pour recommencer la tentative avortée du mois de juin. Lorsque l'archiduc Charles s'était retourné vers le sud, il avait laissé sur la Sieg Wartensleben et 38,000 hommes, avec ordre de couvrir le Mein en dispu-

tant pied à pied le terrain et en évitant de s'engager à fond. Le général autrichien eut bientôt l'occasion de profiter de ces conseils. Pendant que Kleber se montrait de nouveau sur la Sieg, Jourdan forçait le passage de Neuwied (3 juillet). Il eut peu de peine à se saisir de la rive droite du Rhin, et sous les yeux de Wartensleben impuissant, il rejoignit son lieutenant à Montabaur. Sous la poussée d'une masse supérieure, les Impériaux reculèrent derrière la Lahn, où ils ne tinrent que deux jours ; ils décampèrent encore pour se reformer derrière la Nidda. L'armée de Sambre-et-Meuse les suivit vivement ; elle les délogea le 10 juillet de la position de Friedberg, où ils avaient essayé de tenir ; elle les repoussa de l'autre côté du Mein et entra dans Francfort (16 juillet). Jourdan et Wartensleben se rapprochaient donc, le premier de Moreau, et le second de Charles. Mais du côté français, la jonction ne devait pas se faire : le Directoire, dominé par l'idée de Carnot d'agir sur les ailes, fut le premier à l'empêcher. Il signifia à Jourdan de déborder la droite de Wartensleben, c'est-à-dire d'appuyer au nord (12 juillet). Ce n'étaient point seulement des considérations de stratégie qui le guidaient : il voulait aussi, en étendant la zone d'invasion, étendre la zone contribuable sur laquelle devait vivre l'armée de Sambre-et-Meuse.

Cette malheureuse armée se traînait épuisée par la rapidité de sa marche, par les désertions et par les maladies. Déjà fort misérable et affamée dans ses cantonnements de la rive gauche du Rhin, elle ne pouvait vivre que de pillage en pays ennemi, à cause de l'incurie administrative et de l'absence d'une vigilante autorité. Le ressort moral était affaibli chez les soldats par l'excès des misères physiques, chez beaucoup de chefs par les mœurs violentes nées de la prolongation de la guerre. Jourdan voyait avec anxiété ses troupes fondre sous l'action dissolvante du pillage ; il se sentait, en cas de revers, menacé d'une Vendée germanique. Sa marche en avant ressemblait à une déroute.

Il fallait continuer pourtant ; il fallait suivre Wartensleben, qui se dérobait sans cesse devant les républicains. Les Autrichiens, au lieu de continuer la retraite vers le Danube, s'étaient glissés dans les défilés du Spessart, car leur chef était plus soucieux de défendre la Franconie que de se lier avec l'archiduc Charles. Jourdan le suivit par les deux rives du Mein, prit Wurzbourg (25 juillet), et avança vers Bamberg. Il était maître de la plus grande partie du cours du Mein, tandis que Moreau débouchait dans le bassin du Danube.

Jusqu'à ce moment, les armées républicaines avaient conservé sur l'ennemi une supériorité faiblement disputée. Elles cessèrent tout à coup de l'avoir ; leur gouvernement et leur adversaire travaillèrent à l'envi à leur interdire de nouveaux succès.

Le Directoire n'entrevit pas les résultats décisifs que la jonction de ses deux armées lui aurait procurés. Tout au contraire, il prescrivait d'une manière précise à ses deux généraux, le 21 juillet et le 12 août, d'attaquer chacun de son côté Wartensleben et l'archiduc Charles. Il voulait surtout que Moreau ne s'éloignât point de la Bavière, car il songeait maintenant à lui faire exécuter en Tyrol une diversion en faveur de l'armée d'Italie. Au fond, les deux armées d'Allemagne ne concouraient pas au même but : fatale erreur qui amena leur perte.

Ce que le Directoire renonçait à faire pour les armées françaises, l'archiduc Charles se décida à le faire pour celles de l'Autriche. Jusqu'alors l'archiduc, comme les généraux de la vieille école autrichienne, s'était montré esclave des mouvements de l'ennemi. Il s'émancipa soudain de la stratégie des Beaulieu et des Wurmser. Il résolut de joindre ses troupes à celles de son lieutenant et de tomber avec une masse écrasante de forces sur l'ennemi qui serait le plus à sa portée. Il eut d'abord la pensée d'accabler Moreau. Le 3 août, de Nordlingen, il fit connaître son projet de jonction à Wartensleben.

Celui-ci y mit plus d'une difficulté. La jonction avec

l'archiduc entraînait l'abandon de tout le bassin du Mein. Entêté autant que brave, agité par la crainte assez chimérique d'une invasion en Bohême, Wartensleben ne pouvait se résoudre à céder tant de terrain. Il reculait lentement sur Nuremberg devant l'armée de Sambre-et-Meuse, mais il faisait filer ses gros bagages sur Egra (6 août). Le 7, le combat de Forcheim lui coûtait la vallée de la Regnitz. Il se retira vers l'est par les défilés ardus de la Pegnitz, en protégeant à la fois ses communications avec le Danube et les frontières de Bohême. Jourdan s'attacha à ses pas, conformément aux ordres du Directoire, le battit à Sultzbach (17 août), s'empara d'Amberg et obligea les Autrichiens à chercher un refuge derrière la Naab. Là s'arrêta enfin la longue retraite de Wartensleben. L'archiduc Charles venait à son secours avec le gros des forces impériales, prêt à accabler Jourdan imprudemment engagé entre la Regnitz et la Naab.

Charles s'était maintenu devant Moreau jusqu'au jour où les mouvements de Wartensleben le décidèrent à faire tomber sur l'armée de la Sambre les coups d'abord destinés à celle du Rhin. Le 10 août, il résolut de faire un effort contre Moreau avant de se tourner contre Jourdan, afin d'arrêter ou tout au moins de retarder l'invasion de la Bavière. Il attaqua les lignes françaises de Neresheim (11 août). Il essaya de faire tourner la droite française par toute sa gauche. Mais les pluies et le mauvais état des chemins, ainsi que l'extrême dispersion de ses forces, ralentirent ses mouvements. Il ne réussit qu'à inquiéter un peu les communications des Français, sans pouvoir forcer le front de leurs positions. Cette action décousue, loin d'arrêter Moreau, lui suggéra l'idée d'attaquer à fond l'archiduc. Le 12, le général français allait marcher de l'avant, quand les Autrichiens décampèrent et passèrent le Danube à Donauwerth, pour le repasser peu de jours après vers Ingolstadt. L'archiduc laissait en Bavière les bataillons de Latour. Lui-même commençait son grand mouvement de jonction avec Wartensleben contre l'ar-

mée de Sambre-et-Meuse. Il calculait que Wartensleben et lui réuniraient 62,000 hommes contre les 40,000 de Jourdan. Moreau, rivé à la Bavière par les ordres du Directoire, regarda partir les Autrichiens, passa à son tour le Danube et s'avança sur le Lech.

Dès le 16 août, l'archiduc quittait Neubourg et menaçait la droite de Jourdan. La division Bernadotte, placée à Neumarkt à l'extrême droite française, était fort exposée. Elle fut assaillie le 23 par les Autrichiens, qui se lièrent en même temps á Wartensleben sur la Naab. L'échec inévitable de Bernadotte livra à l'ennemi les routes de la Regnitz, ainsi que la faculté de couper la route de retraite sur Wurzbourg. Par le seul fait de sa position, l'archiduc était au moment de tourner son adversaire, sans manœuvres compliquées et sans marches forcées. Il était urgent que l'armée de Sambre-et-Meuse prît une décision, retraite ou bataille.

Jourdan ordonna la retraite. Dans la nuit du 23 au 24 août, la division Bernadotte se retira sur Nuremberg et le reste de l'armée se concentra entre Amberg et Sultzbach. Au milieu du désordre et de l'effarement des premières heures, l'adjudant général Ney soutint à l'arrière-garde les attaques de l'ennemi. Le gros de l'armée s'engagea à travers bois, dans un chemin de traverse, où les équipages et l'artillerie s'embourbèrent et faillirent rester. Si les Autrichiens avaient déployé un peu d'activité, l'armée de Sambre-et-Meuse était massacrée ou prise. Jamais elle n'aurait pu sortir des affreux coupe-gorges de la Pegnitz. Mais, comme l'ennemi ne montrait que sa cavalerie légère, l'armée française finit par se reconnaître. Son chef respira en la voyant réunie le 29 dans la plaine de Bamberg.

L'archiduc Charles avait négligé la poursuite directe parce qu'il hâtait la marche de ses corps vers Wurzbourg, pour fermer la route du Mein aux Français. Le corps de Hotze, arrivé le 1er septembre à Wurzbourg, enferma la garnison dans la citadelle ; les fractions de l'armée autri-

chienne hâtèrent leur marche à la suite. Pendant ce temps, Jourdan arriva sans encombre à Schweinfurt. Il avait toute liberté de se retirer par la Hesse, sans risquer un seul combat. Mais il cherchait la bataille, seule capable de remettre d'aplomb l'armée de Sambre-et-Meuse, et il se fût reproché d'abandonner à son sort la garnison de Wurzbourg. Résolu à une action décisive, il marcha droit aux Autrichiens, avec l'espoir que leurs têtes de colonne seules se trouvaient sur le Mein, et qu'un coup vigoureux, en les dispersant, rouvrirait aux Français la route de Francfort. Dans cette pensée, il crut pouvoir laisser toute une division à Schweinfurt.

Jourdan croyait donc n'avoir affaire à Wurzbourg qu'aux bataillons de Hotze et de Starray (3 septembre); il ne soupçonnait pas que Charles avait précipité dans la nuit la marche de ses troupes, de manière à donner la main à ses lieutenants. Un brouillard épais couvrait les collines et la vallée du Mein. Les Français culbutèrent assez aisément la première ligne autrichienne. Ce n'est qu'au moment où le brouillard se déchira que l'armée de Sambre-et-Meuse vit les nombreuses et épaisses colonnes de l'archiduc Charles passer le Mein et menacer sa gauche. Jourdan, qui avait engagé ses faibles réserves, et que la lutte du matin avait épuisé, lutta quelques heures sans espoir. Enfin, à l'apparition des grenadiers de Wartensleben, il se décida à la retraite. L'armée française dut s'estimer heureuse de se tirer sans grandes pertes du mauvais pas de Wurzbourg : elle ne laissait sur le champ de bataille que 7 pièces de canon et 2,000 hommes ; les Autrichiens poursuivirent avec leur mollesse ordinaire. Le résultat le plus grave de la bataille était de forcer les Français à se retirer par les bois et les âpres collines de la Hesse. Dans ce pays difficile, l'armée de Sambre-et-Meuse ne tarda pas à connaître de nouveaux excès de misère.

Du 3 au 9 septembre, elle fit route sur la Lahn à la base du Vogelsberg, en traversant une région dévastée où son

premier passage avait soulevé des colères ardentes. Elle souffrit d'un complet dénuement et d'accablantes fatigues, aggravées par la nécessité d'un qui-vive continuel, ainsi que par les inquiétudes que donnait la marche parallèle des Autrichiens vers la Lahn. Heureusement l'archiduc mit 11 jours à faire 40 lieues. Le 9 septembre, l'armée française rejoignit sur la Lahn le corps de Marceau, qui avait levé le blocus de Mayence pour lui donner la main.

Jamais renfort n'arriva mieux à son heure. Pourtant, il ne suffit pas à la défense de la Lahn. Arrivé sur la rivière, l'archiduc feignit de vouloir la franchir, le 16, vers Giessen et Wetzlar ; mais c'est à Limbourg qu'il força le passage ; les Français surpris cherchèrent un refuge derrière la Sieg. Marceau soutint la retraite en défendant chaque pouce de terrain. Il tomba à Altenkirchen (19 septembre), blessé à mort par un chasseur du Tyrol, emportant avec lui une partie des gloires de l'âge héroïque. Cette mort acheva de démoraliser l'armée. Les divisions de Marceau repassèrent le Rhin à Bonn ; celles de Jourdan se retirèrent derrière la Sieg. Jourdan, abreuvé d'amertumes par le Directoire, démissionna et fut remplacé par Beurnonville (24 septembre). Cet ancien compagnon de Dumouriez ne sut que se plaindre du pitoyable état de ses troupes. Il ne songea pas un instant à leur chercher une revanche.

Les fausses mesures du Directoire faillirent devenir aussi funestes à Moreau qu'à Jourdan.

Lorsque l'armée de Rhin-et-Moselle avait vu disparaître vers Donauwerth les colonnes de l'archiduc Charles, Moreau avait flotté quelque temps entre l'obéissance à ses instructions et l'idée bien naturelle de suivre l'ennemi. Un chef plus audacieux eût fait litière des ordres du Directoire. Moreau se contenta de couvrir sa responsabilité en convoquant un Conseil de guerre (23 août). Il prit, sur l'avis du Conseil, le parti habituel des indécis, qui est d'adopter une solution moyenne. Faute de se décider pour la marche vers le nord, ou pour la marche

vers le Tyrol, le général français se détermina à tomber sur Latour, ennemi peu dangereux par son infériorité numérique et la dispersion de ses forces. Le 24, au moment même où Jourdan, pressé de toutes parts, commençait sa retraite, l'armée de Rhin-et-Moselle s'engageait en forçant le Lech à la poursuite de Latour. Les Autrichiens étaient tout au plus 30,000. Leur chef montra une témérité assez surprenante. Il se retira à regret du Lech sur l'Isar, disputant le terrain pied à pied, sacrifiant sans résultat une bonne partie de ses faibles bataillons. Moreau avançait toujours, très peu retardé par la résistance acharnée de Latour, mais fort inquiet du silence qui s'était brusquement fait du côté de l'armée de Sambre-et-Meuse. Les têtes de colonne de Jourdan auraient dû paraître sur le Danube à la fin d'août. Comme rien ne les annonçait aux premiers jours de septembre, Moreau pressentait les revers de son collègue.

Le 10 septembre, il s'arrêta au cœur de la Bavière et lança Desaix au nord du Danube pour avoir des nouvelles. Desaix ne découvrit rien. C'est d'une manière indirecte que Moreau apprit la défaite de Wurzbourg et la retraite de l'armée de Sambre-et-Meuse. Sa première impulsion était de courir au secours de Jourdan. A la réflexion, il sentit combien tout secours serait inutile ; il ne tarda pas à comprendre que, loin de pouvoir secourir, il aurait bientôt besoin d'être secouru lui-même, car il allait être menacé sur ses derrières par l'archiduc Charles victorieux, sur le front par Latour. Il se décida à quitter la Bavière et à se rapprocher du Rhin. Il retira Desaix de la rive gauche du Danube (16 septembre). Il repassa le Lech et s'établit le 24 sur l'Iller. Latour le suivait avec une prudence qui ne lui était pas habituelle. Mais Moreau avait d'autres ennemis plus redoutables : le corps autrichien de Naundorf s'efforçait de déborder la gauche des Français pour se lier à l'archiduc Charles, qui de son côté projetait de couper la route du Rhin. Moreau se sentait pressé de toutes parts. Les Autrichiens publiaient

que l'armée française, rejetée sur le lac de Constance, serait bientôt forcée de mettre bas les armes. Sans s'effrayer de pareilles fanfaronnades, le général français sentit la nécessité de tenir ses ennemis à distance.

Pour frapper un coup vigoureux, il choisit Latour, le plus proche de tous ; il lui livra le 2 octobre la bataille de Biberach. Ce fut un écrasement : Latour perdit 4,000 prisonniers, 18 pièces de canon, et perdit aussi toute velléité de serrer de près les Français. L'armée de Rhin-et-Moselle eut désormais une entière liberté de mouvements pour regagner le Rhin. Cependant, comme la vallée de la Kinzig était fortement occupée, Moreau se décida à faire filer ses équipages et ses ponts sur Huningue, et à passer la Forêt-Noire par le val d'Enfer, passage long, étroit, mais facile, où il balaya aisément quelques détachements ennemis. Le 12 octobre, l'armée de Rhin-et-Moselle débouchait à Fribourg dans le Rheinthal, en si bon état, que son chef croyait pouvoir la maintenir sur la rive droite.

Il avait compté sans l'archiduc Charles. Le général autrichien, arrivé sur la Kinzig, fit promptement la jonction de tous ses corps détachés pour tomber sur Moreau. L'armée du Rhin-et-Moselle était sur ses gardes aux bords de l'Elz; elle ne tarda pas à comprendre les projets de l'ennemi, qu'elle s'efforça de déjouer au combat d'Emmendingen (19 octobre). L'affaire tourna mal pour les Français, dont la droite débordée céda du terrain et évacua les rives de l'Elz. Ce combat convainquit Moreau qu'il lui était impossible de garder le Rheinthal et les défilés de la Forêt-Noire contre les Autrichiens, la pluie et la boue : il fit filer Desaix par le pont de Brisach; il dirigea le gros de ses forces vers Huningue, suivi de près par l'archiduc. Moreau s'assura un passage tranquille en livrant un dernier combat à Schliengen (24 octobre). Le 26, il ne restait plus un Français sur la rive droite du Rhin, sauf au fort de Kehl et à la tête du pont d'Huningue. Ainsi se termina cette retraite célèbre de Moreau, mer-

veilleuse si on la compare à la débandade de l'armée de Jourdan, fort ordinaire si l'on songe que les Français ne rencontrèrent sur leur route aucun obstacle sérieux, puisque l'archiduc Charles ne prit que trop tard le contact avec son adversaire.

Avec son esprit méticuleux, le conseil de guerre de Vienne voulut qu'il ne restât plus un Français sur la rive droite du Rhin. Il porta sans nécessité toutes les forces autrichiennes sur les deux misérables bicoques de Kehl et d'Huningue. L'infatigable Desaix fit de la première, sous le feu de l'ennemi, une vraie place de guerre qui ne capitula que le 9 janvier 1797, après avoir soutenu 50 jours de tranchée. La tête de pont d'Huningue tomba à son tour au pouvoir des Autrichiens (1er février). Ces deux opérations leur avaient coûté des peines immenses pour un mince résultat.

Il est curieux de voir les Français et les Autrichiens rivaliser de fautes en Allemagne, pendant que Bonaparte inaugurait en Italie sa stratégie rapide. La timidité et la médiocrité des deux partis avaient rendu inutiles les énormes forces accumulées sur le Rhin. Le destin de la guerre dépendait des petites armées qui manœuvraient sur l'Adige.

Malgré son insuccès, le Directoire prépara pour 1797 une offensive énergique en Allemagne. L'armée de Sambre-et-Meuse possédait toujours les débouchés de Dusseldorf et de Neuwied ; à Beurnonville avait succédé Hoche, et avec ce chef illustre la confiance était revenue dans les cœurs. D'autre part, les forces autrichiennes étaient affaiblies par l'envoi précipité de renforts en Tyrol et en Frioul ; ce qui restait en Allemagne était disséminé de Bâle à la Sieg, sous les ordres de Latour. Le Directoire donna ordre à Moreau et à Hoche de passer le Rhin le même jour, à Kehl et à Neuwied. L'armée de Rhin-et-Moselle fit son passage un peu en retard (20-21 avril) ; elle s'empara de Kehl et se préparait à culbuter les forces de Starray, quand la nouvelle des préliminaires de Leoben l'arrêta sur la Rench.

Cependant l'armée de Sambre-et-Meuse, sous le commandement de Hoche, avait ajouté à son histoire quelques pages glorieuses, les dernières. Les Autrichiens Werneck et Kray n'avaient que 30,000 hommes à Neuwied et sur la Sieg. Hoche les affaiblit encore en divisant leur attention : il fit faire une diversion par Championnet sur la Sieg. Dans la nuit du 17 au 18 avril Championnet passa la rivière ; il se saisit d'Uckerath et d'Altenkirchen. Le 18 au matin, Hoche débouchait à son tour par le pont de Neuwied. Après avoir enlevé les retranchements des Autrichiens, mis hors de combat et pris 5,000 hommes, il rejoignit son lieutenant à Montabaur. Werneck et Kray se replièrent sur Neukirch, où Hoche les pourchassa (19 avril), sans leur laisser une minute de repos, espérant les jeter dans la Lahn. Mais les Autrichiens se dérobèrent encore. Hoche essaya de les gagner de vitesse sur le Mein : il dirigea à grandes journées sa cavalerie sur Francfort, tandis que lui-même, avec le gros de son infanterie, occupait les Autrichiens sur la haute Lahn, à Wetzlar. Werneck était dans le plus grand péril, quand la nouvelle des préliminaires le tira d'embarras. Hoche demeura à son quartier général de Wetzlar, où il devait mourir cinq mois plus tard (19 septembre).

Hoche est le dernier héros de la croisade légendaire pour les *Droits de l'homme.* Si l'on doit dévoiler les plaies de toute sorte qui rongeaient les premières armées de la Révolution, on ne saurait méconnaître qu'elles se battirent avant tout pour des idées. Au primitif idéalisme succédèrent, sous le Directoire, les tendances réalistes que représenta puissamment Bonaparte, la guerre pour la gloire et pour la conquête. Après les soldats patriotes vinrent les brillantes épées qui malheureusement n'étaient que des épées, Augereau, Ney et Masséna, tous fils de la Révolution et cependant lieutenants désignés du futur maître, car peu à peu le citoyen se subordonna en eux à l'homme de guerre.

CHAPITRE VII

LA LUTTE CONTRE L'ANGLETERRE

SOMMAIRE. — Guerre maritime et guerre continentale. — *A*. L'Irlande. Projets de Hoche et de Wolf-Tone (1796). — Obstacles. — Échec de l'expédition. — Insurrection des Irlandais-Unis (1798). — Secours insuffisants du Directoire : Humbert ; combats de Castlebar (27 août), de Ballinamuck (8 septembre 1798). — Inutilité de ces tentatives. — *B*. L'Égypte. Projets de Bonaparte. — Départ de Toulon (19 mai 1798). — Malte (9-13 juin). — Alexandrie (1er juillet). — Etat de l'Egypte. — Chébreiss (13 juillet). — Les Pyramides (21 juillet). — Bataille navale d'Aboukir (1er août). — Administration de l'Egypte. — Expédition de Syrie : El-Arisch, Jaffa, Gaza (février-mars 1799). — Siège de Saint-Jean d'Acre (18 mars–20 mai). — Retour en Egypte : bataille d'Aboukir (25 juillet). — Départ de Bonaparte (22 août). — Kleber commandant en chef. — Convention d'El-Arisch (28 janvier 1800). — Bataille d'Héliopolis (20 mars). — Assassinat de Kleber (14 juin). — Menou. — Bataille de Canope (21 mars 1801). — Capitulation d'Alexandrie (31 août). — *C*. Saint-Domingue. — La lutte des races à Saint-Domingue. — Toussaint Louverture. — Décision de Bonaparte. — Expédition de Saint-Domingue : Leclerc (février 1802). — Défaite des noirs ; le Gros Morne, la Crête à Pierrot. — Pacification. — Arrestation de Toussaint. — La fièvre. — Nouveau soulèvement. — Mort de Leclerc (1er novembre 1802). — Rochambeau. — Évacuation de Saint-Domingue (novembre 1803).

La Révolution avait saisi corps à corps son ennemie continentale, l'Autriche, et l'Autriche avait été terrassée. Mais son ennemie maritime, l'Angleterre, échappait à ses coups. Tandis qu'après les crises du début l'armée de terre de la France républicaine grandissait en force offensive, l'armée navale, désorganisée elle aussi dès les premiers jours, ne guérissait pas ses plaies. Elle ne disputait plus la mer aux escadres britanniques ; elle se contentait de protéger les côtes. Elle ne put même pro-

curer aux troupes de terre un débarquement facile sur les côtes anglaises, et sa faiblesse rendit hasardeuse toute expédition d'outre-mer. On fit pourtant quelques tentatives, soit directes, soit indirectes, pour ressaisir l'empire de l'Océan : en Irlande, la Révolution voulut frapper au cœur la puissance anglaise; en Egypte, elle voulut fonder une colonie rivale des colonies britanniques et menacer la domination des Anglais dans l'Inde ; à Saint-Domingue, pendant le court intervalle de la paix d'Amiens, le premier consul songea à relever la puissance coloniale de la France en domptant les nègres révoltés, et c'était là encore une manière de lutter contre Londres.

A. — L'IRLANDE

L'Irlande, écrasée et spoliée par les Anglais dès le temps de Cromwell, avait montré depuis l'époque de Louis XIV et de Jacques II qu'elle n'attendait qu'un secours extérieur pour secouer l'oppression qui pesait sur elle. Les premiers succès de la Révolution firent croire aux patriotes irlandais que l'heure était venue. Le gouvernement anglais servait leurs desseins par ses rigueurs impolitiques, car il redoutait plus encore les intelligences jacobines en Irlande que dans le Royaume-Uni. Un parti républicain irlandais se forma, sous les inspirations et l'influence de Wolf-Tone, qui montra à ses compatriotes qu'ils ne pouvaient se délivrer que par le secours des Français. Wolf-Tone vint à Paris et plaida auprès des Directeurs la cause de son pays (1796). Le gouvernement directorial, dont les forces actives étaient occupées partout, voulait organiser en Irlande une simple chouannerie révolutionnaire. Wolf-Tone demandait une expédition régulière. A lui seul, il n'eût pas réussi à l'obtenir: mais il fut puissamment appuyé par Hoche, qui avait fait de la lutte contre l'Angleterre l'affaire de sa vie, et qui, depuis la pacification de la Vendée, demandait avec instance une

irruption foudroyante en Irlande. L'expédition fut donc décidée avec Hoche pour général en chef (20 juillet 1796).

Hoche réunit en Bretagne plusieurs divisions d'élite, et prépara à Brest l'escadre et la flotte de transport, de concert avec le ministre de la marine Truguet. Tout de suite il eut à compter avec le mauvais vouloir et la désorganisation de la marine; il n'y avait aucune confiance chez les chefs, et en particulier chez Villaret-Joyeuse, commandant de l'escadre; hommes, agrès, vivres, tout manquait. Après une lutte très vive, après la destitution de Villaret-Joyeuse et son remplacement par Morard de Galles, la flotte, comprenant 30 navires et portant 16,000 hommes de débarquement, quitta le port de Brest (16 décembre). Mais tous les malheurs fondirent sur l'expédition. Une tempête violente la dispersa, en séparant Hoche et l'amiral du gros de l'armée navale. La plupart des vaisseaux arrivèrent dans la baie de Bantry; quoique privés de leurs chefs supérieurs, les capitaines voulurent débarquer leurs hommes; l'état de la mer les en empêcha, et ils finirent par rentrer à Brest. Quant à Hoche, étant arrivé seul et trop tard dans la baie de Bantry, il revint sur les côtes de France, où un coup de vent le jeta aux bords de l'île de Ré (15 janvier). Il fut obligé de prendre le commandement de l'armée de Sambre-et-Meuse; ses projets furent différés pour longtemps, et sa mort à Wetzlar (19 septembre 1797) les fit sombrer pour jamais. Le gouvernement obéit désormais aux directions que lui donnait impérieusement le général Bonaparte, peu favorable à une descente en Irlande. Les Anglais, après avoir ruiné notre marine, purent ruiner tranquillement celles de nos alliés les Espagnols et les Hollandais.

Cependant les Irlandais n'avaient pas perdu tout espoir. Ils voulurent montrer, comme Wolf-Tone l'avait promis à Hoche, qu'ils étaient dignes de la liberté et prêts à la revendiquer les armes à la main. Le Comité des Irlandais-Unis prépara tout pour une insurrection

générale. Au lieu d'essayer de gagner la population par la douceur, le gouvernement anglais livrait l'île entière à l'occupation militaire et aux excès de la soldatesque, procédait à un désarmement général, faisait proclamer la loi martiale. L'exaspération s'accrut dans le peuple. L'Irlande devint une seconde Vendée. Le 24 mai 1798, l'insurrection éclata. Les soldats et les miliciens anglais, surpris, subirent en différents points des pertes cruelles. Mais les insurgés manquèrent d'ensemble dans leurs attaques. La discipline anglaise ne tarda pas à triompher d'eux, et le ministère Pitt comprit enfin que la seule manière de prévenir le retour de la révolte était d'établir en Irlande un gouvernement doux et humain : telle fut la mission, toute d'amnistie et de pardon, donnée peu après à Cornwallis.

Le Directoire, absorbé par les préparatifs de l'expédition d'Egypte, avait laissé passer le moment où il eût pu donner la main avec succès au soulèvement irlandais. Déjà l'amnistie était proclamée, et les insurgés déposaient les armes, quand le gouvernement français se décida à leur envoyer un secours dérisoire de 4,000 hommes, qui devait partir en deux divisions de Brest et de Rochefort. La division de Brest, faute d'argent, ne put quitter le port tout de suite. La division de Rochefort emporta 1,600 hommes commandés par Humbert (4 août 1798). Débarqué à Killala, Humbert eut d'abord des succès, en brave ferrailleur qu'il était; il rallia quelques centaines d'Irlandais, marcha délibérément aux milices anglaises et les mit en déroute à Castlebar (27 août). Déjà il proclamait la République irlandaise et décrétait la levée en masse. Mais Cornwallis concentrait 15,000 hommes : Humbert, avec sa poignée de braves, ne pouvait résister à une telle masse; il fut enveloppé et pris à Ballinamuck (8 septembre). Quant à la division de Brest, partie fort en retard, elle ne put même débarquer. Les escadres anglaises la guettaient : elles la virent sortir et lui donnèrent la chasse. Elle fut rejointe sur la côte

irlandaise, près de l'île Torry, où les Anglais la capturèrent presque entièrement (12 septembre). Wolf-Tone, fait prisonnier, se donna la mort. La cause de l'Irlande était perdue.

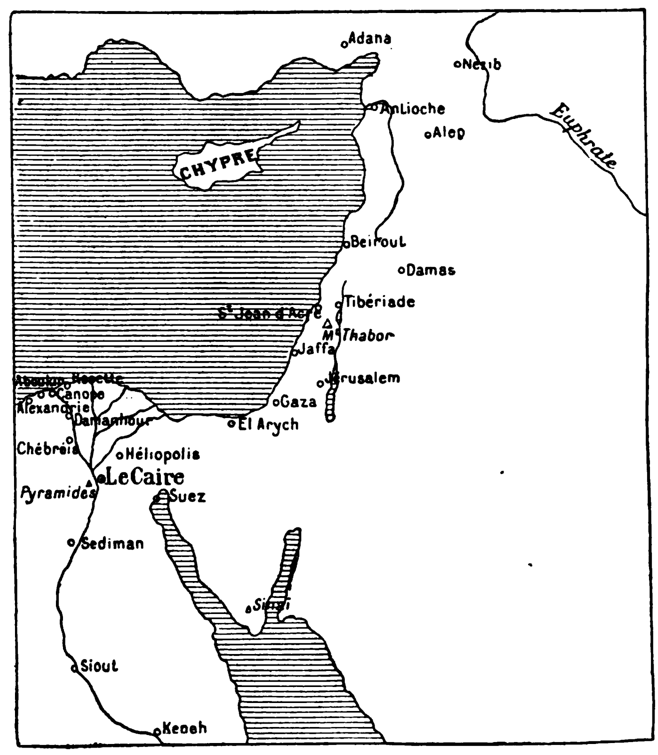
Des deux tentatives de 1796 et de 1798, la première seule était faite pour inquiéter sérieusement les Anglais.

Et même dans le premier cas, l'entreprise était fort risquée. Hoche eût sans doute triomphé plusieurs fois, mais ses succès n'auraient pas eu de lendemain : il n'était pas maître de la mer : les Anglais lui auraient coupé toute communication avec la France, et auraient fini par avoir raison de lui, comme ils eurent raison de Jacques II et de Lauzun en 1690, et de Menou en Egypte en 1801.

B. — L'ÉGYPTE

L'expédition d'Egypte est sortie tout entière du cerveau du général Bonaparte, depuis la conception première exprimée par lui dès août 1797, avant Campo-Formio. Ce projet, qui comprenait aussi l'occupation de Malte, se justifiait par des raisons d'intérêt général et s'expliquait aussi par l'intérêt particulier de Bonaparte. L'acquisition de l'Egypte devait porter un coup sensible aux Anglais : elle ruinait leur influence dans la Méditerranée, faisait de cette mer un lac français, préparait le relèvement de notre marine ; l'occupation de l'Egypte était de plus une menace permanente pour les établissements anglais de l'Inde. L'entreprise devait coûter peu d'efforts : on avait peu de chance de rencontrer les Anglais entre Toulon et Alexandrie ; les flottes anglaises étaient toutes à la fin de 1797 sur l'Océan ou dans les mers lointaines ; quant à l'Egypte elle-même, Bonaparte n'ignorait pas que son état d'anarchie la livrait presque sans défense à ses coups. A ces raisons, exposées avec chaleur dans le projet du 5 mars 1798 adressé au Directoire, il faut ajouter les

illusions familières au cerveau de Bonaparte, nourri, comme tous les hommes de son temps, de lectures classiques; comme eux, il cédait au prestige de l'Orient, et il pensait que l'éclat des conquêtes lointaines dans ces



Carte n° 8. — L'Egypte.

pays de légendes rejaillirait sur son nom. Quant au Directoire, il sentit la valeur des raisons donnée par Bonaparte, mais il se réjouit surtout de l'éloignement d'un chef dont il redoutait déjà l'active ambition. Aussi y eut-il con-

cours parfait entre les vues de Bonaparte et celles du gouvernement. Les préparatifs se firent à Toulon avec activité. Bonaparte tenait à garder le secret et à partir vite, pour qu'une flotte anglaise ne vînt pas lui barrer la route : l'armée de Toulon s'appelait aile gauche de l'armée d'Angleterre ; le départ était fixé au 26 avril. Mais les symptômes de guerre avec l'Autriche et l'état troublé du continent retardèrent le départ de vingt jours, et cette mince circonstance changea le sort final de l'expédition.

Enfin, le 19 mai 1798, une puissante flotte de 400 transports et de 100 vaisseaux de guerre, dont 15 de ligne, commandée par Brueys, quitta la rade de Toulon. Elle portait une armée de 35,000 hommes ; Bonaparte était entouré d'un brillant état-major ; il avait la plupart de ses lieutenants d'Italie, Berthier, Lannes, Marmont, ainsi qu'une partie des meilleurs officiers de l'armée du Rhin, comme Kleber et Desaix ; il était accompagné des savants distingués qui formèrent au Caire l'Institut d'Egypte. La flotte française cingla droit sur Malte, dont Bonaparte voulait faire un poste de communication de Toulon à Alexandrie. C'était se précipiter au-devant d'un conflit avec le czar, car celui-ci protégeait officiellement l'ordre des chevaliers de Saint-Jean, maître de Malte. Bonaparte n'y prit pas garde. Le 9 juin, il assaillit Malte et occupa l'île. Mais les retranchements de La Valette l'auraient arrêté longtemps sans l'impéritie du grand-maître, et la trahison de quelques chevaliers. Le 13 juin, La Valette se rendit sans résistance, et Bonaparte y installa une garnison de 3,000 hommes, commandée par Vaubois. Puis il reprit en toute hâte la route d'Alexandrie, stimulé par la nouvelle qu'une escadre anglaise venait d'y apparaître, car cet événement démentait toutes ses prévisions. Le 1er juillet, malgré une mer très forte, la flotte française parut devant Alexandrie. Le débarquement se fit aussitôt ; Kleber s'empara sans peine de la place, et Bonaparte se prépara à marcher sur le Caire.

Possession nominale du sultan, l'Egypte était de fait aux mains d'une milice composée de cavaliers, les Mameluks, la seule force organisée qui y existât. Les nombreux Arabes pillards qui parcouraient le désert, les Fellahs abrutis qui cultivaient le delta et la vallée du Nil pour le compte de leurs maîtres, étaient aussi incapables les uns que les autres d'opposer une sérieuse résistance. Les grands ennemis de l'armée française étaient la soif, la fatigue et la chaleur brûlante, qui dans le désert de Damanhour réduisirent au désespoir un grand nombre d'officiers et de soldats, si vigoureusement trempés qu'ils fussent par leurs premières campagnes. Enfin l'armée sortit des sables et arriva au Nil. Elle ne tarda pas à rencontrer les premiers Mameluks. Ce fut pour elle un jeu de les repousser à Chébreiss (13 juillet). Les chefs des Mameluks, Mourad-Bey et Ibrahim, ramenèrent leurs indociles escadrons autour du Caire, dont ils essayèrent de disputer l'entrée aux Français. Le 21 juillet à quelque distance du Caire et en vue des Pyramides, les cavaliers mameluks, sortant de leurs retranchements d'Embabeh, assaillirent l'armée française. Bonaparte, perfectionnant une formation de combat déjà connue, disposa ses hommes en carrés, avec des canons entre les bataillons, la cavalerie et les bagages au centre ; il opposa aux Mameluks un mur de baïonnettes contre lequel ils s'escrimèrent en vain. Puis Embabeh fut emporté, 2,000 Egyptiens égorgés. Le lendemain, Bonaparte entrait au Caire. Bientôt le delta fut conquis, et Bonaparte se livra dans son proconsulat aux soins variés d'une administration difficile. Son activité triompha en Egypte des plus grands obstacles, comme elle devait en triompher en France. Mais il ne tarda pas à être prisonnier dans sa conquête : l'escadre de l'amiral anglais Nelson, entrée dans la Méditerranée au mois de mai, après avoir manqué deux fois les Français sur la route de Toulon à Alexandrie, finit par joindre et par détruire la flotte de Brueys dans la baie d'Aboukir (1er août). La mer était perdue, et les communications

avec la France coupées. L'expédition d'Egypte perdait la portée décisive que Bonaparte avait voulu lui donner: ce n'était plus l'exécution d'une grande pensée politique, c'était une brillante aventure, car il était trop évident que l'armée française, isolée et enfermée dans sa conquête, ne pourrait la garder toujours.

Cependant, même après cet insuccès, l'active imagination de Bonaparte se donnait carrière. Il caressa l'espoir de venger son échec maritime par de fabuleux exploits; il entra en plein roman, pour sa propre gloire. L'intérêt de la France n'était plus en jeu: il avait sombré avec la flotte d'Aboukir. Bonaparte pacifia et organisa sommairement l'Egypte; il y fit commencer une investigation raisonnée des antiquités; il songeait à mettre en communication la mer Rouge et la Méditerranée; il fit achever la conquête du pays par Desaix, qui remonta vers la Haute Egypte, battit encore à Sediman (7 octobre) les bandes de Mourad-Bey, et parvint jusqu'à Assouan. Mais la pacification n'était pas complète: les révoltes comprimées sur un point renaissaient sur un autre, malgré les désarmements, les confiscations et les fusillades. Le Caire même se souleva (21 octobre). Bonaparte, peu disposé d'abord aux mesures de rigueur, n'avait rien épargné pour se concilier les musulmans; mais les insurrections le persuadèrent bien vite qu'on ne pouvait gouverner en Orient qu'en coupant des têtes. Bientôt un péril plus grave le menaça: les Turcs, furieux de la conquête de l'Egypte, firent des préparatifs pour la reprendre, malgré les protestations amicales de Bonaparte. Celui-ci résolut de les prévenir en envahissant la Syrie, où Djezzar-Pacha commençait à réunir son armée (février 1799).

Bonaparte emmenait avec lui 12,000 hommes en Syrie; il se faisait suivre, le long de la côte, par une flottille portant les grosses pièces de siège. Le 20 février, il s'empara d'El-Arisch, sur la frontière, et pénétra dans le désert, où ses troupes souffrirent extrêmement. A l'arri-

vée en Palestine, il emporta d'assaut Gaza, puis Jaffa (7 mars), où il fit égorger les 3,000 hommes de la garnison, sous prétexte qu'il s'y trouvait des prisonniers d'El-Arisch relâchés sur parole. Enfin, il arriva devant Saint-Jean-d'Acre. La conquête de cette place, la plus forte de la côte, devait rendre Bonaparte maître de la Syrie. Mais il n'avait pas encore de pièces de siège : la flottille qui les portait avait été capturée ; il dut en demander d'autres, et, en attendant, canonner avec peu de résultat.

De leur côté, les Turcs se préparaient à une énergique résistance. Ils furent aidés par la flotte anglaise de Sidney-Smith et par l'émigré français Phélippeaux : le premier leur donna des munitions et des hommes, et le second dirigea la défense. Un premier assaut échoua (28 mars) : derrière la brèche apparente les Français trouvèrent un autre mur qu'ils ne purent escalader. De plus, une armée de secours approchait, composée à la vérité d'un ramassis d'irréguliers turcs, mais elle était fort nombreuse. Bonaparte détacha contre elle Junot et Kleber. Le premier résista avec avantage à Nazareth (8 avril). Le 16, Kleber s'engagea dans une lutte plus sérieuse au Mont-Thabor. L'arrivée de Bonaparte le tira d'affaire. Bonaparte avait deux divisions : avec ces troupes et celles de Kleber il forma un triangle, dans lequel il enferma et écrasa la cohue de barbares réunie par Djezzar. Mais ces beaux triomphes ne faisaient point avancer le siège de Saint-Jean d'Acre. Vainement la grosse artillerie, enfin arrivée, tonna contre la place; vainement de nouveaux assauts furent donnés par Bonaparte le 8, et par Kleber le 10 mai; la ville ne cédait pas ; il fallut lever le siège (20 mai), et renoncer à la conquête de la Syrie. L'armée, réduite à 9,000 hommes, reprit le chemin de l'Egypte ; harcelée par les Turcs, et ravagée par la peste, elle traversa avec peine le désert d'El-Arisch, et rentra épuisée sur le sol égyptien. C'était pour Bonaparte un grave mécompte. Juste à ce moment, en apprenant les premières défaites des armées françaises en Europe, il

songeait à revenir en France : mais il n'y voulait revenir qu'avec le prestige de la victoire.

Heureusement pour lui, les Turcs, enhardis par l'échec de l'expédition de Syrie, s'imaginèrent que l'armée française d'Orient, frappée à mort, était une victime désignée. Une expédition préparée de longue main à Rhodes et composée en partie de vaisseaux anglais débarqua une armée ottomane sur la plage d'Aboukir ; les Turcs occupèrent le fort et investirent Alexandrie. Ils offraient à Bonaparte l'occasion d'un brillant et facile succès. Le 25 juillet, l'armée turque assaillie de tous côtés, était cernée et jetée à la mer : 3,000 hommes étaient tués ou blessés, 6,000 se noyaient ; le 2 août, le fort d'Aboukir se rendit. Bonaparte apprit alors de Sidney-Smith des nouvelles décisives qui l'affermirent dans sa résolution de partir brusquement. Dans la nuit du 22 août, après avoir remis par lettre le commandement à Kleber, il s'embarquait pour la France.

Kleber prit possession sans enthousiasme d'un commandement qu'il n'avait pas demandé ; il écrivit au Directoire, se plaignit amèrement de Bonaparte, mais ces plaintes n'arrivèrent en France qu'après le 18 brumaire et tombèrent aux mains de Bonaparte lui-même. Lorsque Kleber se fut rendu un compte suffisant des forces de l'armée et des ressources de la colonie, il se convainquit qu'une prompte évacuation de l'Egypte était le seul parti à prendre. Les généraux partagèrent son opinion. Tous soupiraient après un retour en France. Ce retour était très acceptable aux conditions que fit Sidney-Smith à Kleber dans la convention d'El-Arisch (28 janvier 1800) : l'armée devait être transportée en France avec ses bagages, son matériel et ses collections scientifiques ; l'Egypte serait remise aux Turcs. Kleber commença à exécuter la convention ; il évacua peu à peu le delta devant les troupes du grand vizir. Mais Sidney-Smith n'avait aucun pouvoir pour traiter ; le ministère anglais refusa de ratifier sa convention ; il exigeait que

l'armée française fût prisonnière de guerre. A cette nouvelle, Kleber indigné rompit tous les pourparlers ; il marcha droit au grand vizir; celui-ci avait 80,000 hommes, Kleber 15,000 ; les Turcs furent battus et dispersés à Héliopolis (20 mars). En peu de jours, l'Egypte entière fut reconquise ; les Français écrasèrent une insurrection au Caire ; plus que jamais ils étaient les maîtres du pays. Par sa ferme et habile administration, Kleber eût encore assuré de longs jours à la colonie, s'il n'avait été assassiné par un fanatique (14 juin). Sa mort mit fin à toutes chances d'avenir pour l'occupation de l'Egypte par les Français.

Menou, successeur de Kleber, eut beau se faire musulman pour gagner l'amitié et l'appui des Arabes, il ne parvint pas à triompher de leur défiance à l'égard de l'infidèle. Par sa faiblesse, l'indiscipline fit de rapides progrès dans les rangs de l'armée; déjà fort affaiblie et presque détruite, l'armée d'Orient, privée de ses chefs les plus énergiques, ne put soutenir une nouvelle attaque des Anglais. Ceux-ci tenaient à reprendre l'Egypte avant la conclusion de la paix, qu'ils sentaient prochaine : ils envoyèrent un corps de 15,000 hommes commandé par Abercromby, qui débarqua à Aboukir (8 mars 1801). Menou l'attaqua maladroitement avec la moitié de ses forces, le 21 mars, à Canope : Abercromby périt, mais les Français furent repoussés. Bientôt les Anglais étendirent leur occupation dans le delta ; Belliard, cerné au Caire avec 11,000 hommes, capitula (23 juin) ; une nouvelle armée anglaise débarqua à Kosséir. La dernière place occupée par les Français, Alexandrie, capitula enfin le 31 août 1801. Dès le 5 septembre 1800, Malte avait subi le même sort. Toutes les conquêtes de Bonaparte étaient perdues. Les troupes furent ramenées en France sur les vaisseaux anglais. Après la paix d'Amiens, l'Egypte retomba sous l'autorité des Turcs.

C. — SAINT-DOMINGUE

Lors de la signature des préliminaires de Londres (1er octobre 1801), le premier consul avait décidé une expédition pour le rétablissement de la domination française à Saint-Domingue. Cette île, la plus riche des Antilles, avait été dévastée depuis 1790 par les luttes entre blancs, hommes de couleur et nègres ; toutes les querelles politiques de la France s'étaient changées dans la colonie en une atroce guerre de races. Au milieu de cette confusion s'étaient élevés des dictateurs, Rigaud chez les mulâtres, Toussaint-Louverture chez les noirs. Ce dernier surtout, très rusé et très actif, avait montré des talents politiques et militaires. Imprudemment soutenu par la métropole jusqu'aux premiers jours du Consulat, il triompha de Rigaud, assura aux colons blancs la vie et la jouissance de leurs propriétés, établit de l'ordre et de la discipline chez les noirs, forma une armée aguerrie, et travailla à faire revivre l'ancienne prospérité de l'île. Mais tous ces succès étaient funestes à l'autorité de la métropole. Le 1er juillet 1801, Toussaint proclamait une constitution coloniale qui lui conférait la dictature à vie. Bonaparte furieux voulut profiter de la conjoncture de la paix maritime pour rétablir par un coup de force sa domination sur la partie française de l'île, ainsi que sur la partie espagnole cédée à la France en 1795. Il aimait à mettre en parallèle cette expédition avec celle d'Egypte ; il ne tint compte ni des distances, ni du climat meurtrier, ni du courage des noirs exercés au métier des armes, ni des défiances des mulâtres ; il ne craignit pas de rétablir l'esclavage dans les autres colonies, comme pour montrer aux noirs de Saint-Domingue ce qu'ils avaient à attendre en cas de victoire des Français. A lui remontent les causes premières du malheur de l'expédition.

Une flotte de 50 vaisseaux, portant 20,000 hommes commandés par Leclerc, beau-frère de Bonaparte, vogua

vers les Antilles et se réunit lentement dans la baie de Samana (février 1802). En peu de jours, Leclerc se saisit des points les plus importants de la côte, le cap Français, Port-de-Paix, Port-au-Prince, que les lieutenants de Toussaint, Christophe, Maurepas et Dessalines, étaient incapables de défendre. En se retirant, les nègres brûlèrent ou rasèrent toutes les maisons, égorgèrent les blancs, sans distinction d'âge ni de sexe. Au sud, Laplume seul se soumit tout de suite. Les noirs n'eurent d'autre plan que de se retirer dans le pays fourré du centre, le « Grand Chaos », sur les rives de l'Artibonite, où les *mornes* escarpés et couverts de brousses, offrent un refuge facile. Après une tentative inutile de négociation, Leclerc attaqua les mornes de toutes parts. Toussaint et sa garde furent forcés à la Ravine à Couleuvre ; Maurepas fit sa soumission dans le Nord, au Gros Morne. Le siège du fort de la Crête à Pierrot coûta plus de peines (mars) : les Français y firent de rudes pertes ; mais la chute de ce poste entraîna la soumission des noirs. Toussaint rentra dans la vie privée ; Christophe et Dessalines entrèrent au service de la France ; Leclerc fit à tous de très douces conditions. Saint-Domingue semblait soumise.

Mais déjà, avec l'été qui approchait, le mal terrible de la fièvre rongeait l'armée française. Les soldats combattaient aux Antilles avec leur équipement et leur lourde charge d'Europe ; ils étaient soumis à un mauvais régime ; ils étaient cantonnés sur les rivages, la partie mortelle de Saint-Domingue. Les hôpitaux se remplissaient. En face des Français affaiblis, les noirs restaient debout, épiant avec une joie railleuse le jour où la fièvre leur procurerait sans peine le bénéfice de la plus brillante des victoires. Toussaint laissa trop voir cette joie dans des lettres que Leclerc intercepta : le général le fit arrêter et envoyer en France, où il mourut interné au fort de Joux. Leclerc aurait dû en faire autant aux lieutenants du chef noir, qu'il avait traités avec des ménagements si imprudents,

mais il n'y songea pas. Il commit de plus la faute de s'aliéner les mulâtres. Enfin, le rétablissement de l'ancien régime colonial à la Guadeloupe porta le dernier coup aux Français à Saint-Domingue. Ce fut le signal d'un soulèvement général, auquel prirent part le mulâtre Pétion, les noirs Clairvaux et Dessalines. Leclerc n'avait plus que 3,000 hommes valides : il dut les concentrer sur quelques points de la côte et abandonner le centre de l'île. Atteint à son tour de la fièvre, il succomba le 1er novembre 1802. Son successeur Rochambeau était exécré pour la férocité qu'il avait montrée à l'égard des noirs : tous ceux qui jusque-là étaient demeurés tranquilles s'empressèrent de courir aux armes. Rochambeau ne reçut d'Europe que de faibles renforts, qui ne tardèrent pas à être dévorés par le climat. Il tint encore une année dans les principales villes, Port-au-Prince et le Cap. La rupture avec l'Angleterre (13 mai 1803) rompit ses communications avec la mère-patrie. Il évacua enfin Port-au-Prince : puis ce fut le tour du Cap (novembre 1803); pour éviter de tomber aux mains de Dessalines, Rochambeau se rendit aux Anglais. Le général Ferrand parvint à se maintenir jusqu'en 1810 dans la partie espagnole de l'île. Saint-Domingue, « la perle des Antilles », échappait à la France. Elle commença une existence qui, pour être indépendante, n'en fut pas moins misérable.

CHAPITRE VIII

VICTOIRES DE LA DEUXIÈME COALITION [1]

SOMMAIRE. — La guerre de la deuxième coalition. — L'armée française à la fin du Directoire. — La loi de conscription. — Dispersion des forces. — Campagne de 1799 : première période. — Masséna dans les Grisons (mars). — Jourdan en Allemagne; défaite de Stokach (25 mars). — Scherer en Italie : bataille de Magnano (5 avril). — Souworof. — Moreau à la tête de l'armée d'Italie : Cassano (27 avril). — Perte des Grisons (mai). — L'archiduc Charles en Suisse; première bataille de Zurich (4 juin). — Macdonald et l'armée de Naples ; bataille de la Trebbia (17-19 juin). — Joubert à la tête de l'armée d'Italie. — Capitulation de Mantoue. — Bataille de Novi (15 août). — Plan de la coalition en Suisse. — Reprise du Saint-Gothard par les Français (15 août). — Korsakof et l'archiduc Charles.

Le second assaut livré par l'Europe à la France révolutionnaire était surtout motivé, comme le premier, par la nécessité de la défense et le désir des conquêtes, et fort peu par le zèle monarchique. Chez les Russes seulement, nouveaux venus sur les champs de bataille de l'Europe occidentale, il y eut un fanatisme monarchique et religieux digne de faire la contre-partie du fanatisme jacobin. Aussi les soldats de Souworof se montrèrent-ils seuls capables de battre et d'écraser plusieurs fois de suite les républicains.

Le Directoire se lança dans cette seconde guerre avec une étourderie comparable à celle de la Gironde en 92. Après avoir provoqué l'Europe, révolutionné la Suisse, Rome et Naples, et déterminé la formation de l'alliance

1. Voir cartes 6, 7 et 9, p. 115, 124, 165.

entre la Russie, l'Autriche et l'Angleterre, il sembla se reposer de la suite des événements sur la bonne fortune et sur le courage de ses soldats. Il ne domina nullement la situation. Il avait en mains des moyens dérisoires pour soutenir la lutte sur la longue ligne qui s'étend du Texel au détroit de Messine. Le désordre qui existait en toutes choses à l'intérieur de la France se faisait sentir aussi dans les armées. Cantonnées depuis 1797 sur le territoire des Etats feudataires et dans les pays conquis de la rive gauche du Rhin, elles vivaient fort mal en faisant le pillage en règle, pour suppléer aux subsistances et aux habits que le gouvernement oubliait de leur allouer, ou sur lesquels les fournisseurs volaient le gouvernement. Point de vivres, sauf du pain : le soldat se procurait le reste comme il pouvait. Point d'hôpitaux, à moins qu'on n'appelle de ce nom des locaux infects où les malades manquaient de tout. Point de casernes, car les habitants étaient obligés de supporter l'écrasante charge des logements militaires. Point de solde : elle était en temps de paix en retard de six mois ou d'un an ; on la remplaça sur les bords du Rhin par des contributions levées sur la rive droite, extorquées par la terreur. Les commissaires ordonnateurs tripotaient impunément sur le papier monnaie et sur les bons de fournitures. L'armée tombait en décomposition. On y constatait une effrayante différence entre l'effectif nominal et l'effectif réel. Avec trop peu de soldats, elle avait trop d'officiers, malgré les mises en réforme en masse opérées par le Directoire (20,000 d'un coup en 1796) ; ce trop-plein était la suite des promotions désordonnées de la Terreur. Beaucoup de ces officiers étaient incapables ou fourbus. Bonaparte avait emmené les meilleurs en Egypte ; d'autres, escomptant une restauration possible, étaient fort tièdes pour la République ; les traîtres pullulaient. Les grands chefs étaient sans cesse en délicatesse avec leur gouvernement, et celui-ci croyait s'inspirer des traditions de 93 en les destituant au moindre prétexte.

Contre ces ferments menaçants de dissolution, le Directoire n'avait pris qu'une mesure : il avait substitué, pour le recrutement, le mode régulier de la conscription au mode révolutionnaire de la réquisition (23 septembre 1798). Il profita de suite de cette loi pour décréter la levée de 200,000 conscrits. Mais ces conscrits n'étaient pas immédiatement disponibles, malgré leur bonne volonté et leur ardeur guerrière. « Dans trois mois, ils équivaudront à de vieux soldats, » affirme Dubois-Crancé en janvier 1799. En attendant, ils ne figurèrent qu'en très petit nombre à l'ouverture de la campagne. La France prit l'offensive avec des squelettes d'armées. Les six corps qui devaient opérer en Hollande, sur le Rhin moyen, dans la vallée du Danube, en Helvétie, dans la haute Italie et à Naples comptaient sur le papier 200,000 combattants. A peine purent-ils en mettre en ligne 130,000, en y comprenant les légions helvétiques et bataves et les escadrons polonais, qui donnaient déjà à l'armée de la Révolution un caractère cosmopolite. Cette situation n'empêcha pas le Directoire de méditer de toutes parts une irruption impétueuse, sauf en Hollande et à Naples, où le rôle de Brune et de Macdonald devait se borner à occuper et à défendre. Bernadotte, avec l'armée du Rhin moyen, dite armée d'observation, devait assiéger Manheim et Philipsbourg ; Jourdan, avec l'armée du Danube, envahirait le Wurtemberg et la Bavière ; Masséna et l'armée d'Helvétie, subordonnés à Jourdan, se saisiraient des Grisons et de toutes les vallées supérieures débouchant vers le Pô et le Danube, ce qui, suivant les croyances de cette époque, ne manquerait pas de rendre les Français maîtres des régions inférieures, commandées par leur position même ; Scherer, avec l'armée d'Italie, devait passer l'Adige. Ainsi les Directeurs, sans prendre la peine de préparer le succès, poussaient en avant leurs faibles bataillons ; ils prenaient leur étourderie pour de la vaillance, leur aveuglement pour de l'héroïsme.

Pour excuser ses audaces, le Directoire pouvait invoquer les allures timorées de la coalition. Avec 70,000 hommes en Bavière, sous l'archiduc Charles, 60,000 dans le Tyrol et le Vorarlberg, sous Hotze, Auffenberg et Bellegarde, 50,000 sur l'Adige, sous Kray, les Autrichiens hésitaient et se bornaient à projeter vaguement une attaque de la Suisse, comme s'ils ne se trouvaient pas assez nombreux pour porter de grands coups avant l'arrivée de Souworof et de ses Russes. Sous l'impression encore vivante des désastres de 1796, ils étaient portés à exagérer la force de leurs ennemis, ce qui assura à ces derniers l'avantage de l'offensive.

Avant la déclaration de guerre du 12 mars 1799, les Français portèrent les premiers coups dans les Alpes centrales. Tandis que Jourdan passait le Rhin à Bâle et à Kehl (1er mars), Masséna sommait Auffenberg, le 6, d'évacuer la vallée du Rhin supérieur et les Grisons, et, sur son refus, l'attaquait de suite. Les 5,000 hommes d'Auffenberg faisaient la liaison entre Hotze, placé dans le Vorarlberg, et Bellegarde, placé dans l'Engadine. Ils furent pris au filet sur la Landquart ; les Français envahirent les Grisons, repoussèrent Hotze sur Feldkirch. Vers le sud, Bellegarde crut protéger efficacement l'Engadine en dispersant ses Autrichiens à tous les cols et à tous les sentiers. Il ne réussit qu'à se faire chasser de l'Engadine par des forces inférieures aux siennes. Le 25 mars, les Français franchissaient les cols de Fluela et du Septimer, poussaient d'un côté les Autrichiens le long de l'Inn, et, de l'autre, pénétraient dans la vallée de l'Adige en expulsant l'ennemi du Munsterthal. Après quinze jours de fusillades au milieu des neiges et des rochers, Bellegarde était rejeté de l'Engadine dans l'Innthal moyen, avec une perte de 12,000 hommes ; il était séparé de Hotze, qui de son côté n'avait réussi qu'à se maintenir à Feldkirch. Les Français tenaient toutes les vallées et tous les cols, sans en être beaucoup plus avancés.

En effet, pendant la brillante et hardie expédition des Grisons, heureuse parce que le nombre ne servait de rien dans ces défilés, les armées françaises subissaient en plaine les conséquences de leur infériorité numérique.

Dès que l'archiduc Charles, posté sur le Lech, avait appris l'entrée de Jourdan en Allemagne, il avait marché à sa rencontre avec une lenteur processionnelle imitée par Jourdan lui-même. Les Autrichiens firent quinze lieues en quinze jours ; les Français, vingt-deux en dix-neuf jours. Pourtant, les succès de Masséna au sud du lac de Constance déterminèrent Jourdan à s'avancer au nord. Il arriva jusque sur l'Ostrach, formant avec ses faibles divisions une longue ligne depuis le Danube jusqu'au lac de Constance (19 mars). Avec ses 38,000 hommes dispersés, il faisait face à 50,000 hommes presque concentrés entre les mains de l'archiduc. Celui-ci jeta sur le village d'Ostrach son corps principal (21 mars) ; le succès n'était pas douteux ; il enfonça la ligne française sur le centre, ce qui fit mesurer à Jourdan l'étendue du péril où il était. Le général français rappela en toute hâte ses divisions égarées à droite et à gauche, et battit en retraite sur Stokach, point de rencontre des routes de la Souabe, de la Suisse et de la Bavière, où il couvrait la gauche de l'armée d'Helvétie ; il se retira même vers Engen, un peu en arrière de Stokach, pour rallier plus sûrement toutes ses troupes. Charles le suivit jusqu'à Stokach avec sa prudence habituelle, peu disposé, malgré sa supériorité de forces, à se risquer aux hasards d'une bataille. Il projeta seulement, pour le 25 mars, de faire une forte reconnaissance vers les positions ennemies. De son côté, Jourdan se persuada que l'archiduc voulait entrer immédiatement en Suisse, ce qui le détermina à l'attaque, tout faible qu'il se sentît en face des Autrichiens. Le 25 mars, les Autrichiens marchant vers l'ouest se heurtèrent de Liptingen à Neuzingen aux troupes françaises. Celles-ci, malgré leur petit nombre, eurent encore la supériorité

que donne l'initiative. Les Autrichiens furent battus et repoussés sur Stokach, si bien que Jourdan se pressa trop de croire la bataille gagnée ; il s'imagina n'avoir plus qu'à recueillir les fruits de la victoire ; il envoya la division de Saint-Cyr faire un long détour par Mœsskirch sur la droite des Autrichiens, afin de leur couper la retraite, ce qui dégarnit fort ses lignes déjà trop minces. Il s'exposa ainsi aux retours offensifs de l'ennemi. En effet, Charles ne tarda pas à jeter ses réserves sur Liptingen et à écraser les Français à son tour. En vain Jourdan voulut faire donner sa cavalerie : mal montée et mal organisée, elle se débanda. Il fallut céder le champ de bataille à l'ennemi. Saint-Cyr, fort aventuré, se sauva par une retraite rapide au delà du Danube. Les pertes de la bataille de Stokach étaient à peu près égales des deux côtés. Mais l'armée française perdit tout espoir de jonction avec l'armée d'Helvétie. Elle dut se retirer sur la Forêt-Noire, abandonnée bientôt de son chef, qui courut à Paris pour se justifier, et fort exposée à être totalement enlevée par les Autrichiens. Cependant ceux-ci ne voulaient pas s'avancer trop vite ni trop loin, tant que l'armée d'Helvétie occupait les Grisons. Le 6 avril, l'armée du Danube put se retirer à peu près intacte sur la rive gauche du Rhin, que l'armée d'observation de Bernadotte repassa à son tour. Quelques jours plus tard, les envoyés français au congrès de Rastadt étaient assassinés. Le Directoire destitua Bernadotte et Jourdan. L'invasion de l'Allemagne avait échoué plus vite qu'en 1796 : il était même fort heureux que l'armée du Danube se fût tirée du guêpier de Stokach.

En Italie, une présomption semblable valut à l'armée française des revers plus grands encore.

Scherer, général médiocre et méprisé à cause de ses intrigues avec Barras, disposait sur le Mincio de 40,000 hommes à peine pour tenter l'offensive que lui ordonnait le Directoire. Il avait devant lui la ligne très protégée et puissamment fortifiée de l'Adige, de Vérone à Legnago,

et 50,000 Autrichiens commandés provisoirement par Kray. Celui-ci était un brave soldat aux vues courtes, que le Conseil aulique jugeait à propos de diriger de très près. Kray reçut de Vienne l'ordre de marcher vers l'ouest en longeant la base des montagnes, afin de dégager le Tyrol compromis par Bellegarde. En suivant ce plan, Kray n'aurait abouti qu'à s'enferrer vers Peschiera ou Brescia entre les Alpes et l'armée française. Heureusement pour lui, Scherer le dispensa de passer à l'exécution. Le général français s'était arrêté à la conviction qu'il devait chercher ses ennemis au nord, entre le lac de Garde et Vérone. Le 26 mars, il attaqua et enleva avec le gros de ses forces les retranchements de Pastrengo ; les Autrichiens se rejetèrent dans Vérone. Pendant ce temps, Kray s'amusait à une opération secondaire contre la droite française, qu'il mettait en déroute. Les deux adversaires avaient triomphé sans peine, chacun de son côté. Mais Scherer ne tira pas le moindre profit d'un succès qui eût pu lui livrer Vérone et décider la retraite des Autrichiens. Au contraire, il jugea la ligne de l'Adige supérieur trop forte ; il prit le parti de s'enfoncer vers le sud, dans la plaine coupée de marécages et de fossés entre Pô et Adige, afin de passer la rivière à Ronco. L'armée se dispersa sans utilité dans ces fondrières. La marche de Scherer permit à Kray d'accabler les faibles corps laissés devant Vérone et de déboucher de cette place (2 avril), d'où il menaça le Mincio et la ligne de retraite des Français. Force fut à Scherer d'interrompre sa marche et de faire face aux Autrichiens. Mais il porta la peine de son faux mouvement dans les marais. Il lui fut impossible de lier intimement ses différentes colonnes, qui opéraient sur des chaussées et des digues, tandis que les Autrichiens, postés à Magnano sur un terrain sec, retranchés derrière les murs des villages et des fermes, manœuvraient tout à fait de concert. Cependant, comme à Stokach, les Français eurent l'offensive et les premiers succès (5 avril). Leurs six colonnes, si peu

liées qu'elles fussent, marchèrent de l'avant avec énergie. Kray se décida à faire un effort vigoureux sur la droite française, et à la menacer par un mouvement tournant sur le bas Adige. Comme Victor et Grenier, qui tenaient la droite des Français, ne purent recevoir aucun secours de la gauche victorieuse, ils finirent par se faire écraser, ce qui entraîna la retraite du reste de l'armée. La bataille de Magnano coûta aux Français 5,000 hommes et tout le pays entre l'Adige et l'Adda, derrière lequel Scherer, raillé et décrié par tous, se retira le 21 avril. Kray ne le poursuivit pas, car il attendit Mélas à Vérone pour lui remettre ses troupes (9 avril), et le 14 arriva le chef suprême, celui qui devait porter les plus rudes coups aux Français, le Russe Souworof.

Cet homme singulier unissait en lui la ruse native du moujik à une ardeur sauvage. Il n'était point lié à la vieille stratégie par les superstitions militaires du temps, qu'il ignorait ou méprisait toutes ; la guerre de positions lui était odieuse ; il ne se proposait d'autre but que de surprendre, d'écraser, d'anéantir l'ennemi par l'élan impétueux de ses troupes. Il savait à quel point il pouvait compter sur elles. Elles étaient entraînées par l'exercice continuel de la baïonnette, fanatisées par la haine des impies Français. Elles adoraient leur général et le regardaient comme leur père. Souworof les avait conquises en vivant comme elles, en couchant sur la dure, en s'habillant comme le dernier Cosaque ; il était tour à tour familier et dur ; il mêlait en proportions savantes le knout et les caresses. Depuis Praga et Ismaïl, il avait prouvé sa valeur et celle de ses soldats ; la guerre de 1799 lui permit d'en fournir un nouveau et éclatant témoignage ; il fit ce que jamais le mécanisme autrichien n'aurait fait.

Devant ce nouvel adversaire et devant l'insurrection populaire du nord de l'Italie, les Français reculaient en abandonnant des places, des canons, des approvisionnements de toute sorte. Ils ne s'arrêtèrent que sur l'Adda, où Scherer les dispersa de Lecco, sur le lac de Côme,

jusqu'à l'embouchure de la rivière. Avec ses 28,000 hommes, il formait un cordon trop étendu, et par suite très faible partout. La partie était perdue d'avance, lorsque Moreau prit le commandement (26 avril). Ce jour même les Austro-Russes arrivaient sur l'Adda, qu'ils essayèrent de franchir à Cassano et à Lecco. La résistance acharnée de Serrurier à Lecco décida Souworof à remettre l'attaque au lendemain. Cependant Moreau jugeait avec raison que sa ligne était trop étendue et appelait à lui la division placée à Lecco. Mais il craignit ensuite de voir les ennemis gagner du terrain vers le lac de Côme. Partagé entre ces deux idées contraires, il ne prit aucune décision ferme : il ordonna à Serrurier de s'arrêter à moitié chemin, ce qui fit que pour la bataille du lendemain (27 avril), Serrurier ne sut que faire, n'osa agir sans ordre, et ne prit aucune part à l'action. Moreau soutint à Cassano avec 11,000 hommes le choc de 25,000 ennemis. L'Autrichien Mélas lui coupa toute communication avec Serrurier ; les Français, écrasés sur leur gauche et sur leur front, abandonnèrent les bords de l'Adda et se mirent en retraite sur Milan. Quant à Serrurier, demeuré inactif tandis que les Austro-Russes le débordaient de toutes parts, il dut capituler avec 3,000 hommes qui lui restaient (28 avril), devant des forces cinq fois supérieures. Du coup, la Lombardie était perdue. Les débris de l'armée française se retirèrent dans les collines du Montferrat, protégés par le cours du Pô et du Tanaro. Moreau comptait garder le Montferrat en restant sur la défensive jusqu'à l'arrivée de Macdonald et de l'armée de Naples, dont la jonction devait permettre de tenter la reconquête de l'Italie.

Mais les progrès de Souworof ne s'arrêtèrent pas. Il entra à Milan, lança sur Turin la cavalerie de Vukassovitch, et passa lui-même le Pô à Plaisance, d'où il marcha sur Tortone en menaçant la droite des Français. Ceux-ci, réduits à 20,000 hommes, se voyaient dans une situation chaque jour plus périlleuse. Le Piémont était

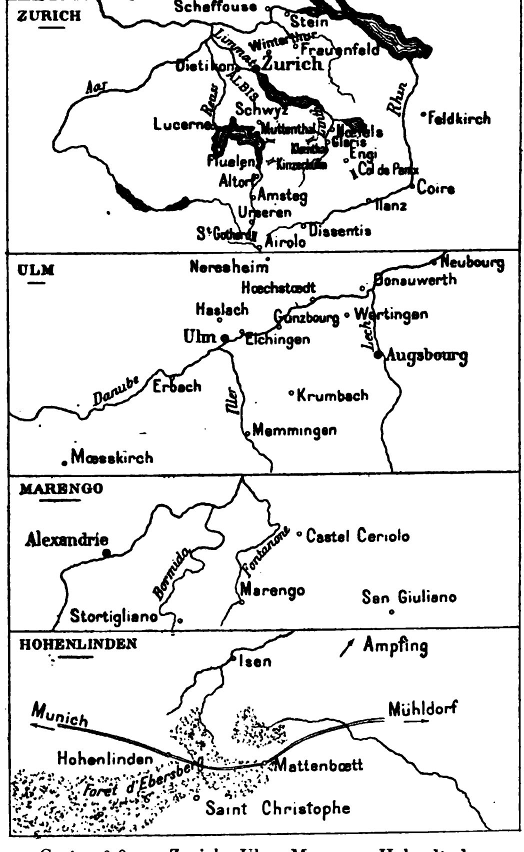
insurgé ; sur le Pô manœuvraient Vukassovitch et Rosenberg ; vers Tortone apparaissait le gros de l'armée austro-russe ; Macdonald était encore loin. Tant de périls n'empêchèrent pas Moreau de défier quelque temps les efforts de Souworof. Rosenberg, qui avait tenté sans ordre le passage du Pô, se fit écraser à Bassignano (12 mai). Les Français déblayèrent leur droite en faisant une grande reconnaissance sur Marengo (16 mai), pendant laquelle leur armée, conduite avec prudence, montra de nouveau ses qualités manœuvrières. De son côté, Souworof, inquiet de l'apparition des Français vers le Saint-Gothard, se dirigea sur Turin par la Sesia. Toutefois Moreau, apprenant que les insurgés du Piémont avaient enlevé Ceva, ne tarda pas à juger qu'il ne pourrait tenir dans les collines du Montferrat jusqu'à l'arrivée de Macdonald ; il se retira à la fin de mai sur l'Apennin, dont il occupa les passages, tandis que Souworof assiégeait la citadelle de Turin. Toute la plaine était aux mains des Austro-Russes.

La perte de l'Allemagne et de l'Italie rendait inutiles les succès de Masséna dans les Grisons. Il aurait même eu de la peine à conserver la Suisse, si l'archiduc Charles y avait pénétré tout de suite après Stokach. Charles était bien d'avis que la partie principale se jouerait en Suisse. Mais le ministère de Vienne lui ordonna provisoirement de se maintenir en Allemagne. Masséna eut ainsi tout le loisir nécessaire pour organiser la défense de la Suisse. Le Directoire accrut ses moyens en lui donnant le commandement de toutes les forces éparpillées depuis Dusseldorf jusqu'au Saint-Gothard. Masséna eut 100,000 hommes sous ses ordres directs. Il en fit venir la majeure partie en Suisse, et agit comme s'il était décidé à défendre toutes les conquêtes aventurées de mars dans les Grisons et toutes les avenues de l'Helvétie. C'était beaucoup trop, même pour 100,000 hommes, car de pareilles visées entraînaient Masséna à disperser ses troupes. Ses ennemis lui rendirent le service de faire sa concentration.

Les généraux battus dans les Grisons, Hotze et Bellegarde, reprirent confiance aux nouvelles de Stokach et de Cassano : dès le 30 avril, ils combinèrent une attaque sur l'Engadine, d'où Lecourbe se décida à sortir le 2 mai par le col de la Maloïa ; au lieu de regagner directement la vallée du Rhin, le général français, soupçonnant que les Autrichiens, maîtres de l'Italie, chercheraient à s'emparer du Saint-Gothard, fit un immense détour par Taverne, où il battit un corps ennemi (13 mai), ce qui partagea, comme nous l'avons vu, l'attention de Souworof ; puis il regagna le Gothard par Bellinzona. En même temps, les Français étaient vivement menacés sur le Rhin supérieur par l'insurrection des Grisons ; l'archiduc faisait passer à Hotze 12,000 hommes de renfort ; contre tant d'attaques, les faibles postes de la vallée du Rhin étaient incapables de tenir : à l'évacuation de l'Engadine succéda celle de la rive droite du Rhin (14 mai). Toutes les conquêtes du mois de mars étaient perdues. Mais c'était plutôt un bien qu'un mal, car ces événements décidèrent Masséna à achever la concentration en Suisse commencée par l'effort de l'ennemi. Il choisit, pour y réunir ses forces, la position centrale de Zurich, qu'il avait fait fortifier de longue main. Des lignes étaient tracées sur la rive droite de la Limmat ; Masséna fit occuper les bords du lac et la Linth ; il ne craignit pas, en vue de sa concentration, de sacrifier la défense des avenues de la Suisse vers l'Italie : il rappela Lecourbe du Saint-Gothard vers les petits cantons, pour l'opposer aux progrès des Autrichiens sur la haute Linth. Si téméraire que fût cette dernière décision de Masséna, elle s'imposait au moment où l'archiduc Charles se mettait en mouvement pour envahir la Suisse.

Le ministère de Vienne avait enfin consenti, sur les instances de celui de Pétersbourg, à laisser Charles pénétrer en Suisse. Le 21 mai, l'armée immobile depuis Stokach commençait le passage du Rhin à Stein et à Schaffouse, au nord-ouest du lac de Constance, pendant que

Hotze quittait le Vorarlberg et passait au sud du lac. Les Français bataillèrent un peu pour empêcher, ou au



Carte n° 9. — Zurich, Ulm, Marengo, Hohenlinden.

moins pour retarder la jonction de Charles et de Hotze, le 25 mai à Frauenfeld, le 27 à Winterthur, mais enfin ils rentrèrent dans les lignes de Zurich. Dans les mêmes

journées, Lecourbe abandonnait le Saint-Gothard, non sans disputer chaque rocher et chaque défilé à l'Autrichien Haddick, redescendait la vallée de la Reuss et venait balayer dans le Muttenthal les coureurs autrichiens qui inquiétaient la droite de Masséna. Toute la ligne était gardée et formidablement défendue. Après quelques hésitations, Charles se décida à l'attaquer de front vers Zurich.

C'était une tâche difficile dans ce pays où d'innombrables plis de terrain multipliaient les obstacles. Le 4 juin, les Autrichiens parvinrent à enlever les avant-postes de Masséna. Mais c'est en vain qu'ils affrontèrent l'escalade de la position centrale du Zurichberg : ils furent repoussés et perdirent 3,000 hommes. Seul, Hotze parvint à se glisser par les rives du lac jusqu'à Zurich, où il faillit entrer par surprise. L'archiduc fit reposer ses troupes le lendemain, et projeta de recommencer l'attaque le 6. De son côté, Masséna, très alarmé de l'attaque presque heureuse de Hotze, évacua le camp retranché de Zurich dans la nuit du 5 au 6, abandonna la ville, passa sur la rive gauche de la Limmat et prit de nouvelles positions sur l'Uetliberg et sur l'Albis. Cette décision, trop rapide peut-être, comme celle d'abandonner le Saint-Gothard, n'eut pas de suites fâcheuses, car l'archiduc Charles se borna à occuper Zurich et le camp retranché, sans rien tenter contre l'Albis. Les Français conservaient les deux tiers de la Suisse et une bonne ligne de défense. L'archiduc se contenta de faire saisir Glaris par Jellachich. La véritable menace pour les Français était du côté du Saint-Gothard et des petits cantons en grande partie abandonnés. Mais de ce côté comme ailleurs, Masséna ne voulait rien entreprendre avant d'avoir reçu des renforts.

Pour la seconde fois, la guerre s'arrêta en Suisse ; l'attention générale se fixa sur les efforts des Français en Italie.

En reculant sur l'Apennin devant les masses supé-

rieures des Austro-Russes, Moreau, réduit à 15,000 hommes, ne renonçait pas à l'espoir de reprendre par un coup d'éclat la plaine du Pô. Il comptait sur l'arrivée prochaine de Macdonald et de l'armée de Naples, au nombre de 35,000 combattants. Le 7 mai, Macdonald avait quitté Naples, et s'était mis en marche vers le Nord, en ramassant sur sa route les corps détachés de Rome et de la Toscane. Il aurait pu faire sa jonction avec Moreau par la rivière de Gênes, sans le moindre danger. Les deux généraux n'adoptèrent pas cette solution si simple, soit que le chemin leur parût impraticable à l'artillerie, soit plutôt qu'ils fussent séduits par l'idée de prendre leur ennemi entre deux feux. Donc, ils convinrent que Macdonald descendrait directement dans la plaine du Pô vers Bologne, d'où il marcherait à l'ouest vers la Stradella, tandis que Moreau marcherait à l'est par Novi et Tortone à la rencontre de son collègue. De cette manière le gros des Austro-Russes, s'il se trouvait vers Plaisance, serait écrasé sans rémission, et s'il ne s'y trouvait pas, la jonction des deux armées n'en serait pas moins faite au nord de l'Apennin. Ce plan était dangereux, car il préparait la concentration sur un point occupé par l'ennemi. Pour qu'il réussît, il fallait qu'il y eût concordance parfaite et rapidité dans les mouvements de Moreau et de Macdonald ; il fallait aussi qu'il y eût torpeur et même inertie totale chez leur ennemi : tels n'étaient point les défauts de l'ardent Souworof.

Cependant, le général russe commit de graves erreurs qui auraient pu faire réussir le plan des Français, malgré son vice originel. Longtemps il ne crut pas à l'arrivée de l'armée de Naples. Il ne s'imaginait point les Français disposés à abandonner leur création récente, la République parthénopéenne. Aussi avait-il dispersé sans hésitation ses forces dans toute la haute Italie, où des corps considérables étaient occupés aux sièges de Mantoue et de la citadelle de Turin, au point qu'au cas d'une invasion subite, il aurait eu de la peine à réunir 30,000 hommes

pour une opération active. Cette dispersion était de mauvais augure pour les alliés. De plus, Souworof et ses alliés les Autrichiens étaient en constant désaccord. Le Russe était fort personnel et fort irritable, les Autrichiens pleins de morgue ; leurs vues politiques en Italie différaient profondément, et bientôt, il devait en être de même de leurs vues militaires. Il semblait que tout favorisât les espérances des généraux français.

Mais Moreau et Macdonald négligèrent la première condition du succès, qui était de faire vite. Le 29 mai, l'armée de Naples, arrivée à Lucques, se mettait en communication directe avec Moreau. Elle aurait pu franchir de suite l'Apennin et s'avancer sans obstacle sérieux jusqu'à Tortone, pendant que Souworof était encore sous Turin. Au lieu de marcher vivement, Macdonald s'arrêta : il voulut donner du repos à ses troupes avant d'envahir la plaine du Pô ; il voulut avoir du renfort ; il attendit que Moreau eût fait passer sous ses ordres la division Victor ; tous ces retards le menèrent jusqu'au 9 juin et décidèrent de la suite de la campagne. Souworof eut tout le loisir de parer au danger qui le menaçait. Incertain du point sur lequel tomberaient les coups de Macdonald, il rassembla à tout hasard ses troupes entre Alexandrie et Tortone, d'où il tenait Moreau en respect et surveillait en même temps les routes de l'est. Déjà par sa position, il empêchait les Français de faire leur jonction sans combat au nord de l'Apennin.

Souworof était à Tortone dans une position d'attente. Il ne tarda pas à être édifié sur les intentions de Macdonald. Le 10 juin, l'armée de Naples débouchait enfin des cols de l'Apennin dans les plaines de Bologne, où elle écrasa sans peine les corps détachés de ce côté. La division autrichienne de Ott se fit surprendre le 12 à Modène ; les Français avancèrent rapidement vers l'ouest sur la grande chaussée romaine de Modène à Plaisance, où ils entrèrent le 16 au soir, en jetant leurs avant-postes vers le Tidone. A peine deux marches les séparaient du point

fixé pour la jonction avec Moreau. Mais sur cette courte ligne se pressait l'armée de Souworof, qui accourait en toute hâte sur le Tidone[1].

Dès que Souworof avait appris la surprise de Modène, il avait pris, avec son énergie ordinaire, le parti de se jeter sur Macdonald et de le battre le plus loin possible de Tortone, afin de ne pas être exposé pendant l'action à une diversion de Moreau. Il avait expédié à Ott l'ordre de maintenir aux débris de sa division une attitude ferme devant les Français ; à Mélas l'ordre de soutenir Ott, et lui-même se précipitait vers l'est avec tous les corps qui lui tombaient sous la main. Les divisions mutilées de Ott et de Mélas se soutenaient avec peine sur le Tidone devant les Français plus nombreux ; elles ne résistaient que grâce aux abris de toute nature qu'elles trouvaient dans les villages et dans le terrain coupé d'obstacles ; décimées, épuisées, elles allaient céder, lorsque Souworof jeta en ligne ses divisions russes (17 juin). Leur choc fut si rude, que les Français cédèrent les bords du Tidone et se retirèrent sur la rive gauche de la Trebbia, qu'ils occupaient depuis Bobbio jusqu'à son embouchure. Le 18, les Austro-Russes commencèrent une attaque furieuse sur la Trebbia, en appuyant surtout à leur droite vers Bobbio, afin de couper les communications de Macdonald avec l'Apennin et avec la Toscane. D'abord, les Français défendirent leurs positions avec fermeté ; mais, sous le choc de masses sans cesse renouvelées, ils cédèrent peu à peu du terrain, et se retirèrent tout en combattant par le lit caillouteux et presque à sec de la Trebbia. Ils n'étaient point vaincus, ils n'étaient qu'arrêtés. Souworof, craignant sans cesse de voir arriver Moreau, ne voulut pas lâcher prise : il assaillit encore Macdonald le 19 sur toute la ligne, et obtint des succès décisifs à sa droite, où son lieutenant Bagration extermina les Polonais. Cependant le centre des Français tenait toujours bon, au

1. Voir la carte 6, p. 115.

point que Souworof croyait à la nécessité d'une quatrième attaque. Mais les trois journées de la Trebbia avaient coûté à Macdonald la moitié de ses soldats. A peine lui restait-il 18,000 combattants ; il était menacé de voir sa retraite coupée vers l'Apennin ; il décampa dans la nuit du 19 au 20, et rentra dans la montagne par le chemin qu'il avait pris pour venir. De son côté, Moreau s'était avancé trop tard ; il n'arrivait à Tortone que le 19 ; puis il s'amusa à battre le corps de Bellegarde, laissé par Souworof pour masquer ses mouvements. La démonstration de Moreau n'eut aucun résultat. Il apprit à la fois la bataille de la Trebbia et la chuté de la citadelle de Turin, ce qui le fit rentrer de suite dans les montagnes. Le plan des Français avait complètement échoué ; l'armée de Naples, mutilée, réduite à une extrême détresse, se joignit à l'armée d'Italie par la rivière de Gênes. Cette réunion des débris de Cassano et de la Trebbia n'était plus pour Souworof une menace sérieuse. Tout espoir de recouvrer l'Italie était interdit pour quelque temps aux républicains. Le Directoire furieux se hâta de destituer Macdonald et Moreau.

Après un succès si éclatant, il eût été facile à Souworof d'achever l'expulsion des Français en les jetant à la mer. Il s'arrêta comme l'archiduc Charles après Stokach, sur un ordre venu de Vienne. On lui prescrivit de ne rien entreprendre avant la prise d'Alexandrie et de Mantoue. Le siège de Mantoue préoccupait avant tout les Autrichiens. L'importance de cette place en 1796 les illusionnait sur sa valeur en 1799. Ils tenaient autour d'elle Kray et 22,000 hommes.

L'inaction des Austro-Russes permit au nouveau Directoire du 30 prairial de songer à la revanche. Il donna le commandement de l'armée d'Italie à Joubert, sur qui l'on fondait un vif espoir, car, par sa jeunesse, son activité, ses succès dans la campagne de 1797 et son amour de la gloire, il semblait plus que tout autre capable de remonter et d'entraîner les soldats. En outre, il reçut

des renforts. Joubert trouva la situation fort alarmante sur la rivière de Gênes : les troupes souffraient de maladies épidémiques et d'une affreuse disette, dans leurs cantonnements au milieu de l'Apennin. Il prit conseil du général disgracié, Moreau, à qui l'unissait une solide amitié ; il parvint à réunir, le 28 juillet, 50,000 hommes vers le col de la Bocchetta et sur le revers de l'Apennin ; à sa gauche, se formait une nouvelle armée, dite armée des Alpes, commandée par Championnet. Comme en 1796, une longue ligne française menaçait le Piémont et la Lombardie. Le 10 août, Joubert concentrait ses forces entre la Bormida et la Scrivia ; il s'emparait de Novi, résolu à prendre promptement l'offensive vers Alexandrie et Tortone. Comme il supposait les Austro-Russes réduits à 30,000 hommes, il ne doutait pas de les battre.

Mais Joubert ignorait qu'à ce moment même, Souworof concentrait en ses mains toutes les forces alliées en Italie. Les deux capitulations d'Alexandrie et de Mantoue (22-30 juillet), lui permirent de réunir à ses troupes les deux corps de siège et notamment celui de Kray. Entre Tortone et Alexandrie se forma toute l'armée austro-russe. Souworof supposa que les Français visaient à délivrer la citadelle de Tortone, encore occupée par une garnison républicaine ; il en conclut que Joubert déboucherait en masse par la vallée de la Scrivia ; aussi il y entassa de son côté tous les Russes de Miloradovitch et les Autrichiens de Mélas, et se persuada que les troupes qui se montraient sur le Monte-Rotondo et sur les hauteurs de Novi, n'étaient point le corps principal[1].

Quant à Joubert, il vit clairement, le 14 août, des hauteurs de Novi, qu'il avait devant lui toute l'armée alliée, ce qui était bien fait pour ébranler ses résolutions d'offensive. Ses généraux lui conseillaient de battre en retraite, d'attendre qu'il pût agir de concert avec Champion-

1. Voir la carte 6, p. 115.

net. Joubert, parti de Paris en promettant formellement la victoire, ne se résigna pas à reculer sans brûler une amorce. Il se berça de l'espoir que l'ennemi se retirerait; il laissa ses troupes dans leurs formations de cantonnement, sur les bastions naturels formés par les hauteurs de Novi. Le 15 août, au point du jour, les Autrichiens de Kray et les Russes de Souworof se lançaient à l'assaut du Monte-Rotondo et de Novi. Leur attaque fit oublier à Joubert toutes ses perplexités : il établissait contre eux la première ligne de ses tirailleurs, lorsqu'il tomba frappé à mort. Les Français hésitèrent un instant, atterrés de ce coup; mais Moreau prit le commandement; aidé de Pérignon et de Saint-Cyr, il raffermit ses bataillons, tira tout le profit possible des fortes positions qu'il occupait, et résista aux Austro-Russes avec avantage, favorisé par les fausses conceptions de Souworof, qui s'obstinait à ne pas comprendre l'importance de Novi et ne faisait rien pour attirer à lui les divisions de Mélas. Au bout de huit heures de lutte, les Français repoussaient toujours les Austro-Russes sur les pentes, lorsque Mélas parut soudain sur la droite des républicains. Il s'était mis en marche de son propre mouvement ; il n'avait reçu qu'à moitié chemin l'ordre de Souworof de tomber sur les Français, car le général russe n'avait compris que fort tard la véritable situation de son adversaire. Les troupes de Moreau ne purent résister au choc des troupes fraîches de Mélas : elles cédèrent Novi à la double attaque conduite sur leur front et sur leur flanc droit; elles essayèrent de se retirer par Gavi, mais les charges réitérées des Autrichiens les mirent dans un extrême désordre; elles laissèrent dans les sentiers des montagnes leurs bagages et leur artillerie. Les Français évacuèrent de nouveau le revers septentrional de l'Apennin ; Moreau fit retraite sur Gênes. La bataille de Novi était décisive. Gagnée par Souworof grâce aux Autrichiens, elle affermissait en Italie la domination des alliés.

Ce fut à peu près tout l'avantage que ceux-ci en retirèrent. Souworof s'arrêta sur la route de Gênes, car il n'était nullement tenté de livrer cette ville aux Autrichiens. D'autre part, il craignait les tentatives de Championnet dans les Alpes ; il était inquiet de la réapparition des Français sur le Saint-Gothard, ce même 15 août, où il triomphait à Novi ; il se contenta provisoirement de la reddition de Tortone, promise pour le 11 septembre à moins d'un secours. Enfin, le 27 août, il reçut communication du grand plan élaboré à Vienne pour la substitution des Russes aux Autrichiens en Suisse, mouvement qui devait être le prélude de l'invasion de la France par la Franche-Comté.

Il était de plus en plus manifeste que le problème de la guerre se posait en Suisse et sur le Rhin.

Après les premières batailles de Zurich, Masséna demeura longtemps inactif, malgré les invitations pressantes du Directoire, car il se jugeait d'abord incapable de combattre sans renforts l'armée de l'archiduc Charles. L'inaction de celui-ci finit par lui inspirer l'idée de reprendre les petits cantons et le Saint-Gothard, qu'il avait abandonnés en mai pour se concentrer autour de Zurich. Il confia à Lecourbe le soin d'occuper, le 14 août, le Muttenthal et la vallée de la Reuss ; à Gudin et à Turreau celui d'enlever, le 15, les cols de la Furka et du Grimsel. Ces opérations, conduites avec vigueur et adresse, réussirent complètement. Les Français ressaisirent la route du Saint-Gothard jusqu'à Airolo, la vallée du Rhin jusqu'à Ilanz. De nouveau, ils possédaient les avenues de la Suisse vers l'Italie. C'était une très heureuse préface aux entreprises méditées par Masséna, un premier coup porté aux plans de la coalition.

Ces plans, débattus plusieurs mois durant entre Londres, Vienne et Pétersbourg, avaient enfin été arrêtés. L'Autriche désirait depuis longtemps reporter ses troupes sur les bords du Rhin moyen, car elle craignait l'entrée des Français dans l'Empire. C'était à regret qu'elle avait

laissé Charles s'engager en Suisse, et elle avait hâte de le rappeler en Allemagne. L'Angleterre, qui avait des vues semblables, amena la Russie à consentir au remplacement de l'armée de Charles par celle de Souworof. Déjà le corps russe de Korsakof avait été dirigé vers la Suisse ; on calculait qu'après l'arrivée de Souworof, le nombre des Russes introduits en Suisse serait égal à celui des Autrichiens enlevés.

Mais il y avait, dans l'ordre transmis à Charles, le 31 juillet, une ambiguïté qui eut de graves conséquences. Le corps de Korsakof n'était pas encore en Suisse : Charles crut avoir ordre de quitter la Suisse pour l'Allemagne dès l'arrivée de ces troupes russes, sans attendre qu'elles fussent renforcées. C'était précisément le point faible du nouveau plan : les Français ne seraient-ils pas tentés de profiter de ces remplacements successifs pour tomber en Suisse sur les alliés désorganisés ?

Dès l'arrivée de Korsakof à Zurich, le 12 août, commencèrent les plaintes et les récriminations entre Russes et Autrichiens. A la première notification du plan de campagne et du prochain départ de Charles, Korsakof, homme borné et violent, se crut sacrifié et même trahi. Pour supprimer toute cause de discorde, l'archiduc essaya, le 17, d'enfoncer vers Dettingen, sur l'Aar, les lignes de Masséna. Cette entreprise, mal conçue et mal exécutée, échoua complètement. D'un autre côté, Charles apprit que les Français passaient le Rhin et menaçaient Philipsbourg (26 août). Il résolut alors de ne pas différer plus longtemps son départ pour l'Allemagne. Cependant il sentait que Korsakof et ses 20,000 Russes allaient être livrés aux coups de Masséna. Il se décida à laisser au général russe le corps autrichien de Hotze, placé sur la Linth, tandis que Korsakof occupait Zurich et les bords du lac. L'armée alliée en Suisse n'en fut pas moins affaiblie de 10,000 hommes après le départ de Charles, même après la jonction d'un nouveau corps russe, commandé par Delferden. Le 1er septembre, Charles quitta

Zurich pour l'Allemagne. En même temps, Souworof se préparait à abandonner l'Italie pour la Suisse. Korsakof saurait-il garder les conquêtes des alliés jusqu'à l'arrivée de Souworof? Souworof lui-même pourrait-il s'établir en Suisse ? Sur ces deux questions, la coalition jouait toutes ses victoires passées et tout son avenir.

CHAPITRE IX

ZURICH, MARENGO, HOHENLINDEN

Sommaire. — Campagne de 1799 : deuxième période. — Plan des alliés en Suisse. — Offensive de Masséna : bataille de Zurich (25-26 septembre). — Marche de Souworof : passage du Saint-Gothard (24-26 septembre ; le Pragel, le Klœnthal et le col de Panix. — Expédition anglo-russe en Hollande : batailles de Bergen et de Kastrikum (19 septembre-2 octobre). — Coup d'État du 18 brumaire. — Préparatifs et plans de Bonaparte. — Campagne du printemps (1800). — Moreau en Allemagne : passage du Rhin ; batailles de Stokach, d'Engen et de Mœsskirch (3-5 mai). — Armée d'Italie : Masséna et Mélas ; succès des Autrichiens ; siège de Gênes. — Bonaparte et l'armée de réserve. — Passage du Saint-Bernard (20 mai). — Évacuation de Gênes (5 juin). — Concentration de Mélas à Alexandrie. — Montebello (9 juin). — Marengo (14 juin). — Convention d'Alexandrie. — Armée d'Allemagne : opérations de Moreau et de Kray autour d'Ulm ; Hœchstett (19 juin). — Armistice de Parsdorf (15 juillet). — Négociations. — Campagne d'hiver (1800). — Victoire de Moreau à Hohenlinden (3 décembre). — Armistice de Steyer (25 décembre). — Brune et Macdonald en Italie : passage du Splügen ; passage du Mincio et de l'Adige ; armistice de Trévise. — Paix de Lunéville (9 février 1801).

Dans le même temps où les divisions entre Russes et Autrichiens compromettaient la coalition, les Français se remettaient de leurs premières défaites, concentraient leurs forces dans la grande forteresse centrale de la Suisse, où l'énergique ministre de la guerre, Bernadotte, faisait affluer depuis deux mois les hommes et les secours, tout en sollicitant vivement Masséna, toujours posté sur l'Albis, d'écraser par un coup vigoureux l'ennemi dispersé et affaibli. Il ordonnait aussi, en Allemagne, le passage du Rhin et l'attaque de Philipsbourg. Ce fut une diversion heureuse, puisqu'elle fortifia l'archiduc Charles dans sa décision de quitter la Suisse. A la vé-

rité, le petit corps d'armée du Rhin était sacrifié d'avance : Charles le tailla en pièces à Manheim (18 septembre) ; mais peu importait au Directoire et à Masséna, qui considéraient avec raison que le point décisif de la guerre était sur le lac de Zurich.

Masséna, couvert du côté du Saint-Gothard par Lecourbe, fit donc ses préparatifs d'offensive contre Korsakof sur la Limmat et contre Hotze sur la Linth. Pour s'engager à fond, il attendit d'avoir suffisamment tâté le terrain et d'avoir réoccupé Glaris sur la Linth, ce qu'il fit le 30 août ; il attendit aussi que Bernadotte, son ennemi personnel, eût quitté le ministère (14 septembre), et que Korsakof, engouffrant 10,000 Russes dans l'entonnoir de Zurich, eût dispersé le reste de ses troupes, ainsi que Hotze, sur une ligne fort étendue. Grâce à ces délais, le plan longuement médité par Masséna s'exécuta à son heure, avec sûreté et précision.

Il n'en fut point de même du plan d'opérations élaboré par Souworof. Celui-ci s'était montré de fort mauvaise humeur quand il avait reçu l'ordre de relever en Suisse l'armée autrichienne, et de préparer les voies et moyens pour cette marche périlleuse. Ce qui est singulier, c'est que tout en voyant très bien le danger du chassé-croisé entre Russes et Autrichiens, il ne fit rien pour le conjurer dans ses dispositions ; au contraire, il l'aggrava singulièrement en donnant à ses lieutenants comme rendez-vous un point occupé par l'ennemi : conception stratégique digne du Conseil aulique de Vienne. En effet, le 5 septembre, Souworof notifia à Korsakof et à Hotze qu'il allait aborder la Suisse par le Saint-Gothard, occupé par les Français, tandis qu'il lui aurait été facile de passer les Alpes au Splügen sans la moindre escarmouche ; pour sa jonction avec ses lieutenants, il détermina comme objectif Schwytz, occupé par Masséna, ce qui rendait la concentration extrêmement douteuse. Comme il avait fixé l'attaque du Saint-Gothard au 19 septembre, il crut, en calculant tant bien que mal le temps nécessaire pour ar-

river dans les parages de Schwytz, que Hotze et Korsakof pourraient attaquer de leur côté, le 26. Cē plan reposait sur l'hypothèse si difficile à réaliser partout et si chimérique en pays de montagnes, que tout le monde arriverait à point nommé, sans à-coups et sans retards dans les opérations. Il avait aussi l'inconvénient de nécessiter un envoi de forces de Korsakof à Hotze (5,000 hommes), afin de permettre à celui-ci de percer de son côté sur Schwytz. Par ses dispositions de détail, comme par ses dispositions générales, Souworof faisait le jeu des Français. C'est le 24 septembre que Korsakof, à Zurich, se dégarnissait en faveur de Hotze. Les Russes n'étaient plus que 25,000 sur la Limmat ; le lendemain, ils étaient assaillis par 39,000 Français.

Depuis longtemps déjà, Masséna préparait une attaque générale sur le cordon ennemi de la Limmat et de la Linth. Sur la Linth, Soult devait écraser Hotze ; à Zurich, Masséna lui-même occuperait Korsakof par des démonstrations, tandis qu'au-dessous de Zurich, vers Dietikon, Oudinot avec 15,000 hommes passerait la Limmat pour tomber sur le flanc droit des Russes. Le 25 septembre, de grand matin, le passage se fit heureusement à Dietikon, et Oudinot, se saisissant de Closter-Fahr, marcha sur Zurich par la rive droite. Cependant Masséna descendait de l'Albis et se montrait devant Zurich. L'étourdi Korsakof ne regarda que devant lui ; la présence de Masséna lui fit oublier le danger qui le menaçait vers Closter-Fahr : non content d'entasser son artillerie et ses bagages dans les rues étroites de la ville, il se lança sur la rive gauche à la rencontre de Masséna, le repoussa, s'enferra de plus en plus dans la direction de l'Albis. Mais pendant qu'il croyait battre les Français, l'avant-garde d'Oudinot paraissait sur le flanc droit et sur les derrières des Russes, qu'elle refoulait dans Zurich. Korsakof se vit tout d'un coup cerné et perdu. Il n'était plus question de victoire : à la chute du jour, l'armée russe s'entassait dans la ville ; le conseil de guerre passa la

nuit en délibérations incohérentes ; il reconnut enfin qu'il ne restait qu'une ressource, celle d'ouvrir un passage les armes à la main vers Winterthur ; le lendemain (26 septembre), les Russes s'y précipitèrent en désespérés. L'avant-garde rencontra les postes avancés d'Oudinot : elle leur passa sur le corps ; mais le gros des troupes ne se tira pas d'affaire aussi heureusement ; attaqué en queue par Masséna qui s'emparait de Zurich, attaqué de flanc par Oudinot, il fut écrasé, perdit 8,000 hommes, toute son artillerie et tous ses bagages, et s'enfuit en désordre vers le Rhin.

En même temps qu'ils conquéraient la ligne de la Limmat, les Français s'emparaient plus aisément encore de celle de la Linth. Dès les premiers coups de feu, Hotze tombait ainsi que son chef d'état-major. Les Autrichiens effrayés et découragés ne tinrent nulle part (25 septembre). Leurs faibles débris battirent en retraite pour se joindre aux restes des divisions russes.

Ce coup vigoureux détruisait les plans savamment échafaudés de la coalition. Les armées de Korsakof et de Hotze étaient hors de combat ; leur disparition mettait en grand péril Souworof, qui s'engageait au cœur des Alpes pour leur tendre la main.

Ayant attendu, pour marcher sur le Saint-Gothard, la capitulation de la citadelle de Tortone, le général russe n'était arrivé au pied des Alpes, à Taverne, que le 15 septembre, avec 18,000 hommes. A Taverne, il perdit encore quatre jours, pour attendre des mulets de bât chargés de vivres : les mulets et les vivres n'arrivèrent point. Enfin, le 21 septembre, il parvenait à Bellinzona, au débouché de la route du Saint-Gothard. La grande partie allait se jouer sur ce chemin de montagne, dans les ravins profonds où coulent la Tremola et la Reuss. Souworof, quoique apôtre zélé de la baïonnette, se rendit compte qu'il lui serait malaisé d'enlever de vive force un bastion naturel comme le Saint-Gothard. Il résolut de déborder les Français par un double mouvement tour-

nant. Les sentiers qui descendent dans les vallées du Rhin et du Rhône, par le col de Tavesch et la Furka, croisent au sommet du col la route d'Italie en Suisse. Souworof fit suivre à Rosenberg, avec 6,000 hommes, un sentier de montagne qui le conduisit à Dissentis, dans la vallée du Rhin, d'où il devait marcher pour aborder les Français par Tavesch. De Dissentis partit aussi l'Autrichien Auffenberg pour couper plus bas la ligne de retraite des Français, vers Amsteg sur la Reuss. Ces dispositions prises, les Russes commencèrent l'ascension du Saint-Gothard.

Les Français de la division Lecourbe, échelonnés au nombre de 6,000 environ sur la route et le long de la Reuss, avaient leurs avant-postes à Airolo. Le 24 septembre, ils y furent vivement attaqués. Mais la défense était facile. Chaque rocher, chaque tournant de la route servit aux hommes de Lecourbe. Ce fut une lutte d'escarmouches, de coups de fusil tranquillement ajustés, où les Russes ne gagnaient du terrain que grâce à leur grand nombre et à l'inflexible volonté de Souworof. « En avant ! » Souworof n'avait que ce mot à dire à ses hommes effrayés et épuisés par tant d'obstacles. Il arriva enfin dans l'après-midi au sommet du col. Les Français se préparaient à y tenir ferme, quand Lecourbe fut soudainement inquiété sur sa gauche par l'arrivée de Rosenberg. Celui-ci avait gravi avec une peine inouïe les sentiers de Tavesch et débouché sur la route du Saint-Gothard. Menacé d'être coupé, Lecourbe n'hésita pas : il jeta son artillerie dans la Reuss, et fit pendant la nuit un crochet en pleine montagne, par les sommets du Bäzberg, pour se retrouver le matin au delà des positions de Rosenberg, dans la vallée de la Reuss. Ayant appris que, de son côté, Auffenberg allait arriver à Amsteg, il descendit jusqu'à ce village pour le contenir ; il ne laissait derrière lui que deux bataillons pour disputer la route à Souworof (25 septembre). C'était assez pour le retarder, pas assez pour l'arrêter. Pourtant les Russes n'avan-

cèrent qu'au prix de grands efforts : longtemps ils furent contenus au Trou d'Uri et au Pont du Diable ; enfin, Lecourbe ayant rappelé ses derniers bataillons vers la basse Reuss, où il s'installa sur la rive gauche, Souworof, qui suivait la rive droite, s'avança jusqu'à Altorf sur une route facile et débarrassée d'ennemis (26 septembre). Il pouvait être fier de ces journées, où ses hommes et lui avaient déployé tant de constance.

Déjà la bataille de Zurich avait rendu ces exploits inutiles. Mais Souworof, qui ignorait le sort de Korsakof et de Hotze, tenait toujours pour la jonction à Schwytz, où il se mit en devoir de marcher. Il s'avança le 27 et le 28 septembre d'Altorf sur Mutten par le Schæchen-Thal et les raides sentiers du Kinzer-Kulm, dans un âpre pays de montagnes où les fantassins russes marchaient péniblement en file indienne ; des canons, des bagages, des chevaux et quelquefois des hommes roulaient dans les ravins. Le résultat espéré de tant d'efforts s'évanouit aux yeux de Souworof quand il apprit à Mutten la défaite de ses lieutenants. Il était engagé au cœur de la Suisse avec 15,000 hommes à peine, et déjà les Français victorieux le menaçaient de toutes parts, Masséna et Lecourbe sur les sentiers d'Altorf et de Fluelen, Mortier vers Schwytz, Molitor vers Glaris. Il fallait lutter pour la vie, non pour la victoire, s'échapper et non triompher.

Loin de s'abandonner, Souworof, tout exaspéré qu'il fût de l'impéritie de ses lieutenants, songeait d'abord à continuer vers Schwytz. Mais, à la réflexion, il résolut de marcher sur Glaris par le Pragel, afin de rejoindre entre la Linth et le Rhin les divisions battues à Zurich, s'il en était temps encore. Le 30 septembre, il marcha droit à Molitor qui lui barrait la route, le repoussa du Pragel et nettoya complètement le Klœn-Thal. Très inférieur en forces, Molitor se retira jusqu'à Næfels, et Souworof occupa Glaris. Le même jour, sa ligne extrêmement étendue à travers les Alpes était attaquée en queue par Masséna dans le Mutten-Thal. De ce côté-là

aussi, les Russes tinrent tête à leurs ennemis, au prix d'efforts presque surhumains. La journée du 30 était pour eux une victoire. Mais il fallait continuer, frapper un dernier coup pour ouvrir la route, et ce coup devait être porté à Næfels, sur Molitor. Celui-ci se retranchait, recevait des renforts de Masséna, faisait tout pour garder les positions récemment conquises. En vain, les Russes se heurtèrent avec rage à l'obstacle de Næfels (1er octobre) : leurs généraux finirent par déclarer à Souworof que les troupes, à bout de forces, étaient hors d'état de percer. Souworof, contraint d'abandonner son dernier espoir, se décida à faire retraite sur Coire, par les neiges et les glaciers de la vallée d'Engi et du col de Panix, où ses régiments, réduits de moitié, vêtus de haillons, sans pain, sans munitions, sans artillerie, connurent les limites extrêmes de la détresse (4-7 octobre). Le 9 octobre, enfin, il arrivait à Ilanz, et de là il filait sur Coire, après avoir échoué lui aussi un peu par sa faute, un peu par celle des Autrichiens qu'il accusait amèrement, beaucoup par celle des difficultés locales qu'il avait eu à combattre. Après avoir remporté tant et de si grands succès en Italie et en Allemagne, la coalition était vaincue dans la dernière et redoutable offensive qui devait lui ouvrir le territoire français. Sans effacer Stokach, la Trebbia et Novi, Zurich et le Saint-Gothard en préparaient la revanche.

Une diversion tentée par les Anglais et les Russes sur la côte de Hollande n'eut pas plus de succès. Dans l'espérance de soulever le peuple hollandais au nom de la maison d'Orange, et de prendre au dépourvu les républicains occupés sur le Rhin et sur les Alpes, un corps de 12,000 Anglais commandés d'abord par Abercromby débarqua près du Helder (27 août). Le calcul des alliés se justifia d'abord. La Hollande n'était point gardée. La flotte du Texel fut capturée sans coup férir, et, comme ils avaient fait à Quiberon, les Anglais firent de la pointe du Helder leur base d'opérations. Le 12 septembre, le duc d'York

arriva pour les commander; le 18, 25,000 Russes débarquèrent à leur tour. Le général Brune, à la tête de quelques divisions réunies à la hâte, n'avait pu empêcher l'établissement solide des alliés au Helder. Mais ceux-ci ne réussirent pas davantage à forcer à Bergen et à Alkmaar les retranchements de Brune, défendus par des digues, des canaux et des marais (19 septembre). Même tentative le 2 octobre; les Français, débordés par la supériorité du nombre, ne se démontèrent pas, reprirent position en bon ordre à Kastrikum, et cette fois, les alliés ne purent les déloger. Découragés, les Anglais et les Russes conclurent avec Brune la trêve d'Alkmaar; ils se rembarquèrent le 18 octobre. Tout débarquement, soit des Anglais sur les côtes de la République, soit des républicains sur les côtes anglaises, était d'avance condamné à échouer.

A la fin de 1799, les armées françaises, désemparées un instant par les fausses mesures du Directoire du 18 fructidor, avaient repris leur ancien ascendant et leur confiance. L'impulsion nouvelle qui les animait ne devait pas s'arrêter. Le processus de la Révolution la conduisait à la dictature militaire depuis 1795, depuis que le pouvoir civil affaibli s'était mis sous la sauvegarde de l'armée, qui seule avait empêché la réaction au 18 fructidor. Déjà la révolution militaire avait son chef désigné, Bonaparte, dont l'éloignement en Orient grandit encore le prestige. Il n'eut qu'à reparaître pour saisir le pouvoir (19 brumaire an VIII), acte que le peuple français salua comme le présage de la pacification universelle, et qu'une grande partie de l'armée salua bientôt comme le présage de la conquête universelle. Le peuple se trompait, l'armée avait raison. Pourtant Bonaparte, désireux de légitimer aux yeux de tous la révolution de brumaire, se posa en apôtre de la paix par ses lettres au roi d'Angleterre et à l'empereur d'Allemagne, tandis qu'en secret, il multipliait les préparatifs en vue d'une prompte offensive.

Ses talents d'administrateur éclatent dans toutes les

mesures qu'il prend pendant l'hiver de 1800. La pacification en Vendée et la conscription lui fournissent peu à peu 120,000 hommes ; la revision des congés de réforme lui en vaut 30,000 autres ; il achète 25,000 chevaux ; il donne ordre sur ordre pour la réfection du matériel d'artillerie ; il constitue les premiers bataillons du train des équipages ; il fait passer des renforts aux armées du Rhin et d'Italie ; il réunit sous les ordres de Moreau les deux armées du Rhin et d'Helvétie pour l'invasion de l'Allemagne ; il établit depuis le 25 janvier autour de Dijon tous les corps de formation nouvelle, aux ordres nominaux de Berthier, sous le nom d'armée de réserve, et il les destine à la reconquête de l'Italie.

La promptitude que mit Bonaparte à ordonner ces dispositions était motivée par la situation menaçante de l'Italie. Tandis qu'en Allemagne les deux armées demeuraient dans leurs cantonnements de chaque côté du Rhin, les Autrichiens avaient continué leurs progrès au delà des Alpes, malgré la défection des Russes, qui depuis Zurich s'étaient retirés de la coalition. Les armées françaises des Alpes et d'Italie, sous Championnet, n'avaient pu empêcher la marche lente et sûre de Mélas. Dans une tentative décousue pour chasser Mélas du Piémont, Championnet se fit battre à Genola et se fit rejeter dans les défilés des Apennins (4 novembre). Peu après, il mourait à Nice. L'armée d'Italie, réduite à 38,000 hommes, cantonnée comme en 1796 sur les rochers de la Ligurie et des Alpes-Maritimes, souffrit des mêmes misères. Elle se décomposa par suite du froid et du manque de vivres. Les soldats reprirent en troupes débandées le chemin de la France. Dans beaucoup de corps, il ne resta que les officiers et les sous-officiers. Masséna, nommé chef de cette armée, réussit à la préserver d'une dissolution complète, mais non à guérir ses maux. Il n'était pas douteux que dès l'ouverture de la campagne, l'armée d'Italie, éparpillée de Nice à Gênes, serait vivement attaquée par les forces supérieures de Mélas.

Bonaparte, pensant que, pour dicter la paix à l'Autriche, il fallait ouvrir la route de Vienne, avait eu d'abord l'idée d'opérer en Allemagne avec Moreau en sous-ordre. Mais il y renonça vite, car il s'aperçut que Moreau ne consentirait pas à servir sous lui ; il ne put même lui imposer complètement son plan de campagne. L'idée maîtresse de ce plan, pour l'Allemagne comme pour l'Italie, était d'appuyer l'offensive française sur la Suisse, si heureusement conservée en 1799 : Moreau se servirait de ce grand bastion central pour prendre de flanc ou pour tourner l'armée des Autrichiens en Allemagne ; quant à Bonaparte, il s'en servirait pour prendre de flanc ou pour tourner, à la tête de l'armée de réserve, les forces autrichiennes en Italie ; le tout à la condition que Moreau commençât, afin d'être en mesure de renforcer au moment opportun, avec 15,000 hommes de ses vieilles troupes, les forces emmenées par Bonaparte en Italie : chose d'autant plus nécessaire, que Moreau allait ouvrir la campagne avec 103,000 combattants, et que l'armée de réserve ne pouvait comprendre au maximum plus de la moitié de ce chiffre.

Moreau ne se refusa pas à aider le premier consul ; mais il ne voulut point exécuter son programme à la lettre. Bonaparte lui prescrivait de porter toutes ses troupes, d'un mouvement hardi, entre Schaffouse et Constance pour y passer le Rhin : il tournerait ainsi la position des Autrichiens dans la Forêt-Noire. La stratégie prudente de Moreau ne se prêta pas à une évolution si audacieuse : il accumula les objections et fit si bien que de guerre lasse, Bonaparte le laissa agir à sa guise. Moreau garda du plan de Bonaparte l'idée d'agir sur le flanc gauche des Autrichiens, en les occupant sur le front par des démonstrations et en faisant filer peu à peu le gros de ses forces, par la rive droite du Rhin, vers Waldshut et Schaffouse. Il passa donc le Rhin comme s'il était résolu à aborder les défilés de la Forêt-Noire ; il ne prononça que peu à peu cet effort sur la gauche

autrichienne que Bonaparte aurait voulu qu'il fît de suite.

En face des 110,000 hommes de Kray, les 100,000 Français faisaient un long cordon de Strasbourg au lac de Zurich. Le 28 avril 1800, trois corps à peu près égaux en force passèrent le Rhin. Sainte-Suzanne, passant à Kehl, devait feindre une attaque sur la Kinzig ; Saint-Cyr, de Vieux-Brisach, devait donner des jalousies à l'ennemi vers le val d'Enfer, puis tourner brusquement à droite pour se joindre à Moreau à travers les montagnes ; Moreau lui-même passa à Bâle et se dirigea vers la Wutach par les villes forestières. Les feintes de Moreau réussirent parfaitement. Kray était un sabreur facile à tromper : les mouvements de Sainte-Suzanne l'alarmèrent au point qu'il crut sa droite très menacée et y dirigea de nombreux renforts. Mais Sainte-Suzanne, après avoir ferraillé vers Offenbourg, se déroba sur les ordres de Moreau, revint à Kehl, puis de Kehl à Brisach, et se montra le 30 avril à la tête du val d'Enfer, au lieu et place de Saint-Cyr. Cependant Moreau se rapprochait de Schaffouse (1er mai), et communiquait avec Lecourbe, qui le même jour passait le Rhin près de Schaffouse. 60,000 Français menaçaient la gauche affaiblie de Kray, et Kray ouvrait à peine les yeux. Le 3 mai, le prince de Lorraine, presque isolé à la gauche, était coupé, battu et écrasé entre Steusslingen et Stokach ; 4,000 hommes et de vastes magasins étaient capturés. Kray revenait vers sa gauche, sans trop se presser ; au lieu de porter secours à la malheureuse division engagée à Stokach, il s'arrêtait à Engen. Dans l'après-midi (3 mai), il y fut attaqué de front par Moreau, sur la droite par Saint-Cyr. Il luttait péniblement et sans grand succès, quand la nouvelle de l'échec de Stokach le détermina à la retraite. Avec Stokach et les routes qui y convergent, les Français acquéraient de nombreux débouchés dans la vallée du Danube.

Moreau en profita pour se diriger méthodiquement sur le fleuve par sa droite. En débordant la gauche de Kray,

il allait peu à peu le rejeter dans le réduit central d'Ulm, place fortifiée de longue main par les Autrichiens, qui en avaient fait leur base d'opérations. Cette marche par la droite, exécutée avec correction, ne fut pas assez rapide pour empêcher Kray de prendre position sur le plateau de Mœsskirch. Espérant être rapidement soutenu par Saint-Cyr, Moreau attaqua à fond les Autrichiens (5 mai). Il rencontra une résistance plus énergique qu'à Engen et à Stokach. La droite française ne tarda pas à entrer dans Mœsskirch; mais la gauche, non secourue par Saint-Cyr, se trouva quelque temps en danger : Moreau dut la former en potence et se réduire de ce côté à la défensive. Enfin les progrès de la droite des Français au delà de Mœsskirch contraignirent les Impériaux à céder le champ de bataille. Après quelques vaines tentatives pour tenir la campagne, Kray se replia le 11 mai sous le canon d'Ulm. De son côté, Moreau détacha vers cette époque 15,000 hommes pour l'Italie, ce qui suspendit quelque temps les opérations.

Les succès de Moreau étaient une heureuse préface aux hardies manœuvres que le premier consul se préparait à tenter en Italie avec l'armée de réserve.

Toutefois, la marche de Bonaparte ne vint pas assez tôt pour empêcher Mélas d'ouvrir la campagne avec succès contre l'armée d'Italie. Le 6 avril, le général autrichien, chez qui l'âge n'avait pas brisé toute activité, attaqua avec vigueur la longue ligne de Masséna sur la rivière de Gênes. Du premier coup, il la perça au milieu, de Montenotte à Savone, pendant que son lieutenant Ott faisait une diversion vers Gênes. Les Français furent coupés en deux tronçons, celui de droite commandé par Masséna, celui de gauche par Suchet. En vain ils essayèrent de se rejoindre. Masséna tenta avec une rare obstination de percer vers Savone; au bout de huit jours de lutte il était rejeté (18 avril), sur Voltri et de là sur Gênes, où Ott le bloqua par terre et les Anglais par mer. De son côté, Suchet, attaqué par les forces supérieures de Mélas

et d'Elsnitz, était délogé de Borghetto, du col de Tende, de la Roya, et se réfugiait le 8 mai derrière le Var. Mélas entra triomphalement à Nice. De toute l'Italie les Français ne gardaient plus que Gênes, où Masséna, nullement découragé par ses échecs, inaugura un système de défense extérieure et agressive, toute de sorties et d'escarmouches, qui coûta cher aux Autrichiens et dispensa le général français de garnir complètement l'enceinte immense de la place. Mais les défenseurs de Gênes étaient de jour en jour plus menacés par un redoutable ennemi, la famine. Avec un rationnement scrupuleux, leurs vivres pouvaient tout au plus les conduire jusqu'à la fin de mai : il fallait que Gênes fût secourue d'ici là.

Tout en ayant l'intention de sauver Gênes, s'il était possible, Bonaparte était résigné, le cas échéant, à faire passer le sort de cette place après les considérations de pure stratégie qui devaient décider du succès final de la campagne. Il avait résolu de déboucher dans la plaine du Pô par le Saint-Bernard. L'armée de réserve filait en longues colonnes sur Lausanne et sur Martigny, au vu et au su de toute l'Europe, dès les premiers jours de mai. Mélas savait comme tout le monde à quoi s'en tenir sur cette armée ; mais, ne sachant au juste où elle déboucherait, il avait disposé, d'après la vieille routine, des détachements à toutes les issues des Alpes ; de plus, il lui coûtait de lâcher avant d'y être forcé la proie qu'il tenait à Nice, et celle qu'il convoitait à Gênes. Aussi le premier consul n'avait-il à craindre aucune concentration de Mélas vers le débouché de la vallée d'Aoste. L'armée de réserve se rassembla à Martigny ; elle prépara pour ses canons des affûts-traîneaux et des troncs d'arbres creusés ; elle prit six jours de vivres, et l'avant-garde, sous les ordres de Lannes, gravit la première, le 17 mai, le sentier muletier du Saint-Bernard. Les colonnes se suivirent avec régularité, et aucun obstacle sérieux n'arrêta leur marche. Le 20 mai, Bonaparte passait à son tour ; il descendait avec son armée dans le val d'Aoste. Au débouché, il vint

se heurter au fort d'arrêt de Bard, dont il ne connaissait pas toute l'importance : ce fort barrait absolument la vallée ; c'était un obstacle plus redoutable que le Saint-Bernard. On ne pouvait ni le prendre, ni le tourner. L'infanterie se glissa par des sentiers de montagne ; l'artillerie fit passer audacieusement, pendant la nuit, quarante pièces sous les murs mêmes de Bard, sous la canonnade du fort. La plaine d'Italie s'ouvrait devant l'armée française. Bonaparte pouvait à son gré marcher droit sur Mélas par le Piémont, ou le tourner par la Lombardie. Il s'arrêta au second parti, franchit la Sesia et le Tessin, écrasa quelques postes autrichiens et se hâta vers Milan. A la vérité, il devait penser que ce détour entraînait le sacrifice de Gênes : mais avant tout il voulait couper la ligne de retraite de Mélas.

Même dans le cas où Bonaparte eût marché droit sur le Piémont et la Ligurie, il lui eût été difficile de sauver Gênes. Masséna, réduit depuis le 15 mai à la défensive, voyait périr de famine et de maladie ses troupes et les habitants de Gênes, sans que ce spectacle de désolation diminuât en rien la fermeté de son caractère et sa résolution de résister à outrance. Il tint bien au delà du dernier morceau de pain ; il s'obstina tant qu'il lui resta une lueur d'espoir de voir arriver Bonaparte. Enfin, le 4 juin, pour sauver les bandes de squelettes affamés qui lui restaient, il s'aboucha avec le général Ott. Celui-ci venait justement de recevoir de Mélas l'ordre d'abandonner Gênes. Il différa l'exécution de cet ordre jusqu'à entente avec Masséna, qui traita, non de la capitulation, mais de l'évacuation pure et simple de Gênes : les troupes françaises furent transportées par terre et par mer jusqu'à Antibes (5 juin), et Ott, heureux d'en avoir fini à ce prix, se hâta vers Alexandrie pour joindre Mélas.

C'est le 18 mai seulement que, sur la nouvelle de l'apparition de l'armée de réserve au Saint-Bernard, le général autrichien s'était arraché à ces bords du Var où il venait de triompher des Français. Laissant Elsnitz der-

rière lui pour lutter contre Suchet, Mélas était revenu en toute hâte de Nice à Coni, et de Coni à Alexandrie. Les progrès de Bonaparte en Lombardie le déterminèrent, le 31 mai, à concentrer autour d'Alexandrie la majeure partie des forces autrichiennes, et même les deux corps d'Elsnitz et de Ott. De cette manière Mélas comptait réunir plus de 50,000 hommes autour d'Alexandrie. Mais il dut en rabattre. Ni Elsnitz, ni Ott n'arrivèrent en bon état. Le premier recula pas à pas devant Suchet : celui-ci l'attaqua avec vivacité dans les rochers des Alpes-Maritimes, le déborda par sa droite, lui tua ou lui prit en huit jours 10,000 hommes sur 18,000 (1er-7 juin). Quant à Ott, après avoir reçu Gênes des mains de Masséna, il revenait par Novi vers Alexandrie, quand la nouvelle que des partis français avaient passé le Pô lui inspira l'idée inopportune d'en attaquer quelques-uns : il les croyait tous très faibles. Dans ce but, il fit un crochet vers Voghera, et se heurta aux escadrons de Lannes à Montebello (9 juin). Il paya cher son audace et se fit battre. Lui aussi était fort endommagé quand il rejoignit Mélas. Toutefois celui-ci disposait encore dans Alexandrie de 35,000 hommes avec 200 bouches à feu, force suffisante pour tenter la lutte avec chance de succès.

Cependant Bonaparte était entré le 2 juin à Milan, où il avait été joint par les 15,000 hommes détachés de l'armée d'Allemagne. Sans perdre une minute, il fit occuper le reste de la Lombardie ; il jeta des corps dans toutes les directions, Lapoype vers Pavie, Lannes et Victor vers Belgiojoso, Murat vers Plaisance, dans le but de jalonner et de surveiller les routes de retraite que pouvait suivre Mélas. Car le général français ne s'arrêtait point à l'idée que son adversaire se concentrerait et l'attendrait de pied ferme. Aussi, dans la pensée de l'atteindre partout où il essaierait de passer, de la Sesia aux montagnes de Ligurie, il dissémina lui-même ses troupes et s'exposa au danger de combattre avec de faibles fractions d'armée les forces réunies de

Mélas. Cette erreur faillit donner à la campagne une tournure funeste.

Le 6 juin, les divisions de Lannes et de Victor passèrent le Pô à Belgiojoso. Trois jours plus tard la route de la Stradella était barrée, et Ott se faisait battre à Montebello. Le gros de l'armée autrichienne ne paraissait pas. Bonaparte pensa un instant que Mélas tenterait de s'échapper par le nord. Mais de ce côté aussi, rien ne bougeait. Bonaparte s'avança lentement vers l'ouest pour découvrir enfin les invisibles Autrichiens. Il arriva le 13 juin à San Giuliano ; il était séparé d'Alexandrie, où était concentré Mélas, par la seule plaine de Marengo, qui elle aussi était libre d'ennemis. Pris d'inquiétude, Bonaparte pensa que les Autrichiens tentaient peut-être de s'évader vers le sud, par les montagnes de Ligurie, et il envoya Desaix à la découverte sur Novi. Après tant de détachements, il n'avait plus sous la main que les 17,000 hommes de Victor et de Lannes, avec 40 canons. Ces troupes s'avancèrent en reconnaissance de San Giuliano vers Marengo ; elles occupèrent les bords du Fontanone ; elles affrontaient sans s'en douter le danger menaçant d'une lutte contre des forces supérieures.

En effet Mélas, décidé à attaquer l'ennemi à fond, prenait ses dernières dispositions. Le 14 juin, les Impériaux sortirent d'Alexandrie, passèrent la Bormida et marchèrent droit aux Français. A la gauche des Impériaux, la division Ott était chargée de la principale attaque, destinée à déblayer la route de Tortone ; au centre et à droite, l'effort des Autrichiens devait se porter sur Marengo et Stortiglione. Ils tentèrent de chasser de Marengo les divisions de Victor. Mais les faibles lignes françaises résistèrent avec énergie ; elles se cramponnèrent à la ligne du Fontanone et ne la lâchèrent qu'à la dernière extrémité. Il fallut s'y décider pourtant, lorsque Ott occupa solidement Castel-Ceriolo et menaça de déborder, sur la droite des Français, les bataillons de Lannes. Le village de Marengo tomba aux mains des Autrichiens de

Lattermann. Les Français se retirèrent sans désordre par la plaine de San Giuliano. C'était un échec assez sérieux, et pour les Autrichiens le prélude du gain définitif.

C'est à ce moment, vers onze heures, que Bonaparte arriva sur le champ de bataille. Il n'y amenait avec sa personne que de maigres réserves, la division Monnier et les 800 grenadiers de la garde consulaire. Avec si peu de forces, il était impossible d'arrêter longtemps l'élan des Autrichiens. Bonaparte essaya pourtant un grand retour offensif. La ligne française marcha de nouveau sur Marengo ; la garde consulaire fit contre Ott une pointe vigoureuse et poussa jusqu'à Castel-Ceriolo. Un instant Bonaparte put croire que son prestige et l'admirable attitude de ses bataillons d'élite décideraient la victoire... Mais cette gloire lui fut refusée : les Autrichiens d'abord étonnés reprirent l'avantage ; de tous côtés ils repoussèrent les Français ; les bataillons de Bonaparte refluèrent dans la plaine de San-Giuliano ; Bonaparte lui-même fut entraîné dans cette retraite. Cette fois, la bataille semblait perdue pour les Français. Plus que tout autre, Mélas était convaincu que le dernier acte était joué : il laissa son chef d'état-major Zach poursuivre les fugitifs, et retourna à Alexandrie, d'où il annonça sa victoire à l'Europe.

Malheureusement pour lui, Mélas triomphait trop vite. Il avait compté sans Desaix. Au bruit du canon et sur les avis pressants de Bonaparte, Desaix revenait en toute hâte avec 6,000 hommes ; vers trois heures, il débouchait à San Giuliano. « La bataille est perdue, dit-il à Bonaparte, mais nous avons le temps d'en gagner une autre. » Les Autrichiens, croyant que tout était fini, s'avançaient l'arme au bras, en pleine débandade victorieuse, lorsque les soldats de Desaix fondirent sur eux avec les débris de Victor et de Lannes. Dès les premiers coups de feu, Desaix tomba frappé à mort, ce qui porta au comble la fureur guerrière de ses hommes. En quelques minutes, tout changea : les Autrichiens furent enfoncés,

massacrés ou pris ; Zach fut capturé ; la cavalerie de Kellermann fit une charge impétueuse et décisive ; les Français repoussèrent vivement les Autrichiens sur Marengo, et ceux-ci, pris de panique, se sauvèrent en désordre au delà du Fontanone, jusqu'aux ponts de la Bormida. Les Autrichiens laissaient 9,000 hommes sur le champ de bataille; les Français 7,000.

Aucune victoire de Bonaparte ne fut si mal gagnée, aucune ne fut aussi peu son œuvre personnelle que celle de Marengo, due surtout à l'intervention de Desaix et à la fermeté des soldats. Aucune bataille pourtant ne fut plus décisive. Le 15 juin, Mélas, menacé derrière les murs d'Alexandrie et incapable de se défendre, signa une convention qui, d'un trait de plume, cédait à Bonaparte toute l'Italie jusqu'au Mincio, livrait toutes les places du Piémont, de Lombardie et de Ligurie, et parmi elles Gênes, conquise par les Autrichiens au prix de si grands efforts. Du même coup était effacé tout souvenir de la Trebbia et de Novi. Marengo eut, par ses résultats, l'éclat des plus beaux triomphes.

Plus modestes, mais non moins utiles, étaient les succès que Moreau remportait alors en Allemagne, où il complétait, par la conquête de la vallée du Danube, les résultats acquis à Stokach, à Engen et à Mœsskirch.

Après la halte nécessitée par l'envoi de 15,000 hommes en Italie, Moreau avait recommencé (20 mai) ses prudentes manœuvres contre Kray enfermé dans Ulm. Il continua de manœuvrer par sa droite, non pour cerner Kray et le forcer à capituler, comme le fit Napoléon contre Mack en 1805, mais pour l'inquiéter sur ses communications, le forcer à sortir de sa tanière et l'amener à une bataille. Le mouvement commença vers Augsbourg dans un ordre rigoureux. Moreau maintenait une exacte discipline : il fit fusiller pour dilapidations un commissaire-ordonnateur ; pour la même cause, deux généraux furent chassés honteusement. Les Français occupèrent Augsbourg le 27 mai. Mais ces premières démonstrations

de Moreau ne réussirent point à arracher le général Kray aux remparts protecteurs d'Ulm : l'Autrichien essaya une simple diversion avec 30,000 hommes, se fit battre à Kirchberg (5 juin), et rentra dans Ulm, déterminé à n'en plus bouger. Moreau imagina une manœuvre plus décisive, celle de jeter toute sa droite vers le bas Danube, sur la ligne de communication autrichienne, et d'isoler complètement les forces de Kray, pour qui le séjour d'Ulm allait ainsi devenir intenable. Les différentes fractions de l'armée française marchèrent en échelons vers le Danube, en balayant aisément quelques faibles partis autrichiens. Lecourbe s'empara de Gunzbourg ; le 16 juin, il se saisissait du passage du Danube. Kray était demeuré spectateur tranquille de ces mouvements : il semblait qu'il eût perdu la tête. Pourtant il fit disputer la rive gauche aux Français par les escadrons de Starray, qui se brisèrent au combat d'Hœchstett contre les troupes de Lecourbe (19 juin). Les deux rives du fleuve étaient au pouvoir des Français : il fallait que l'armée d'Ulm prît une décision.

L'audacieux Kray était devenu brusquement très timide : à aucun prix il ne voulait d'une bataille. Il quitta Ulm, mais ne marcha point sur Moreau. Du 20 au 22 juin, il fit une retraite rapide vers Nordlingen, en décrivant à distance respectueuse un immense arc de cercle autour des positions du général français. Celui-ci, avec sa circonspection habituelle, ne se lança pas à la poursuite des Autrichiens, comme eût fait Bonaparte. Il se contenta de les entamer, quand ils revinrent sur le bas Danube, au combat de Neubourg où périt La Tour d'Auvergne (27 juin) ; il continua la conquête méthodique de la Bavière et entra dans Munich. Après le combat de Neubourg, les Autrichiens, réduits à 46,000 hommes, ne se hasardèrent plus à de nouvelles luttes. Kray fit un nouveau détour pour s'installer sur l'Isar (1er juillet) et, aux premières démonstrations de son adversaire, il décampa encore pour se retirer sur l'Inn. Enfin, la suspension

d'armes conclue en Italie, le délabrement des troupes autrichiennes et les bruits d'une prochaine paix le déterminèrent à conclure l'armistice de Parsdorf (15 juillet) : il laissait toute la Bavière aux mains de Moreau.

En Allemagne comme en Italie, les Impériaux étaient battus et chassés de leurs conquêtes. Le gouvernement du premier consul espéra que les succès du printemps de 1800 suffiraient pour mettre l'Autriche à bas et la décider à traiter. Mais l'échec de la mission du comte de Saint-Julien et les difficultés soulevées par Cobenzl au congrès de Lunéville, montrèrent que les Autrichiens ne se tenaient pas pour vaincus. Il fallut une campagne d'hiver, courte et décisive, pour les faire passer enfin sous les fourches caudines.

Le premier consul projeta de frapper l'Autriche au cœur, comme il l'avait fait en 1797. En Allemagne, Moreau devait continuer sa marche interrompue à Parsdorf; en Italie, Brune, nouveau chef de l'armée, passerait le Mincio et s'avancerait vers les Etats héréditaires, secondé par Macdonald qui devait, en plein hiver, conduire un corps de troupes de la Suisse vers le bassin de l'Adige. Ce plan ne fut exécuté qu'en partie : un coup vigoureux de Moreau suffit pour accabler l'ennemi.

L'armée d'Allemagne avait encore gagné du terrain depuis l'armistice de Parsdorf. Pour obtenir la prolongation de l'armistice, justifiée à ses yeux par l'état déplorable de l'armée autrichienne, l'empereur François II avait cédé à Moreau, par la convention de Hohenlinden, les trois places de Philipsbourg, d'Ulm et d'Ingolstadt (20 septembre 1800). Les Autrichiens employèrent le temps ainsi gagné à appeler des recrues et à fortifier les bords de l'Inn, qui faisait une ligne de défense formidable. Kray fut remplacé par le jeune archiduc Jean, auquel on donna pour conseillers les éternels Lauer et Weirother. Les chefs avaient beau changer, l'état-major ne changeait point. Trop timide jusqu'alors dans ses plans, il devint tout d'un coup téméraire, quand les circons-

tances locales lui conseillaient la circonspection. L'armée autrichienne était jeune et peu aguerrie ; elle possédait dans l'Inn une bonne ligne de défense : autant de motifs pour elle de rester dans ses positions et de ne point risquer le sort d'une bataille rangée contre les bandes aguerries de Moreau. Mais les chefs autrichiens jugèrent qu'ayant été battus jusqu'alors en restant sur la défensive, ils devaient coûte que coûte prendre l'offensive pour changer la fortune. Donc, ils décidèrent de passer l'Inn et de tenter un beau mouvement tournant sur la gauche de Moreau, afin de le déloger de ses positions entre Inn et Isar. A la dénonciation de l'armistice, ils traversèrent l'Inn (27 novembre), et marchèrent sur Freysing, pour se rabattre ensuite de Freysing, par Dachau, sur les derrières de l'armée française. Dès les premières heures, ils s'embourbèrent dans les chemins défoncés ; la pluie les arrêta ; leurs convois n'arrivèrent point.

Cependant Moreau, qui ne se doutait pas des projets de l'ennemi, se préparait à marcher sur l'Inn. L'aile gauche des Français, sous Grenier, faisait une forte reconnaissance, quand elle fut assaillie inopinément à Ampfing (1er décembre). Aux premières nouvelles du mouvement de Moreau, les Autrichiens déjà retardés avaient reconnu qu'ils n'auraient pas le temps d'achever le leur, et s'étaient brusquement rabattus sur la route directe de Munich, ce qui amena leur collision avec Grenier. Celui-ci se replia en échelons vers la route de Munich à Muhldorf, et disparut dans la forêt de sapins d'Ebersberg. Moreau, édifié sur les projets de son adversaire, se prépara à la bataille : il concentra ses forces un peu disséminées dans la clairière de Hohenlinden, en arrière de la forêt d'Ebersberg, que traverse par Mattenbœtt la chaussée de Munich à Muhldorf. Cette disposition lui donnait l'avantage de connaître d'une façon précise la principale ligne de marche des Autrichiens : elle ne pouvait être que sur cette chaussée de Mattenbœtt. Le gros des forces françaises devait les accueillir de front à

Hohenlinden ; Richepanse, placé à la droite, reçut l'ordre de se porter par la forêt sur Mattenbœtt, afin d'assaillir le flanc gauche des Autrichiens. L'examen de la carte semblait dicter à Moreau ce plan qui lui valut sa plus éclatante victoire.

De leur côté, les Autrichiens, persuadés qu'ils avaient écrasé à Ampfing la moitié de l'armée ennemie, n'hésitèrent plus à pénétrer dans la forêt pour achever le reste. Sur la droite, les deux colonnes de Kienmayer et de Baillet durent s'avancer par des chemins glissants et détestables d'Isen sur Hohenlinden ; au centre, l'archiduc Jean marcha avec la principale colonne sur la chaussée de Mattenbœtt ; à gauche, la colonne de Riesch s'avança vers Saint-Christophe par de mauvais sentiers. Tout était calculé pour la concentration de ces colonnes au même moment dans la clairière de Hohenlinden, tout, sauf l'état des chemins : la colonne du centre, disposant de la seule bonne route, devait arriver avant les autres ; notamment, Riesch ne pouvait être à sa hauteur pour protéger son flanc gauche, ce qui favorisa les vues de Moreau.

Malgré une neige épaisse, les quatre colonnes autrichiennes pénétrèrent simultanément dans la forêt (3 décembre). La colonne du centre avança très vite sur la belle chaussée de Mattenbœtt ; les autres se traînèrent péniblement dans les fondrières. Aussi la première arriva-t-elle dès neuf heures au débouché de la forêt devant Hohenlinden. Une lutte très vive commença entre cette colonne et les divisions de Ney et de Grenier. Ne disposant que d'une issue, les Autrichiens eurent toutes les peines du monde à se déployer ; le long défilé de Mattenbœtt s'encombra de parcs et de voitures de toute espèce. Bientôt leurs colonnes de droite débouchèrent à leur tour ; la bataille gagna de proche en proche sur tout le plateau au nord de Hohenlinden. Mais, à gauche, Riesch ne paraissait pas.

Riesch ne devait pas arriver, grâce à Richepanse, qui exécuta d'une manière audacieuse et habile le plan de

Moreau. En marchant sur Mattenbœtt par des sentiers forestiers, les Français avaient dépassé Saint-Christophe par leur avant-garde, mais leur centre y avait été heurté de flanc par les troupes de Riesch. Au lieu de revenir et de s'engager à fond contre celui-ci, Richepanse laissa une partie de ses bataillons pour le contenir, continua avec le reste son mouvement sur Mattenbœtt et ne tarda pas à y aborder les réserves autrichiennes. Là encore il laissa quelques troupes pour batailler contre ces réserves, et avec 2,000 hommes seulement, il tomba sur les derrières de la colonne principale des Autrichiens. Cette attaque imprévue jeta parmi eux un extrême désarroi ; les Français enlevèrent au pas de course bagages, artillerie et voitures ; régiments et escadrons ennemis se mêlèrent et tourbillonnèrent de toutes parts pour s'échapper. De son côté Moreau, entendant le bruit du combat dans le défilé, ordonna d'attaquer à fond le centre ennemi : tout ce qui ne fut pas tué ou pris s'enfuit en désordre dans la forêt; la droite des Impériaux se retira en toute hâte : la victoire était complète. Elle coûtait aux Autrichiens 12,000 hommes et une partie de leur artillerie. C'était le coup de grâce porté à l'Autriche.

L'armée impériale débandée ne put se rallier derrière cette ligne de l'Inn qu'elle avait délaissée si imprudemment. Moreau passa l'Inn le 9 décembre et poursuivit activement les vaincus. Ceux-ci s'arrêtèrent sur la Salzach; ils prirent une forte position à Salzbourg ; mais ils ralentirent à peine l'armée victorieuse : Moreau passa presque sans coup férir au-dessous de Salzbourg (13 décembre), tourna la position des Autrichiens et marcha droit sur Vienne. Il passa encore la Traun et l'Enns. L'archiduc Charles, appelé au commandement des tristes débris de Hohenlinden, ne put faire autre chose que leur procurer le repos : il signa l'armistice de Steyer (25 décembre). Cette poursuite avait encore coûté aux Autrichiens 20,000 hommes et 150 canons.

Après la foudroyante victoire de Hohenlinden, les

succès remportés en Italie par Brune et Macdonald parurent fort insignifiants.

Pourtant Macdonald avait eu à soutenir des luttes cruelles non contre les hommes, mais contre la nature. Le premier consul, peu soucieux des difficultés, lui avait ordonné de passer de Suisse en Italie par le col du Splügen, pour prendre part aux opérations de Brune. En plein hiver, sur un sol couvert de plusieurs mètres de neige, au milieu des tempêtes et des avalanches, les soldats de Macdonald traversèrent le col avec leurs sacs, leurs cartouches, leur artillerie démontée et mise sur traîneaux (27 novembre — 6 décembre). Macdonald fut mal récompensé de tant d'efforts. A l'arrivée en Italie, le premier consul le subordonna à Brune. Pour favoriser les opérations de celui-ci, Macdonald tenta une diversion vers le haut Adige : il attaqua à plusieurs reprises et sans succès le col de Tonal (22-31 décembre). Brune avait une tâche plus facile. Avec 60,000 hommes, il passa le Mincio (26 décembre), et força son adversaire Bellegarde à lui céder Borghetto. Le général français avança lentement, quoique son adversaire ne fît rien de sérieux pour l'arrêter : le 1er janvier, les Autrichiens démoralisés cédaient le bas Adige ; le 7, ils cédaient une partie de la haute vallée ; Macdonald et Brune firent leur jonction. Les Français avancèrent jusqu'à Trévise où Brune accorda aux Autrichiens (15 janvier), un armistice que Bonaparte jugea trop favorable. Mais l'Autriche avait le couteau sur la gorge depuis Hohenlinden : Cobenzl signa la paix de Lunéville (9 février 1801). La seconde coalition était écrasée. Il avait fallu cinq ans pour triompher de la première ; au bout de deux ans, la seconde était hors de combat ; la force militaire de la Révolution avait encore grandi, au moment où Bonaparte se préparait à la confisquer pour en faire l'instrument de son ambition.

DEUXIÈME PARTIE

L'EMPIRE

CHAPITRE X

ULM ET AUSTERLITZ[1]

SOMMAIRE. — L'armée impériale. — Napoléon et les soldats. — Napoléon et les chefs. — Soldats de fortune et émigrés. — Les institutions militaires : la Légion d'honneur ; les maréchaux ; les titres ; les dotations. — Corps d'armée ; réserve de cavalerie. — Le camp de Boulogne (1803-1805). — Campagne de 1805 ; Allemagne et Italie. — Mack en Bavière. — La grande armée sur le Rhin. — Mack à Ulm. — Plan de Napoléon. — Marche sur le Danube (25 septembre-6 octobre). — Passage du Danube à Donauwerth. — Wertingen et Gunzbourg (8-9 octobre) ; Haslach (11 octobre) : Memmingen et Elchingen (13-14 octobre). — Capitulation d'Ulm (20 octobre). — Marche sur Vienne. — Combat de Dürnstein (11 novembre). — Entrée à Vienne (13 novembre). — Combat d'Hollabrünn (16 novembre). — Opérations en Italie. — Campagne de Moravie. — Bataille d'Austerlitz (2 décembre). — Écrasement de la troisième coalition.

Avec l'avénement de Napoléon au trône impérial (18 mai 1804), s'achève la transformation de l'armée, qui, après avoir été en 92 l'instrument de la défense nationale, après avoir servi tour à tour les rêves d'affranchissement et les convoitises des Jacobins, devient l'instrument

1. Voir cartes 9, 10 et 11, p. 166, 212, 218.

d'un césarisme à la fois romain, médiéval et révolutionnaire. A mesure que se perfectionne l'organisation des troupes et que leur force matérielle s'accroît, l'impulsion morale se modifie chez elles: si elles vivent, avant tout, sur un fonds d'anciens sentiments démocratiques, qu'elles ne renouvellent plus, elles y ajoutent l'adoration superstitieuse d'un homme. De plus, cet homme, pour qui l'avenir n'existe pas, prodigue d'une manière effrayante les forces qu'on lui a léguées et celles mêmes qu'il a créées. C'est pourquoi, malgré d'éclatants triomphes, l'Empire offre le spectacle d'une dissolution qui se fait d'abord avec lenteur et qui ne tarde pas à devenir rapide : en dix ans, sont gaspillées les réserves de forces accumulées par la Révolution.

L'armée impériale, dans sa masse anonyme et profonde, diffère peu de l'armée révolutionnaire. La conscription, établie en 1798, donne un contingent semblable à celui des engagements volontaires, de la levée en masse et de la réquisition permanente, tout en étant plus régulière : ce sont les classes paysannes ou de petite bourgeoisie qui fournissent la réserve où Napoléon puisera sans compter. Les « conscrits » sont les frères des soldats de 92, avec l'enthousiasme en moins. A la vérité, cet enthousiasme n'avait jamais existé chez tous, mais, en 1804, on n'en trouve plus la moindre étincelle, car il ne saurait être question de défendre le territoire, que personne ne menace plus. Dès les premiers temps de l'Empire, il y a des réfractaires et une police occupée uniquement à les pourchasser; et, avec les années, les réfractaires se feront plus nombreux. Les conscrits qui arrivent dans les corps ne tardent pas à s'amalgamer, à cause de la docilité fondamentale de la race et de la cohabitation avec des hommes de même origine et de mêmes sentiments. L'instinct démocratique, qui persiste chez les anciens et chez les nouveaux soldats, est satisfait par l'accès des grades ouvert à tous, et par les honneurs et les décorations que distribue Napoléon : les plus tièdes sont vite entraînés,

et une impulsion irrésistible se communique à la masse tout entière. En outre, la survivance de l'ancien point d'honneur existant dans l'armée de l'ancien régime et transmis à celle de la Révolution, les courses victorieuses à travers une Europe domptée, la foi dans le génie de l'Empereur et un mépris sans limite pour les armées étrangères, complètent les mobiles d'ordre moral qui expliquent à cette époque la valeur individuelle des soldats français. S'ils n'ont plus l'élan de pur patriotisme de 92, ils ont et communiquent aux conscrits l'aplomb de vétérans éprouvés.

Leur chef les connaît et sait comment il faut les prendre. Ce n'est pas avec eux que Napoléon se montre autocrate d'ancien régime. Tandis qu'il sape avec vigueur la Révolution dans l'ordre politique et dans l'ordre civil, il la respecte dans l'idéal très limité que s'en font les soldats. Pour eux, il demeure le général citoyen de l'armée d'Italie, le Petit Caporal que l'on peut tutoyer, le compagnon d'armes qui n'est point Sire ou Majesté, qui goûte la soupe des « grognards », leur tape sur l'épaule ou leur tire l'oreille, le chef populaire qui interpelle tous ses hommes par leurs noms. C'est le secret de cet amour aveugle, plus grand chez eux, disait Lannes, que le fut jamais l'amour d'une maîtresse, et peut-être est-ce aussi le secret de la gloire napoléonienne. L'armée admire son chef en costume de sacre, mais elle aime mieux la redingote grise, car la menteuse apparence de la démocratie militaire, à laquelle se laissent prendre ces hommes simples, est pour eux la Révolution tout entière, et c'est en ce sens que l'esprit républicain vit encore dans l'armée de métier de 1805.

Cette action personnelle de Napoléon, si puissante sur l'esprit inculte des simples grenadiers, ne l'est pas moins sur le haut commandement et sur les institutions militaires. Toutes les mesures du premier consul et de l'Empereur concourent au même but, qui est de constituer une caste militaire brillante et richement dotée, une aris-

tocratie nouvelle fondée sur les exploits guerriers et comprenant les éléments les plus jeunes et les plus actifs de la nation. Pour le commandement, Napoléon dispose du personnel éprouvé que la Révolution a formé, les officiers généraux et supérieurs des armées du Rhin et d'Italie. Presque tous sont des soldats de fortune, et presque tous ont oublié dans l'accoutumance des camps leurs principes de liberté. Ceux d'entre eux que les restaurations et les exhumations de l'ancien régime laissent indifférents ou railleurs comme Lecourbe, Gouvion Saint-Cyr et Macdonald, sont écartés des charges militaires pour longtemps ou pour toujours; Moreau, le rival de gloire de Bonaparte en 1800, est impliqué dans la conspiration de Cadoudal et s'exile en Amérique (1804). Tous les autres sont de dociles et brillantes épées. Napoléon passe sur eux, comme sur ses fonctionnaires civils, la savonnette à jacobin qui change les farouches carmagnoles de 93 en serviteurs aux uniformes resplendissants.

Toutefois, l'Empereur ne se contente pas des soldats associés à sa fortune. Tous ont vu ses débuts et tous se sont élevés avec lui: il ne sera jamais pour eux le souverain que l'on vénère sans arrière-pensée, comme les sauvages des Fidji vénèrent leurs fétiches. Aussi ouvre-t-il en grand l'accès des grades et des honneurs aux émigrés rentrés, depuis la loi d'amnistie de l'an X (1802). « Ces gens-là, dit-il, sont les seuls qui sachent servir. » « L'armée de Condé, dit d'autre part Moreau dans son procès, remplit les salons de Paris et ceux du premier consul ». De ces émigrés l'Empereur ne peut pas et ne veut pas faire des chefs d'armée, car l'expérience militaire leur fait défaut; il se contente d'en remplir les grades inférieurs, et peu à peu, il les pousse au point de les faire passer avant les roturiers, ce qui le conduira, à la veille de Waterloo, à confier des troupes à Bourmont. Par ces moyens Napoléon espère fortifier son armée professionnelle et rallier à sa cause les anciennes familles. Mais sa conduite n'eut d'autre résultat appréciable que

de faire disparaître dans les camps tout souvenir de la Républiqne.

Il réussit mieux quand il voulut fixer les institutions de l'armée impériale. Elles étaient propres à surexciter chez tous l'amour de la gloire et l'amour de la richesse. Qui sut jamais distribuer la gloire comme Napoléon ? Il savait la nature et la valeur de cette monnaie fictive et changeante dont il payait les services d'un simple grenadier comme ceux d'un maréchal. C'était un mot élogieux ou une familiarité, lorsqu'il passait la parade; c'était une citation à l'ordre du jour ou la faveur si enviée d'une mention dans les Bulletins de la grande armée; c'était une inscription sur les nouveaux monuments parisiens, le temple de la Victoire ou l'Arc de l'Étoile; c'était surtout la Légion d'honneur, institution qui avait ses racines dans le passé et que Napoléon sut faire accepter de la démocratie militaire en la distribuant sans distinction de grade à tous les braves, comme il le fit dès l'époque du camp de Boulogne (15 août 1804). C'était autre chose encore. Il savait très bien que la gloire est tout près de la gloriole, que le sens de l'honneur confine à la vanité: il ne négligea rien pour satisfaire la passion du panache et des beaux uniformes; il étudiait lui-même les chamarrures et les galons des corps de nouvelle formation; il exaltait ainsi, par des signes visibles, l'instinct de la supériorité sur les autres hommes et la confiance en soi qui distinguent les militaires du premier Empire.

Napoléon n'ignorait pas que ces hommes avides de gloire avaient d'autres appétits plus positifs encore, qu'il sut satisfaire aussi largement. Le rétablissement de la dignité de maréchal, empruntée à l'ancien régime (1804), lui permit d'allouer de gros traitements à ses principaux serviteurs[1]. Aux traitements il ajouta les dotations et les

1. Les maréchaux de l'Empire. — Maréchaux d'Empire honoraires (1804) : Kellermann, Lefebvre, Perignon, Serrurier. — Maréchaux d'Empire (1804) : Berthier, Murat, Moncey, Jourdan, Masséna, Augereau,

dons. Par un calcul politique autant que militaire, il rétablit, en 1806, une féodalité demi-honorifique, demi-terrienne, en découpant en pays conquis, et surtout dans le nord de l'Italie, des principautés, des comtés, des duchés, qu'il distribua à son entourage suivant l'importance des services de chacun. Ces titres ne conféraient aucun pouvoir politique à celui qui en était revêtu, mais lui assuraient le quinzième des revenus du territoire. En outre, Napoléon donna l'argent à poignées, en toutes circonstances, à l'imitation des souverains d'ancien régime ; ses accès de générosité stimulèrent les désirs; tout le monde tendit la main. Le 18 septembre 1805, Masséna reçoit 50,000 francs comme « témoignage d'estime »; le soir d'Eylau, chacun des convives de l'Empereur trouve un billet de 1,000 francs sous sa serviette; à Valladolid, Thiébault, mis en présence de Napoléon, commet la sottise de ne rien demander, et Savary lui reproche amèrement sa maladresse. Le trésor de l'Empereur est un butin qu'il partage à ses compagnons d'armes. Ceux-ci ont encore à se partager les trésors de l'Europe entière. Non seulement les campagnes de l'armée impériale coûtent peu de chose au budget de Napoléon, puisque les soldats vivent sur le pays conquis, par réquisitions et par contributions militaires, mais elles rapportent beaucoup aux chefs sans scrupules. C'est ainsi qu'en Autriche Soult pille l'abbaye de Saint-Pœlten ; et en Espagne, il met en coupe réglée l'Andalousie. Dupont transporte dans ses fourgons les trésors de Cordoue. Les subordonnés imitent bientôt l'exemple des chefs, et l'indiscipline, compagne ordinaire de pareils excès, s'introduit dans l'armée. Napoléon ne réprime ces désordres que lorsqu'ils mettent en péril la valeur militaire des troupes; dans la plupart

Bernadotte, Soult, Brune, Lannes, Mortier, Ney, Davout, Bessières. — Maréchaux nommés ultérieurement : Victor (1807), Oudinot (1809), Marmont (1809), Macdonald (1809), Suchet (1811), Gouvion Saint-Cyr (1812), Poniatowski (1813).

des cas, il est obligé de fermer les yeux. Ses maréchaux, ses généraux, et même des officiers de moindre importance, gorgés d'honneurs, sont aussi gorgés d'argent.

Dans l'organisation militaire proprement dite, l'Empereur innova très peu et se contenta de perfectionner l'instrument qu'il avait reçu de la Révolution. Pourtant, la méthode qu'il avait appliquée dès la campagne de 1796 nécessita quelques modifications assez importantes. Napoléon voulut pouvoir grouper rapidement, en campagne, des forces capables de se suffire; il voulut une nombreuse cavalerie, cavalerie de ligne destinée au combat, et cavalerie légère destinée à l'exploration et aux escarmouches; il voulut disposer d'une réserve puissante. Pour avoir l'unité stratégique capable de se suffire et de soutenir un choc, il renonça à l'organisation en divisions, qui, selon lui, facilitait une dispersion excessive des forces, et il créa le corps d'armée, équivalent numérique de deux ou trois divisions, pourvu d'un état-major, d'une artillerie indépendante et de la cavalerie d'exploration strictement nécessaire. Pour être en état de jeter au point décisif une quantité de chevaux, il eut depuis la campagne de 1805 une réserve de cavalerie dont Murat fut le chef, des régiments de hussards, de chasseurs, de dragons, de cuirassiers, où se donnèrent rendez-vous tous les cerveaux brûlés, tous les chercheurs d'aventures, les gens à coups de main dont Napoléon avait besoin dans ces corps. Comme réserve dernière, l'Empereur eut la garde impériale, qui forma à elle seule une armée d'élite et comprit bientôt plus de 50,000 hommes, tous éprouvés, vétérans attachés à la fortune de l'Empire et à la gloire du maître. Enfin Napoléon augmenta extrêmement dans son artillerie le nombre des bouches à feu. Mais il ne se soucia pas de perfectionner l'armement. A ce dernier point de vue, l'Empire est une période d'arrêt; les troupes se servirent jusqu'à la fin du fusil à pierre et du canon de Gribeauval. Napoléon revint même sur quelques-uns des

progrès techniques réalisés sous la Convention : c'est ainsi qu'il négligea complètement l'aérostation militaire.

Telle qu'elle était, l'armée impériale fut, dans les premiers temps de l'Empire, un instrument formidable, tant que les guerres n'eurent pas moissonné les vétérans de la Révolution, tant que les généraux et les maréchaux ne se dégoûtèrent pas des conquêtes, tant que l'armée ne fut pas dénationalisée par l'invasion des contingents étrangers. Elle semblait apte à la conquête universelle que son chef avait rêvée. Il avait, depuis 1803, conçu le projet de l'employer contre l'Angleterre, l'adversaire maritime que la Révolution n'avait pu réduire. Il groupa ses meilleurs corps aux camps de Boulogne, de Montreuil et d'Ambleteuse, en Hanovre, en Hollande et en Bretagne ; sur ces 200,000 hommes, 150,000 étaient destinés à passer en Angleterre sur des bateaux plats, sous la protection des deux flottes françaises combinées de l'Océan et de la Méditerranée.

Le plan de Napoléon, ajourné en 1803 à cause de l'insuffisance des préparatifs, en 1804 à cause de la conspiration de Cadoudal et de la proclamation de l'Empire, échoua en 1805. La flotte de l'amiral Villeneuve ne put déboucher dans la Manche et ouvrir le passage. En même temps, la politique rongeante et envahissante de l'Empereur sur le continent déterminait la formation d'une coalition nouvelle. Celle-ci comprenait déjà, comme grandes puissances militaires, l'Autriche et la Russie, auxquelles la Prusse devait peut-être s'adjoindre si Napoléon ne se hâtait d'écraser les premières. Aussi renonça-t-il non sans colère à son projet de traverser le détroit ; l'armée réunie sur les côtes fit volte-face ; elle vit s'ouvrir devant elle, comme en 1796, la perspective d'une course victorieuse à travers le continent (août 1805).

Les deux années de séjour au camp de Boulogne lui avaient donné une cohésion et un entraînement parfaits. Au point de vue militaire, il n'y avait plus de différence entre les vétérans d'Italie et d'Égypte, et les jeunes sol-

dats qui avaient rejoint les corps depuis 1803 : tous avaient la discipline et l'endurance, grâce à la vie en baraquements, aux exercices continuels et aux travaux ordonnés par Napoléon. Au point de vue moral aussi, les différences étaient effacées : tous étaient au suprême degré confiants dans la fortune et dans le génie de leur chef.

Lorsque Napoléon mit en mouvement vers le Rhin l'armée d'Angleterre, devenue la grande armée, ses adversaires s'échelonnaient déjà sur les limites de la zone d'influence française, telle que l'avait faite le traité de Lunéville. Les Autrichiens attaquaient sur les deux frontières de l'Inn et de l'Adige : sur la première ils lançaient Mack avec 80,000 hommes ; sur la seconde l'archiduc Charles avec 100,000. Ces deux chiffres et le choix des généraux montrent que le passé les aveuglait et leur faisait attribuer trop d'importance au champ de bataille italien de 1796 et de 1800, qui dans cette guerre devait être secondaire, comme l'indiquait la position même des forces principales de Napoléon et l'intention facile à deviner chez lui de frapper droit au cœur, à la capitale. A cette première faute les Autrichiens ajoutèrent celle de ne point attendre les Russes. Les Russes avaient besoin de longs mois pour arriver dans la vallée du Danube ; c'était trop pour l'impatience de Mack ; celui-ci, espérant détacher par un coup hardi la Bavière de l'alliance française, abandonna la ligne de défense de l'Inn, comme l'archiduc Jean avant Hohenlinden, et fit irruption en Bavière (8 septembre 1805).

Mack devançait son ennemi, parce que son point de départ était fort proche, tandis que celui de Napoléon était à 200 lieues. Avant de connaître les projets des Autrichiens, l'Empereur, supposant qu'il aurait à les attaquer sur l'Inn, prend ses mesures pour concentrer la grande armée sur le Rhin et sur le Mein (28 août) ; sur le Mein, à Wurzbourg, se réuniront le Ier corps (Bernadotte), venant du Hanovre et le IIe (Marmont)

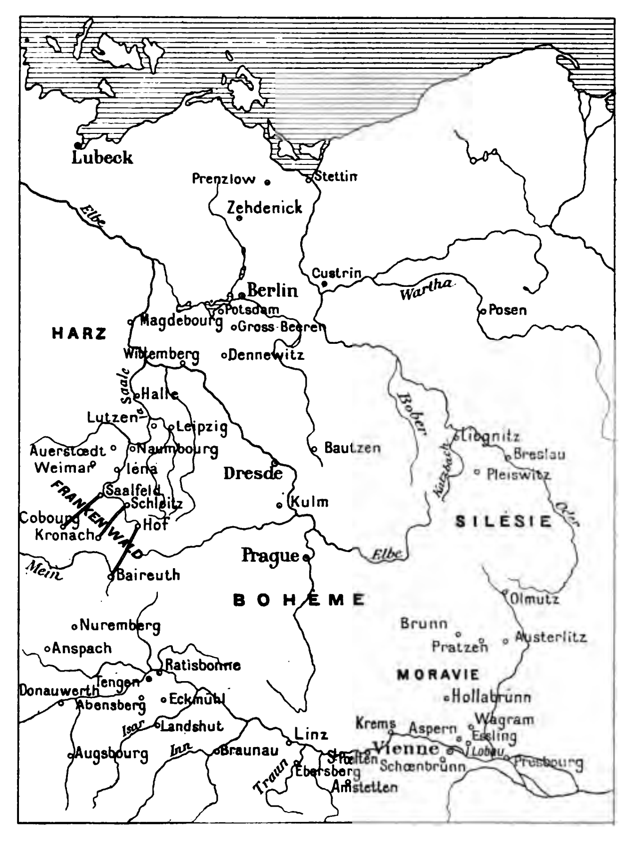
venant de Hollande; sur le Rhin, de Manheim à Spire, se concentreront les corps venant de Boulogne et des environs, IIIe (Davout), IVe (Soult), VIe (Ney); à Spire même se formera le Ve corps (Lannes). Cette double concentration, calculée d'une manière très précise, sera achevée du 25 au 30 septembre. Un VIIe corps, sous Augereau, formé en Bretagne, arrivera quinze jours plus tard en Allemagne. La réserve de cavalerie de Murat et la garde impériale seront sur le Rhin avec le gros des forces. Par cette seule disposition, l'Empereur est déjà en mesure d'inquiéter, avec ses deux corps de Wurzbourg, les flancs de l'ennemi, si celui-ci s'enfonce en Bavière: mais Napoléon n'y songe pas, persuadé, comme tout le monde, que Mack appréciera la force défensive de l'Inn et attendra les Russes. Disposant en tout de 184,000 hommes et de 340 bouches à feu, force double de l'armée autrichienne et capable de réaliser les plus audacieux plans d'offensive, Napoléon arrive de sa personne sur le Rhin le 25 septembre, pendant que de toutes parts se font les marches de concentration. Dès son arrivée, informé des mouvements de l'ennemi, il est en état de fixer ses résolutions.

Le général Mack s'était saisi sans peine de la Bavière; il avait forcé l'électeur, allié des Français, à se réfugier le 12 septembre à Wurzbourg; il était maître de la vallée du Danube. Il aurait pu s'arrêter à Munich. Il avança encore, sous l'empire d'une superstition stratégique fort commune alors chez les Autrichiens, qui croyaient que le vrai moyen de fermer aux Français les portes de la Bavière était d'occuper Ulm, où se croisent les routes débouchant de la Forêt-Noire. Déjà, en 1800, Kray avait été victime du choix de cette position. L'expérience de Kray n'éclaira point Mack. Le 18 septembre, ce général s'installa à Ulm et sur l'Iller. Il était jeté en flèche fort loin de sa base de l'Inn, à laquelle le reliaient seulement les 20,000 hommes de Kienmayer, dispersés dans toute l'étendue de la Bavière.

Mack ne pouvait rien faire qui servît mieux la cause de Napoléon. Par l'occupation de Wurzbourg, celui-ci menaçait déjà le flanc droit de l'armée autrichienne. Il résolut de jeter toutes ses forces de ce côté, de donner le change aux Autrichiens pour les retenir à Ulm, de marcher rapidement au nord de leurs positions et de déboucher en masse dans la vallée du Danube à Donauwerth, afin de couper Mack et de le prendre. Ce mouvement pouvait avoir des résultats immenses; même en admettant les pires hypothèses, comme celle d'une dérobade de Mack, la grande armée n'avait à craindre aucun danger, puisqu'elle avait le nombre pour elle; le seul risque qu'elle courût était l'arrivée des Russes, si Napoléon n'agissait pas promptement; mais la lenteur n'était pas son défaut.

En conséquence, l'armée passa le Rhin de Strasbourg à Manheim, le 25 et le 26 septembre, quatre jours avant la concentration à Wurzbourg des corps venant du nord; elle marcha à l'est par le Wurtemberg, cachée aux regards de Mack par le rideau des Alpes de Souabe et surtout par les mesures que prit Napoléon. Pour fortifier les Autrichiens dans la pensée d'une attaque par la Forêt-Noire, l'Empereur montra des têtes de colonne à tous les débouchés; il se servit de la cavalerie de Murat pour couvrir son aile droite. Celle-ci, servant de pivot, marchait assez lentement, tandis que les autres corps se hâtaient vers le Danube, en vue duquel tous devaient arriver le 6 octobre, assez près les uns des autres pour se donner la main. Ce plan s'exécuta à merveille. Les chefs autrichiens, l'archiduc Ferdinand comme le général Mack, hypnotisés par les démonstrations qui se faisaient devant eux, ne bougèrent pas d'Ulm. La grande armée, arrivant sur le Danube bien au-dessous de cette ville, ne vit devant elle que les faibles postes de Kienmayer. Le 7, Soult enleva sans peine le pont de Donauwerth: ce fut un premier débouché par où se précipitèrent en Bavière les corps venant du Rhin, et la cavalerie de Murat, marchant en tête, se hâta de balayer la vallée du Lech pour

séparer Mack de Kienmayer; Soult, le suivant de près, occupa Augsbourg sans coup férir (8 octobre). Cependant,



Carte n° 10. — L'Europe centrale.

les deux corps de Marmont et de Bernadotte passaient le Danube à Ingolstadt et marchaient vers Munich pour refouler Kienmayer. Le corps de Ney était seul demeuré

sur la rive gauche. L'armée se divisa en deux tronçons; l'un couvrit les opérations, du Lech à l'Isar; l'autre marcha sur Ulm. Ce dernier comprenait quatre corps d'armée, et c'était encore assez pour accabler Mack.

Napoléon était persuadé que si Mack cherchait à faire une trouée, elle ne serait tentée que vers le Tyrol: aussi ne laissait-il que le corps de Ney sur la rive gauche du Danube, et, en souvenir de la leçon de Marengo, il gardait ses trois autres corps, sur la rive droite, fort près les uns des autres. Par les deux rives, les Français remontèrent vers Ulm. Le 8 octobre, un premier combat livré par les dragons de Murat, à Wertingen, coûta aux Autrichiens 2,000 prisonniers. Le 9, le maréchal Ney, sur la rive gauche, livra le combat de Gunzbourg pour se lier aux corps opérant sur la rive droite, passa le Danube et ne laissa sur la rive gauche que la division Dupont. Cette disposition eût permis à Mack, s'il l'eût soupçonnée, de s'enfuir par le nord en passant sur le corps des soldats de Dupont. Napoléon, placé un peu loin, à Augsbourg, parce qu'il était occupé à fermer les routes du Tyrol, ne vit pas le danger de Dupont; Murat, qui le remplaçait sur le Danube, ne le vit pas davantage et voulut s'en tenir strictement aux instructions de l'Empereur, ce qui amena une violente querelle entre lui et Ney. La rive gauche du Danube était le côté faible de l'investissement. Heureusement Mack l'ignorait. Le 11 octobre, à Haslach, la faible division de Dupont l'empêcha encore d'y voir clair, en résistant avec fermeté aux attaques de 25,000 Autrichiens. Comme Mack semblait rivé à Ulm, Napoléon pensait avoir pour le 13 ou le 14 octobre une autre édition de la bataille de Marengo, et il prenait ses mesures pour cette journée décisive.

Mais la conduite du général autrichien en décida autrement. Plongé dans la perplexité la plus cruelle, Mack ne sut prendre que des demi-résolutions. Comme s'il eût voulu s'assurer plus amplement de son malheur, au lieu de réunir ses troupes pour fondre sur l'ennemi en déses-

péré, il envoya deux reconnaissances aux extrémités de sa ligne, l'une vers Elchingen sur la rive gauche du Danube, l'autre vers Memmingen sur l'Iller. La première eût pu découvrir que la route du nord était libre, si Napoléon n'y avait mis bon ordre. Le 14 octobre, l'Empereur faisait rétablir, sous le feu de l'ennemi, le pont d'Elchingen et lançait sur la rive gauche tout le corps de Ney. Après un vif combat, les Autrichiens s'enfuirent dans Ulm. Le 13, Soult avait eu un succès semblable à Memmingen, où il avait capturé 5,000 Autrichiens. Le cercle se resserrait autour d'Ulm. Mack ne savait que faire; son armée s'en allait lambeau par lambeau; il ne pouvait plus livrer bataille; dans la nuit du 15, l'archiduc Ferdinand s'évadait d'Ulm avec une douzaine de mille hommes, essayait de percer vers la Bohême, et immédiatement la cavalerie de Murat le traquait à outrance, lui prenait 8,000 hommes à Nordlingen (18 octobre); Ferdinand s'échappa presque seul. Cependant, Ney se saisissait du Michelsberg qui domine la ville d'Ulm; Mack, sommé de se rendre, obtint d'abord un délai de huit jours pour attendre une délivrance chimérique; mais il ne tarda pas à comprendre la folie d'un tel espoir; le 20 octobre, il se livrait à Napoléon avec les 30,000 hommes demeurés dans la place. Quinze jours de chasse savante avaient suffi à l'Empereur pour anéantir une armée autrichienne; les pertes subies par les Français étaient relativement insignifiantes. Dans cette campagne d'Ulm, rien n'avait été livré au hasard; partout même sûreté, partout même précision, depuis le plan d'ensemble jusqu'aux menus détails d'exécution[1].

Le coup de filet que venait de donner la grande armée lui livrait tout le haut Danube et désemparait la puissance militaire de l'Autriche. Immédiatement, Napoléon marcha sur Vienne. Il confia à Ney et à Augereau la conquête du

1. A l'exception, toutefois, du mauvais cas où se trouva Dupont à Haslach.

Tyrol; il concentra dans sa main les cinq autres corps; il les forma en masses profondes disposées pour le combat, précédées d'une forte avant-garde et de la cavalerie de Murat, et si nombreuses sur un petit espace, qu'elles ne trouvaient à vivre qu'en marchant fort vite. Ces précautions montrent que l'Empereur s'attendait à une bataille avant Vienne. Le 28 octobre, il passa l'Inn. En arrivant sur le moyen Danube, il tâcha d'imprimer l'équilibre à ses têtes de colonne; la fougue de Murat l'en empêcha plus d'une fois. Le 5 novembre, Napoléon se saisissait de Linz. Jusque-là la marche de l'armée n'avait pas rencontré d'obstacle.

L'armée russe de Kutusof, forte de 65,000 hommes, était sur le moyen Danube, où elle ralliait les postes autrichiens en déroute. Le général russe ne se jugeait pas en état de résister sur un terrain où il ne voyait aucun champ de bataille favorable. Il recula pas à pas, en tiraillant pour protéger sa retraite. Il y eut un premier choc à Amstetten (5 novembre) dans une forêt de sapins. La cavalerie de Murat et l'infanterie de Lannes poussaient les Russes devant elles. Le gros des deux armées marchait sur la rive droite. Sur la rive gauche, Napoléon avait jeté deux divisions commandées par Mortier. Une flottille descendait le Danube pour lier les deux rives. L'Empereur ne supposait pas que les Russes fussent disposés à lui abandonner Vienne sans coup férir; il voyait leur champ de bataille dans la plaine de Saint-Pœlten, et se préparait à s'y mesurer avec eux. Mais la bataille lui échappa à Saint-Pœlten comme à Ulm.

Le 10 novembre, Kutusof passa brusquement le Danube au pont de Krems près de Saint-Pœlten, après avoir reçu de l'avant-garde française quelques balles et quelques boulets; il brûla le pont; il abandonna franchement la route de Vienne. Massé sur la rive gauche, il pouvait écraser les faibles divisions de Mortier. Napoléon mesura alors la portée de la faute qu'il avait commise en jetant Mortier sur cette rive; la flottille était en arrière;

le Danube formait une barrière infranchissable; Mortier était isolé. Les Russes se jetèrent sur lui et voulurent l'accabler. Ils le cernèrent à Dürnstein (11 novembre), en séparant la seule division qu'il eût en main de celle de Gazan, qui était en arrière. Mortier n'eut d'autre ressource que de rétrograder vers la division Gazan : il se fraya un chemin, de nuit, à la baïonnette, perdit 3,000 hommes, mais, grâce à sa fermeté, il réussit.

Napoléon ne voulut pas s'avouer la faute qu'il avait commise; il s'en prit à la précipitation de Murat, qui marchait toujours de l'avant à travers forêts et montagnes sans se soucier de ce qui se passait derrière lui. Murat justifia sa conduite en entrant dans Vienne (12 novembre); les Autrichiens se préparaient à brûler les ponts de bois qui faisaient communiquer la capitale avec la rive gauche du Danube; Murat avait des instructions qui lui prescrivaient de s'en emparer; il amusa l'ennemi en lui parlant d'armistice, et profita de la conversation pour se saisir audacieusement des ponts. Le lendemain, l'Empereur arrivait à Vienne. Il voulut profiter tout de suite de sa position et des ponts pour couper la retraite à Kutusof, qui se hâtait par la rive gauche vers la Moravie; il lança sur la route d'Olmütz Soult, Lannes et Murat; les Russes, arrivant à Hollabrünn, se virent barrer le chemin (15 novembre). Kutusof montra qu'il ne le cédait point en ruse aux généraux de Napoléon: lui aussi parla d'armistice, profita du répit qu'il obtint pour faire filer ses troupes, et lorsque Murat, sur les reproches de Napoléon, attaqua enfin, les Français ne purent écraser que l'arrière-garde de Bagration (16 novembre). Kutusof parvint sain et sauf à Olmütz; il y rallia quelques corps autrichiens; il y trouva les deux empereurs, François et Alexandre. Les alliés purent reprendre haleine.

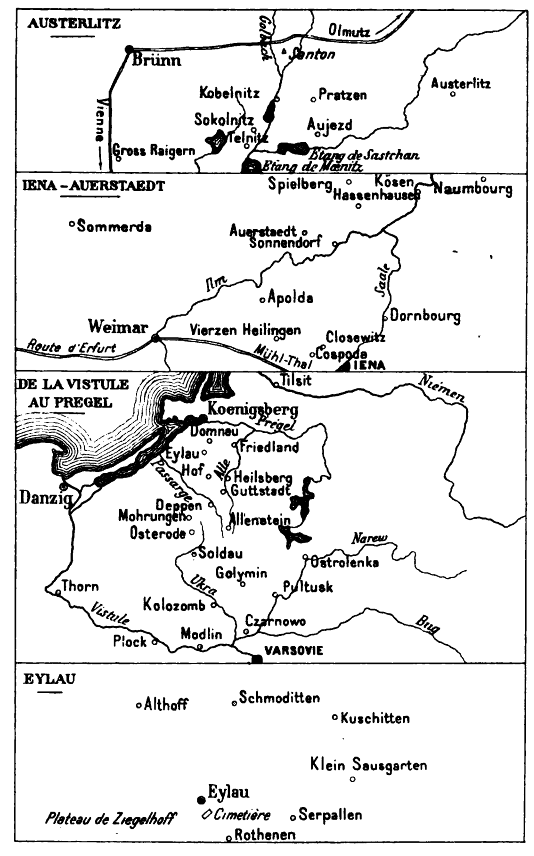
Napoléon, installé à Vienne, avait déjà obtenu des résultats superbes. Mais il n'était pas sans inquiétudes. D'un côté, il soupçonnait que la Prusse était entrée dans la coalition, et de fait, Frédéric-Guillaume III avait pro-

mis de joindre ses troupes aux Austro-Russes le 15 décembre. De l'autre côté, l'armée autrichienne d'Italie et l'archiduc Charles pouvaient arriver. Charles avait dû rapidement quitter l'Italie. Masséna, qui lui était opposé, n'avait eu d'abord qu'à monter la garde sur le cours de l'Adige. En recevant la nouvelle d'Ulm, Masséna passa le fleuve et vint attaquer l'archiduc dans ses positions retranchées de Caldiero (30 octobre). Il ne put les emporter; mais, dans la nuit, l'archiduc décampa, laissa derrière lui une arrière-garde qui se fit massacrer (31 octobre), et fit retraite sur les États héréditaires. Il se dirigea vers la Hongrie. Cette marche allongée ne lui permettait pas de paraître de longtemps en Moravie. Toutefois, il devait finir par y arriver, si une solution décisive n'intervenait.

Napoléon était venu s'établir le 19 novembre à Brünn. Il s'y arrêta pour faire reposer ses troupes, pour étudier le terrain et surtout pour laisser ses ennemis revenir à la confiance. Car il ne voulait point les chasser devant lui, mais les anéantir. S'il fonçait immédiatement sur Olmütz, peut-être Kutusof se déroberait-il encore. C'est pourquoi il retint ses troupes et même sa cavalerie aux environs de Brünn, et il attendit les événements, tapi dans l'angle que forment les deux routes de Brünn à Vienne et de Brünn à Olmütz.

Le calcul de Napoléon réussit à souhait. Il eût sans doute manqué si le prudent Kutusof était demeuré le maître chez les Austro-Russes. Mais Kutusof avait à compter, depuis qu'il était en Moravie, avec des volontés présomptueuses et impatientes, à commencer par celles de l'empereur Alexandre et de son entourage; sa science militaire était effacée par la prétendue science de l'Autrichien Weirother; le cri général demandait la bataille. On ne songea même pas à attendre l'appoint des Prussiens. Les hésitations apparentes de Napoléon mirent en joie le quartier général d'Olmütz; la surprise d'un petit corps français à Wischau (28 novembre) fit le même effet

sur les Austro-Russes que le combat d'Ampfing avant Hohenlinden sur l'armée de l'archiduc Jean ; ils marchè-



Carte n° 11. — Austerlitz, Iéna-Auerstaedt, de la Vistule au Pregel, Eylau.

rent de l'avant sur la route de Brünn et s'établirent sur des plateaux ondulés, à l'ouest du château d'Austerlitz.

Ils étaient en face des Français. Ceux-ci ne montraient pas leur habituelle résolution; ils se contentaient, sur l'ordre de Napoléon, de reconnaissances timides.

A ce spectacle, les Austro-Russes se fortifiaient d'heure en heure dans leurs desseins d'offensive. Ils occupaient, au centre de leur ligne, le plateau de Pratzen; à leur droite s'étendait une plaine traversée par la route de Brünn à Olmütz ; à leur gauche le plateau s'inclinait vers un bas-fond couvert en partie d'étangs glacés, les étangs de Sastchan et de Mœnitz ; sur leur front, le ruisseau du Goldbach et l'étang de Sokolnitz les séparaient des positions françaises. Weirother vit que ces positions étaient très faibles vers les étangs; il conçut l'idée de jeter de ce côté la masse des Austro-Russes, pour accabler la droite française, atteindre la route de Vienne à Brünn et couper Napoléon de sa base d'opérations. Une descente du plateau de Pratzen sur Telnitz, en quatre colonnes commandées par Buxhœwden, devait permettre d'atteindre le but cherché. C'était une conception inspirée du fameux ordre oblique de Frédéric. Sur le reste de la ligne, il n'y aurait qu'un combat de front.

De son côté, Napoléon, qui avait prévu les projets des généraux ennemis, car il avait tout fait pour les leur suggérer, prenait ses dispositions (1er décembre). Ses vues consistaient essentiellement à ne tenir à droite que quelques milliers d'hommes dans la première phase de la bataille, afin d'attirer les Austro-Russes dans les bas-fonds ; quand ils y seraient enlisés, Davout devait accourir de Gross-Raigern avec un renfort capable de les occuper. Pendant ce temps, au centre, les Français devaient s'emparer du plateau de Pratzen pour couper en deux la ligne ennemie affaiblie sur ce point, et, à la gauche française, Lannes, appuyé sur le mamelon du Santon, devait livrer un combat de front à la droite ennemie de Bagration. Tout cela s'exécuta à point nommé. La bataille d'Austerlitz est la bataille classique entre toutes. Elle n'a point d'à-coups et point de surprises. En indiquer le plan, c'est la raconter.

Le 2 décembre, au point du jour, tout était mûr pour le premier acte du drame final préparé par Napoléon. A travers un épais brouillard, qui favorisa les premiers mouvements des Français, le Russe Buxhœwden, descendant par Aujezd du plateau de Pratzen, vint se heurter aux bataillons de Soult, numériquement très faibles, qui occupaient Telnitz et Sokolnitz, et qui furent bientôt rejoints par la division Friant, du corps de Davout. Napoléon comptait sur la solidité de ces troupes pour occuper les Russes. Elles ne faillirent pas à cette tâche; elles ne cédèrent Telnitz qu'après une lutte acharnée; grâce à l'arrivée de Friant, elles gardèrent Sokolnitz et la ligne du Goldbach. L'ennemi s'épuisait en inutiles efforts.

La lutte commencée à droite s'étendit, quand le brouillard se déchira, à la gauche et au centre. A la gauche, Lannes, appuyé sur l'artillerie du Santon, accueillait, sur la pointe de ses baïonnettes, les charges furieuses de la cavalerie de Bagration. Après avoir fatigué ses ennemis, il prit l'offensive et les rejeta sur Olmütz. Il n'avançait qu'avec lenteur, afin de ne point trop déborder le centre, à qui était réservée la manœuvre décisive.

Soult avait franchi le Goldbach et escaladé le plateau de Pratzen dès que le mouvement des Russes s'était accusé vers Telnitz. Comme l'avait prévu Napoléon, la défense du centre ennemi était fort affaiblie; les Français s'emparèrent du village de Pratzen, prirent pied sur le plateau, y installèrent leurs batteries sans grand'peine. Mais les deux empereurs étaient là, et Kutusof y était aussi. Ils comprirent combien il serait grave d'abandonner une telle position; ils appelèrent leurs réserves d'Austerlitz; ils firent un furieux retour offensif. Napoléon, qui s'était attendu à cette résistance au point décisif, dès que les ennemis auraient connaissance de son plan, appela de son côté les 25,000 hommes de sa réserve, la garde impériale qui décidait les batailles. En l'attendant, Soult et les premiers arrivés se maintinrent comme ils purent. Enfin la garde parut sur le plateau de Pratzen; elle

rompit l'ennemi et le chassa de ses positions; la cavalerie de Bessières et de Rapp le refoula jusqu'à Austerlitz; le centre des Austro-Russes n'existait plus.

Napoléon, maître de Pratzen, rassuré sur le combat livré à gauche par Lannes, tourna son attention vers les bas-fonds des étangs, où les Russes de Buxhœwden se croyaient sur le point de triompher des Français postés sur le Goldbach. Buxhœwden était loin de compte. Napoléon le prit soudain à revers, avec les troupes de Soult, la garde, l'artillerie, tout ce qui venait d'emporter Pratzen. Buxhœwden, guéri de ses illusions, voulut revenir sur ses pas et parvint à s'enfuir par Aujezd en passant sous le feu de tous les canons français. La plupart de ses hommes ne furent pas si heureux. Coupés d'Aujezd, menacés sur le Goldbach, ils essayèrent de s'enfuir sur la glace des étangs: Napoléon fit diriger ses boulets sur la glace qui s'effondra et engloutit hommes, chevaux et canons; ceux qui se tirèrent de ce mauvais pas tombèrent entre les mains de Davout: toute la gauche des Austro-Russes était anéantie. Les alliés avaient perdu 15,000 morts ou blessés et 20,000 prisonniers. Du coup, la guerre était finie, l'Autriche à bas et la Russie incapable de la soutenir davantage.

Dès le 4 décembre, un armistice était signé ; les Russes obtenaient de se retirer chez eux par étapes. Les Autrichiens promettaient la paix; le 26, ils concluaient le traité de Presbourg. La Prusse effrayée entra pour un temps dans l'alliance française. En trois mois, la troisième coalition avait été brisée. L'armée impériale avait atteint son maximum de puissance foudroyante.

CHAPITRE XI

IÉNA ET FRIEDLAND[1]

Sommaire. — Le Grand Empire (1806). — Les contingents étrangers. — Napoléon et ses maréchaux. — Campagne d'Allemagne (1806). — Offensive des Prussiens. — L'armée française en Franconie. — Les défilés de Frankenwald et de la haute Saale. — Combats de Schleitz et de Saalfeld (9-10 octobre). — Batailles d'Iéna et d'Auerstaedt (14 octobre). — Marche oblique sur l'Elbe et l'Oder. — Napoléon à Berlin (27 octobre). — Capitulation de Prenzlow (28 octobre) et de Lubeck (8 novembre). — Prise des forteresses prussiennes. — Campagnes de Pologne et de Prusse (1806-1807). — La grande armée sur la Vistule. — Combats de Czarnowo, de Golymin et de Pultusk (23-26 décembre). — Quartiers d'hiver. — Napoléon et Benningsen. — Bataille d'Eylau (8 février). — Napoléon à Osterode. — Siège de Danzig (mars-mai 1807). — Campagne d'été. — Combat d'Heilsberg (10 juin); bataille de Friedland (14 juin). — L'armée française sur le Niemen. — Paix de Tilsitt (8 juillet).

Austerlitz et Presbourg avaient soumis l'Europe continentale aux volontés de Napoléon. Il en profita pour ébaucher la construction de son empire universel. Il mit la main, dans la première moitié de l'année 1806, sur la Hollande et sur le royaume de Naples ; il constitua la confédération du Rhin et mit fin de cette manière à l'existence de l'Empire germanique ; il distribua les titres de sa féodalité nouvelle. C'était déjà « l'Empire d'Occident », la domination des Césars et de Charlemagne, restaurée à coups de décrets acceptés d'abord par l'Europe asservie, sans autre protestation que celles des

1. Voir cartes 10, 11 et 13, p. 212, 218, 268.

Anglais et des Russes, que la mer et l'éloignement mettaient à l'abri des coups de Napoléon.

Mais le grand empire, fondé par des Français, ne pouvait être défendu par les Français seuls. Après Presbourg, l'armée victorieuse, au lieu de rentrer en France, demeura au cœur de l'Allemagne, en Franconie, prête à écraser toute tentative de résistance. Elle fut grossie dans le courant de 1806 par de nombreux contingents étrangers, régiments hollandais, troupes de la Confédération du Rhin, régiments napolitains. Dès la fin de l'année, ces étrangers sont au nombre d'environ 100,000 dans les troupes franco-européennes de Napoléon, et la proportion grossira de campagne en campagne, à mesure que la conscription française deviendra d'un rendement moindre, à cause des réfractaires et de la trop grande jeunesse des appelés : dès 1806, au cours de ses triomphes, l'empereur prend l'habitude d'appeler les conscriptions à l'avance ; celle de 1807 est appelée en novembre 1806 ; celle de 1808 est appelée en mars 1807, le tout sans préjudice des rappels de conscriptions antérieures. Donc les éléments français ne suffisent plus : il faut un gros appoint d'étrangers, et cet appoint augmente chaque année, pour atteindre son chiffre le plus élevé dans « l'armée des vingt nations » de 1812.

L'accroissement de la puissance impériale, rendu plus sensible par le caractère despotique de Napoléon, modifie aussi les rapports de l'empereur avec ses compagnons d'armes. Ceux-ci, et particulièrement les anciens généraux des armées d'Italie et d'Egypte, ont conservé jusqu'en 1806 avec leur chef une certaine familiarité d'allures et par suite une certaine indépendance ; au besoin, ils savent avoir de l'initiative. Ces qualités tendent à disparaître après Presbourg chez les maréchaux de l'Empire. Leur caractère amolli se façonne volontiers à la servilité d'allures et à l'obéissance sans phrases que veut leur imposer Napoléon. L'empereur ne veut que des instruments dociles. Son porte-plume et porte-parole ordi-

naire, Berthier, major général, n'est que le transmetteur fidèle de ses volontés. Confiant dans sa toute-puissance et dans son génie, Napoléon règle tout et décide tout: « Moi seul, dit-il, je sais ce que je dois faire. » Il ne laisse aucune liberté d'action à ses collaborateurs. Aussi les maréchaux en arrivent-ils à n'être que d'admirables sous-ordres et des entraîneurs sur le champ de bataille. Si l'empereur est trop loin d'eux pour dicter leur conduite, ils ont peur d'agir et de prendre la moindre responsabilité : peu à peu ils sont gagnés par une passivité générale, qui se changera en inertie, toutes les fois que Napoléon ne les stimulera pas lui-même.

A la fin de septembre 1806, la lutte recommence au cœur de l'Allemagne entre la France et la Prusse. Après l'écrasement de l'Autriche, la Prusse était entrée dans l'alliance française, d'où elle ne tarda pas à sortir à la suite des exigences de Napoléon. De la rupture de l'alliance à la guerre, il n'y avait qu'un pas, que la Prusse fit aisément, car la fureur patriotique des Allemands contre les Français croissait de jour en jour. L'armée prussienne vivait sur la vieille réputation qu'elle avait acquise au temps de Frédéric et que ses malheurs de 1792 n'avaient pu lui faire perdre ; elle se croyait en mesure de tenir tête à la grande armée. Le roi de Prusse Frédéric-Guillaume III, son entourage et la reine Louise le crurent aussi, ce qui explique l'aveuglement avec lequel la Prusse, sans attendre le secours du czar Alexandre, lança ses 120,000 hommes à la rencontre des 170,000 soldats de Napoléon. Comme l'Autriche en 1805, la Prusse en 1806 allait payer cher cette folie de jeter ses forces en avant-garde contre un ennemi supérieur en nombre et en organisation militaire.

L'armée prussienne, commandée par le vieux Brunswick, Mœllendorf et Hohenlohe, tous anciens élèves de Frédéric, accompagnée du roi et de la cour, surexcitée dans ses passions anti-françaises et persuadée qu'elle ne ferait qu'une bouchée de l'armée d'Austerlitz, se mit en

marche de l'Elbe vers le Rhin sans plan et sans direction véritable. Brunswick s'établit à Erfurt avec le gros de ses forces, 70,000 hommes environ ; Hohenlohe, sur la gauche, commandait 50,000 hommes établis le long de la haute Saale. Arrivés en face des défilés du Thuringerwald et du Frankenwald, les Prussiens s'arrêtèrent : ils étaient en mouvement depuis quelques jours à peine, et déjà Brunswick comprenait que sa prétendue offensive était fort chimérique.

En effet, l'armée française était dans le bassin du Mein. Six corps étaient massés de Wurzbourg à Bamberg, et Napoléon n'était pas homme à se laisser ravir les avantages de l'offensive. Le 28 septembre, il était à Mayence. Résolu à pénétrer en Saxe par la haute Saale, à déborder la gauche des Prussiens, et, s'il était possible, à les tourner, de manière à les gagner de vitesse sur la route de Berlin, il s'inquiéta peu des premiers et timides mouvements de Brunswick. Les yeux fixés sur les trois routes du Frankenwald, de Cobourg à Saalfeld, de Kronach à Saalbourg et à Schleitz, de Bayreuth à Hof, il divisa son armée pour les utiliser toutes les trois. Ces routes débouchaient sur la haute Saale assez près les unes des autres pour qu'une concentration rapide fût possible, ce qui permettrait de former de suite le carré formidable de 200,000 hommes destiné à marcher sur Berlin.

La grande armée, réunie à Bamberg, se divisa (3 octobre) pour franchir le Frankenwald. Dès que se prononcèrent les mouvements des Français, Brunswick arrêta les siens : il attendit le développement des manœuvres de Napoléon ; il demeura à Erfurt et à Weimar, tandis que Hohenlohe, placé à Mittel-Polnitz, sur la rive droite de la haute Saale, se croyait couvert par quelques rassemblements placés à Schleitz et à Saalfeld, aux principanx débouchés du Frankenwald. Cette immobilité des Prussiens servait bien les projets de Napoléon.

Le 8 octobre, les Français franchirent les frontières de

la Saxe. La cavalerie de Murat suivait de Kronach à Saalbourg la route centrale du Frankenwald. Arrivé au débouché sur la Saale, Murat envoya des partis qui déblayèrent les deux autres débouchés. L'armée couvrit bientôt les trois routes. Sur celle de droite, Soult arriva à Hof sans rencontrer les Prussiens ; sur celle du centre, Murat et Bernadotte se saisirent de Saalbourg et attaquèrent à Schleitz (9 octobre) les 10,000 Prussiens du général Tauenzien. Surpris, dispersés, ceux-ci se rejetèrent en désordre vers le gros de l'armée de Hohenlohe. Le 10 octobre, le corps du prince Louis, placé à Saalfeld au débouché de la route de gauche, est surpris de même par Lannes ; le prince Louis est tué, ses soldats mis en fuite ; toute la haute Saale est aux mains des Français. Tout de suite, Napoléon qui ne perdait pas de vue son but stratégique, Berlin, se dirigea vers Gera sur l'Elster (11-12 octobre) ; il pouvait croire que de son côté Hohenlohe descendait rapidement la Saale.

Mais il n'en était rien. Le corps de Hohenlohe s'était rejeté sur la rive gauche de la Saale qu'il avait passée à Iéna, pour se réunir à l'armée de Brunswick. Les Prussiens formaient d'Erfurt à Weimar et à Iéna une masse facile à concentrer. Napoléon, pour garder le contact avec eux, se rabattit à gauche vers la Saale ; il décida (13 octobre) de fermer les débouchés de cette rivière ; il fit descendre vivement le long de la Saale les corps de Bernadotte et de Davout, pour barrer les ponts de Dornbourg et de Naumbourg ; dès le 12, Lannes s'était saisi d'Iéna. Dès lors, l'armée prussienne, qui se trouvait entièrement sur la rive gauche de la Saale, était tournée par l'armée française, qui occupait toute la rive droite et séparait les Prussiens de Berlin. Le peu de mobilité qu'ils avaient montrée fit croire à Napoléon qu'il aurait à les combattre tous entre Iéna et Weimar. Arrivé à Iéna le 13, il voulut les attaquer de front le 14 sur le plateau, et faire concourir Bernadotte et Davout à la bataille : tous deux devant se diriger, le premier de Dornbourg,

le second de Naumbourg, vers la gauche présumée des Prussiens, de façon à la joindre vers Apolda.

Ces dispositions de Napoléon reposaient sur l'idée fausse que Brunswick et Hohenlohe s'étaient massés pour résister au choc des Français. En réalité, Brunswick, saisi de crainte à l'idée d'être coupé de l'Elbe, s'était mis en marche pour y arriver, s'il était possible, avant ses ennemis ; il s'avançait vivement sur Naumbourg, avec ses 70,000 hommes, et il devait se heurter en pleine marche aux 26,000 hommes de Davout. Hohenlohe était demeuré seul, avec la moindre partie de l'armée prussienne, pour surveiller les débouchés d'Iéna : il devait être soutenu par le corps du général Rüchel posté à Weimar ; mais Hohenlohe, persuadé comme Brunswick que les Français se hâtaient vers l'Elbe, ne croyait pas avoir grand'chose à redouter du côté d'Iéna ; établi sur le plateau d'Iéna à Weimar, il négligea d'occuper la ville et les hauteurs qui dominent la Saale. Cette erreur lui coûta cher.

Dans la nuit du 13 au 14 octobre, Napoléon, qui attachait avec raison une grande importance à la possession des hauteurs, fit gravir par les tirailleurs de Lannes les pentes du Landgrafenberg, y fit hisser tant bien que mal assez d'artillerie pour qu'il fût possible de s'y maintenir, et passa la nuit à quelques pas des avant-postes de Tauenzien. Les Prussiens ne firent rien pour empêcher cet établissement. Napoléon confia à Augereau, pour le matin du 14 octobre, une attaque destinée à les amuser dans le ravin de Mühlthal, par où passe la route d'Iéna à Weimar, au sud du Landgrafenberg, et sur ce mamelon il massa ses principales forces.

Comme à Austerlitz, le brouillard favorisa les manœuvres des Français. Suchet et Gazan se jetèrent sur les deux villages de Closewitz et de Cospoda, dont la possession devait donner aux Français l'espace nécessaire pour se déployer. Peu à peu les Prussiens furent repoussés dans la direction de Weimar. Mais ils reculaient en bon

ordre ; Augereau, dans le Mühlthal, ne parvenait pas au sommet du défilé. Hohenlohe en reculant appelait à lui de Weimar le corps de Rüchel. Du côté des Français, le corps de Ney arriva vers dix heures, et la bataille, un instant languissante, reprit avec fureur. Ney se jeta au plus épais des bataillons prussiens ; il eût été pris, si Napoléon ne l'avait fait soutenir. Une fois dégagé, il réussit à déborder la gauche ennemie à Vierzen-Heilingen. De son côté Augereau arrivait sur le plateau après avoir occupé le Mühlthal et les lacets formés dans la Schnecke[1] par la route de Weimar. Les deux ailes des Prussiens étaient débordées ; tout fuyait déjà vers Weimar, quand le général Rüchel se présenta enfin. Mais il ne réussit qu'à englober son corps d'armée dans l'inévitable déroute. Les cavaliers de Murat rompirent l'armée prussienne ; dans un *raid* impétueux, ils la rejetèrent pêle-mêle sur Weimar, firent des prisonniers en quantité et dispersèrent le reste qui s'enfuit vers Erfurt.

La victoire d'Iéna n'était que la moindre partie du triomphe de cette journée. Ni Bernadotte, ni Davout n'avaient paru à la bataille. Le premier, en exécutant à la lettre les ordres de l'empereur, avait débouché dans l'après-midi de Dornbourg vers Apolda sans rencontrer personne ; il était demeuré entre deux actions auxquelles il n'avait pris aucune part. Au contraire, Davout avait eu à soutenir l'effort de l'armée de Brunswick. Réduit à son IIIe corps, composé des trois divisions modèles Friant, Morand et Gudin, il avait occupé dans la nuit du 13 au 14 les sommets des rampes de Kösen, qui aboutissent à la Saale ; la possession de ce poste devait lui permettre de déboucher sur les plateaux, pour exécuter sur la gauche ennemie le mouvement prescrit par Napoléon. De son côté, Brunswick s'était arrêté, le 13, à Auerstaedt, sans pousser jusqu'à Kösen. Dès le matin du 14, Davout portait en avant la division Gudin, sans se douter que le

1. Nom donné à la grande rampe de la route d'Iéna à Weimar.

gros de l'armée prussienne était si près de lui, et l'avant-garde de Brunswick sortait d'Auerstaedt. Le choc eut lieu sur le plateau d'Hassenhausen. Davout n'avait encore sous la main que la division Gudin. Mais elle montra une admirable fermeté ; formée en carré, avec peu d'artillerie et moins encore de cavalerie, elle résista seule aux efforts de l'armée ennemie, malgré des pertes cruelles. L'arrivée de Friant lui donna un peu de répit. Ce général, sur l'ordre de Davout, déploya sa division à droite d'Hassenhausen, vers Spielberg, car le tenace maréchal ne renonçait point à peser sur la gauche ennemie. Toutefois la division Friant ne put que se défendre contre les masses prussiennes. L'ennemi rebuté au nord d'Hassenhausen chercha à s'ouvrir un passage au sud de ce village, partie qui n'était que faiblement gardée : il y serait parvenu, si la division Morand n'était arrivée à son tour, vers onze heures. Attaqué par une énorme masse de cavalerie, Morand se forma en carré comme Gudin, et repoussa toutes les attaques. Déjà Brunswick et Mœllendorff étaient mortellement frappés. La division Friant s'avançait vers Spielberg et débordait peu à peu la gauche des Prussiens. Une dernière attaque de ceux-ci pour enfoncer la division Morand fut repoussée, et Davout ordonna la marche en avant sur la ligne entière. Le roi de Prusse disposait encore d'une réserve importante commandée par Kalkreuth : mais les sanglants échecs subis depuis le commencement de l'action l'avaient découragé ; il se retira avec une perte de 10,000 hommes, dans la pensée de joindre le corps de Hohenlohe vers Weimar. Le III[e] corps, diminué du tiers de son effectif et privé de cavalerie, ne pouvait faire une poursuite active.

Mais les vaincus d'Auerstaedt, en battant en retraite, tombèrent dans la déroute d'Iéna et furent assaillis par la cavalerie de Murat. La panique se communiqua à tous les corps ; les masses de fuyards tourbillonnèrent sur elles-mêmes, ne surent par où s'échapper, car les Fran-

çais fermaient la route de Weimar ; les misérables débris de l'armée prussienne s'enfuirent vers les montagnes du Harz; Frédéric-Guillaume faillit tomber aux mains des vainqueurs ; Murat s'empara d'une masse de prisonniers ; il captura, le 15 octobre, tout ce qui avait cru trouver un refuge dans Erfurt.

Ce double désastre anéantit en un jour la puissance militaire prussienne. Napoléon ne s'attacha pas à la poursuite des troupes débandées qui fuyaient vers le Harz ; il reprit sa marche sur l'Elbe, sur Berlin et sur l'Oder, marche oblique qui devait fermer aux débris de l'armée vaincue toute issue vers la Prusse orientale, et qui les condamnait à tomber tôt ou tard entre les mains des Français. La grande armée se dirigea sur l'Elbe en trois colonnes. Le 17 octobre, Halle était enlevé et la rive gauche de l'Elbe nettoyée d'ennemis. Le fleuve fut franchi (20 octobre) à Barby, Dessau et Wittenberg, et Davout placé à droite et devançant les autres corps, entra le 25 à Berlin, où Napoléon le suivit deux jours plus tard. La forteresse de Spandau se rendit sans coup férir. L'empereur fit continuer sans retard la marche sur l'Oder, se saisit du canal de Finow; au bout de peu de jours il put se flatter, grâce à la rapidité de sa marche, d'avoir fermé l'accès de la Prusse orientale à l'armée fugitive.

Cette armée, ou plutôt ce reste d'armée, troupeau débandé qui obéissait à peine à ses chefs, avait été placé sous le commandement de Hohenlohe par le roi de Prusse fuyant vers Kœnisgberg. Hohenlohe emmena la plus grande partie des troupes dans la direction de Magdebourg et de Stettin, dans l'espoir d'arriver sur le bas Oder avant les Français ; Blücher emmena le reste avec le parc d'artillerie, vers le bas Elbe. La marche de Hohenlohe fut extrêmement lente et confuse. Le 22 octobre seulement il dépassait Magdebourg. Il s'avança par le nord du Brandebourg avec assez de facilité jusqu'à Zehdenick. Arrivé là, il se heurta aux escadrons

de Murat. Hors d'état de leur résister, il fit retraite vers le nord dans l'espoir de se sauver jusqu'à Stettin. Mais il fut prévenu à Prenzlow par les cavaliers de Murat ; l'infanterie de Lannes parut derrière la cavalerie : le 28 octobre, Hohenlohe capitula en rase campagne avec 14,000 hommes ; le lendemain, Stettin était enlevé. Blücher n'eut pas un meilleur sort. Il avait ramassé tous les postes épars sur sa route et emmenait 20,000 hommes vers le nord, il ne savait où. Après avoir franchi l'Elbe, il fut bientôt talonné par Soult et par Bernadotte. Le 6 novembre, il pénétra de vive force dans la ville libre de Lubeck. Il lui fut impossible de s'y défendre : les Français entrèrent dans Lubeck derrière lui ; Blücher en sortit, mais ce fut pour capituler à son tour avec ses troupes (8 novembre). La panique universelle s'étendait aux gouverneurs de places. Les forteresses se rendaient à l'envi, à la première apparition d'un régiment ou même d'un escadron français : le 3 novembre Küstrin capitula ; le 8, vient le tour de Magdebourg, qui se rend avec 22,000 échappés d'Iéna et d'Auerstaedt. Jamais conquête ne fut plus complète et plus rapide. Frédéric-Guillaume, réfugié à Kœnigsberg, voyait enfin arriver les Russes sur le Niemen (1er novembre), juste à temps pour défendre contre Napoléon le dernier lambeau de la monarchie.

Napoléon, maître du cours de l'Oder par la reddition de Stettin et de Kustrin, dirigea dans le courant de novembre la grande armée sur la Vistule. En première ligne Lannes et Augereau marchaient sur Bromberg, Davout sur Posen et Varsovie. L'entrée des Français en Pologne fut signalée à Posen par des manifestations d'enthousiasme. Le rétablissement de l'Etat supprimé en 1795 était populaire dans l'armée, mais il ne concordait pas avec les calculs politiques de Napoléon, qui n'était guère disposé à s'aliéner la Russie pour jamais, car il voyait en elle l'alliée du lendemain. L'empereur mit donc une sourdine aux sympathies polonaises de ses officiers ;

il se contenta de tirer de la Pologne des corps francs de cavalerie, qui lui furent aussi fidèles, d'Eylau à Somo-Sierra et à Champaubert, que les mameluks de sa garde l'avaient été depuis le Caire. Les Russes et les Prussiens étaient rangés de Varsovie à Thorn le long de la Vistule. Ils cédèrent partout sans attendre le choc. Le 28 novembre, Murat entra dans Varsovie ; le Russe Benningsen ne défendit même pas le faubourg de Praga : il se retira, toujours suivi par les Français, dans le triangle formé par le Bug, l'Ukra et la Narew. Augereau occupa Modlin ; Ney passa la Vistule à Thorn en face des Prussiens. La marche des Français se ralentissait forcément dans ces plaines marécageuses, immense bourbier que l'hiver assez doux de 1806 ne parvenait pas encore à geler. L'empereur demeurait à Posen pendant que ses lieutenants prenaient possession de la Vistule.

Malgré l'hiver, les Russes étaient trop près des Français pour qu'un choc ne se produisît pas ; ils occupaient une position trop risquée entre le Bug, l'Ukra et la Narew pour que Napoléon n'essayât point d'en profiter. Arrivé le 19 décembre à Varsovie, Napoléon conçut l'idée de séparer les Prussiens des Russes en rejetant les premiers vers la mer au moyen du corps de Ney, et d'accabler Benningsen en attaquant vivement son flanc droit sur l'Ukra. Il se promettait les plus grands résultats de ces manœuvres. La première chose à faire était de se saisir du cours de l'Ukra. Le 23 décembre, Augereau se portait de Plock vers l'Ukra supérieur, à Kolozomb ; l'Ukra inférieur fut traversé près du confluent par Napoléon et Davout, qui se saisirent de Czarnowo après un furieux combat de nuit. Le lendemain, Augereau passait à Kolozomb, et les Français poussaient devant eux les Russes entre l'Ukra et la Narew. Tous ces mouvements se faisaient avec une peine extrême, dans les bois et dans la boue ; on ne voyait rien des évolutions de l'ennemi. Napoléon crut que Benningsen concentrait ses troupes à Golymin ; il y dirigea la majeure partie de ses forces,

pendant qu'à sa droite, le corps de Lannes marchait seul sur Pultusk. C'était en réalité à Pultusk que s'était retiré Benningsen : Lannes se heurta à des troupes bien postées et supérieures en nombre (26 décembre). Il essaya pourtant de jeter les Russes dans la Narew ; il essuya des pertes considérales et ne put forcer Benningsen dans ses retranchements ; celui-ci profita de la nuit pour se dérober par les ponts de Pultusk, et s'attribua la victoire, parce qu'il n'avait pas été écrasé. Pendant ce temps, les Français délogeaient aisément à Golymin les postes laissés devant eux, et Ney chassait les Prussiens de Soldau. La manœuvre de Napoléon n'avait eu qu'un demi-succès : les Russes étaient expulsés de leur triangle, ils n'étaient point défaits. L'empereur renonça pour l'instant à les traquer : il fit prendre à l'armée ses quartiers d'hiver sur le terrain qu'elle venait de conquérir ; le front des Français s'étendit de Soldau, sur l'Ukra, à Ostrolenka, sur la Narew ; sur la gauche, le corps de Bernadotte cantonna le long de la Passarge (1er janvier 1807). Thorn et Varsovie étaient les dépôts et les places de ravitaillement de la grande armée.

Cependant Benningsen avait ramené ses troupes entre l'Alle et la Pregel. Le choc de Pultusk l'avait rempli de confiance ; l'arrêt de Napoléon, obligé de stationner sur la Vistule, réduit à une guerre de postes, n'était pas fait pour le décourager. L'hiver devenait rigoureux ; il devait rendre bientôt praticables les marécages glacés de la Prusse et de la Pologne. Le général russe voulut en profiter pour tenter une surprise. Il projeta de se porter vers la côte, de forcer la ligne française sur la Passarge et d'enlever le cours inférieur de la Vistule. Cette opération devait mettre Napoléon en grand péril ; les Français seraient en tout cas obligés d'évacuer sans combat Thorn et Varsovie, pour conserver leurs communications avec le centre de l'Allemagne. Le 22 janvier, les Russes s'ébranlèrent. Leurs premiers coups devaient porter sur le corps de Bernadotte.

Les projets de Benningsen furent éventés juste à temps par le maréchal Ney. Celui-ci poussait sans trêve ni repos des partis entre l'Alle et la Passarge, entre l'Alle et la Pregel, au milieu des quartiers russes et prussiens. Napoléon le blâmait de pareilles imprudences. Cependant ces pointes audacieuses de Ney firent connaître le mouvement de Benningsen, assez tôt pour prévenir un désastre. Bernadotte se concentra en toute hâte en arrière de la Passarge. Attaqué à Mohrungen (26 janvier), il se tira d'affaire sans grande perte. Napoléon lui ordonna de se retirer lentement vers la Vistule et d'attirer le plus possible les Russes à sa suite. L'empereur avait immédiatement arrêté son plan. Benningsen avait voulu le cerner : il serait cerné lui-même. Ordre fut donné à tous les corps, sauf à celui de Bernadotte qui servait d'amorce pour les Russes, de se concentrer le 3 février à Allenstein, sur la gauche de l'ennemi, d'où il serait possible d'atteindre ses communications et de l'écraser en le poussant à la mer. Toute l'armée sortit des quartiers d'hiver et se hâta vers Allenstein.

Mais le plan de Napoléon fut déjoué comme l'avait été celui de Benningsen. Ce dernier, pris d'hésitations, ne s'était pas engagé à fond contre Bernadotte, et au moment où il commençait à se demander avec inquiétude ce que signifiaient les mouvements sur sa gauche, une dépêche prise par les Cosaques lui révéla fort à propos les projets de l'empereur. Aussitôt les Russes firent volte-face et se mirent en retraite sur Kœnigsberg. Les Français, ne pouvant les cerner, les poursuivirent : Napoléon se résigna à attendre d'un coup de fortune l'occasion de manœuvrer que la fortune venait de lui refuser.

Le 6 février les Russes parvinrent à Landsberg. Leur arrière-garde disputa le village de Hof aux cavaliers de Murat. Benningsen voulait bien se retirer, mais non pas fuir. Il atteignit le 7 Preussisch-Eylau, au sud duquel, sur le plateau de Ziegelhoff, son arrière-garde eut encore à subir un assaut furieux des Français. Ceux-ci, empor-

tés par leur élan, pénétrèrent le soir dans Eylau, pêle-mêle avec les Russes. Délogé encore de ce poste, Benningsen trouva que c'était assez reculer. Il sortit d'Eylau, mais s'arrêta à portée de canon de cette ville, rangea en bataille ses 75,000 hommes et se prépara à accepter la lutte. Napoléon, entré dans Eylau au milieu du désordre et du pillage, comprit aux feux de bivouac allumés par les Russes qu'ils cessaient de se dérober. Il occupa fortement Eylau et le cimetière qui s'étend à la droite ; il fit rappeler de suite Ney, qui poursuivait les Prussiens vers la mer, et lui fit prescrire de tomber sur la droite des Russes : mais Ney arriverait-il à temps ? Davout, qui s'avançait sur la droite de l'armée française, reçut l'ordre de déborder la gauche ennemie. Telles furent les seules dispositions que l'empereur put prendre. Elles étaient assez hâtives et pouvaient ne point suffire.

Le lendemain (8 février), l'armée française était en ligne d'Eylau à Rothenen ; en face d'elle, dans une plaine de neige, les masses profondes de l'armée russe s'étendaient de Serpallen à Schmoditten. Les Russes étaient résolus à profiter de leur nombreuse artillerie pour broyer Eylau et Rothenen. La bataille commença donc par un formidable duel au canon, très meurtrier pour les Français et plus funeste encore aux Russes. Les deux lignes ennemies étaient très proches, la portée excellente. C'était une boucherie où Russes et Français luttaient de courage passif. Les premiers essayèrent en vain de s'avancer sur Eylau. Napoléon, malgré les pertes terribles qu'il subissait, attendait pour s'engager l'exécution des mouvements qu'il avait ordonnés sur le flanc de l'ennemi.

Enfin le corps de Davout parut vers Serpallen ; il enleva ce village et repoussa la gauche russe sur Klein-Sausgarten. Napoléon, croyant le moment venu, donna le signal à son centre. Le corps d'Augereau débouche entre le cimetière et Rothenen. Mais il s'avance à découvert, les Russes concentrent sur lui leur mitraille et le hachent. En peu d'instants, le tiers des soldats d'Auge-

reau est couché par terre. Augereau, atteint lui-même, recule en désordre vers le cimetière. Les Russes l'y suivent et essaient d'entamer la ligne française. Napoléon est obligé de jeter snr eux toute la cavalerie de Murat. Les Russes sabrés reculent à leur tour, mais ils gardent leurs positions.

Les Français venaient de subir un grave échec. L'arrivée du général prussien Lestocq sur la droite ennemie, accrut leurs périls. Les Prussiens passant derrière les Russes, débouchent à Kuschitten et menacent à leur tour la ligne française. Il n'est plus question d'écraser Benningsen : Napoléon est réduit à se défendre. La fermeté de Davout vers Serpallen et l'arrivée de Ney à Althoff, sur l'extrême droite ennemie, le sauvèrent d'une défaite. Les Russes, menacés sur les deux ailes, se décidèrent à la retraite. Ils avaient perdu environ 25,000 hommes, les Français 15,000. « Quel carnage, s'écriait Ney, et sans résultat ! » En effet, lés Russes, cruellement atteints, n'étaient pas écrasés ; Napoléon n'était même pas en état de leur enlever la Prusse orientale. Eylau n'était une victoire que par la possession temporaire du champ de bataille.

Dès le 17 février, Napoléon, se rendant compte qu'il ne pouvait rester en flèche à Eylau, commençait son mouvement rétrograde. Il revint sur la Passarge, où il prit avec son armée de nouveaux quartiers d'hiver. Il installa son quartier général à Osterode, et plus tard (1er avril) à Finkenstein. Les masses de la grande armée, établies avant Eylau entre l'Ukra et la Narew, étaient fixées désormais sur la Passarge pour couvrir le siège de Danzig. L'armée reçut des renforts. Le corps d'Augereau, si éprouvé à Eylau, fut dissous et versé dans les autres corps[1]. Les troupes souffrirent dans leurs quartiers

1. Il y eut, en revanche, des formations nouvelles : en octobre 1806, le VIIIe corps (Mortier), qui détrône l'électeur de Hesse et va surveiller les Suédois en Poméranie ; en décembre 1806, le IXe corps (Jérôme),

de la Passarge, et comme il arrive quand une guerre se prolonge outre mesure, la discipline se relâcha, les pillards et les maraudeurs foisonnèrent. L'armée russe, qui souffrait des mêmes maux, n'inquiéta pas les Français.

A la fin de mars 1807 commença le siège de Danzig, couvert par toute la grande armée. Nominalement, il était dirigé par le maréchal Lefebvre : mais ce vieux soudard était incapable de diriger quoi que ce fût ; les vrais chefs étaient le commandant du génie, Chasseloup-Laubat, et le commandant de l'artillerie Lariboisière. La place était défendue par 18,000 Prussiens que commandait le maréchal Kalkreuth. Napoléon tenait à s'en emparer à cause des immenses magasins de vivres qu'elle contenait. Chasseloup et Lariboisière firent un siège dans toutes les règles de l'art, malgré les impatiences de Lefebvre, qui voulait sans cesse monter à l'assaut, et qui s'attira par sa sottise plus d'une réprimande de Napoléon. Les Russes ne firent qu'une molle et inutile tentative pour débloquer la place par la basse Vistule. Le 24 mai, la brèche fut praticable dans les ouvrages du Hagelsberg, et Kalkreuth capitula aux conditions qu'il avait accordées aux Français à Mayence en 1793.

Après la prise de Danzig, Napoléon songea à terminer la guerre par un coup décisif sur Kœnigsberg et sur l'armée alliée. Ses troupes étaient reposées et refaites. Il se prépara à quitter les campements de la Passarge. Il voulait marcher de l'avant le 10 juin entre l'Alle et la mer.

Les intentions de Napoléon furent devancées par les Russes d'une manière inattendue. Benningsen, qui était demeuré à peu près immobile pendant le siège de Danzig, sortit tout d'un coup de son camp retranché de Heilsberg pour marcher aux Français, sans autre motif que le retour de la belle saison et la facilité de se procurer des fourrages. Le 5 juin, les Russes tombèrent sur

formé pour la prise des places de Silésie ; en mars 1807, le X^e corps (Lefebvre), formé pour le siège de Danzig.

le corps de Ney, placé en l'air à Guttstadt sur l'Alle supérieur. Ney ne se troubla point : il maintint solidement ses bataillons sous l'attaque de forces écrasantes ; il se retira peu à peu sur Aukendorf, le 5, sur Deppen, le 6, évitant de laisser rompre un seul de ses carrés. Cependant Napoléon ralliait avec rapidité ses corps entre Saalfeld et Osterode. A son tour il se porta de l'avant, rejoignit Ney et arriva en vue des Russes. Ceux-ci renoncèrent brusquement à poursuivre l'offensive ou plutôt la surprise qu'ils avaient tentée. Benningsen redescendit l'Alle vers son camp de Heilsberg (8 juin). Les Prussiens de Lestocq retournèrent directement à Kœnigsberg. Le gros des forces russes était sur la rive droite de l'Alle, ce qui inspira à Napoléon la pensée de les gagner de vitesse sur la route de Kœnigsberg : toute l'armée française s'avança vivement par la rive gauche.

Benningsen s'était arrêté dans ses retranchements d'Heilsberg, où il accumula son armée sur les deux rives de l'Alle. La droite française vint le heurter le 10 juin au soir. Les Russes firent bonne contenance : ils étaient favorisés par leur nombre et par leur position ; le combat avait commencé trop tard pour avoir un résultat décisif : Benningsen garda ses retranchements. Toutefois, dominé par l'idée de secourir Kœnigsberg, il battit en retraite le 11 et continua à descendre sur la rive droite de l'Alle, rivière extrêmement sinueuse, dont la direction l'éloignait plutôt de la place qu'il voulait secourir. Cet inconvénient lui suggéra l'idée de la traverser pour devancer les Français à Kœnigsberg. Il s'exposait ainsi à combattre avec la rivière à dos, et rien ne pouvait mieux favoriser Napoléon.

Celui-ci, après avoir occupé Heilsberg, avait abandonné les bords de l'Alle pour marcher droit sur Kœnigsberg par Eylau (13 juin). D'Eylau il lança ses corps en éventail entre l'Alle et la mer, la gauche en avant, le centre à Domnau ; la droite, commandée par Lannes, faisait des reconnaissances vers Friedland et vers les

positions présumées de Benningsen. C'est à Friedland, point où le cours de l'Alle se rapproche de Kœnigsberg, que Benningsen avait résolu de passer la rivière. Le 14, à une heure du matin, Lannes arrivant à Posthenen, presque aux portes de Friedland, apprenait que des masses considérables se montraient dans cette ville, d'où elles avaient chassé nos hussards d'avant-garde. Avec ses 10,000 hommes, Lannes ne pouvait empêcher les Russes de déboucher sur la rive gauche. Il s'établit solidement à Posthenen et dans les bois de Sortlach, et fit connaître à Napoléon la situation nouvelle.

Avant le lever du jour, Benningsen, se trouvant en contact avec les Français, avait résolu de leur livrer bataille. Il jeta trois nouveaux ponts sur l'Alle, fit passer toute son armée et la mit en ligne sur le plateau qui s'étend à l'ouest de Friedland et qui est coupé en deux par le ravin du Mühlen Fluss, où le général russe établit aussi des ponceaux de communication. Il ne laissa sur la rive droite de l'Alle qu'une division avec de l'artillerie, encore assez rapprochée pour concourir à la bataille.

Lannes, de son côté, avait commencé à canonner et à fusiller les Russes entre Sortlach et Posthenen. Il essayait d'étendre ses lignes trop minces jusqu'à Heinrichsdorf, où passe la route de Friedland à Kœnigsberg, afin de la fermer aux Russes. Il ne put s'établir dans la plaine de Heinrischsdorf qu'à l'arrivée de Mortier. Même avec ce renfort, il était très inférieur en nombre à l'armée russe. Benningsen essayait d'enfoncer les Français à sa gauche, en avant du bois de Sortlach, et à sa droite, vers Heinrichsdorf. Mais ses efforts étaient inutiles. Jusqu'à midi, Mortier et Lannes se maintinrent, et gardèrent à Napoléon le terrain nécessaire pour livrer sa bataille.

Napoléon, arrivé à Posthenen, jeta tout de suite les yeux sur le bas-fond de Friedland et sur les quatre ponts, ligne de communication et de retraite des Russes, peu éloignée de la droite française, ce qui en rendait l'enlèvement possible. Aussi l'empereur conçut l'idée d'entre-

tenir à sa gauche une action simulée pour tromper les Russes et les attirer dans la plaine de Heinrichsdorf; il résolut de porter l'effort principal sur la droite vers Friedland. Friedland pris, l'armée russe adossée à l'Alle serait jetée dans la rivière. Il arrêta l'action le temps nécessaire à l'arrivée de ses renforts et de la garde. Puis, vers quatre heures, il chargea le maréchal Ney d'enlever Friedland.

Ney se précipita du bois de Sortlach vers Friedland. Il fut accueilli par un feu croisé d'artillerie qui lui venait de face et de la rive droite de l'Alle. Les Français décimés hésitèrent. Mais Napoléon fit soutenir l'effort de Ney par la division Dupont; il fit établir par Senarmont une batterie de 36 pièces pour combattre l'artillerie russe. La marche en avant reprit et ne s'arrêta plus. Les Français se jetèrent dans Friedland, repoussèrent les Russes rue par rue, détruisirent ou brûlèrent les ponts. L'ennemi voulut reprendre cette position capitale : il ne réussit qu'à écraser et à incendier Friedland sous les obus ; Ney ne se laissa pas expulser ; les Russes furent ramenés sur le plateau. Immédiatement Napoléon ordonna une vive attaque du centre à la gauche, de Posthenen à Heinrichsdorf. L'ennemi céda à l'effort général : rompu, brisé, il se rejeta vers l'Alle. Quelques corps parvinrent à fuir en suivant la rive gauche; d'autres cherchèrent un gué dans l'Alle, où beaucoup d'hommes se noyèrent ; d'autres furent exterminés sur le bord de ce fossé. La lutte se termina à dix heures du soir. Cette fois la victoire était décisive : l'armée russe était désorganisée ; elle avait perdu 20,000 hommes, les Français 7,000. Benningsen ramena ses débris, le 15, sur la Pregel. Les Prussiens abandonnèrent Kœnigsberg dont Soult prit possession. Le 19, les Russes étaient rejetés sur le Niemen. La cause de la Prusse était perdue, et la Russie l'abandonna en signant un armistice (22 juin).

Napoléon profita de sa victoire pour faire entrer la Russie dans son système politique. La Prusse écrasée

ne comptait plus. Le czar Alexandre conclut avec l'empereur des Français non pas la paix, mais un traité d'alliance dirigé contre l'Angleterre et inspiré par les idées du *Blocus Continental* : ce fut le traité de Tilsitt (8 juillet). La Prusse était démembrée et réduite de moitié. Napoléon était maître incontesté de l'Europe du centre et de l'ouest, et le grand empire de l'est adoptait son alliance.

CHAPITRE XII

L'ESPAGNE ET LE PORTUGAL (1808-1813)

SOMMAIRE. — La guerre de la Péninsule. — Invasion du Portugal (1807). — Le guet-apens de Bayonne. — Le roi Joseph. — Medina del Rio-Seco (14 juillet 1808). — Capitulation de Baylen (21 juillet), de Cintra (30 août). — Napoléon en Espagne. — Victoires d'Espinosa, de Burgos (10 novembre), de Tudela (23 novembre). — Entrée dans Madrid (4 décembre). — Retraite des Anglais à la Corogne (janvier 1809). — Départ de Napoléon. — Caractères de la guerre d'Espagne : les armées régulières, les guérillas, les sièges. — Cruautés. — Faiblesse des Français : les jalousies et la division du commandement. — Victoires de Medellin et de Ciudad-Real (27-28 mars 1809). — Soult en Portugal. — Wellesley (Wellington) et les Anglais — Soult surpris à Porto (12 mai). — Wellesley en Espagne. — Bataille de Talavera (27-28 juillet). — Victoire d'Ocaña (19 novembre). — Conquête de l'Andalousie. — Les décrets du 8 février 1810. — L'armée de Portugal et Masséna. — Invasion du Portugal. — Busaco (27 septembre). — Torres Vedras. — Retraite de Masséna. — Wellington et Masséna : bataille de Fuentès d'Oñoro (3-5 mai 1811). — Beresford et Soult : bataille d'Albuera (16 mai). — Marmont et l'armée de Portugal. — Garde de la frontière. — Conquête de Valence (janvier 1812). — Prise de Ciudad-Rodrigo et de Badajoz par les Anglais — Marche de Wellington sur Salamanque ; bataille des Arapiles (22 juillet) ; Wellington à Madrid. — Concentration des armées d'Espagne ; siège de Burgos ; retraite des Anglais. — La déroute de Russie. — Campagne de 1813 ; offensive de Wellington ; bataille de Vittoria (21 juin). — Les Français sur les Pyrénées. — Suchet en Catalogne. — Prise de Pampelune et de Saint-Sébastien par Wellington (juillet-octobre). — Les lignes de la Nive ; l'invasion de la France.

Il semblait qu'après Tilsitt, aucune puissance au monde ne fût capable de résister à la grande armée. En deux ans elle avait écrasé l'Autriche, la Prusse et la Russie, et avec elles les meilleures troupes du continent. Elle trouva pourtant un obstacle qu'elle ne put briser du premier coup, et contre lequel son énergie s'usa peu à peu : ce

fut le soulèvement populaire de l'Espagne et du Portugal, aidé par les Anglais.

Lorsque Napoléon, entraîné par les nécessités du blocus continental, médita de se rendre maître du Portugal par un coup de force, et de l'Espagne par la ruse, il ne mesura pas la gravité de ses tentatives. Ce grand entraîneur de soldats connaissait trop peu les hommes et avait trop de mépris pour les forces morales : il crut qu'il lui serait aussi facile d'absorber l'Espagne, nation morte en apparence, que d'annexer le royaume de Naples. A ses yeux, c'était une occupation à faire, non une conquête à entreprendre. Il se trouva qu'une fois le gouvernement espagnol abattu, le gouvernement portugais en fuite, les armées régulières dispersées, une lutte imprévue commença entre la grande armée et tout un peuple favorisé par ses sierras, ses rochers, la rigueur de son climat et l'infertilité de son sol ; il se trouva aussi que cette insurrection, favorisée par les Anglais, fournit à ces derniers le moyen longtemps cherché par eux de se loger sur le continent et d'y lutter contre Napoléon.

C'est d'abord sur le Portugal que tombèrent les coups de l'Empereur. Au traité de Fontainebleau, il en promit la moitié à l'Espagne, pourvu que celle-ci accordât aux troupes françaises libre passage sur son territoire. Napoléon faisait coup double : il conquérait le Portugal et commençait en Espagne une occupation sournoise. Tel était son mépris pour la force militaire de la péninsule, qu'il n'envoya en Portugal qu'un corps de 20,000 conscrits commandé par Junot, auquel il recommanda seulement d'aller vite. Le 17 octobre 1807, Junot pénétra en Espagne, et le 12 novembre, dépassant Salamanque, il entra en Portugal. En exécuteur ponctuel des ordres de l'Empereur, il marcha fort vite et laissa en route les trois quarts de ses jeunes troupes. Mais il arriva au but : la maison de Bragance fut frappée de terreur à l'arrivée des 5,000 soldats hâves et exténués de Junot ; le gouvernement portugais s'enfuit au Brésil ; Junot entra dans

Lisbonne (30 novembre). Cependant, sous prétexte de le couvrir, de nouveaux corps entraient en Espagne : d'abord vint Dupont; après Dupont vint Moncey; après Moncey Duhesme, si bien qu'en pleine paix, dans un pays allié, 80,000 Français occupaient sans coup férir, au début de 1808, toutes les provinces du nord.

Cette prise de possession, d'autant plus menaçante qu'elle était pacifique, l'impopularité du premier ministre, le prince de la Paix, les querelles intérieures de la famille royale, tout contribuait à inquiéter le peuple espagnol et à hâter les événements. Le 19 mars 1808 éclata la révolution d'Aranjuez. Le prince de la Paix faillit être tué ; le roi Charles IV dut abdiquer ; on proclama roi le prince des Asturies sous le nom de Ferdinand VII. Pendant ce temps les troupes françaises se glissaient toujours vers le centre de l'Espagne, et Murat, placé à leur tête, entrait le 23 mars dans Madrid. La confusion était extrême. Le moment parut favorable à Napoléon pour détrôner les Bourbons d'Espagne. Il fit venir à Bayonne (20 avril) le jeune roi Ferdinand, et bientôt après le vieux roi Charles IV, sous prétexte de régler leurs différends. Dès qu'il les eut tous deux en son pouvoir, il obtint facilement l'abdication de Charles IV et extorqua celle de Ferdinand VII. Puis il appela de Naples son frère Joseph ; il lui donna la couronne qu'il venait d'escamoter. Le tour était joué.

Mais le peuple espagnol n'en prit pas son parti. Dès le 2 mai éclatait à Madrid une insurrection formidable que Murat dut noyer dans le sang. A la nouvelle des événements de Bayonne, la fureur saisit tous les Espagnols, depuis le Madrilène jusqu'au dernier paysan du plus misérable village ; partout se formèrent des juntes insurrectionnelles ; chaque province, chaque canton et même chaque bourg lutta pour son compte ; prêtres et moines fanatisèrent cette immense Vendée au nom du Christ et du roi. En peu de jours, des Asturies à Cadix, toute la population était en armes au nom de Ferdinand VII, et

les divisions françaises, peu nombreuses, isolées, composées de recrues, eurent à soutenir une lutte de tous les instants.

De Bayonne à Madrid, il fallut frayer les armes à la main une route à Joseph. Celui-ci, à peine entré en Espagne (9 juillet), vit s'opposer à sa marche une armée de ses prétendus sujets. Elle comprenait 25,000 hommes commandés par Blake et don Gregorio de la Cuesta. Comme force combattante en rase campagne, ces troupes ne valaient rien ; leur enthousiasme ne remplaçait pas l'expérience militaire qui leur manquait : Bessières les écrasa à Medina del Rio Seco (14 juillet), et les dispersa sur tous les chemins de la Vieille-Castille. Cette victoire permit à Joseph de faire son entrée dans Madrid. Mais à peine était-il installé depuis huit jours dans sa capitale, qu'il en sortit plus vite qu'il n'était entré, à la nouvelle du désastre de Baylen.

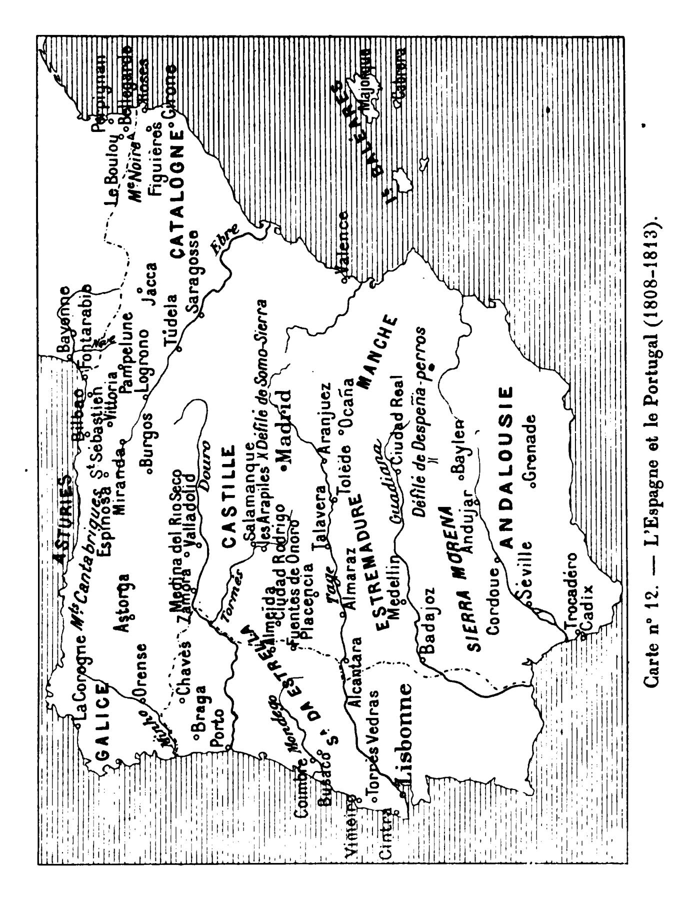
Pendant que Bessières marchait sur Madrid, les divisions françaises entrées avant lui en Espagne avaient continué, sur l'ordre de Napoléon, de marcher en diverses directions pour soumettre les provinces à l'autorité de Joseph. Parmi ces divisions, celles de Dupont, qui s'avançaient vers l'Andalousie, étaient les plus éloignées et par conséquent les plus exposées aux coups de l'insurrection. Elles étaient composées de 20,000 soldats, presque tous très jeunes. Dupont traversa les défilés de Despeña-Perros, entra en Andalousie, courut sur Cordoue et la mit au pillage. Mais il n'osa pas aller plus loin : Séville, capitale de l'Andalousie, où s'était installée la junte centrale, était protégée par l'armée de Castaños, qui contenait les meilleures troupes de l'Espagne. Dès le 1er juin, Dupont recula jusqu'à Andujar. 35,000 Espagnols s'amassèrent autour d'Andujar ; ils fermèrent les défilés derrière le corps de Dupont ; celui-ci fut séparé de son lieutenant Vedel ; réduit à 11,000 hommes, il fut forcé de capituler à Baylen (21 juillet) ; il eut la faiblesse de laisser englober dans sa capitulation Vedel, qui pou-

vait s'échapper, et Vedel eut la faiblesse plus grande encore de rendre ses armes. C'était le premier grand échec subi par Napoléon, et la jactance castillane se vanta d'avoir écrasé les vainqueurs de l'Europe, quoiqu'il n'y eût à Baylen que des généraux pillards, infidèles à leur devoir, et des conscrits inexpérimentés. Du coup, Joseph quitta Madrid ; toutes les troupes françaises refluèrent vers l'Ebre ; l'insurrection reconquit les trois quarts de l'Espagne.

La honteuse capitulation de Baylen fut suivie d'un événement du même genre en Portugal. Toutefois, dans ce dernier cas, il n'y eut pas défaillance, comme à Baylen ; il y eut impuissance complète. Si Junot avait conquis Lisbonne, il était hors d'état de s'y maintenir contre un ennemi sérieux. Cet ennemi se présenta au moment où l'insurrection espagnole coupait à Junot ses communications avec la France. Les Anglais avaient résolu d'arracher le Portugal à Napoléon. Le 1er août 1808 débarqua, à l'embouchure du Mondego, une petite armée commandée par Arthur Wellesley, le futur duc de Wellington. Quoique Junot ne fût pas en force, il courut aux Anglais et essaya de les jeter à la mer à Vimeiro (21 août). Battu, rejeté sur Lisbonne, il ne pouvait tenir : il conclut avec les Anglais la convention de Cintra (30 août) ; ses troupes furent fidèlement ramenées en France sur les vaisseaux ennemis, tandis que les soldats de Dupont étaient retenus prisonniers par les Espagnols. Le Portugal était perdu ; l'Angleterre, qui nous en chassait, décida encore d'unir étroitement sa cause à celle des insurgés espagnols. Désormais les Français avaient affaire, non seulement à la fureur d'indépendance d'un peuple entier, mais aux forces de leurs plus anciens et de leurs plus irréconciliables ennemis.

Après Baylen et après Cintra, Napoléon dut reconnaître qu'il n'annexerait pas la Péninsule comme un duché allemand ou un marquisat italien. Mais il conserva de grandes illusions sur la durée et la consistance de

l'insurrection ; il crut qu'une apparition de lui et de son armée suffirait à réparer tout ce que la lâcheté de Du-



Carte n° 12. — L'Espagne et le Portugal (1808-1813).

pont avait fait perdre. Il prit ses précautions du côté de l'Europe, déjà toute émue et frémissante de son échec ; il s'assura, à l'entrevue d'Erfurt, de l'amitié du czar

Alexandre (septembre 1808); il fit converger sur Bayonne les meilleures troupes de la grande armée et la garde impériale ; la grande armée d'Allemagne fut dissoute, réorganisée sous le nom d'armée du Rhin, et ses vides bouchés avec des conscrits. Bientôt l'armée d'Espagne, divisée en huit corps, fut forte de 200,000 hommes des meilleures troupes de Napoléon, et l'Empereur arriva à Bayonne pour la commander (3 novembre). Il marcha tout de suite de l'avant. Il rejoignit à Miranda, sur l'Ebre, le roi Joseph qui s'y était réfugié après Baylen. Devant lui, sur une longue ligne allant des monts Cantabriques à Tudela, sur l'Ebre, étaient les levées tumultuaires que les Espagnols décoraient du nom d'armées : les 32,000 hommes de Blake vers les monts Cantabriques; les 12,000 hommes de Belveder à Burgos; les 40,000 hommes de Castaños et de Palafox sur l'Ebre, à Tudela. Le corps auxiliaire anglais de John Moore, sortant de Portugal, se trouvait fort en arrière : à peine venait-il d'entrer en Espagne.

Le centre de la ligne espagnole, à Burgos, était très faible : Napoléon y marcha, en lançant Lefebvre et Victor sur sa droite pour écraser Blake. Burgos fut enlevée et mise à sac ; Blake fut complètement battu à Espinosa (10 novembre). Les Espagnols ne tenaient point en plaine. Ces foules sans cohésion cédaient tout de suite à la panique, et la cavalerie les sabrait à son aise. Mais les généraux espagnols savaient au moins se dérober : Soult, qui marchait de Burgos sur les derrières de l'armée de Blake pour l'achever, ne parvint pas à la joindre. Le centre et la gauche espagnols anéantis, Napoléon se retourna contre la droite, commandée par Palafox et Castaños. Il la mit en déroute à Tudela (23 novembre), sans pouvoir la cerner et l'exterminer. Au moins avait-il dispersé à tous les points de l'horizon les prétendues armées espagnoles.

Pour la seconde fois, la route de Madrid était ouverte : Napoléon s'y précipita. Les lanciers polonais forcèrent,

par une charge impétueuse, le défilé de Somo-Sierra (30 novembre). L'armée française parut devant la capitale, qui capitula après un court bombardement (4 décembre) : Joseph fut rétabli sur son trône ; l'Espagne parut soumise du coup.

Restait à détruire le corps anglais de John Moore. Celui-ci n'était arrivé à Salamanque que le 13 novembre, beaucoup trop tard pour fermer à Napoléon la route de Madrid, au cas où Moore en aurait eu l'audace. Le général anglais se rabattit sur Valladolid avec 25,000 hommes, en vue de combattre Soult dans les Asturies. Il n'en eut pas le temps : Napoléon quittait Madrid pour couper ses communications (22 décembre). Moore s'empressa de battre en retraite sur la Corogne, suivi de près par Soult, et marcha assez vite pour se dérober aux coups de Napoléon. Celui-ci s'arrêta à Astorga, rebroussa chemin sur Valladolid et cessa la poursuite que Soult continua seul. Moore parvint à s'échapper, au prix de cruelles souffrances, dans les montagnes et dans les neiges de la Galicie. Il fut tué à la Corogne le 16 janvier 1809, en livrant un dernier combat aux Français. Ses troupes, fort réduites en nombre, se rembarquèrent. Napoléon, de son côté, sur les menaces de guerre qui lui venaient du côté de l'Autriche, était rentré en France, ne doutant pas que l'affaire d'Espagne, si bien engagée, ne dût arriver promptement à la solution.

Mais le problème était plus compliqué que l'Empereur ne le pensait. La guerre d'Espagne n'était point de celles que l'on termine avec des victoires.

C'était un jeu de battre les armées régulières espagnoles, surtout pour Napoléon et les soldats de la grande armée. Ces troupes incohérentes s'enfuyaient à la première attaque. La rapidité de leur fuite les préservait seule d'une complète destruction et leur permettait de se reformer promptement, pour être aussitôt battues et dispersées de nouveau. De pareils adversaires n'empêchaient pas l'armée française de se promener d'un bout de l'Es-

pagne à l'autre. Mais si elle triomphait sans cesse sur le front, elle était harcelée sur les flancs et sur les derrières par les attaques continuelles des *guerillas*.

Ces bandes, peu nombreuses, composées d'hommes agiles et adroits, s'embusquaient dans les fourrés et dans les massifs rocheux, où elles attendaient tranquillement l'occasion de surprendre des isolés, d'enlever des convois ou des courriers et d'égorger des traînards. Si elles rencontraient une résistance trop forte, elles se dispersaient pour se reformer ailleurs. Dans le cas contraire, elles tuaient tout, soldats, malades, blessés, employés civils, s'emparaient des munitions et des vivres. Elles avaient tous les habitants pour complices et pour espions, tandis que les Français ne parvenaient jamais à savoir ce qui se passait à cent mètres de leurs avant-postes. Une troupe française n'était maîtresse que du terrain qu'elle occupait : elle ressemblait à une forteresse mouvante continuellement bloquée. Autant les Espagnols étaient mous et peu redoutables en ligne de bataille, autant ils étaient actifs et dangereux, le fusil du *guerillero* à la main.

Ils se montrèrent aussi fort tenaces derrière des murailles, que ces murailles fussent des remparts militaires ou de simples murs de couvent. Ils défendirent leurs places avec une fermeté héroïque, surtout celles d'Aragon et de Catalogne. Ce fut au siège de Saragosse qu'ils donnèrent toute leur mesure (décembre 1808-février 1809). L'armée battue si aisément à Tudela s'y était réfugiée avec son chef Palafox. Le corps d'armée de Lannes assiégea Saragosse et s'empara de l'enceinte extérieure : mais ce n'était que le prélude ; il fallut emporter la ville maison par maison ; les couvents, énormes cubes de pierre à peine percés de fenêtres, facilitèrent la résistance ; ce ne fut qu'après un mois de luttes, de fusillades à bout portant, de coups de mine qui faisaient sauter en l'air assiégeants et assiégés, de combats singuliers dans les greniers, dans les étages et dans les caves, ce ne fut qu'après le sacrifice de 50,000 existences

que les défenseurs de Saragosse rendirent les ruines de la place (21 février 1809). Les sièges de Girone et de Tarragone, moins connus, ne sont pas moins remarquables.

Les deux partis commirent des actes d'une épouvantable cruauté, comme il arrive dans les luttes de peuple à peuple ou d'armée contre peuple. Tel soldat français pris par les guerillas leur servait de jouet et de cible pendant de longues heures avant d'être abattu ; tel officier, nous rapporte Marbot, fut suspendu par les pieds et « saigné ». Les Français furieux n'étaient pas en reste d'atrocités : dans la campagne de Portugal, dit Marmont, on pendait les paysans à moitié, « au rouge », pour leur faire avouer où étaient leurs vivres ; après quoi on les pendait tout à fait, « au bleu ». Joseph lui-même, de naturel doux et pacifique, se rendait compte du caractère impitoyable de cette guerre. « Il faudrait, disait-il en 1808, cent mille échafauds pour se maintenir en Espagne. »

Ce qui sauvait la cause des Espagnols, mieux que tant de sang répandu, c'était leur constance et leur désintéressement, ces vertus qui avaient inspiré aux 15,000 hommes de la Romana, envoyés par Napoléon en Fionie, l'idée de s'embarquer pour courir à la défense de leur patrie. Ce qui les sauva aussi, sans parler du désastre de Napoléon en Russie, ce fut la coopération de plus en plus active et puissante des Anglais de Wellington. Wellington donna à l'insurrection de la Péninsule ce qui lui manquait, un noyau militaire solide. Son armée, très inférieure d'abord à l'armée française, apprit peu à peu à tenir tête aux soldats de Napoléon. Elle triompha, elle aussi, à force de constance.

Quant aux Français, ils durent leurs malheurs avant tout au vice originel de l'entreprise, dont Napoléon, à Sainte-Hélène, a reconnu franchement la folie. Leur situation fut encore aggravée par les divisions qui se glissèrent parmi eux. L'unité du commandement ou tout au

moins l'accord entre les chefs fit toujours défaut aux armées d'Espagne. Le faible roi Joseph était incapable de commander; Jourdan, que Napoléon lui avait donné comme major général, était vieilli et dédaigné de la jeune génération des maréchaux et des généraux. Ceux-ci s'habituèrent vite à n'obéir ni à l'un ni à l'autre. Ils reçurent des ordres et des directions de Paris, où Napoléon, placé à trois cents lieues des opérations, prétendait leur dicter leur conduite. Malgré tout, à une pareille distance, il fallait bien lâcher la bride aux chefs d'armée. Peu à peu, ceux qui s'étaient montrés partout ailleurs de dociles exécuteurs des ordres de Berthier, se mirent en Espagne à agir à leur guise. Ils conquéraient, ils occupaient, ils réglementaient et ils percevaient des contributions; ils n'étaient plus seulement chefs militaires, ils étaient presque rois dans leur commandement, et l'un d'eux, Soult, rêva de le devenir tout à fait. En attendant le titre royal, ceux qui manquaient de scrupules eurent les avantages de la royauté : sous prétexte de contributions, ils firent un pillage en règle. Dès 1808, Napoléon reprochait aux signataires de la capitulation de Baylen d'avoir manqué à leurs devoirs militaires pour mettre à l'abri « le fruit de leurs rapines », les fourgons chargés des richesses de Cordoue.

Ainsi se dessinent, à partir de 1808, les caractères généraux de la guerre d'Espagne. Il est impossible d'en faire abstraction dans l'étude des événements militaires, car ceux-ci leur sont étroitement subordonnés. Le plus souvent, une bataille rangée, qui dans le reste de l'Europe, avec un chef comme Napoléon, décide d'une campagne, ne signifie rien en Espagne : il n'y a point de crise décisive, il y a une longue série de crises partielles, dont le résultat final est funeste aux Français.

En quittant Valladolid, Napoléon avait confié à Soult, qui venait de pousser Moore sur la Corogne, le soin de reconquérir le Portugal (janvier 1809). C'était à ses yeux la seule chose importante qui restât à faire, puisqu'elle

devait priver l'insurrection du secours des Anglais. Soult devait marcher rapidement avec 25,000 hommes sur Porto et sur Lisbonne ; il devait au besoin être soutenu par le corps de Victor, qui descendrait la vallée du Tage. Les Français passèrent le Minho et s'emparèrent de Chaves (13 mars) ; puis Soult se fraya un chemin par Braga sur Porto qu'il enleva d'assaut le 29. De son côté, Victor, quittant Talavera sur le Tage, dispersait les bandes de l'Estramadure à Medellin (28 mars), mais il s'arrêtait à Merida, sur la Guadiana. Sebastiani, quittant Madrid pour la Manche, s'installa dans cette province par la victoire de Ciudad-Real (27 mars). C'étaient autant de succès qui devaient faire préjuger la prompte soumission de la Péninsule ; partout ailleurs, ils auraient été décisifs. Mais ils ne terminèrent rien, car derrière les armées françaises se reformèrent les troupes régulières et les guerillas, qui bloquèrent les vainqueurs, les arrêtèrent et tinrent surtout en échec le maréchal Soult. Celui-ci resta à Porto au lieu de marcher sur Lisbonne ; il pensait déjà à s'y tailler une royauté, lorsque l'attaque de Wellesley le tira de son rêve.

Disgracié quelque temps pour avoir accordé de trop bonnes conditions à Junot dans la convention de Cintra, Wellesley revint à Lisbonne avec 25,000 Anglais (22 avril 1809) ; il était envoyé presque à regret par son gouvernement, qui n'avait plus de confiance depuis la retraite désastreuse de Moore ; Wellesley lui-même n'aspirait qu'à se maintenir le plus longtemps possible en Portugal. A peine débarqué, il conçut l'idée de frapper un coup de surprise sur le corps de Soult. Celui-ci, entouré d'ennemis, privé d'informations, vivait à Porto dans une sécurité parfaite ; il ne se gardait même pas ; les Anglais se présentèrent subitement, passèrent le Douro sous les yeux de Soult, entrèrent dans Porto pendant qu'il cherchait à rassembler son corps d'armée et le chassèrent (12 mai). Soult fit une retraite désastreuse sur Orense par les montagnes ; il fut obligé de

jeter dans les ravins ses canons et ses bagages. Enfin, il se tira d'affaire et ramena en Galice son corps d'armée désemparé. Napoléon indigné lui adjoignit les troupes de Ney et de Mortier pour lutter contre les Anglais. Mais Ney et Soult étaient incapables de s'entendre. Le premier évacua la Galice à contre-cœur; Soult ramena toutes ses troupes à Zamora sur le Douro.

L'échauffourée de Porto était un fâcheux symptôme, en même temps qu'une preuve douloureuse pour les Français de la valeur de Wellesley. Prudent et audacieux à la fois, Wellesley, maître du Portugal, porta la guerre sur le territoire espagnol, dans la vallée du Tage. Il y joignit les insurgés commandés par La Cuesta, et marcha droit avec 60,000 hommes sur Talavera, où était le maréchal Victor. Le roi Joseph, dont la capitale était directement menacée, s'associa aux efforts de Victor pour repousser Wellesley. Tous deux appelèrent à leur secours le maréchal Soult, qui de Zamora pouvait se porter avec une masse écrasante sur le flanc gauche des Anglais et les prendre en écharpe. Mais il fallait attendre que Soult pût arriver. Au lieu de patienter, Victor et Joseph engagèrent inconsidérément l'attaque contre les positions anglaises (27 juillet). Suivant son invariable habitude, Wellesley avait pris de bonnes positions défensives qui s'étendaient du Tage aux montagnes. Les attaques de Victor se brisèrent contre les lignes anglaises. Le 28, les Français recommencèrent des efforts énergiques, mais décousus; ils fatiguèrent les Anglo-Espagnols sans parvenir à les rompre. Wellesley garda toutes ses positions. C'était presque une victoire pour lui. Cependant, lorsque Soult apparut enfin (3 août) dans les environs de Placencia, les Anglais durent évacuer Talavera et repasser le Tage en toute hâte. Wellesley se replia vers les frontières du Portugal. Il avait bravé impunément les Français au cœur de cette Espagne que Napoléon croyait conquise. Il s'établit d'Alcantara à Badajoz; derrière ses lignes, il fortifia sa position en Portugal en faisant com-

mencer en avant de Lisbonne ces travaux mystérieux de Torres-Vedras, que la France et l'Europe ignorèrent si longtemps. Il ne craignait que l'arrivée en Espagne de Napoléon. L'Empereur, libre depuis la défaite de l'Autriche à Wagram, aurait pu jeter les Anglais à la mer par une irruption foudroyante, comme en 1808. Mais Napoléon ne vint pas; il se contenta de faire refluer une partie de l'armée d'Allemagne vers les Pyrénées.

Napoléon s'en était pris à Jourdan de l'insuccès de Talavera; il l'avait rappelé en France et l'avait remplacé par Soult à la tête de l'état-major, ce qui n'était pas un moyen d'apaiser les discordes. Faute de pouvoir reconquérir de suite le Portugal, les Français continuèrent tant bien que mal l'occupation des provinces espagnoles. Saint-Cyr assiégea méthodiquement les places de Catalogne. Victor et Sébastiani s'avancèrent au sud jusqu'à la Sierra Morena et en surveillèrent les débouchés. Le gouvernement insurrectionnel de Séville, par sa folle présomption, procura bientôt des succès faciles aux Français. Les événements de Porto et de Talavera gonflèrent démesurément l'orgueil espagnol, comme en 1808 la capitulation de Baylen : on ne médita rien moins que la reconquête de Madrid. 50,000 hommes commandés par Areizaga, toutes les forces régulières de l'Espagne, franchirent la Sierra Morena et marchèrent sur la capitale. Le maréchal Soult leur infligea une complète défaite à Ocaña (19 novembre) : il en tua un bon nombre et parvint à en capturer 25,000. Cette victoire, en détruisant la seule armée qui occupât les provinces du sud, livra ces provinces sans défense aux Français. Joseph et Soult se déterminèrent à diriger sur l'Andalousie une expédition qui devait être aussi facile que profitable. La grande razzia qu'ils méditaient les détourna du vrai but à atteindre, l'écrasement des Anglais. 70,000 Français entrèrent donc en Andalousie, occupèrent triomphalement Cordoue et Grenade. En marchant vite, ils auraient pu surprendre

Cadix. Mais Soult aima mieux occuper Séville (1er février 1810). Les insurgés se réfugièrent dans la position inexpugnable de Cadix, d'où l'énergique Régence espagnole dirigea la guerre contre les maréchaux de Napoléon.

Cependant l'Empereur était décidé, depuis l'insuccès de Talavera, à changer le système jusqu'alors suivi en Espagne. Il se persuada que tout le mal venait de la dispersion des forces et de l'autorité militaire confiée à Joseph, qui n'était rien moins qu'un homme de guerre. D'autre part, il croyait avec raison qu'il fallait concentrer les principales forces contre les Anglais. Les décrets du 8 février 1810 enlevèrent à Joseph les provinces situées au nord de l'Ebre et en firent des commandements militaires autonomes; c'était le prélude du démembrement de l'Espagne projeté par Napoléon. Trois grandes armées étaient formées. La première était l'armée de Portugal, à qui était réservé le rôle le plus actif, car elle devait attaquer les Anglais; Napoléon envoya pour la commander Masséna, le vainqueur de Zurich. Ensuite venait l'armée du Centre, laissée aux ordres de Joseph pour décorer sa chétive royauté et faire la chasse aux guerillas; enfin l'armée d'Andalousie, commandée par Soult. Ces mesures pouvaient être bonnes au point de vue militaire. Mais comme elles laissaient trop voir les projets intéressés de Napoléon, comme elles faisaient de Joseph un fantôme et soumettaient les pays conquis à l'arbitraire des généraux, elles firent en Espagne une impression extrêmement fâcheuse; désormais tout accord devint impossible entre la nation espagnole et le système napoléonien.

L'armée de Portugal, forte de 70,000 hommes divisés en trois corps, se réunit à Salamanque sous les ordres de Masséna. Ney, Junot et Reynier lui étaient subordonnés. Masséna se prépara à marcher sur Lisbonne. Il commença par s'assurer la possession des places frontières, Ciudad-Rodrigo et Almeida, qu'il assiégea et

enleva sous les yeux de Wellington[1]. L'armée anglaise, cantonnée à Celorico, ne bougea pas de ses positions. Wellington inaugurait sa stratégie expectante, assez patiente pour demeurer de longs mois à l'affût des surprises.

Enfin, le 16 septembre 1810, Masséna franchit les frontières du Portugal. Wellington recula pas à pas devant lui en dévastant méthodiquement la vallée du Mondego, de sorte que l'armée française ne vécut que du pain qu'elle avait emporté de Ciudad-Rodrigo. Les Anglais se postèrent devant Coïmbre, sur les hauteurs de Busaco. Cette position était bonne pour arrêter les Français, et toutes les attaques de Masséna s'y brisèrent (27 septembre). Mais, le lendemain, les Français découvrirent un sentier, tournèrent la position, et Wellington abandonna Busaco et Coïmbre. Il se mit en pleine retraite sur Lisbonne. Masséna le suivit par Coïmbre et par Santarem. Le 10 octobre, il approchait de Lisbonne, lorsqu'à sa grande surprise, il fut arrêté par une ligne formidable de retranchements derrière lesquels l'armée anglaise avait entièrement disparu.

C'étaient là ces lignes de Torres Vedras que Wellington faisait tracer depuis un an, le réduit central de la résistance anglaise sur le sol de la Péninsule. De l'Atlantique au Tage les Anglais avaient complètement fermé la presqu'île où s'élève Lisbonne. Trois lignes parallèles de retranchements étaient défendues par 127 redoutes et 511 bouches à feu, que servaient 20,000 miliciens appuyés par l'armée de Wellington. Contre de tels obstacles les efforts de l'armée de Portugal ne pouvaient rien. Masséna le sentit : si audacieux qu'il fût, il ne tenta même pas l'aventure ; il se contenta de rester devant les lignes, fondant son seul espoir sur l'arrivée des renforts. Il ne lutta que contre la faim menaçante, et ce fut une grosse

1. Les succès de 1809 avaient valu à Wellesley le titre de duc de Wellington.

difficulté de faire vivre l'armée dans ce pays ravagé. Il prit Santarem pour quartier général, et attendit.

Longtemps la situation de Masséna demeura aussi ignorée que l'existence même des lignes de Torres Vedras. Les communications étaient coupées; Soult, qui aurait dû soutenir l'armée de Portugal, ne quittait point l'Andalousie; il se contentait d'en couvrir les frontières en assiégeant Badajoz, qu'il enleva le 12 mars 1811. La mission du colonel Foy, envoyé à Paris par Masséna, n'aboutit à rien. N'ayant ni renforts, ni vivres, Masséna dut quitter les bords du Tage (8 mars 1811); il se retira lentement vers Coïmbre, suivi à son tour par Wellington, auquel Ney livra le glorieux combat de Redinha (11 mars), sans parvenir à l'arrêter. L'armée de Portugal était réduite à 40,000 hommes; Ney se montrait insubordonné et presque factieux, au point que Masséna dut lui enlever son commandement. Il fallut battre en retraite jusqu'à Salamanque. Wellington, toujours attaché aux traces de l'armée, revint sur la frontière d'Espagne, assiégea Almeida, tandis qu'au sud, il envoyait son lieutenant Beresford vers Badajoz pour contenir Soult.

Même après sa triste retraite, Masséna n'était pas d'humeur à laisser prendre Almeida sous ses yeux. Il revint à la charge contre Wellington, qu'il attaqua vivement le 3 mai à Fuentès d'Oñoro. Protégés comme à l'ordinaire par un ravin fort encaissé, les Anglais gardèrent leurs positions. Masséna remonta le ravin jusqu'à son origine et le tourna pour recommencer l'attaque. Mais Wellington eut le temps de faire son changement de front: le 5 mai, il résista énergiquement comme le 3; faute de munitions, faute d'être obéi par ses lieutenants, Masséna ne put le forcer. Les deux batailles de Fuentès d'Oñoro décidèrent du sort d'Almeida, dont la garnison parvint à s'échapper à travers les postes anglais (11 mai). L'armée de Portugal revint découragée à Salamanque. Masséna fut disgracié et remplacé par Marmont.

Pendant ce temps, sur la Guadiana, Beresford donnait

la réplique à son chef. Il avait mis le siège devant Badajoz, lorsque Soult s'avança pour le rejeter en Portugal. La bataille de l'Albuera (16 mai), fut indécise comme celle de Fuentès d'Oñoro, mais les Anglais continuèrent le siège de Badajoz.

Le maréchal Marmont, arrivant à l'armée de Portugal, la trouva dans le plus mauvais état. Tout de suite il comprit, ce que Napoléon lui-même reconnaissait, qu'on ne pouvait songer à la ramener immédiatement sur Lisbonne. Il la réorganisa comme il put, et se résigna, faute de mieux, à monter la garde sur la frontière pour préserver le territoire espagnol des entreprises de Wellington et de ses lieutenants.

Il préserva d'abord Badajoz contre les attaques de Beresford et de Wellington. Celui-ci avait passé le Tage pour presser la reddition de la place. Marmont n'hésita pas à courir au secours de Soult. Cet accord temporaire des deux maréchaux produisit d'heureux résultats, car ils firent lever le siège de Badajoz (20 juin) et la communication entre les armées d'Andalousie et de Portugal fut assurée par les postes fortifiés d'Almaraz, sur le Tage. Déçu de ce côté, Wellington se rabattit vers Ciudad-Rodrigo. Là encore Marmont vint lui arracher une conquête qui semblait facile. Les Français concentrèrent devant Cindad-Rodrigo l'armée de Portugal et « l'armée du Nord », c'est-à dire les divisions de la Galice et des Asturies. Intimidé par ce déploiement de forces, Wellington leva le siège et rentra en Portugal sans accepter la bataille (26 septembre). La cavalerie française surveilla le territoire portugais. Si Marmont était incapable d'attaquer, il montrait qu'il savait se défendre.

Pendant que les armées du nord, de Portugal et d'Andalousie confinaient les Anglais dans le territoire du Portugal, le maréchal Suchet faisait dans l'est de l'Espagne des campagnes habiles et heureuses. Seul de tous les maréchaux de Napoléon, il soumettait vraiment les pays placés sous son autorité. Après avoir achevé la conquête

de la Catalogne, il entreprit celle du royaume de Valence (octobre 1811). L'Empereur lui-même s'attacha à l'entreprise du maréchal Suchet au point d'oublier la grande affaire, qui était de combattre Wellington. Celui-ci, d'ailleurs, faisait le mort depuis ses dernières mésaventures. Napoléon tira donc des troupes des armées d'Andalousie et de Portugal pour coopérer à la conquête de Valence. La ville de Valence tomba enfin (9 janvier 1812). C'était un brillant succès, mais il était acheté au prix d'une grande faute, dont les conséquences ne se firent pas attendre avec un adversaire comme Wellington.

Pour comble de malheur, la funeste entreprise de Russie projeta dès cette époque son ombre sur les événements d'Espagne. Pour la lutte qui se préparait, Napoléon dégarnit les armées d'Espagne de quelques-uns de leurs cadres et de leurs meilleurs éléments. Il dut aussi changer les emplacements des divisions, assigner à chacun son rôle nouveau, et c'est au milieu de cette crise que Wellington recommença soudain ses attaques. Enfin, une inimitié mortelle avait éclaté entre Soult et Marmont; ces maréchaux n'étaient pas disposés à se porter secours.

Wellington profita de la faiblesse des Français avec adresse et bonheur. La place de Ciudad-Rodrigo, livrée à elle-même, sentinelle perdue de la domination française, fut enlevée en huit jours (18 janvier 1812). Les Anglais se tournèrent ensuite contre Badajoz. Pendant que Marmont faisait une course inutile dans la Sierra de Estrella, et que Soult ne bougeait pas de l'Andalousie, Badajoz était prise d'assaut (7 avril). Ce double succès, si facilement obtenu, démontra à Wellington l'impuissance des Français. Il se décida alors, pour la première fois depuis 1809, à tenter une invasion directe de l'Espagne. Instruit par l'expérience, il porta son effort sur le bassin du Douro, et par conséquent sur l'armée de Portugal. Il avait pour objectif stratégique les Pyrénées, et pour but de couper les armées d'Espagne de leur base d'opérations.

Lorsque Wellington entra en Espagne le 13 juin et marcha sur Salamanque, Marmont était abandonné à lui-même; de plus, ses troupes étaient dispersées de la Sierra de Gata aux Asturies. Incapable de défendre la ligne du Tormès, Marmont résolut de faire sa concentration en arrière, sur le Douro, et d'y attendre des renforts. Il évacua donc Salamanque et se retira lentement sur le Douro. Le 2 juillet, il s'établit derrière ce fleuve, de Toro à Zamora. Wellington n'essaya pas de l'y forcer. Ce fut au contraire Marmont qui reprit soudainement l'offensive contre lui. Ce maréchal avait concentré son armée : mais il eût dû attendre aussi les renforts de l'armée du centre, que Joseph devait lui amener. Fatigué des retards de ce dernier, Marmont donna le change à Wellington et passa le Douro avec ses forces (16 juillet). Avec sa prudence ordinaire, Wellington ne se jugeait pas en état de combattre dans les plaines découvertes de la Vieille Castille : il recula sur Salamanque, talonné d'assez près par ses ennemis. Il aurait reculé de même, sans combat, de Salamanque à la frontière du Portugal, si Marmont n'avait commis l'imprudence de serrer sa droite de trop près et de vouloir la tourner. Se voyant si menacé, dans la journée du 22 juillet, Wellington se retourna et tout d'un coup livra bataille aux Arapiles, sur la rive gauche du Tormès. Le général français continuait à jeter son aile gauche en avant : ses divisions étaient mal liées; elles furent battues les unes après les autres, Marmont gravement blessé; les Français perdirent 6,000 hommes; Clausel les ramena fort démoralisés sur le Douro.

Cette victoire, obtenue par surprise, faillit dès 1812 livrer l'Espagne à Wellington. L'armée de Portugal battait en retraite sur Burgos. Si les Anglais l'avaient poursuivie sans relâche, ils auraient pu la reconduire l'épée dans les reins jusqu'aux Pyrénées. Mais Wellington dérogea à son propre plan; il ne résista pas à la satisfaction d'entrer en vainqueur dans Madrid. Le 12 août, il occupa

cette capitale que Joseph venait d'abandonner avec sa petite cour et les « afrancesados », Espagnols attachés a sa fortune. Joseph se réfugia à Valence au milieu des troupes de Suchet. La situation se dessinait d'autant plus mal que Napoléon, en pleinc marche de Vilna sur Moscou, était incapable de faire quoi que ce fût pour les armées d'Espagne.

Cependant la leçon des Arapiles porta ses fruits. Il fallut bien concentrer des forces imposantes pour résister à Wellington. Le maréchal Soult, qui jusqu'à ce moment avait fait la sourde oreille quand on le sollicitait de porter ses troupes contre les Anglais, se résigna enfin à quitter l'Andalousie, son champ d'exploitation favori (26 août). Il se réunit à Valence avec les troupes de Suchet et de Joseph. C'était déjà assez pour reprendre Madrid: les Français, réorganisés et pleins de confiance, s'avancèrent sur la capitale.

Après avoir occupé Madrid, Wellington s'était retourné contre l'armée de Portugal, commandée par Clausel. Celui-ci, qui n'était pas en force, se retira sur la ligne de l'Ebre. Mais il jeta une garnison dans le château de Burgos, et ce fut assez pour arrêter les Anglais victorieux. Ils essayèrent d'une prise d'assaut : elle échoua ; ils essayèrent d'un siège en règle : il échoua aussi. Enfin, le 19 octobre, Wellington dépité leva le siège de Burgos et se retira d'abord sur le Douro, puis, quand il connut la marche de Joseph vers Madrid, il se retira sur Salamanque. Dès le 2 novembre Joseph rentrait une fois encore dans sa capitale. Il se hâta de rejoindre sur le Douro l'armée de Portugal, et eut sous la main une masse de 85,000 hommes avec laquelle il marcha sur Wellington. Joseph arriva en face des Anglais, immobiles à Salamanque, sur ce même champ de bataille des Arapiles si funeste à Marmont. Mais, par la faute de Soult, il perdit un jour en vaines délibérations; le lendemain, une brume et une pluie intenses jetèrent un rideau entre les Anglais et l'armée française; quand le rideau se déchira, Wellington

avait décampé (14 novembre). On dut se contenter de le reconduire jusqu'à la frontière du Portugal.

Quoique Wellington n'eût pas été battu, les premiers échecs de la campagne semblaient séparés par sa retraite. Mais ces malheurs de la campagne de 1812 n'étaient pas les derniers. Ils n'étaient que le prélude des grands désastres. En Espagne, plus vite encore que dans le reste de l'Europe, l'édifice napoléonien se lézardait et menaçait ruine: l'année 1813 devait en voir l'écroulement.

La catastrophe de Russie enleva aux armées d'Espagne tout espoir de secours, et leur coûta un grand nombre d'officiers et de soldats d'élite dont Napoléon eut besoin pour refaire ses armées d'Allemagne. L'Empereur recommanda de grouper dans le nord et dans l'est les forces demeurées dans la Péninsule; il ordonna l'évacuation de Madrid et le transfert de la capitale à Valladolid, pour résister à l'effort que Wellington ne manquerait pas de faire vers le bassin du Douro; il rappela Soult, dont le mauvais vouloir avait fait tant de mal; les opérations furent de nouveau confiées à Joseph et à son chef d'état-major le maréchal Jourdan, que Napoléon avait renvoyé en Espagne dès 1811. Ces mesures étaient les seules que l'on pût prendre en des circonstances si critiques. Mais l'Empereur eut aussi une idée malheureuse : il détacha une bonne partie de l'armée de Portugal, sous les ordres de Clausel, pour détruire les bandes du nord de l'Espagne, ce qui affaiblit d'autant les troupes laissées en face de Wellington.

Celui-ci, qui disposait de 90,000 hommes, recommença sans crainte l'offensive de 1812. Il franchit la frontière d'Espagne le 20 mai et marcha sur Valladolid. Les détachements français se groupèrent autour de cette place. Privé du secours de Clausel, Joseph ne put réunir que 50,000 hommes à Valladolid (2 juin), et se jugea trop faible pour livrer bataille à Wellington. Il se rabattit donc sur Burgos et sur Miranda pour joindre Clausel en suivant la grande route de Bayonne. C'était l'évacua-

tion définitive, sans espoir de retour, pressée par la marche des Anglais, qui s'avançaient toujours en débordant l'aile droite de l'armée française, afin de menacer ses communications avec les Pyrénées. Faute de vivres, Joseph quitta Burgos, puis Miranda. Le 19 juin, il s'arrêta enfin dans le bassin presque fermé au milieu duquel s'élève Vittoria. Les Français étaient déjà dans les contreforts des Pyrénées, mais ils sentaient bien qn'ils ne les repasseraient pas sans bataille. Ils auraient pu tenter la lutte avec espoir, s'ils avaient été rejoints par Clausel. Ce général poursuivait alors les bandes de l'Aragon. Wellington ne laissa pas aux Français le temps d'attendre Clausel sous les murs de Vittoria. Le 21 juin, il attaqua brusquement toute la ligne française, en portant, comme toujours, le principal effort sur sa gauche. Son énergique attaque coupa aux Français la route de Bayonne ; la cavalerie anglaise se jeta sur Vittoria ; parcs, canons et bagages furent pris ; l'armée française, après avoir perdu 5,000 hommes, se retira en désordre sur la route de Pampelune. Clausel, marchant sur Vittoria, faillit tomber dans l'armée anglaise victorieuse. Il eut cependant le temps de se dérober et de se rabattre vers la Catalogne, pour couvrir la retraite de Suchet : celui-ci évacuait sa conquête de Valence en jetant des garnisons dans les places, et ramenait peu à peu ses troupes en deçà de l'Èbre.

Cette fois, l'Espagne était perdue pour toujours. Les débris des trois armées de Portugal, du centre et d'Andalousie, ramenés sur les Pyrénées, n'avaient plus qu'à défendre la frontière française. Suchet conservait la Catalogne, mais c'était un fait isolé et sans portée. Clausel rentra en France par Jacca et rejoignit l'armée en avant de Bayonne. Napoléon enleva toute autorité à Joseph et à Jourdan ; il renvoya Soult sur cette frontière. Soult trouva l'armée dans le plus misérable état ; il tâcha de l'organiser ; il y appela des conscrits du midi de la France ; il s'établit sur les lignes de la Nive, de Saint-Jean-Pied-de-Port à Bayonne. Wellington lui laissa un long répit .

Le général anglais, qui ne tenait point à entrer de suite en France, assiégea en règle Saint-Sébastien et Pampelune. Soult essaya de délivrer cette dernière place par une incursion impétueuse dans la vallée de Bastan (27 juillet), échoua, et demeura désormais spectateur impuissant des efforts de Wellington. Dès le 8 septembre, malgré une défense énergique, Saint-Sébastien tomba aux mains des Anglais. Soult, avec 50,000 hommes à peine, occupait toujours les lignes de la Nive par sa gauche, celles de la Bidassoa par sa droite. Il subit encore un échec à Hendaye (7 octobre), et enfin Pampelune, la dernière place occupée par les Français dans cette partie de l'Espagne, le dernier obstacle avant la frontière, se rendit à Wellington (31 octobre). Les Anglo-Espagnols n'avaient plus qu'à enlever les positions de la Nive pour pénétrer en France. A la fin de 1813, l'ennemi passait la frontière des Pyrénées ; au même moment, le Rhin et le Jura étaient forcés.

CHAPITRE XIII

WAGRAM[1]

Sommaire. — L'Autriche et l'archiduc Charles. — La grande armée de Wagram. — Passage de l'Inn (10 avril 1809). — Dispersion des Français. — Campagne des cinq jours : batailles de Tengen, d'Abensberg, de Landshut et d'Eckmühl (19-22 avril). — Prise de Ratisbonne (23 avril). — Opérations en Italie : bataille de Sacile (16 avril). — Marche sur Vienne. — Combat d'Ebersberg (3 mai). — Entrée à Vienne (13 mai). — L'île Lobau et le Marchfeld. — Passage du Danube. — Bataille d'Essling (21-22 mai); mort du maréchal Lannes. — Bataille de Raab (14 juin). — Nouveau passage du Danube (4-5 juillet). — Bataille de Wagram (6 juillet). — Armistice de Znaïm. — Paix de Vienne (14 octobre 1809).

Pendant que la grande armée d'Austerlitz s'usait et fondait en Espagne, la lutte avait recommencé au centre de l'Europe. L'Autriche n'avait cessé de préparer la revanche de Presbourg. Endormie au commencement de la Révolution dans sa routine immobile, elle n'avait point été éveillée par les deux premières guerres. Il avait fallu le campagne de 1805, les catastrophes d'Ulm et d'Austerlitz et la prise de Vienne pour la galvaniser enfin. Elle s'était convaincue de son infériorité militaire; elle avait confié à l'archiduc Charles le soin d'y remédier. Celui-ci avait organisé une armée active de 300,000 hommes et une réserve de 200,000. L'entrevue d'Erfurt et les affaires d'Espagne déterminèrent le cabinet de Vienne à mettre tout de suite ces forces en mouvement. Comp-

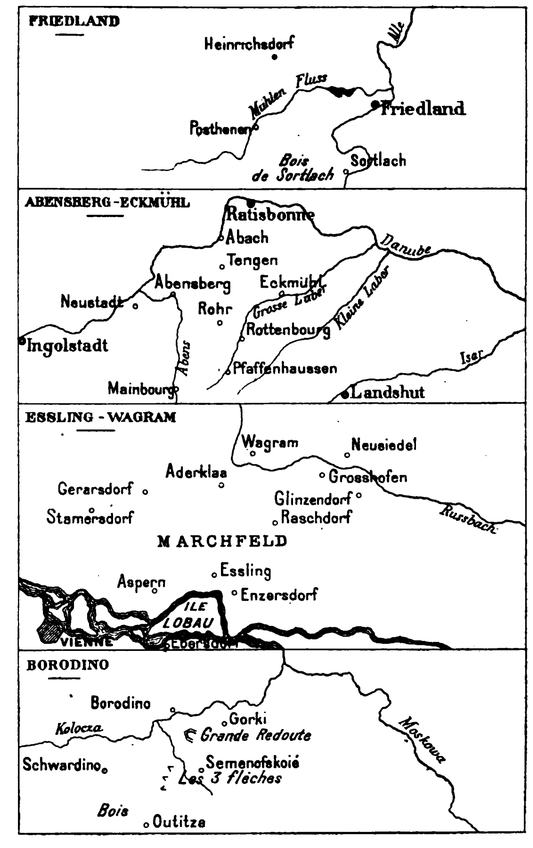
1. Voir cartes 10 et 13, p. 212 et 268.

tant sur l'exaspération du sentiment national en Allemagne et sur l'insurrection du Tyrol, se flattant de voir les mouvements de Napoléon entravés comme en Espagne, l'archiduc Charles passa l'Inn (10 avril 1809), en faisant appel à « la nation allemande », chose toute nouvelle chez la réactionnaire Autriche, pour qui jusqu'alors les nations n'avaient point existé. Une autre armée, commandée par l'archiduc Jean, entra en Italie. Un troisième corps, avec l'archiduc Ferdinand, entra dans le grand duché de Varsovie et eut à s'opposer aux efforts insignifiants des Russes, alliés très douteux de la France. Les Autrichiens n'avaient pas renouvelé leur grande faute de 1805 : ils opposaient aux Français sur le principal théâtre de guerre, la vallée du Danube, une forte masse de 200,000 hommes. Partout ils marchaient de l'avant avec une décision prudente aussi éloignée des tâtonnements de Beaulieu que de l'irréflexion de Mack.

Pour se préparer au choc, Napoléon n'avait eu que les trois premiers mois de 1809. La situation de l'Empire était d'autant plus alarmante que le Rhin avait été dégarni pour l'Espagne en vieux soldats et surtout en cadres. Les hommes ne manquèrent point, car Napoléon fit de nouveaux appels sur les quatre dernières conscriptions et appela à l'avance celle de 1809. Mais de ces conscrits aux soldats de la grande armée, il y avait loin : Napoléon n'eut d'autre ressource que de suppléer à la valeur par la masse. De plus en plus, sur le champ de bataille, il fit cas du nombre, qu'il dédaignait trop à Marengo et qu'il estimait, à Ulm et à Austerlitz, juste ce qu'il valait. Aux 200,000 Français de la nouvelle grande armée, il ajouta 100,000 auxiliaires, Saxons, Bavarois, Wurtembergeois, Hessois. Il ne savait au juste ce que valaient ces dernières troupes, et il ne pouvait s'y fier entièrement.

Décidé à marcher sur Vienne, il assigna en mars 1809 aux corps de son armée leurs points de rassemblement en Bavière et en Franconie. Les trois corps français se

réunirent, celui de Davout à Ratisbonne, celui de Lannes à Augsbourg, celui de Masséna à Ulm. Derrière eux se



Carte n° 13. — Friedland, Abensberg-Eckmühl, Essling-Wagram, Borodino.

formaient la réserve de cavalerie et la garde. Les trois corps auxiliaires eurent leur place, celui des Saxons, commandé par Bernadotte, à Wurzbourg, celui des Wurtem-

bergeois et autres Allemands entre Wurzbourg et Ulm, celui des Bavarois, jeté naturellement en avant-postes, entre Munich et Landshut. Ce n'étaient point des positions de combat, mais des lieux de rassemblement provisoire. La grande concentration devait se faire à Ratisbonne, et l'Empereur dépêcha, pour la préparer, Berthier, son major général. Cependant il ne pensait pas qu'il y eût péril immédiat; il croyait que l'Autriche ne commencerait les hostilités qu'à la fin d'avril.

Sur ce point, Napoléon présuma trop de la lenteur ordinaire de ses ennemis. Dès le 10 avril, l'archiduc Charles passait l'Inn avec 150,000 hommes. Un autre corps de 50,000 hommes, sortant de Bohême, s'avançait par la rive gauche du Danube vers Ratisbonne. Charles s'avança en Bavière, sûr que les Français n'étaient pas encore concentrés, ce qui devait lui permettre de les détruire en détail. Il passa l'Isar à Landshut (16 avril) marchant toujours vers l'ouest, et repoussant les Bavarois sur Neustadt. Dans le pays fourré et couvert qui s'étend de l'Isar au Danube, il n'apprenait que peu de choses et des choses vagues sur la position de l'adversaire. Il crut deviner pourtant que les Français étaient divisés en deux masses, l'une à Augsbourg, l'autre à Ratisbonne. S'avancer entre les deux pour les séparer tout à fait, se retourner contre la plus proche, qui était celle de Ratisbonne, pour l'écraser entre lui et l'armée de Bohême, tel fut le plan qu'il adopta. Le 17, il marcha donc sur l'Abens pour achever la séparation, et n'envoya ce jour-là vers Ratisbonne que des reconnaissances. Le 18, laissant sur l'Abens, de Mainbourg à Abensberg, les troupes du général Hiller et du prince Louis, il se prépara à tourner à droite avec 70,000 hommes et à marcher sur Ratisbonne.

Si Charles avait su gagner un jour ou deux, il aurait exécuté son plan et peut-être exterminé le corps de Davout. Aux premières nouvelles du mouvement des Autrichiens, Napoléon n'était pas là, et Berthier, fort empêché, ne savait que faire. Le major général était si

habitué à recevoir docilement l'impulsion, que toute responsabilité le rendait anxieux, et qu'il était incapable de prendre un parti. L'ordre primitif de Napoléon était de faire la concentration à Ratisbonne. Or, cette concentration était devenue impossible, et les nouveaux avis que l'Empereur envoyait à Berthier, sur des informations contradictoires et ambiguës, manquaient naturellement de précision. De peur de se tromper, Berthier ne fit rien, et trois jours furent perdus.

Enfin, le 17 avril, Napoléon arrivait à Donauwerth, juste à temps pour conjurer les revers qui le menaçaient.

L'heure était passée de faire la concentration à Ratisbonne. Le plus simple pour l'Empereur était de la faire près du point où il se trouvait. Il la fixa à Neustadt, en avant de Donauwerth. Davout dut y venir de Ratisbonne, et Masséna d'Augsbourg. En deux jours Napoléon pouvait grouper à Neustadt des forces capables de tenir tête aux Autrichiens. La nature de ce pays boisé et coupé, qui nuisait tant à Charles, favorisait les mouvements des Français, car ceux-ci avaient tout intérêt à les cacher.

Les ordres de l'Empereur commencèrent à s'exécuter sans péril pour le corps de Masséna, qui n'avait pas d'ennemis sur sa route. Il n'en fut pas de même pour Davout. Ce maréchal se trouvait en grand danger à Ratisbonne : il ne pouvait remonter de Ratisbonne à Neustadt que par la rive droite du Danube, la seule où il y eût des chemins praticables, la seule aussi qui fût occupée par l'ennemi. En outre, il fut forcé de perdre un jour pour le ralliement de son corps d'armée. Il s'ébranla seulement le 19 avril, en ne laissant qu'un régiment à la garde de Ratisbonne. Il fit filer ses bagages et ses canons sur les bords du Danube, afin de leur éviter toute rencontre avec l'ennemi. Mais le gros du corps d'armée, en s'avançant sur les plateaux vers Abensberg, se heurta à Tengen contre l'archiduc Charles, qui marchait sur Ratisbonne. Si les 60,000 Autrichiens avaient résolument attaqué les Français, ceux-ci auraient eu peine à s'échapper. Charles, trop pru-

dent pour se risquer à fond dans une affaire qu'il savait bien n'être pas l'affaire principale, laissa sa gauche s'escrimer vainement contre Davout, et, en fin de compte, les Autrichiens furent battus et repoussés. Davout put continuer sa route. Le soir même, il était en communication avec Neustadt.

Cependant Napoléon arrivait à Abensberg. Ce qu'il y voyait, joint aux nouvelles qui lui venaient de Tengen, fixa ses résolutions. Les ennemis étaient évidemment en deux masses, l'une vers Tengen, l'autre sur l'Abens. Sans savoir quel était le principal de ces deux corps, Napoléon résolut de les séparer. Ayant assez de troupes sous la main pour attaquer sur l'Abens, il arrêta Davout á Tengen pour y contenir l'ennemi battu le 19, pendant que lui-même devait attaquer vivement au centre. Masséna, qui arrivait à droite, devait changer sa direction et marcher sur Landshut afin d'y cueillir au passage quelques-unes des troupes battues. Le 20 avril, les Français, Bavarois et Wurtembergeois assaillaient en avant d'Abensberg le corps du prince Louis. Celui-ci, écrasé sous le nombre, chassé de position en position, fut culbuté sur Rohr et Rottembourg. L'effort des Français s'accentuait sur la gauche, afin d'achever la séparation des deux tronçons autrichiens. La manœuvre réussit à souhait; le soir, les deux corps de Hiller et de Louis étaient rejetés sur la Kleine-Laber, dans la direction de Landshut; les Autrichiens perdaient 8,000 hommes. Napoléon ne leur donna pas de relâche. Pensant qu'il avait devant lui le gros des forces autrichiennes, il s'avança à grands pas sur Landshut. Le 21 avril, les troupes de Napoléon et celles de Masséna convergeaient sur cette ville et l'enlevaient de vive force; on prenait aux Autrichiens des canons, des équipages, toute la queue qui traîne après les armées; Hiller et Louis étaient rejetés au delà de l'Isar, et Charles, toujours immobile sur la Grosse-Laber entre Tengen et Eckmühl, était tout à fait séparé de ses lieutenants.

Charles, toujours surveillé par Davout, ne bougea pas le 20 et le 21, de peur de commettre des fautes, comme si la plus grande faute n'avait pas été de rester immobile. Se doutant cependant qu'il était débordé vers le sud, il fit face de ce côté, le dos au Danube, et pour assurer ses communications au delà du fleuve, fit enlever Ratisbonne dès le 20 avril, sage précaution qui lui épargna une aventure comme celle de Hohenlohe à Prenzlow. Il se décida à recevoir la bataille sur la Grosse-Laber, à Eckmühl, et à tenter par son extrême droite un mouvement sur Abach afin de menacer les communications des Français. Ces vues nécessitaient une coopération de l'armée de Bohême : en attendant qu'elle pût entrer en ligne, Charles demeura l'arme au pied devant Davout, à qui des renforts envoyés à propos par Napoléon permirent de prendre une attitude ferme et même offensive, jusqu'au moment où l'Empereur vint le rejoindre.

A la nouvelle de la prise de Ratisbonne, Napoléon avait compris que le principal corps autrichien n'était pas celui qu'il venait de pourchasser au delà de l'Isar. Immédiatement il rebroussa chemin vers le nord dans la nuit du 21 au 22 avril. Il fit ordonner à Davout d'attendre son arrivée pour s'engager. Les corps de Lannes et de Masséna se hâtèrent vers Eckmühl. Les Autrichiens, tout occupés de leur mouvement vers Abach, se contentaient de se barricader à Eckmühl et dans les villages environnants. Soudain, vers midi, débouchèrent de la route de Lansdhut les colonnes françaises (22 avril) ; en même temps, Davout assaillit avec vigueur la droite des Autrichiens. Pour Charles, il ne fut plus question de tourner l'ennemi : il eut assez à faire de se défendre. Davout enleva à la baïonnette, maison par maison, les deux villages d'Ober-Leuchling et d'Unter-Leuchling. Napoléon, au centre, balaya la chaussée d'Eckmühl et les bords de la Laber. Au delà d'Eckmühl, vers le nord, le sol se relève. Les Antrichiens, que favorisait cet accident de terrain, s'arrêtèrent sur le plateau et repoussèrent longtemps

les attaques des Français. Ce n'est que lorsque Napoléon esquissa un mouvement vers la gauche que les Autrichiens craignirent d'être débordés de ce côté, comme ils l'étaient déjà sur leur droite par Davout. Ils battirent en retraite vers la plaine de Ratisbonne, après avoir perdu 10,000 hommes. La nuit déjà avancée arrêta la poursuite.

La bataille d'Eckmühl rendait intenable pour l'archiduc Charles la rive droite du Danube. Il s'empressa de faire filer ses troupes sur l'autre rive par Ratisbonne. Le passage se fit avec tant de célérité, que les Français, en arrivant devant la place (23 avril), ne virent que les derniers bataillons autrichiens, au delà du fleuve. Quelques troupes laissées dans Ratisbonne en disputèrent l'entrée à Napoléon. L'Empereur fut même blessé légèrement. Enfin la ville fut prise, et Charles s'éloigna vers la Bohême.

La campagne de Bavière était finie. Elle n'avait duré que cinq jours, et chaque jour avait été signalé par une bataille. Napoléon avait eu d'éclatants succès, achetés plus cher qu'à Ulm, moins décisifs que ceux d'Ulm, aussi méritoires pour qui considère que la valeur combattante de l'armée n'était plus la même qu'en 1805. Eckmühl permettait à Napoléon de se consoler de l'insurrection du Tyrol, de la mollesse des Russes en Galicie, des revers du prince Eugène de Beauharnais en Italie. Ce dernier, surpris par l'archiduc Jean au moment où ses troupes étaient dispersées, n'avait su que reculer depuis l'Isonzo et s'était encore fait battre à Sacile (16 avril). Après cet échec, il avait continué sa retraite jusqu'à l'Adige. Mais à la nouvelle des événements d'Allemagne, les Autrichiens s'arrêtèrent, pour se retirer bientôt, comme en 1805.

Napoléon marcha sur Vienne par la rive droite du Danube, en repliant devant lui les troupes de Louis et de Hiller. L'archiduc Charles aurait pu, même après Eckmühl, lui disputer la route de la capitale en repassant

sur la rive droite du Danube, soit à Linz, soit à Krems. Mais Charles ne profita pas de ces deux débouchés. Il s'arrêta à Cham, sur les frontières de la Bohême, pendant que Masséna s'avançait rapidement dans le bassin de Linz. Le 3 mai, les Français attaquèrent de front la forte position d'Ebersberg, qui commandait le passage du Danube et de la Traun. Masséna sacrifia des milliers d'hommes, sans grande utilité, car il était facile de tourner Ebersberg. Le massacre et l'incendie, les cadavres brûlés, les sillons tracés par les canons dans les tas de chair humaine, tout fit du combat d'Ebersberg une des scènes les plus atroces des guerres de l'Empire. Ce premier débouché fermé aux Autrichiens, l'armée française leur ferma le second, celui de Krems et de Saint-Pœlten. Au reste, Charles renonçait à disputer à Napoléon la route de Vienne. Il refaisait son armée sur la rive gauche, y rappelait tous les corps détachés, faisait ordonner à l'archiduc Jean de quitter l'Italie pour soutenir une nouvelle et décisive lutte au cœur de la monarchie autrichienne. Le 10 mai 1809, l'armée française arrivait devant la capitale. Les Viennois essayèrent cette fois de résister : quelques obus les mirent à la raison ; les dernières troupes ennemies évacuèrent la ville, où Napoléon entra le 13 mai. Mais la situation des Français n'était pas si favorable qu'en 1805, car ils n'avaient sur la rive gauche aucun débouché.

Entré à Vienne, Napoléon commença par y prendre ses sûretés contre une intervention possible de l'archiduc Jean et de l'armée autrichienne d'Italie. Il étendit un vaste réseau de cavalerie sur toutes les routes par lesquelles l'ennemi pouvait déboucher ; il ordonna au prince Eugène de suivre Jean, à Marmont de sortir des provinces illyriennes. Le 11 mai, l'archiduc Jean avait repassé l'Isonzo, talonné par le prince Eugène et son conseiller militaire Macdonald. Les Autrichiens s'étaient divisés en deux corps, l'un filant vers Laybach, l'autre vers Gratz. L'armée d'Eugène s'était divisée de la même façon. L'archiduc

Jean, suivi de près, obligé de faire un détour immense, ne pouvait paraître de longtemps sur les champs de bataille de Vienne ; Napoléon se retourna en toute sécurité contre Charles, qui avait reformé son armée en face de Vienne, dans la plaine du Marchfeld. Pour l'atteindre, il fallait passer le Danube, fleuve large, profond et rapide, et le passer en face de l'ennemi.

L'entreprise n'était pas impossible. Elle demandait surtout du temps et une mûre préparation. Mais l'impatient génie de l'Empereur ne tenait compte ni du temps, ni des obstacles. Dès son arrivée à Vienne, Napoléon avait fait réunir à la hâte tous les moyens de passage, bateaux, cordages et amarres, qu'il avait pu trouver ; quoiqu'ils fussent insuffisants pour une armée de 80,000 hommes et pour le passage d'un fleuve tel que le Danube, il voulut s'en servir de suite. Il désigna pour le passage le point d'Ebersdorf. Le Danube est divisé en cet endroit en deux bras principaux entourant l'île Lobau. Le bras du nord, qui sépare l'île du Marchfeld, est assez étroit. Le bras du sud est le grand Danube. Napoléon résolut de faire de l'île Lobau sa base d'opérations. Il fallait d'abord s'installer dans cette île. Dès le 19 mai, malgré la rapidité du courant et les inquiétants symptômes d'une crue du fleuve, un pont de bateaux était établi sur le grand bras, et l'île Lobau était occupée. De suite l'Empereur fit préparer le passage du petit bras (20 mai). On choisit pour l'opérer un rentrant assez sensible du fleuve dans l'île Lobau : ce rentrant permettait, au moyen de quelques volées de canon, de rendre la rive gauche intenable aux tirailleurs. Les premières troupes qui traversèrent le petit bras au pas de charge s'emparèrent presque sans coup férir d'Aspen et d'Essling. Cependant le passage continuait d'Ebersdorf dans l'île Lobau, lorsqu'il fut brusquement interrompu, dès l'après-midi du 20, par la rupture du grand pont. Ce pont ne tarda pas à être rétabli : mais la fragilité de cette unique communication aurait dû inspirer à Napoléon des réflexions d'autant plus

sérieuses, que l'armée autrichienne arrivait en masses profondes du Marchfeld pour jeter les Français au Danube.

Une fois engagé, l'Empereur ne voulut pas reculer : il accepta la bataille que lui offrait l'archiduc Charles, tout en n'ayant comme ligne de retraite que la frêle voie du pont de bateaux (21 mai). Les deux points d'appui occupés la veille, l'un, Aspern, par Masséna, et l'autre, Essling, par Lannes, furent attaqués furieusement par toute l'armée autrichienne, à laquelle les deux maréchaux ne pouvaient encore opposer que 25,000 hommes. Les Autrichiens firent de vigoureux efforts contre Aspern, et peu à peu, sous la pression de masses toujours plus nombreuses, ils en délogeaient les soldats de Masséna. Ceux-ci revenaient à la charge sans se lasser, au milieu d'une fusillade enragée, sous une grêle de bombes et de boulets ; Aspern incendié croulait au milieu des flammes ; Masséna réussissait enfin à regagner du terrain sur les Autrichiens, mais l'ennemi demeurait maître de l'église. Mêmes scènes à Essling, même résultat négatif. L'archiduc avait essayé de forcer la ligne française entre Essling et Aspern ; une charge de la cavalerie de Bessières et l'arrivée de quelques renforts l'arrêta net sur ce point comme sur les autres. Cette affreuse boucherie cessa avec le jour. Les renforts continuaient à affluer du côté des Français, l'île Lobau se remplissait de troupes, et tout faisait présager pour le lendemain une action décisive.

Cependant le niveau du fleuve montait d'heure en heure. A minuit, le pont du grand bras se rompit encore. Pendant plusieurs heures les renforts furent retenus sur la rive droite. On ne put rétablir la communication qu'au lever du jour (22 mai). Avec le jour recommençait la lutte à Aspern et à Essling. Les deux tiers de l'armée seulement pouvaient y prendre part. C'était une action d'une extrême gravité, presque désespérée. L'Empereur ordonna à ses maréchaux de prendre les devants, de réoccuper l'église d'Aspern et de percer le centre assez faible de la

ligne autrichienne. Les Autrichiens furent expulsés d'Aspern. Malgré l'insuffisance de l'artillerie et la rareté menaçante des munitions, Lannes forma une masse de 25,000 hommes pour enfoncer le centre de l'ennemi. Les Français commençaient à entamer la ligne qui leur était opposée, quoique Charles leur disputât chaque pouce de terrain, lorsqu'une troisième rupture du grand pont se produisit, celle-là définitive et irréparable. Elle priva l'armée du concours de Davout, qui se préparait à passer ; elle la priva aussi de son ravitaillement en munitions ; et les munitions se faisaient rares ; à peine les batteries pouvaient-elles répondre coup pour coup aux Autrichiens. Il fallut renoncer à toute offensive. Le maréchal Lannes ramena ses troupes entre Essling et Aspern. L'ennemi, encouragé par ce mouvement de recul, recommença ses attaques acharnées contre les deux villages. Ces points d'appui enlevés, l'armée française eût été jetée au Danube. Il fallait les garder jusqu'à la nuit. Au prix d'héroïques efforts, les Français se maintinrent à Aspern et à Essling ; le maréchal Lannes fut blessé à mort ; les Autrichiens écrasèrent de boulets les régiments immobiles. Lorsque la nuit tomba, l'armée se retira dans l'île Lobau. Masséna resta le dernier sur la rive gauche pour protéger la retraite. Les Français laissaient plus de 15,000 hommes sur ce stérile champ de bataille.

Napoléon venait de subir un grand revers, que ses ennemis firent sonner le plus haut qu'ils purent. Victime de cette impatience dévorante qui s'habituait à ne plus compter les obstacles, il avait exposé son armée à être précipitée au Danube, et peu s'en était fallu que l'échec ne se changeât en catastrophe. L'inutile carnage d'Essling, venant après celui d'Eylau, semblait révéler au monde que le génie militaire de l'Empereur s'épuisait, et que Napoléon s'habituait à compter sur d'effroyables sacrifices d'existences plutôt que sur les ressources de sa stratégie.

Au moins l'expérience d'Essling servit-elle pour cette fois à Napoléon. Il continua à occuper l'île Lobau et la

rive droite, où il prépara tout pour un nouveau passage, mais il mit dans ses mesures autant de prudence et de réflexion qu'il avait mis de témérité dans sa première tentative. Après avoir paré au plus pressé, rétabli une communication provisoire, ravitaillé les troupes de l'île Lobau et mis cette île en état de défense, il attendit la baisse des eaux du Danube et l'arrivée de l'armée d'Italie.

Le prince Eugène n'avait pas cessé d'avancer à la suite de l'archiduc Jean, qu'il cherchait à rejeter le plus loin possible en Hongrie. Eugène avait occupé Gratz et s'était approché du Raab. L'archiduc Jean essaya de l'arrêter sur cette rivière et se fit battre (14 juin.) Cette bataille força Jean à repasser sur la rive gauche du Danube, fort loin de son frère l'archiduc Charles, qu'il ne put joindre le jour de Wagram. Napoléon, tout en ne réussissant pas à détruire le pont de Presbourg, en interdit l'accès à l'armée autrichienne. Tandis que Jean et Charles ne pouvaient se donner la main, Napoléon rapprochait de Vienne son armée d'Italie, assez près pour qu'elle fût en état d'accourir sur le champ de bataille au jour choisi. Le corps de Marmont, venu de la Dalmatie, se joignait aussi à la grande armée. Napoléon avait toutes ses forces à portée.

Cependant les travaux de l'île Lobau touchaient à leur fin. Cette île était devenue une grande place d'armes. Elle était armée de 109 bouches à feu de gros calibre, sans compter les batteries de campagne. Elle était reliée à la rive droite par deux ponts solides sur pilotis. L'Empereur y avait entassé les vivres et les munitions. Restaient à fixer le point où l'on aborderait la rive gauche et la manière de l'aborder. Il était impossible d'attaquer vers Aspern et Essling, où les Autrichiens avaient élevé de formidables retranchements ; il était pourtant utile de leur faire croire qu'ils étaient menacés sur les mêmes points que le 21 mai, et Napoléon fit dans ce but plusieurs démonstrations. Mais il se détermina pour

le vrai passage à aborder la rive gauche à l'est de l'île Lobau, entre Enzersdorf et le grand bras, sur des points que l'ennemi ne gardait pas. Quant au mode de passage, Napoléon se décida, sur les conseils du chef des pontonniers de Salle, à employer un pont tout d'une pièce, préparé à l'avance, qui devait permettre le passage d'une avant-garde en cinq minutes. Trois autres ponts du modèle ordinaire seraient jetés de suite sous la protection de cette avant-garde. Grâce à ces communications, toute l'armée devait se trouver en quatre heures sur la rive gauche.

Ce plan fut exécuté dans la nuit du 4 au 5 juillet, avec autant de rapidité que de bonheur. Les batteries de l'île Lobau firent feu de toutes leurs pièces sur Aspern, sur Essling, sur Enzersdorf, pour diviser l'attention de l'ennemi. A 2 heures du matin, 4 ponts reliaient l'île Lobau à la rive gauche, et l'armée y défilait en colonnes serrées. Pendant la journée, les pontonniers établirent encore 5 communications. Napoléon se saisit immédiatement d'Enzersdorf, ce qui se fit aisément, car l'archiduc Charles ne se gardait qu'à Aspern et à Essling. L'armée se déploya au lever du jour dans le Marchfeld, appuyant sa gauche à Enzersdorf et pivotant peu à peu sur ce point. Napoléon avait 150,000 hommes et 550 bouches à feu.

L'archiduc Charles, qui perdait ses points d'appui sur le Danube, en avait d'autres dans le Marchfeld. Sa gauche occupait derrière le Russbach le plateau de Neusiedel et de Wagram. Son centre et sa droite, faisant une courbe largement ouverte, se prolongeaient par Gerarsdorf et Stamersdorf jusqu'au fleuve. Napoléon, s'avançant dans la plaine, rencontra d'abord peu d'obstacles (5 juillet). Sa droite, où était Davout, occupait Glinzendorf et Groshofen ; le centre, avec Bernadotte, s'avançait jusqu'à Aderklaa ; la gauche, avec Masséna, s'emparait sans résistance d'Essling et d'Aspern. La ligne ennemie paraissait assez mince. Dès lors Napoléon voulut, pour la percer, faire enlever Wagram. L'échec qu'il subit lui fit comprendre que l'archiduc se préparait à une journée décisive.

Le 6 juillet, l'archiduc Charles, sans se flatter, comme à Essling, de jeter les Français au Danube, projeta de couper leurs communications avec l'île Lobau, et dans ce but il porta son effort sur la gauche française, vers Essling et Aspern. Il appela à lui de Presbourg l'archiduc Jean, trop tard pour que celui-ci pût prendre part à l'action. De son côté, Napoléon, sans avoir à l'avance de plan très déterminé, penchait pour une attaque vers Neusiedel, sur l'extrême gauche de l'ennemi.

Pour tromper les Français sur leurs vrais desseins, les Autrichiens commencèrent par assaillir le corps de Davout. Celui-ci, avec sa solidité ordinaire, garda ses conquêtes de la veille, Glinzendorf et Grosshofen. Le feu s'étendit rapidement sur toute la ligne, de Glinzendorf au Danube, dans toute la largeur du Marchfeld.

Au centre la ligne française formait un saillant marqué, depuis que Bernadotte avait occupé Aderklaa. Les Autrichiens l'y attaquèrent avec vivacité et l'en délogèrent. Vainement les Français essayèrent d'y rentrer. L'archiduc Charles, encouragé par cet heureux début, prononça son mouvement vers la droite pour saisir Aspern et Essling. Il fallut dégarnir le centre des Français si menacé déjà, pour protéger les communications avec le Danube. Heureusement la réserve d'artillerie, ainsi que l'infanterie de Macdonald, vinrent soutenir le centre ébranlé.

A la droite, Davout recevait de Napoléon l'ordre d'attaquer de front et de revers les hauteurs de Neusiedel. C'était une escalade à entreprendre sous un feu plongeant. Mais Davout avait les trois divisions Friant, Morand et Gudin. Il réussit, et chassa l'ennemi de Neusiedel.

Pendant que la droite française obtenait des succès décisifs, le centre reprenait l'avantage. Une canonnade acharnée avait fait dans la ligne autrichienne une trouée profonde où l'infanterie de Macdonald se précipita. A gauche, Masséna se contentait de tenir ferme à Essling et à Aspern : c'était assez de ce côté. Lorsque Napoléon, embrassant du regard l'ensemble de ce vaste champ de

bataille, vit à droite Davout victorieux, à gauche Masséna très ferme, au centre les Autrichiens ébranlés, il lança les soldats d'Oudinot sur le point décisif, sur Wagram. La conquête de Wagram, après celle de Neusiedel, fit tomber au pouvoir des Français tout le plateau qui domine le Russbach. Les Autrichiens ne pouvaient plus tenir. A 3 heures, l'archiduc Charles battait en retraite. Il avait perdu 30,000 hommes, les Français 18,000. C'était la revanche d'Essling, quoique l'armée autrichienne ne fût point anéantie. Mais la monarchie des Habsbourg, à bout de ressources, ne pouvait tarder à demander grâce.

L'armée de l'archiduc Charles se retira vers la Bohême, poursuivie par le corps de Marmont, qui enlevait chaque jour des prisonniers et des traînards. Charles fut heureux de signer l'armistice de Znaïm (11 juillet). L'Autriche devait s'attendre à de dures conditions de paix : Napoléon avait songé un instant à l'effacer de la carte d'Europe. Sans être détruite, elle fut fort maltraitée à la paix de Vienne (14 octobre 1809). Elle tombait à l'état de puissance de second ordre.

CHAPITRE XIV

CAMPAGNE DE RUSSIE (1812)[1].

Sommaire. — Décadence de la grande armée. — La lutte contre la Russie ; difficultés. — Campagne de Russie. — Passage du Niemen (24 juin 1812). — Napoléon à Vilna. — De Vilna à Vitebsk ; manœuvres contre Barclay ; Ostrowno (26 juillet). — Napoléon à Vitebsk. — Davout contre Bagration : Mohilew (23 juillet). — Jonction de Bagration et de Barclay (3 août). — De Vitebsk à Smolensk. — Prise de Smolensk (17 août). — Valoutina (19 août). — La lutte sur les ailes. — De Smolensk à Moscou. — Kutusof. — Bataille de Borodino (7 septembre). — Les Français à Moscou (14 septembre) ; l'incendie ; déceptions de Napoléon. — Départ de Moscou (19 octobre). — Malo Iaroslavetz (24 octobre). — Viazma (3 novembre). — Arrivée à Smolensk (9 novembre). — Bataille de Krasnoé (16-18 novembre). — Passage de la Bérézina (27-29 novembre). — Départ de Napoléon. — Débandade finale. — Destruction de la grande armée.

Depuis les premiers jours de l'empire jusqu'à Wagram, l'armée avait perdu en force combattante. Napoléon lui avait demandé des efforts trop grands et trop continus, de ces efforts qui déterminent une rapide usure dans la machine la mieux montée. Parmi les soldats de 1805, beaucoup avaient été tués ou mis hors de combat : c'étaient les meilleurs, ceux qui s'étaient le plus exposés et qui avaient cru marcher à la conquête des honneurs et des grades. Ceux qui étaient restés étaient las de payer de leur personne sans trêve ni repos. Les grands chefs aspiraient à jouir des biens dont l'Empe-

1. Voir cartes 13, p. 268 et 14, p. 289.

reur les avait comblés : ils n'avaient plus rien à demander, plus rien à espérer. Leurs subordonnés, ceux qui avaient encore « leur fortune militaire à faire », suivant une expression de Napoléon, étaient rebutés par la lassitude qu'ils sentaient autour d'eux, ainsi que par la difficulté des guerres, — difficulté grandissante à mesure que se prononçait la résistance de l'Europe à la tyrannie impériale. Les soldats, arrachés coup sur coup à leurs foyers par appels précipités, jetés au milieu de luttes terribles dont ils ne voyaient pas le but, cédaient toujours au prestige de l'Empereur quand celui-ci était devant eux : mais dès que Napoléon n'était plus là, ils se souvenaient que tôt ou tard, ils étaient destinés au massacre ; ils se rappelaient leurs camarades réfractaires, les murmures à peine contenus de la France : tout en faisant leur devoir avec dévouement, ils étaient loin de cette « ardeur extraordinaire » des soldats qui s'étaient imposés à l'admiration terrifiée des Prussiens. Aussi la puissance militaire de la France, si invulnérable en 1800, ne reposait plus en 1810 que sur le génie de Napoléon : elle était à la merci d'une distraction ou d'une erreur, d'une maladie ou d'un boulet.

L'Empereur avait conscience de cette déperdition de forces ; ses troupes étaient plus lourdes en main, plus hésitantes à l'attaque. Il croyait y remédier en donnant à son armée une supériorité numérique écrasante ; ses troupes actives dépassèrent un million d'hommes en 1812. Cet accroissement d'effectif était acheté très cher. L'Empereur ne pouvait l'obtenir qu'en augmentant les contingents étrangers à son service. Ces contingents formèrent la moitié de l'armée de Moscou. En général, ils se battirent bien, mais leur fidélité était suspecte et leur esprit de sacrifice très limité. De plus, Napoléon fut obligé de confier des masses énormes à ses sous-ordres. Tel maréchal qui n'avait jamais commandé plus de 30,000 hommes dut en commander 100,000. Tel divisionnaire habitué à avoir 10,000 hommes avec lui, en eut 30,000. Tous,

très habiles manœuvriers avec un petit nombre d'hommes exercés, perdirent leurs qualités avec ces foules qu'ils n'avaient pas en main : on le vit en 1812, on le vit encore plus dans la campagne de 1813.

Malgré ces menaçants symptômes de décadence qui, dès le lendemain de Wagram, n'échappaient pas à son œil exercé, Napoléon voulut abattre la Russie, la seule puissance demeurée debout sur le continent.

L'entreprise était colossale. Ce n'était pas qu'il fût très difficile de battre les Russes : on les avait écrasés à Zurich et à Friedland. Ce n'était pas qu'il fallût redouter le climat rigoureux ou le manque de vivres : l'Empereur comptait que son génie d'organisation saurait parer à tout. Le grand ennemi, c'était l'immensité, pratiquement indéfinie, de l'espace à parcourir. La guerre de Russie devait être, comme les autres luttes de l'Empire, une guerre de conquête, se terminant par la destruction des armées ennemies, par l'occupation de la capitale et des principaux points stratégiques. La guerre ainsi comprise, facile dans les Etats d'étendue relativement médiocre comme la Prusse et l'Autriche, devenait difficile dans un Etat tel que la Russie, grand comme un continent. Il fallait étendre démesurément la zone de manœuvre : il fallait se résigner à n'avoir qu'une ligne de communications très longue et par suite très fragile. Tous les mouvements devaient se faire sur une échelle aussi agrandie que celle de la carte d'opérations. Même avec des soldats très aguerris, la perte résultant des marches, des fatigues et du mauvais temps devait dépasser les proportions ordinaires ; ce qui explique que Napoléon ait réuni une masse de 600,000 hommes pour abattre un empire qui ne pouvait mettre en ligne, malgré son étendue, que 250,000 hommes.

Non seulement la zone d'opérations était d'une étendue excessive ; non-seulement elle manquait de ressources, de moyens de transport et de routes ; mais le point de départ, qui était le cours du Niemen, était fort éloi-

gné des frontières de France. Avant toute action offensive, il fallut que Napoléon mît en mouvement ses corps d'armée du Rhin et du Pô au Niemen, à travers l'Allemagne secrètement hostile ; il fallut prendre les vivres nécessaires à tant d'hommes sur les pays alliés et vassaux, ce qui fit peser sur ceux-ci, en temps de paix, les misères de la guerre, réquisitions, contributions et violences de toute sorte. Rien n'était plus démoralisant pour les troupes. Dans les campagnes précédentes, la discipline ne s'était perdue que peu à peu, au cours d'opérations trop prolongées ; dans la campagne de Russie, la discipline subit de graves atteintes avant le premier coup de canon.

Dès le milieu de 1811 s'échelonnèrent de l'Elbe au Niemen les troupes destinées à l'invasion de la Russie. Elles se serraient peu à peu sur le Niemen, tandis que Napoléon, déterminé à ne commencer les hostilités qu'au printemps de 1812, continuait de trompeuses négociations avec le czar Alexandre. Ces troupes se composaient de onze corps, dont le noyau était formé par l'armée d'occupation de l'Allemagne, à laquelle l'Empereur adjoignit l'armée d'Italie, des troupes tirées d'Espagne et les contingents de la Confédération du Rhin. Après les onze corps venaient la garde impériale, divisée en vieille et en jeune garde, troupe d'élite qui comprenait à elle seule 50,000 hommes, puis la réserve de cavalerie, divisée en quatre corps sous le commandement de Murat, enfin le corps auxiliaire prussien de 20,000 hommes, et le corps autrichien de 32,000, livrés à Napoléon par les deux traités du 24 février et du 14 mars 1812. C'était un total de 678,000 hommes, dont 356,000 Français de la nouvelle France impériale, étendue de Lubeck à Terracine, et 322,000 alliés. En réalité, les vrais Français ne formaient que le tiers de l'armée. Cette masse énorme traînait après elle 1,200 bouches à feu. 400,000 hommes arrivaient en juin sur le Niemen, prêts à le passer de suite, en première ligne. Le reste suivait á intervalles réguliers depuis le Rhin.

Les Français traversèrent le Niemen du 24 au 29 juin, sur son cours moyen et supérieur. Au centre, au-dessus de Kowno, passait Napoléon avec les meilleurs éléments de la grande armée ; à droite, passait le prince Eugène avec l'armée d'Italie, et le roi de Westphalie, Jérôme, de Kowno à Grodno ; à gauche, passait, vers Tilsit, Macdonald avec le corps prussien. A l'extrême droite, les Autrichiens de Schwarzemberg entraient en Volhynie. Les Russes étaient donc menacés sur toute leur frontière polonaise. Napoléon marcha sur Vilna sans rencontrer un ennemi.

Les armées russes étaient sur la défensive, la seule tactique qui leur convînt en face de leur puissant adversaire. Deux masses principales, comprenant en tout 220,000 hommes, étaient la première autour de Vilna sous les ordres de l'Allemand Barclay de Tolly, la seconde à une grande distance au sud, entre Bobruisk et Minsk, sous les ordres de Bagration. En dehors de ces deux armées, les Russes ne disposaient que d'un petit corps à Riga, d'un autre en Finlande, et des troupes de Moldavie qui venaient de faire la guerre aux Turcs. Ces derniers corps n'étaient pas près d'entrer en ligne. La seule infériorité numérique condamnait donc les Russes à reculer devant Napoléon. Ils n'acceptaient pas cette nécessité sans révolte. En copistes maladroits de Wellington, les Allemands qui conseillaient Alexandre lui avaient suggéré l'idée d'attirer les Français vers la Duna, au camp de Drissa dont ils voulaient faire un nouveau Torres Vedras, quoiqu'ils n'eussent ni les montagnes de la presqu'île de Lisbonne, ni la mer. Ce plan ne tint pas un jour contre la pression des événements. Après que les Russes l'eurent abandonné, ils n'en eurent pas d'autre que d'éviter le combat avec les Français.

Le 28 juin, Napoléon entra à Vilna sans combat. Il était fort déçu par cette facile prise de possession. La bataille cherchée fuyait devant lui. L'aspect tout nouveau du pays, les fatigues déjà grandes de l'armée, la queue

des traînards, des fourgons et des canons qu'elle avait laissés derrière elle, tout faisait contraste avec les triomphantes entrées en campagne d'Austerlitz et de Friedland. A la vérité, les enthousiastes acclamations des Polonais donnaient l'illusion d'une guerre nationale. Mais, comme en 1807, l'Empereur n'accepta qu'à demi ces dévouements qui s'offraient : lui qui tolérait dans son armée un corps prussien et un corps autrichien autonomes, il noya dans la masse les contingents polonais et les rendit « invisibles ».

Cependant Barclay de Tolly se repliait lentement sur la Duna. Bagration était toujours dans le pays de Minsk. Napoléon résolut de se jeter sur le premier, dont il était assez rapproché. Les Russes n'attendant pas de pied ferme, il fallait les tourner si on voulait trouver le contact avec eux. C'est ce que les Français voulurent faire dans toute la première partie de la campagne. Ces mêmes manœuvres que Napoléon essayait contre Barclay, il ordonna au maréchal Davout et à Jérôme de les tenter contre Bagration. Ainsi les deux armées ennemies, séparées l'une de l'autre, seraient tournées et défaites isolément.

Les conditions toutes nouvelles de la guerre imposèrent à Napoléon une lenteur qui n'était pas dans ses habitudes. Le 17 juillet seulement, il quitta Vilna pour écraser Barclay. Il marcha d'abord droit vers la Duna comme s'il voulait appuyer le corps de Macdonald qui se dirigeait vers Mittau et Riga. Croyant avoir ainsi dérobé ses desseins à Barclay, il revint brusquement vers l'est et arriva à Gloubokoé (18 juillet). Mais il n'y trouva pas les Russes. Barclay tenait avant tout à ne pas se laisser couper de Smolensk. A ce but il sacrifia tout, le camp de Drissa, la possession de la vallée de la Duna ; il remonta vers Vitebsk, suivi de loin par la cavalerie de Murat. Les évolutions de Napoléon se faisaient sur une aire trop vaste pour réussir. Il est difficile de tourner une armée quand on a deux cents kilomètres à faire pour opérer ce

mouvement. Napoléon se résigna à suivre Barclay sur Vitebsk, comptant qu'il finirait par s'arrêter pour se battre. Mais le général russe se déroba toujours. Tout au plus les cavaliers de Murat purent-ils lui tuer quelques hommes d'arrière-garde au combat d'Ostrowno (26 juillet). Le 28, Napoléon entrait dans Vitebsk, abandonnée comme Vilna, et Barclay était en pleine retraite sur Smolensk.

C'était pour l'Empereur une deuxième déception. Il avait cru saisir l'ennemi à Vilna : l'ennemi s'était dérobé ; il avait cru le saisir à Vitebsk ; l'ennemi se dérobait encore. Quoique les Russes ne battissent en retraite que par impuissance de faire autrement, cette reculade pas à pas, après destruction méthodique des villages et des *izbas* de paysans, semblait le fruit d'une mûre réflexion. Alors apparut à Napoléon l'étendue immense de cette guerre qu'il avait appelée, dans sa proclamation du 24 juin « la seconde guerre de Pologne ». Il avait cru la terminer sur quelque champ de bataille de Friedland, et déjà il était réduit à une poursuite épuisante et stérile.

Les efforts de ses lieutenants contre Bagration n'avaient pas été plus heureux que les siens contre Barclay. Davout avait marché pour agir contre Bagration, de concert avec le roi Jérôme. Le maréchal était arrivé à l'heure dite : mais le roi n'arriva pas ; ses troupes s'embourbèrent dans les marais de Pinsk et furent fort retardées. Ce contre-temps fut la cause d'une violente querelle entre le frère et le lieutenant de l'Empereur. Jérôme, dégoûté de son commandement, l'abandonna et retourna à Cassel. Pendant ce temps, Bagration échappait au réseau tendu pour l'envelopper, et se hâtait vers Smolensk. Davout l'arrêta sur la rive droite du Dnieper, à Mohilew (23 juillet). Les Russes battus en furent quittes pour repasser plus bas le Dnieper : ils continuèrent de marcher sur Smolensk, et le 3 août, les deux armées de Barclay et de Bagration se réunissaient en avant de cette ville.

La jonction des armées russes détruisait complètement

le plan primitif de Napoléon. Celui-ci, qui faisait toujours « son thème de plusieurs manières », en imagina un nouveau. Quoique la grande armée laissât derrière elle des troupes de traînards, elle était assez nombreuse pour battre Bagration et Barclay réunis. Napoléon résolut de marcher au sud vers le Dnieper, de joindre Davout et de remonter avec lui sur Smolensk par la rive gauche. Après avoir enlevé brusquement la place, il se porterait sur la rive droite où étaient les Russes, en aval de Smolensk, et les forcerait à accepter la bataille. Peut-être aussi les ennemis marcheraient-ils volontairement contre lui, afin de lui arracher une des premières villes saintes de la Russie.

Carte n° 14. — Campagne de Russie (1812).

Napoléon quitta donc Vitebsk pour Smolensk, attiré par le mirage de la bataille décisive. Il passa le Dnieper à Orcha et rejoignit sur la rive gauche le corps de Davout. Sur cette rive, il ne rencontra que des arrière-gardes et des escadrons de Cosaques qui furent vite balayés. Le 16 août, après une marche extrêmement rapide, il arriva devant Smolensk, précédant la lourde armée russe qui remontait avec lenteur la rive droite. Le 17,

il fit attaquer la ville avec énergie. Sans être une place de guerre, elle avait une enceinte de murailles et de vieilles tours, assez forte pour retarder l'ennemi pendant une journée. C'était tout ce que désirait Barclay, devenu général en chef. Décidé à quitter Smolensk, comme Vilna, comme Vitebsk, comprenant qu'il fallait attirer les Français le plus loin possible, au centre de la Russie, il voulait se ménager le temps nécessaire à sa retraite. 15,000 Russes se sacrifièrent sur les murailles et dans les rues de Smolensk. La ville bombardée fut bientôt tout entière en flammes. Mais les Français n'y entrèrent qu'à la nuit tombée, après avoir vu l'ennemi défiler sur la rive droite. Une fois de plus, les Russes avaient échappé.

Il en coûtait à l'Empereur de renoncer encore à son plan, d'autant plus qu'après Smolensk, il avait l'inconnu devant lui. Il essaya donc d'arrêter quand même l'armée russe qui était en pleine retraite sur la route de Moscou. Il confia à Murat et à Ney le soin de poursuivre l'ennemi et de le talonner d'assez près pour ralentir sa marche, pendant que Junot devait remonter vite la rive gauche du Dnieper pour l'arrêter en tête. Malheureusement Junot n'était pas l'homme d'action ardente qu'il eût fallu pour l'exécution de ce hardi dessein : il se traîna plutôt qu'il ne marcha sur la rive gauche du Dnieper ; il n'arriva pas à temps ; Ney et Murat, livrés à eux-mêmes, soutinrent un furieux combat contre l'arrière-garde russe sur le plateau de Valoutina (19 août) ; le général Gudin fut frappé à mort ; sept mille cadavres couvrirent le plateau ; mais tout fut inutile : Barclay sortit à peu près sain et sauf de ce mauvais pas et se retira tranquillement vers Dorogobouj. Les Russes ne laissaient aux Français que des morts, des villages ruinés et incendiés et un pays dévasté.

Ces signes menaçants d'une guerre sans merci n'effrayaient pas Napoléon. Il était plus préoccupé par l'extension inattendue de sa zone de manœuvres. Puisque les Russes sacrifiaient avec tant de désinvolture des villes

comme Vilna et Smolensk, ils n'hésiteraient pas à tout abandonner jusqu'à Moscou. C'était donc à Moscou qu'il fallait chercher la bataille en vain espérée depuis Vilna. Il fallait, dans l'espoir hypothétique de détruire l'armée russe, faire encore quatre cents kilomètres dans un pays dépourvu de ressources, et allonger outre mesure la ligne de communications. Il eût été sage de s'arrêter à Smolensk. Mais s'arrêter à Smolensk, c'était avouer un demi-échec : c'était perdre aux yeux de l'Europe cette réputation d'invincibilité foudroyante que Napoléon avait acquise et qui seule maintenait son empire. Les nécessités d'une politique orgueilleuse obscurcirent le bon sens militaire de l'Empereur : il se décida à marcher de Smolensk sur Moscou.

Jusqu'à Smolensk, les mouvements de la grande armée avaient été secondés d'une manière efficace par les ailes. Sur la gauche, Macdonald remporta un succès à Mittau et fit le blocus de Riga ; Oudinot occupa le cours de la Duna, s'empara de Polotsk, et son successeur Gouvion Saint-Cyr y battit le Russe Witgenstein (18 août). Sur la droite, Schwarzemberg avec ses Autrichiens remportait des succès et tenait à distance les Russes de Tormasof. Ces progrès faits sur les ailes rassurèrent Napoléon sur ses communications, et l'habituèrent à regarder la pointe sur Moscou comme moins hasardeuse. Il eut même le tort de trop se fier aux positions conquises sur la Duna et sur la Bérézina.

La marche vers Moscou commença (25 août) avec 150,000 hommes à peine, ce qui était juste assez pour battre les Russes. Tout le reste de la grande armée était dispersé de Vilna à Smolensk et sur les ailes. Malgré son effectif réduit l'armée avait peine à vivre. Depuis l'entrée dans la vraie Russie, à Smolensk, la contrée était devenue absolument déserte : les paysans fuyaient après avoir brûlé leurs villages ; les villes elles-mêmes, petites et pauvres, étaient abandonnées ; la mauvaise récolte de 1812 ne fournissait que peu de chose. Les Français dé-

passèrent Dorogobouj, Viazma et Ghjat, ayant toujours devant eux les mêmes sites désolés. Après la chaleur écrasante et la poussière du mois d'août venaient les pluies froides de septembre, sans que Napoléon se détournât du but qui le fascinait, Moscou, la capitale où il croyait trouver, comme à Vienne, la victoire et la paix.

Cependant les Russes s'indignaient de ces continuelles retraites, conseillées par un Allemand, Barclay; ils avaient honte de livrer, sans combat, aux Français tout le centre de la Russie. Si profitable que fût cette tactique, elle leur paraissait encore plus déshonorante. Lorsque l'armée se retira sur Moscou, et que cette capitale courut le risque d'être livrée comme Smolensk, l'indignation populaire éclata, au point qu'il fut impossible au czar de résister au cri universel qui demandait la bataille. Barclay dut quitter le commandement de l'armée; à sa place fut nommé Kutusof, un vrai Russe, disposé à la lutte pour complaire au peuple et à l'armée, quoique au fond de son cœur il jugeât la bataille perdue d'avance. Mais il comprenait qu'il fallait tenter quelque chose pour sauver Moscou. Ses 130,000 hommes exaltés et fanatisés devaient résister jusqu'à la mort. Kutusof chercha à loisir son champ de bataille : il le trouva près de Mojaïsk, à Borodino, où il fit tracer à la hâte des travaux défensifs, et, pour la première fois depuis l'ouverture de la campagne, l'armée russe attendit de pied ferme les Français.

Ceux-ci avaient appris que les Russes s'arrêtaient enfin pour se battre ; aussi la confiance, diminuée par tant de poursuites inutiles, avait été prompte à renaître. Le 5 septembre, l'armée française arriva sur la Kolocza. La ligne des hauteurs qui s'élevait au delà de cette rivière était couronnée d'ouvrages : d'abord la grande redoute, au sud de Borodino ; puis, au delà du ravin de Semenofskoié, les trois flèches. La gauche des Russes s'appuyait au bois d'Outitza, la droite à la Kolocza. En avant de leur front et fort isolée était la redoute de Schwardino, que Napoléon fit enlever de suite. Kutusof n'avait d'autre

plan que de tenir ferme dans ses positions, assez bien armées pour défier les efforts de l'ennemi : c'était la tactique qui convenait le mieux au courage passif de ses soldats. Napoléon résolut d'en finir avec l'armée russe en l'attaquant sur sa gauche. Faire enlever les trois flèches et le ravin de Semenofskoié, faire exécuter à Davout un mouvement tournant par les bois d'Outitza, détruire la gauche des Russes, prendre la grande redoute à revers et acculer Kutusof dans l'angle de la Kolocza et de la Moskowa, telles furent les parties essentielles de son plan. Peut-être ne s'attendait-il pas à la formidable résistance qu'il rencontra.

Pour ébranler les Russes tapis derrière leurs ouvrages de terre, Napoléon dirigea sur eux un feu d'artillerie extrêmement vif, dès que se leva le jour (7 septembre) ; il prit en même temps ses mesures pour les attaques vraies et simulées : sur sa gauche, le prince Eugène se rendit maître du cours de la Kolocza et enleva Borodino. Ce succès ne suffit pas à Eugène : il aborda les pentes raides qui conduisaient à la grande redoute, peu attaquable de ce côté ; il fut repoussé avec perte et rejeté sur la Kolocza, mais les Russes ne parvinrent pas à lui arracher Borodino. Cette première attaque était destinée à amuser l'ennemi. La vraie bataille s'engagea à droite. Napoléon, posté à Schwardino, dirigea Ney et Murat sur les trois flèches, dites flèches de Bagration, pendant que Davout commençait son mouvement tournant vers Outitza. Murat et Ney s'avancèrent sous une mitraille qui emportait des files entières ; ils firent aborder au sabre et à la baïonnette ces ouvrages garnis de fusils et de canons ; les Français y pénétrèrent, malgré l'obstination des Russes qui ne lâchaient pas prise et se faisaient tuer sur leurs retranchements bouleversés. Les trois flèches conquises, Murat et Ney avaient devant eux le ravin de Semenofskoié ; l'artillerie française se hâtait de prendre possession des hauteurs ; la gauche de l'armée russe n'existait plus ; Davout allait arriver d'Outitza. Mais les Fran-

çais étaient cruellement décimés, et peu en état de poursuivre, s'il ne leur arrivait un renfort. Murat et Ney demandèrent à Napoléon de faire donner la garde.

Napoléon n'avait pas son exubérante activité des jours de bataille. Souffrant depuis quelques jours, il était demeuré à Schwardino, et le combat engagé par lui, se continuait sans lui. Il refusa une première fois de faire donner la garde. Il ne trouvait pas l'affaire assez avancée. Il fallut donc que Ney et Murat prissent haleine avant de continuer la lutte avec les mêmes soldats qui venaient d'emporter les trois flèches. Les Russes se reformèrent et firent front de nouveau vers la grande redoute et vers Semenofskoié. Ils essayèrent même, sans succès, une diversion sur la gauche du prince Eugène. Une seconde bataille commença. Ney et Murat franchirent le ravin et enlevèrent Semenofskoié. Cette conquête leur permit de prendre à revers la grande redoute, qu'Eugène, de son côté, attaquait de front. Elle tomba enfin aux mains des Français. Comme les trois flèches, elle avait coûté cher à conquérir ; Caulaincourt y succomba, et de nombreux généraux avec lui. Les Russes furent rejetés sur le plateau de Gorki. Il était 3 heures ; la victoire ne faisait plus aucun doute ; il ne restait qu'à l'achever. Pour la seconde fois, Ney et Murat demandèrent à Napoléon le secours de la garde ; pour la seconde fois, Napoléon refusa. « Je ne veux pas faire démolir ma garde, dit-il, s'il y a une seconde bataille demain, avec quoi la livrerai-je ? » La garde était en effet la réserve suprême. L'Empereur se contenta de faire canonner les Russes par toute l'artillerie. Ceux-ci ne lâchèrent pas pied, car Kutusof tenait à garder jusqu'au soir un morceau du champ de bataille ; le 8 septembre seulement, il se décida à se retirer. Napoléon n'avait obtenu ce résultat assez maigre qu'au prix d'une boucherie épouvantable, 90,000 morts ou blessés, dont 60,000 Russes et parmi eux Bagration. Ce n'était ni Austerlitz, ni Friedland, c'était un peu plus qu'Eylau. L'armée de

Kutusof était hors d'état d'empêcher l'entrée des Français à Moscou, mais elle demeurait organisée et devait être le noyau de la revanche future. Autour d'elle se groupa, en octobre, la levée en masse de la Russie.

L'armée française, réduite à 100,000 hommes, poursuivit sa marche sur Moscou, que Kutusof lui abandonna sans résistance (14 septembre). Napoléon comptait trouver dans la ville sainte de la Russie tous les approvisionnements nécessaires à l'armée ; il espérait y trouver aussi la paix, quoique la résistance opiniâtre des Russes à Borodino indiquât une résolution farouche de ne jamais traiter. Il eut coup sur coup de nouvelles et amères déceptions. Le 15 septembre éclata partout l'incendie, allumé par les ordres du gouverneur Rostopchine. Lorsque les Français parvinrent à s'en rendre maîtres, le 19, le feu avait dévoré les trois quarts de Moscou. Moscou n'était plus pour l'armée française qu'un campement précaire, et l'hiver allait bientôt forcer la grande armée à le quitter. Les ouvertures de paix faites par Napoléon à Alexandre ne reçurent aucune réponse. A Moscou, comme à Smolensk, la paix qu'il croyait atteindre fuyait devant l'Empereur, et la victoire même était incomplète. Cette fois, il fallait se résigner non plus à l'arrêt comme à Smolensk, mais à la retraite. Rien n'était plus dur pour l'orgueil de Napoléon ; rien n'était plus menaçant pour le superbe et fragile édifice qu'il avait élevé. Il ne pouvait en prendre son parti, roulait dans sa tête les projets les plus variés et les plus inexécutables, différait de jour en jour le départ de Moscou, sous prétexte de laisser l'armée se reposer, pendant que la cavalerie dépérissait avec une effrayante rapidité, faute de fourrages, et que Kutusof, posté à quelque distance, au camp de Taroutino, recevait des renforts et attendait patiemment l'hiver.

Enfin, le 19 octobre, à la nouvelle de la surprise de ses avant-postes par Kutusof, Napoléon se décida brusquement à quitter Moscou, sans parler encore de retraite : il marchait au sud vers Kalouga, afin de battre ou d'écar-

ter l'armée russe et de vivre dans les régions de Kalouga et d'Orel, d'où il pensait s'ouvrir un chemin vers la Pologne. L'avant-garde, commandée par Eugène, se heurta aux ennemis à Malo-Iaroslavetz (24 octobre); après un furieux combat, les Italiens d'Eugène s'emparèrent de cette petite ville et repoussèrent l'ennemi sur les plateaux. Le lendemain (25 octobre), Napoléon arrivait, mais toute l'armée russe arrivait aussi et se plaçait en travers de la route de Kalouga. Napoléon se vit condamné à une bataille par jour s'il continuait de ce côté. Son armée, déjà encombrée par une lourde queue de bagages, obligée de transporter ou de livrer aux couteaux des paysans les blessés de chaque combat, réduite à moins de 100,000 hommes, ne rentrerait jamais en Pologne. Il abandonna donc ce projet de percer sur Kalouga qui était la dernière consolation de son orgueil; il se résigna à regagner par un chemin de traverse, à Mojaïsk, la route brûlée et dévastée de Moscou à Smolensk; il fit évacuer définitivement Moscou. La retraite commença au milieu de circonstances assez favorables : la température était clémente, et l'ennemi était encore loin. Déjà, cependant, la démoralisation se glissait dans tous les rangs et croissait à chacune des tristes étapes du retour; le nombre des traînards augmentait, celui des hommes désarmés aussi. Davout, chargé de l'arrière-garde, protégeait cette foule avec ses bataillons et la faisait marcher. Trop méticuleux et régulier, désorienté au milieu de ce désordre, le maréchal n'était pas l'homme de cette retraite : à Viazma, il fut remplacé par Ney.

L'armée dépassa tranquillement Borodino et Ghjat. C'est à l'arrivée à Viazma (3 novembre), qu'elle retrouva les Russes. Kutusof n'était pas disposé à se heurter à la grande armée, si affaiblie qu'elle fût : il se contenta de la faire harceler par les cosaques de Platof et les cavaliers de Miloradovitch. C'était assez pour inquiéter les corps demeurés en ordre, et pour augmenter l'effarement du troupeau débandé qui suivait. Chaque jour avait lieu à

l'arrière-garde un nouveau combat, où Ney se prodiguait comme un simple grenadier. Mais chaque jour aussi s'accroissait la foule misérable des non-combattants. Bientôt les rigueurs de l'hiver s'ajoutèrent aux attaques des Russes. Depuis le 6 novembre, le froid et la neige sévirent sur ces hommes mal vêtus, mal nourris, qu'aucun espoir ne soutenait plus. Les moins énergiques s'abandonnaient et mouraient; les autres se traînaient avec peine. L'armée semait, sur sa route, les cadavres d'hommes et de chevaux, les bagages, les fourgons, les canons. Quelques cosaques suffisaient pour jeter la panique dans les colonnes. Au passage du Vop, le corps du prince Eugène fut en partie détruit.

Le 6 novembre, la tête de l'armée arrivait à Smolensk, avec l'espoir de s'y refaire un peu et d'y trouver au moins des vivres et un abri. Mais Smolensk incendiée et dévastée ne put donner à ces malheureux que peu de chose. Quelques magasins qu'elle contenait encore furent pillés sur l'heure. Napoléon dut renoncer à y prendre des quartiers d'hiver et même à s'y installer pour quelque temps. Dès le 14, il sortit de Smolensk avec sa garde. Déjà les combattants étaient réduits à 30,000, et les différents corps de l'armée étaient arrivés à des intervalles assez longs les uns derrière les autres. Pour procurer à tous un peu de repos à Smolensk, l'Empereur décida qu'ils ne quitteraient la ville que par séries, du 14 au 17 : après son propre départ, le 14, devaient sortir le 15, le corps du prince Eugène; le 16, celui du maréchal Davout; le 17, l'arrière-garde commandée par Ney. Ces dispositions, dictées à Napoléon par la profonde détresse de ses soldats, tournèrent à leur malheur et au sien.

Les Russes avaient profité du séjour de Smolensk pour prendre les devants; ils voulaient couper la retraite aux restes de la grande armée. Kutusof vint se poster au plateau de Krasnoé, sur la route de Smolensk à Orcha. Le 15 novembre, il vit passer Napoléon et la garde, qu'il n'essaya point d'attaquer. Mais il se plaça résolument,

le 16, sur la grande route et barra le passage au prince Eugène. Celui-ci lutta toute la journée avec ses bataillons, réduits à fort peu de chose ; il en sacrifia la plus grande partie, et avec le reste, parvint à rejoindre Napoléon. Le lendemain, ce fut le tour de Davout, qui, se fit jour lui aussi, grâce au concours que Napoléon et Eugène lui apportèrent. Il ne restait plus que Ney, qui après avoir fait sauter les tours de Smolensk, s'était mis en marche avec son arrière-garde et avec tous les traînards qu'il avait pu ramasser. Ce n'étaient, en tout, que quelques milliers d'hommes, avec lesquels Ney se heurta à toute l'armée russe sur le chemin de Krasnoé (18 novembre). Il lutta jusqu'à la nuit, mais il sentit qu'à tenter la même lutte le lendemain il serait infailliblement tué ou pris. Il descendit pendant la nuit vers le Dnieper, qui passe à quelque distance au nord de Krasnoé. Il le traversa avec ses hommes sur une glace tremblante, à peine assez solide pour les porter, et après avoir fait un immense détour, après avoir failli vingt fois être exterminé par les Cosaques, il rejoignit Napoléon à Orcha (20 novembre). Les désastres de Krasnoé avaient réduit l'armée à 18,000 combattants. Elle traversa le Dnieper, et détruisit le pont, ce qui retarda la poursuite de Kutusof. Les dépôts de vivres d'Orcha avaient un peu réconforté les troupes. Napoléon essayait même de les remettre en ordre, lorsqu'en approchant de la Bérézina, l'Empereur apprit les dangers presque insurmontables qui l'y attendaient.

C'était en effet sur la Bérézina que se donnaient rendez-vous les armées russes, après avoir battu ou écarté les corps qui servaient de flanqueurs à la grande armée. Au nord, l'armée de Finlande, commandée par Witgenstein, grossie chaque jour de nouveaux contingents, avait battu à Polotsk (19 octobre), le corps d'Oudinot qui recula devant Witgenstein vers la Bérézina. Au sud, l'armée de Moldavie, commandée par Tchitchakof, entrait enfin en scène, passait devant Schwarzemberg qui n'essayait pas de l'arrêter, et remontait par la rive droite la Béré-

zina, que Witgenstein descendait par la rive gauche. Tous deux allaient interdire à Napoléon le passage de la rivière. Les revenants de Moscou étaient donc placés entre trois armées, Kutusof, Tchitchakof et Witgenstein. C'était pour eux un faible secours que les deux corps d'Oudinot et de Victor, qui les rejoignirent sur la Bérézina. Heureusement Kutusof, arrêté au pont d'Orcha, était resté en arrière. La situation n'en était pas moins effrayante.

Napoléon, en approchant de la Bérézina, reconnut qu'il serait impossible de la traverser au passage de Borizof, surveillé sur la rive droite par les Russes de Tchitchakof. Il s'aperçut qu'en général un passage de vive force ne pouvait réussir sur les glaçons que charriait cette rivière au fond fangeux. Il essaya de la ruse : il feignit de vouloir passer à Borizof, y fit grand bruit et y prépara ostensiblement le passage (26 novembre), tout en envoyant en secret le général Eblé et les pontonniers préparer le vrai passage quelques lieues plus haut à Stoudzianka. Eblé n'avait que la nuit et la journée du 27, vingt-quatre heures précieuses, les seules qui restassent avant l'arrivée de Witgenstein. Un premier résultat fut acquis : Tchitchakof, trompé, concentra son attention sur Borizof ; les ponts de Stoudzianka furent achevés, les Français commencèrent à les traverser et occupèrent la rive droite. Mais ce passage entraîna de lourds sacrifices. On dut abandonner à Borizof une division chargée de tromper jusqu'au bout Tchitchakof, et cette division fut tout entière massacrée ou prise. Le lendemain, 28 novembre, Witgenstein arrivait sur la rive gauche, Tchitchakof détrompé, remontait la rive droite, et une lutte désespérée s'engageait sur les deux bords de la rivière, à Stoudzianka. Pendant que la foule s'étouffait et s'écrasait sur les ponts, Napoléon sur la rive droite et Victor sur la rive gauche contenaient Tchitchakof et Witgenstein, avec 28,000 hommes armés contre 72,000. Malgré leurs ennemis qui essayaient de les jeter dans la rivière, les

Français se maintinrent sur les deux rives ; au soir les Russes n'avaient aucun avantage. Cette défense héroïque assura le passage des derniers corps armés. Victor traversa la Bérézina pendant la nuit. Mais la foule lamentable des traînards, engourdie dans ses bivouacs de Stoudzianka, négligea de suivre cet exemple. Au lever du jour, ils se précipitaient tous pour traverser, lorsque l'ordre arriva de détruire les ponts. Les milliers d'infortunés qui étaient encore sur la rive gauche tombèrent aux mains des Russes. Ils étaient au moins 20,000. Leur désastre termina tristement ces journées, où la grande armée, enveloppée de toutes parts, avait réussi à échapper aux coups de ses ennemis.

La retraite, moins vivement pressée par les Russes, continua dans la direction de Vilna. C'était « le sauve qui peut à une allure de funérailles », où on laissait à chaque bivouac des morts sur la neige. Le froid était devenu extrêmement vif. Il fit périr en deux jours une division de 10,000 hommes sortis de Vilna à la rencontre de la grande armée. Ney se multipliait toujours à l'arrière-garde, réduite à quelques centaines d'hommes. Le 4 décembre, sous un froid de 25 degrés, il se battit encore à Molodeczno. Le lendemain, 5 décembre, Napoléon, arrivé à Smorgoni, quittait la grande armée en traîneau et courait sur Paris par Varsovie pour parer aux conséquences du désastre. Il laissait Murat pour le remplacer ; il ne lui donnait d'autres instructions que d'essayer de tenir entre le Niemen et la Vistule, en promettant de venir bientôt le rejoindre avec une nouvelle armée. Ce départ, peut-être nécessaire, plongea les soldats dans le désespoir. Une seule idée les retint groupés quelques jours, celle de l'approche de Vilna, où ils espéraient trouver ce qui leur avait fait défaut à Smolensk. Le 9 décembre, ces milliers d'hommes sans armes, vêtus de lambeaux informes, envahissaient subitement Vilna. Mais, comme à Smolensk, les magasins furent pillés de suite, et les Cosaques ne tardèrent pas à se montrer. Il fallut encore fuir Vilna. Ceux qui

n'en sortirent pas assez vite tombèrent sous les coups des Russes et d'une populace cruelle. Ce fut la dernière grande hécatombe de la campagne, une nouvelle masse de 40,000 morts. Les survivants regagnèrent Kowno ; ils se dispersèrent en petits groupes pour échapper plus sûrement ; Ney, qui avait vu disparaître son arrière-garde, repassa le Niemen presque seul, le dernier (13 décembre). 18,000 hommes s'échappèrent à travers la Prusse et regagnèrent Kœnigsberg. Bientôt ils furent rejoints par Macdonald, que son collègue prussien, le général York, abandonna en passant aux Russes (30 décembre). D'autres corps se replièrent de la Pologne vers Kœnigsberg et Danzig. Ces tristes débris remplissaient les hôpitaux. Les quelques hommes demeurés valides étaient incapables de tenir, à eux seuls, entre le Niemen et la Vistule. Aussi Murat commença par se replier sur Thorn, puis sur Posen. Bientôt il abandonna l'armée et regagna son royaume de Naples (janvier 1813). Le prince Eugène, qui lui succéda, ne put faire autre chose, quand approchèrent les Russes, que de jeter des garnisons dans les places de la Vistule. Il se replia sur Berlin. Mais il n'y resta pas longtemps. L'alliance de la Prusse et de la Russie obligea Eugène à quitter cette capitale (4 mars 1813). Il se retira sur l'Elbe et bientôt après sur la Saale, où il réunit environ 60,000 hommes, en y comprenant les renforts que Napoléon lui envoya. C'est là que s'arrêta enfin l'immense débandade de Moscou.

L'histoire militaire ne renferme rien de comparable à cette catastrophe. Des 400,000 hommes qui avaient passé le Niemen en juin 1812, 18,000 étaient revenus, sans compter les Prussiens de York et les Autrichiens de Schwarzemberg ; les autres étaient morts ou pris. La grande armée franco-européenne était anéantie ; le système napoléonien, miné à sa base, privé par un seul coup de fortune de toutes ses ressources, devait crouler malgré les efforts du génie de son auteur. Après avoir vaincu les hommes, Napoléon avait voulu vaincre la nature et s'était brisé contre elle.

CHAPITRE XV

CAMPAGNE D'ALLEMAGNE (1813)[1]

SOMMAIRE. — La grande armée de 1813. — Campagne du printemps : Weissenfels (29 avril). — Bataille de Lutzen (2 mai). — Napoléon à Dresde. — Bataille de Bautzen (20-21 mai). — Armistice de Pleiswitz (4 juin). — Les conséquences de l'armistice. — Campagnes d'été et d'automne. — Napoléon en Saxe. — Plan de la coalition. — Les armées de Silésie, de Bohême et du Nord. — Bataille de Dresde (26-27 août). — Désastre de Kulm (30 août). — Défaite d'Oudinot à Gross-Beeren (23 août), de Macdonald à la Katzbach (26 août), de Ney à Dennewitz (6 septembre). — Napoléon sur la défensive. — Marche des alliés sur Leipzig. — Jonction des armées du Nord et de Silésie. — Projets de Napoléon. — Concentration des Français à Leipzig. — Bataille de Leipzig (16-18 octobre). — Journée du 16 octobre : Wachau, Liebert-Volkowitz, Mokern, Lindenau. — Journée du 17 : suspension d'hostilités : arrivée de renforts aux coalisés ; nouvelle position des Français. — Journée du 18 : Probstheyda, Stotteritz, Paunsdorf, Schönfeld. — La retraite (19 octobre) : le pont de Lindenau. — Les garnisons françaises en Allemagne. — Retour à Mayence : bataille de Hanau (30 octobre). — L'invasion.

Pendant cet hiver de 1813, où la catastrophe de Russie mettait l'Europe en émoi et excitait en Allemagne un soulèvement presque général, Napoléon, rentré aux Tuileries, essayait à force de travail d'improviser les armées nécessaires au maintien de son empire cosmopolite. Il lui restait assez de ressources en hommes et en argent pour défendre la France, et même la France agran-

1. Voir cartes 10, p. 212 et 15, p. 312.

die jusqu'au Rhin. Mais cela ne lui suffisait pas : il voulait encore sauver toutes ses fragiles créations d'Etats feudataires. Pour une tâche si ardue, il était obligé de drainer jusqu'à épuisement les ressources de son empire et de se fier au concours d'alliés plus douteux que jamais. Il travailla sans relâche à reconstituer ses troupes. Il avait dans ses dépôts les conscrits de 1813, appelés dès le mois d'octobre 1812, et dans les départements 100 bataillons exercés de gardes nationaux, les cohortes. Il doubla ces bataillons ; il y ajouta des contingents rappelés sur les classes précédentes depuis 1809 ; il tira des cadres d'Espagne ; il trouva dans les débris revenus de Moscou d'autres cadres en assez grande quantité pour instruire et entraîner les recrues. Ces mesures lui donnèrent une armée assez semblable par sa composition aux armées révolutionnaires, mais très différente par son esprit, car, tout en ayant un courage à toute épreuve, tout en étant profondément dévouée à la personne de Napoléon, l'armée de 1813 subissait les désolantes impressions d'une guerre sans fin et de la lassitude de la France ; elle manquait de la passion qui exaltait l'armée de 1793 ; elle ne sut pas, comme cette dernière, se reformer et se maintenir après un échec ; elle se montra prompte au découragement. Appauvrie en force morale, elle était aussi appauvrie en ressources matérielles : si Napoléon put reformer une artillerie de 600 bouches à feu, improvisée aussi rapidement que ses régiments de ligne, il ne put, faute de chevaux, remonter une cavalerie suffisante, et se ressentit dans toute la campagne de cette infériorité. Après trois mois de travail acharné, il fut en mesure de diriger au delà du Rhin, 200,000 hommes, dont 24,000 seulement de cavalerie. Ces forces devaient être portées, dans le courant de l'été, à 350,000 hommes, dont 60,000 cavaliers, avec 600 canons.

C'était assez pour résister au premier effort de la coalition. Celle-ci ne comprenait encore que la Russie et la Prusse. La Russie, très éprouvée pendant la campagne

de 1812, obligée de lutter fort loin de chez elle, ne disposait guère de plus de 100.000 hommes au delà de la Vistule ; son allié Bernadotte, le prince de Suède, ne parut pas dans la première partie de la campagne. La Prusse était en mesure de fournir un appoint plus considérable, grâce au système de réserves qu'elle avait appliqué dès 1808, et à la passion patriotique qui enflammait ses habitants au point que toute la population valide servait parmi les réservistes ou parmi les volontaires. L'Autriche, tout en armant ostensiblement, se tenait à l'écart; elle semblait attendre que le sort des armes se prononçât. Par leur masse, les ennemis de Napoléon n'étaient donc pas plus redoutables, au printemps de 1813, que les armées qu'il avait vaincues autrefois. Ce qui rendait la partie difficile, c'était l'exaspération des Allemands, ce murmure général de révolte qui courait du Rhin à l'Elbe et que Lutzen et Bautzen n'apaisèrent point ; c'était aussi l'inexpérience de l'armée française, organisée à la hâte pour défendre une domination violente dont la cause ne la passionnait pas.

La déroute de Moscou avait fait perdre à Napoléon la moitié de l'Allemagne : le prince Eugène s'était replié de poste en poste avec ses tristes débris jusqu'au confluent de l'Elbe et de la Saale. Mais l'Empereur, résolu à reconquérir l'Allemagne entière, avait promis à Eugène, dès qu'il avait eu quelques nouveaux régiments organisés, les renforts nécessaires pour se maintenir sur la Saale. Au mois d'avril, le prince Eugène occupait sur cette rivière de bonnes positions défensives, à la tête de 60,000 hommes. Le 15, Napoléon quitta Paris pour le rejoindre. Il poussa de Mayence à Erfurt 130,000 hommes divisés en quatre corps : les trois premiers étaient commandés par Ney, Marmont et Bertrand ; le quatrième était la garde. L'Empereur voulait avant tout reprendre Dresde et la ligne de l'Elbe, que déjà les coalisés avaient dépassés. Sachant que ceux-ci s'avançaient vers la Saale en longeant les montagnes, il les laissa faire et descendit lui-

même la Saale, qu'Eugène remontait pour le rejoindre. Il voulait, une fois la jonction faite, traverser en masse la rivière, s'emparer de Leipzig, et tomber de là sur le flanc droit des alliés.

Dès le 29 avril, le corps de Ney passait la Saale près de Weissenfels et s'avançait sur la route de Lutzen. Les conscrits de Ney se heurtèrent à la cavalerie russe ; ils la reçurent avec fermeté sur la pointe de leurs baïonnettes, puis, enlevés par leur chef, ils entrèrent au pas de charge dans Weissenfels. La bravoure de ces tout jeunes gens, presque des enfants, montra à Napoléon que vingt ans de guerres n'avaient pas brisé l'élan des Français ; il en tira bon augure pour la suite de la campagne, et ses maréchaux partagèrent son impression. Il s'avança donc avec confiance sur Lutzen, par la grande route de Weissenfels à Leipzig. Le 1er mai il rejeta quelques escadrons ennemis hors du défilé de Rippach, où le maréchal Bessières fut emporté par un boulet. Ses divisions s'avançant vivement dans la plaine, dépassèrent Lutzen dans la direction de Leipzig ; Napoléon laissa seulement à Lutzen et dans les environs, pour protéger sa droite, tout le corps du maréchal Ney. Le 2 mai, au matin, Napoléon arrivait devant Leipzig et enlevait la place de vive force. Pendant que Leipzig tombait, la bataille éclatait à l'improviste du côté de Lutzen.

Comme Napoléon l'avait supposé, les Russes et les Prussiens de Witgenstein et de Blücher, au nombre de 80,000, se portaient du haut Elster vers la haute Saale, sur le flanc droit de l'armée française, lorsque la vue des colonnes de Napoléon marchant sur Leipzig leur donna l'idée d'assaillir brusquement cette droite qu'ils supposaient sans défense. Le czar Alexandre et le roi de Prusse, pleins de confiance, approuvèrent ce plan, et les alliés, faisant une conversion à droite, attaquèrent le corps du maréchal Ney, dont ils ne soupçonnaient pas la force.

Les Français occupaient en avant de Lutzen cinq villa-

ges qui faisaient autant de forteresses. C'étaient Gross-Gorschen, Rahna, Klein-Gorschen, Starsiedel et Kaja. Le premier était fort exposé : les Prussiens de Blücher l'attaquèrent furieusement et l'enlevèrent. Du même élan ils coururent sur la seconde ligne que formaient Starsiedel, Rahna et Klein-Gorschen. A Starsiedel arriva à propos le corps de Marmont, qui soutint avec fermeté le choc de l'ennemi. Mais les Français furent chassés de Rahna et de Klein-Gorschen. A ce moment arriva Ney pour se mettre à la tête de ses divisions : il reprit Klein-Gorschen et Rahna après un corps à corps acharné, sans décourager les Prussiens de leurs attaques.

Cependant Napoléon accourait de Leipzig à Lutzen, et tous ses corps convergeaient vers le champ de bataille, Macdonald sur la gauche française, aux bords du Floss-Graben, Bertrand à droite vers Starsiedel, la garde suivant l'Empereur, vers Lutzen. Il n'y avait qu'à tenir au centre, et à tâcher de déborder l'ennemi par les deux ailes. Mais au centre le péril était grand, tant que la garde n'était pas là, car Napoléon n'avait d'abord à opposer aux attaques à fond des alliés que les jeunes troupes de Ney épuisées par la lutte. Aussi Blücher revenant avec rage sur Rahna et Klein-Gorschen les enleva encore, puis il s'empara de Kaja, le dernier poste des Français en avant de Lutzen. La division de conscrits commandée par Lobau, encouragée par Napoléon lui-même, rentra baïonnette baissée dans Kaja, tandis que Macdonald sur la gauche et Bertrand sur la droite s'avançaient sans cesse et menaçaient de déborder le centre ennemi. Mais le bouillant Blücher, surnommé le général *Forwärtz,* et ses Prussiens surexcités ne voulaient pas lâcher prise : une dernière fois, aidés par les Russes de Witgenstein, ils se frayèrent un chemin jusqu'à Kaja ; ils y trouvèrent la garde et une formidable artillerie, mur infranchissable contre lequel leurs efforts vinrent se briser. Les alliés se résignèrent à la retraite, au grand désespoir de Blücher. Les 35,000 morts et blessés de la bataille de Lutzen prou-

vaient l'acharnement des combattants. Faute de cavalerie, Napoléon ne put ramasser des prisonniers et achever sa victoire.

Profondément troublés de ce retour de fortune, auquel ils ne s'attendaient pas, les Russes et les Prussiens battirent en retraite sur Dresde, pendant que Napoléon lançait le corps de Ney vers Torgau, avec la pensée de le faire marcher sur Berlin, et suivait de sa personne avec 120,000 hommes la retraite des coalisés. Le 8 mai, ceux-ci repassèrent l'Elbe sans combat, et Napoléon entra à Dresde, où il réinstalla son allié le roi de Saxe. Les Russes faisaient mine de résister dans le faubourg de Neustadt : une démonstration faite sur l'Elbe au dessous de Dresde les décida à se retirer (9 mai), et l'armée française traversa le fleuve à Dresde et à Meissen. Toute la ligne de l'Elbe allemand était aux mains de Napoléon, à l'exception du bas fleuve, où l'Empereur envoya le maréchal Davout, avec mission de réoccuper Hambourg. La grande armée s'établit solidement en Saxe. Napoléon ordonna à Murat de quitter son royaume de Naples pour venir commander la cavalerie ; d'un autre côté, il fit partir Eugène pour l'Italie afin d'y constituer une armée contre une invasion autrichienne possible. Puis il quitta Dresde pour porter un nouveau coup à ses ennemis.

L'armée de Witgenstein et de Blücher, défaite mais non détruite, se retirait le long de la frontière autrichienne par la Lusace, au lieu de couvrir Berlin, car Alexandre et Frédéric-Guillaume tenaient plus à engager l'Autriche dans leur cause qu'à préserver la capitale prussienne d'un coup de main des Français. Arrivés à Bautzen, dans une bonne position défensive, les alliés s'arrêtèrent, se fortifièrent, hérissèrent leur front de redoutes et de canons, et se préparèrent à une nouvelle bataille.

Napoléon dirigea sur Bautzen les quatre corps de Macdonald, de Bertrand, d'Oudinot et de Marmont. Il ordonna à Ney, arrivé à Torgau, de se rabattre avec 60,000 hommes sur la droite des coalisés, de façon à arriver

[illegible] de Ney, placé en l'air à Guttstadt sur l'Alle [illegible]. Ney ne se troubla point : il maintint solide- [illegible] bataillons sous l'attaque de forces écrasantes ; il [illegible] peu à peu sur Ankendorf, le 5, sur Deppen, le [illegible] de laisser rompre un seul de ses carrés. Cepen- [illegible]poléon ralliait avec rapidité ses corps entre Saal- [illegible] Osterode. A son tour il se porta de l'avant, rejoi- [illegible] arriva en vue des Russes. Ceux-ci renoncè- [illegible] à poursuivre l'offensive ou plutôt la [illegible] qu'ils avaient tentée. Benningsen redescendit [illegible] son camp de Heilsberg [illegible]. Les Prussiens [illegible] directement à Kœnigsberg. Le [illegible] russes était sur la rive droite de l'Alle, [illegible] de les gagner de [illegible] de Kœnigsberg [illegible] l'armée fran- [illegible] gauche.

[illegible] retranchements [illegible] deux rives [illegible] le 10 juin [illegible] ils étaient [illegible] le com- [illegible] résultat [illegible] Toute- [illegible] il battit [illegible] sur la rive [illegible] dont la [illegible] secou- [illegible] la traverser [illegible] s'exposait [illegible] ne pouvait [illegible]

[illegible] aban- [illegible] Kœnigs- [illegible] ses corps en [illegible] avant, le [illegible] par Lannes, [illegible] vers les

..ait tous deux. Cepen-
..ent les positions enne-
au delà du ruisseau et
..ssiens se retirèreut
..ir perdu 15,000 hom-
..ient sauvés de la des-
..on ne put les pour-
à Lutzen, les alliés
..s ils n'étaient point

..ussiens continua vers
..hassa de Gorlitz et de
..logau ; il arriva à une
..la Silésie. Encore une
..s coalisés étaient reje-
..s de Napoléon se rele-
..dinot de marcher avec
..bas Elbe, Davout ren-
..iche s'interposa pour
..ligérants. Les Russes
..ret à l'écouter. Napo-
..s d'être résolu à faire
..ordait à ses ennemis,
..e se refaire et de se
aussi devait se ren-
..dans des proportions
..s son empire, la ma-
..par ses longues guer-
..armistice de Pleiswitz
..a coalition ; le temps
..es effets de Lutzen et
..par les conventions de
..la Saxe et le pays jus-
..ôt commencèrent des
..t par la faute de Na-
..t la prolongation de
..que cette trêve expira,

pour prendre part au combat à Klix, sur la Sprée. Cette rivière, qui passe à Bautzen, formait la première ligne de défense des coalisés, appuyés à leur gauche sur les montagnes de Bohême. En arrière de la Sprée, le ruisseau parallèle du Blœser-Wasser formait une seconde ligne à gauche et au centre ; la droite était défendue par un mouvement de terrain assez accentué entre le Blœser-Wasser et la Sprée. L'enlèvement de ces deux lignes nécessitait deux batailles. Napoléon résolut de s'emparer de la ligne de la Sprée dans la première journée (20 mai). Il avait devant lui Bautzen fortifié, à droite les Russes, à gauche les Prussiens de Blücher. Il lança sur les Russes le corps d'Oudinot, qui passa la rivière et s'empara des positions dominantes du Drohmberg. Au centre la forteresse improvisée de Bautzen résista longtemps aux attaques, mais le pont de la Sprée finit par être enlevé, les barricades forcées, et les Français se précipitèrent de tous les côtés dans la ville. A gauche, Marmont et Bertrand passèrent la Sprée et refoulèrent Blücher jusqu'aux collines, entre Burk et Bazankwitz. Le soir, toute la ligne était enlevée, et Ney arrivait à Klix pour prendre part à la lutte du lendemain. Napoléon lui prescrivit de se diriger vers Hochkirch, sur les derrières de l'armée alliée, tandis que lui-même attaquerait de front le Blœser-Wasser, manœuvre qui acculerait les alliés aux frontières de Bohême et ne leur laisserait le choix qu'entre la capitulation et l'internement sur le territoire autrichien.

Le lendemain (21 mai), Napoléon attendit pour s'engager à fond que le mouvement de Ney se fût prononcé sur la gauche. Ce mouvement réussit d'abord à souhait. Ney marcha de Klix sur Preititz, dispersa l'extrême droite des alliés et menaça les communications de Blücher. Arrivé là, Ney hésita. Séparé de Napoléon par trois lieues, ne sachant pas ce qui se passait sur la Blœser-Wasser, il craignit de trop s'engager et s'arrêta au lieu de marcher sur Hochkirch. Blücher, se voyant presque enveloppé, se hâta de se retirer et de prévenir Witgens-

tein de la manœuvre qui les menaçait tous deux. Cependant Napoléon avait attaqué vivement les positions ennemies, poussé Bertrand et Oudinot au delà du ruisseau et enlevé Baschutz. Russes et Prussiens se retirèreut promptement sur Gorlitz, après avoir perdu 15,000 hommes. Les hésitations de Ney les avaient sauvés de la destruction. Comme à Lutzen, Napoléon ne put les poursuivre faute de cavalerie ; comme à Lutzen, les alliés cédaient le champ de bataille, mais ils n'étaient point exterminés.

La retraite des Russes et des Prussiens continua vers la Silésie. Napoléon les suivit, les chassa de Gorlitz et de Liegnitz (23-27 mai) ; il débloqua Glogau ; il arriva à une marche de Breslau, la capitale de la Silésie. Encore une victoire et quelques marches, et les coalisés étaient rejetés en Pologne. Partout les affaires de Napoléon se relevaient. Déjà ordre était donné à Oudinot de marcher avec 25,000 hommes sur Berlin ; sur le bas Elbe, Davout rentrait à Hambourg (29 mai). L'Autriche s'interposa pour faire accepter un armistice aux belligérants. Les Russes et les Prussiens avaient tout intérêt à l'écouter. Napoléon n'en avait aucun, car à moins d'être résolu à faire la paix, ce qui n'était pas, il accordait à ses ennemis, par un armistice, tout le temps de se refaire et de se donner l'avantage du nombre. Lui aussi devait se renforcer dans cet intervalle, mais dans des proportions infiniment moindres, puisque dans son empire, la matière du recrutement était épuisée par ses longues guerres. Il se trompa donc en signant l'armistice de Pleiswitz (4 juin) : le temps travailla pour la coalition ; le temps de l'armistice, à lui seul, annula les effets de Lutzen et Bautzen. Les Français gardèrent, par les conventions de Pleiswitz, l'Elbe inférieur, toute la Saxe et le pays jusqu'à la Katzbach et à l'Oder. Bientôt commencèrent des négociations de paix qui échouèrent par la faute de Napoléon et dont le seul résultat fut la prolongation de l'armistice jusqu'au 16 août. Lorsque cette trêve expira,

l'Autriche se joignit à la coalition, qui dès lors posséda une supériorité numérique écrasante.

Cette aggravation de périls ne troubla pas Napoléon : il y était préparé. Il avait employé avec une fiévreuse activité les deux mois écoulés à augmenter son armée et à fortifier sa position sur l'Elbe contre une attaque venant soit de la Silésie, soit de la Bohême. La grande armée comprenait de nouveaux corps, ceux de Victor, de Vandamme et de Gouvion Saint-Cyr, sans compter les Polonais de Poniatowski, qui la rejoignirent sous Dresde, et le corps d'Augereau laissé provisoirement en observation dans la Bavière. C'étaient en tout 350,000 combattants. Ils s'appuyaient sur la ligne de l'Elbe formidablement armée, avec le fort de Kœnigstein et le camp de Pirna pour fermer les débouchés de Bohême vers Dresde, la place de Dresde, celles de Torgau, de Wittemberg, de Magdebourg et de Hambourg. Napoléon médita un vaste plan pour écraser ses ennemis et reconquérir d'un coup l'Allemagne du nord. Il voulut lancer trois corps d'armée sur Berlin pour enlever cette capitale, sous les ordres d'Oudinot, chargé de combiner ses mouvements avec ceux de Davout, qui sortirait de Hambourg. Le corps de Saint-Cyr et celui de Vandamme devaient garder les débouchés de la Bohême, le premier sur la rive gauche, le second sur la rive droite de l'Elbe. Quatre corps placés sur la Bober, sous le commandement de Ney, devaient manœuvrer contre les coalisés refoulés en Silésie. Napoléon lui-même, placé avec sa garde à Bautzen, serait à portée de secourir soit les corps d'observation de la Bohême, soit l'armée de Ney, suivant les événements. Ces vues étaient aussi imprudentes que colossales : elles tenaient à la même idée première que l'éparpillement de garnisons dans toutes les places d'Allemagne et de Pologne ; l'Empereur comptait ressaisir tout son prestige et toute sa puissance par quelque coup foudroyant ; il pratiquait la politique du « tout ou rien ».

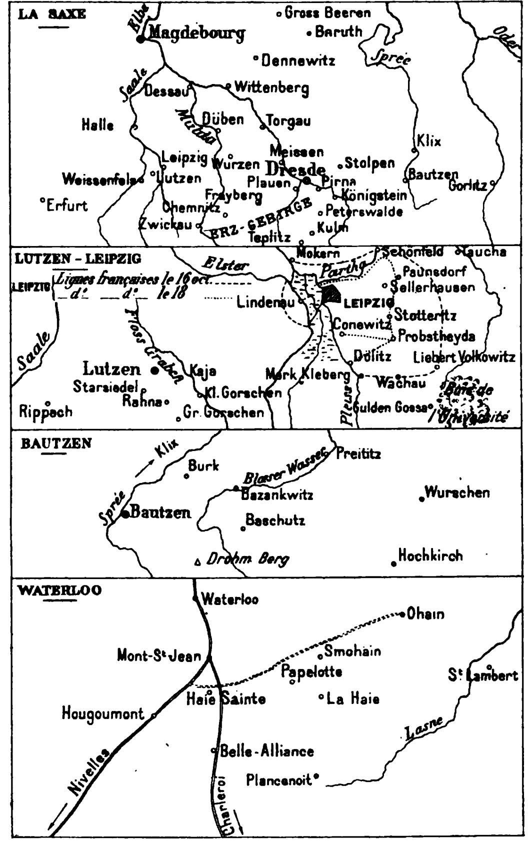
Malheureusement, il avait affaire à des ennemis aussi

résolus que nombreux, soutenus par le soulèvement national de l'Allemagne et instruits par les leçons mêmes que Napoléon leur avait données.

Depuis la dénonciation de l'armistice, la coalition disposa d'une masse formidable de troupes. En Bohême se constituait une armée surtout autrichienne de 250,000 hommes, commandée par Schwarzemberg. Les Prussiens et les Russes de Silésie formèrent l'armée de Silésie, forte de 120,000 hommes sous les ordres de Blücher. Bernadotte, enfin arrivé en Allemagne, commanda à Berlin une armée dite du Nord, composée de Prussiens, de Russes, de Suédois, troupes de valeur très diverse, mais fortes aussi par leur masse de 130,000 hommes. Ces trois armées menaçaient la position centrale occupée en Saxe par Napoléon. Mais les souverains et les généraux alliés, instruits par les échecs terribles qu'ils avaient essuyés, convinrent de ne point s'attaquer à Napoléon lui-même, dont la présence valait bien 100,000 hommes sur le champ de bataille ; ils décidèrent de ne s'attaquer qu'à ses lieutenants, de détruire en détail les forces de la grande armée, tout en battant en retraite à la première apparition de l'Empereur, ce qui leur était facile, car ils étaient parfaitement instruits par les habitants et les espions de tout ce qui se passait chez les Français. Certes, un pareil plan n'avait rien de génial ; le « va-et-vient » décidé par les alliés ne prouvait que la crainte qu'ils avaient des coups de Napoléon. Cependant il n'en fallait pas davantage pour assurer à la longue le triomphe des plus fortes masses, et les masses, déjà très fortes chez les alliés, grossissaient de jour en jour, tandis que celles dont Napoléon disposait ne faisaient que s'amoindrir.

A l'ouverture des hostilités, Napoléon, tout en pensant que l'armée de Bohême ne tarderait pas à déboucher en Saxe, commença par se porter vivement sur Blücher pour l'écraser, car il comptait que les retranchements de Pirna et de Dresde retiendraient assez longtemps Schwarzemberg devant leurs fossés pour permettre d'en

finir avec Blücher. Celui-ci menaçait déjà les troupes de Ney entre la Katzbach et la Bober. Le 20 août, Napoléon



Carte n° 15. — La Saxe, Lutzen et Leipzig, Bautzen, Waterloo.

quittait Gorlitz pour joindre son lieutenant, et le lendemain, il présentait à Blücher un front de 130,000 hommet. De suite, Blücher se déroba, poursuivi par l'Empe-

reur, qui écharpa son arrière-garde jusqu'au delà de la Katzbach (21-22 août). Blücher fut rejeté en Silésie, où Napoléon l'aurait poursuivi encore, pour joindre enfin les Prussiens et les anéantir, si les nouvelles qu'il reçut de Dresde ne l'avaient décidé à y revenir en lui donnant l'espoir d'écraser l'armée de Bohême. Il remit à Macdonald le commandement des troupes de Silésie, et rebroussa chemin sur Dresde.

Confiante en sa supériorité numérique, l'armée de Bohême avait traversé sur quatre colonnes les défilés de l'Erzgebirge. Ses divisions convergeaient sur Dresde, où se repliait le corps de Saint-Cyr, très menacé au camp de Pirna. L'Empereur lui recommanda de tenir ferme à Dresde ; Napoléon voulait se porter avec ses autres forces à Kœnigstein sur l'Elbe supérieur, pour y traverser le fleuve et tomber sur les communications des coalisés, qui, serrés comme dans un étau entre l'Elbe et les Français, ne pourraient éviter la défaite. Pour que ce plan réussît, il fallait que Saint-Cyr tînt ferme à Dresde : mais Saint-Cyr n'en répondit pas, arguant que cette ville n'avait que des ouvrages de défense élevés à la hâte, incapables de résister à la poussée de 200,000 hommes. Napoléon prit alors le parti de se rendre à Dresde (26 août) pour y attaquer de front l'armée de Bohême, en confiant au corps de Vandamme le soin de fermer derrière cette armée la route de Peterswalde, la principale de l'Erzgebirge. Lorsque Napoléon arriva à Dresde, les alliés occupaient les collines qui forment un demi-cercle autour de la ville, et menaçaient de toutes parts le corps de Saint-Cyr. Ils furent sur le point d'abandonner cette attitude belliqueuse. A la nouvelle que l'Empereur était là, tous, Schwarzemberg, Alexandre, le roi de Prusse, délibéraient et parlaient de reculer. Pourtant, dans l'après-midi, Autrichiens et Prussiens attaquèrent sans ordre les faubourgs de Dresde. A toutes les barrières, ils subirent de rudes pertes. Les Français, arrivant de la rive droite à flots pressés dans Dresde, rejetèrent l'ennemi sur ses

hauteurs. Mais ce n'était pas assez de se défendre : il fallait vaincre. Napoléon fit son plan pour la journée du lendemain (27 août). Ayant remarqué que le ravin de Plauen, où coule la Weisseritz, coupait complètement les communications entre le gros des alliés et leur aile gauche, il résolut d'accabler cette aile en entretenant sur le reste de la ligne un combat de front. Cette manœuvre devait rejeter les alliés en grande partie sur la route de Peterswalde, où Vandamme les guettait. Au lever du jour, sous un brouillard qui s'abattit en pluie intense, le maréchal Ney commença une lutte audacieuse dans la plaine de Dresde contre le gros de l'armée alliée. Celle-ci espéra le punir de son audace. Ney n'avait que 36,000 hommes contre 150,000. Mais il était soutenu par Napoléon et par la garde : il ne se laissa pas rejeter dans Dresde. Pendant ce temps, à la droite des Français, Victor et Murat exécutaient la manœuvre décisive. Ils écrasèrent à Corbitz et à Rosthal la gauche des Autrichiens, tuèrent ou blessèrent 5,000 hommes, en prirent 12,000 autres et dispersèrent le reste. Cette défaite totale de leur gauche força les alliés à la retraite. Ils reculèrent vers les montagnes de Bohême. Ils avaient fait de fortes pertes ; le général Moreau, le vainqueur de Hohenlinden, avait été tué d'un boulet au milieu de l'état-major d'Alexandre.

Cette fois, Napoléon espérait compléter sa victoire. Il ordonna à ses maréchaux une poursuite énergique : il comptait que Vandamme, placé sur la route de Peterswalde, recueillerait une bonne part des Autrichiens débandés. Les Français suivirent à la piste l'armée de Bohême. Soudain Napoléon s'arrêta et retourna à Dresde (28 août) : l'impulsion s'affaiblit, la poursuite se ralentit et dégénéra en marches décousues. Une subite défaillance physique rendit, pour quelques jours, l'Empereur incapable du moindre effort. Ce ne furent pas les désastres subis par Macdonald et Oudinot qui le firent retourner à Dresde : car ces nouveaux dangers n'étaient pas assez proches pour le faire renoncer à sa proie. Mais Napoléon

avait abusé de ses forces comme il avait abusé de celles de la France : son organisme n'était plus en état de soutenir la tension extrême à laquelle il prétendait le soumettre.

La cessation brusque de la poursuite eût des conséquences déplorables. Au lieu de se retirer ou plutôt de s'enfuir, les alliés reprirent courage dès qu'ils ne se sentirent plus talonnés. Vandamme, qui n'avait pu les arrêter sur la route de Peterswalde, continuait à courir après eux sans trop regarder s'il était suivi. Avec ses 40,000 hommes, il arriva jusqu'au revers des montagnes de Bohême, à Kulm, d'où il menaçait Teplitz, centre de routes nécessaires aux alliés pour leur retraite. Ceux-ci, se rendant compte que Vandamme était isolé, l'attaquèrent avec toutes leurs forces (30 août). Un corps prussien, qui cherchait son chemin dans les rochers, vint par hasard couper la retraite à Vandamme. Ce général fut pris avec la plus grande partie de ses troupes ; le reste se dispersa dans la montagne. Ce fut pour les alliés une revanche morale de leur défaite.

Dans le même temps, le plan trop étendu de Napoléon subissait des échecs partout où l'Empereur n'était pas. Les généraux de la coalition appliquaient avec zèle les vues adoptées en commun : leurs coups adroitement portés détruisaient la grande armée en détail.

Au nord, Napoléon avait porté Oudinot sur Berlin avec 65,000 hommes. Persuadé que l'armée de Bernadotte n'était qu'un « ramassis », il ne doutait pas du succès. Mais cette armée de Bernadotte était déjà de 90,000 hommes et devait grossir jusqu'à 130,000 ; elle comprenait des éléments excellents. Oudinot en fit l'épreuve douloureuse. Parvenu aux portes de Berlin, à Gross-Beeren, il fut battu et rejeté sur l'Elbe (23 août). Les Saxons, douteux alliés des Français, avaient fui les premiers. Oudinot revint à Wittemberg, Davout, placé beaucoup trop loin, à Hambourg, n'avait pu le soutenir.

Un malheur aussi imprévu arriva sur les frontières de Silésie. Macdonald avait continué la marche en avant commencée par Napoléon. Disposant de 80,000 hommes, il s'était avancé sur la Katzbach. Mais Blücher, de son côté, apprenant le départ de l'Empereur, revint sur la Katzbach, et surprit la première division de Macdonald au moment où elle traversait le torrent grossi par les pluies (26 août). Cet échec eut sa répercussion d'un bout à l'autre de la colonne. Le général français n'avait que des conscrits qui s'émurent et se débandèrent : la retraite sur la Bober se changea bientôt en une déroute plus désastreuse que le combat de la Katzbach. En peu de jours, Macdonald était rejeté sur Gorlitz, et de Gorlitz sur Bautzen.

Ces défaites firent comprendre à Napoléon le jeu des alliés à son égard, ainsi que la cause de la stérilité de ses manœuvres. Evidemment la coalition, qui ne comptait pas les hommes, voulait épuiser la grande armée en courses et combats partiels, jusqu'au jour où celle-ci serait assez affaiblie pour que l'écrasement définitif ne fût qu'une question de coups de canon, même avec un chef comme Napoléon.

Malgré cette évidence accablante, l'Empereur chercha encore à joindre quelques-uns de ses ennemis. Le plus proche et le plus menaçant semblait être Blücher. Le 3 septembre, Napoléon marcha sur Bautzen pour s'y réunir avec Macdonald, en ayant soin de dissimuler sa présence autant que possible. Vaine précaution : l'ennemi avait des espions partout ; Blücher s'empressa de quitter Gorlitz et de reculer au delà de la Neisse (5 septembre). Bientôt il fut hors de portée. Cependant l'armée de Bohême profitait du départ de Napoléon pour se montrer dans les défilés de Peterswalde. Napoléon, de retour au camp de Pirna, l'observa quelque temps sans croire à une offensive sérieuse ; et de fait, dès qu'il essaya une démonstration, comme par acquit de conscience, les Autrichiens rentrèrent en Bohême (9 septembre). Ce n'était

que du « va-et-vient », avec des fatigues inutiles et des pertes irréparables pour les Français.

Une nouvelle catastrophe affaiblit encore la grande armée en démontrant que l'Empereur ne pouvait plus se fier, ni à ses lieutenants, ni à ses auxiliaires allemands. En marchant contre Blücher, Napoléon avait ordonné au maréchal Ney, successeur d'Oudinot, de recommencer le mouvement offensif sur Berlin et de passer par Baruth, où l'Empereur espérait le joindre après avoir écrasé Blücher. Rappelé ailleurs, Napoléon ne se rendit pas au rendez-vous et Ney lui-même ne put y arriver. Les trois corps de Ney marchaient assez distancés de Wittemberg sur Baruth, lorsqu'ils furent attaqués de flanc à Dennewitz par toute l'armée de Bernadotte (6 septembre). Ney ne put engager ses forces que par petits paquets ; ses prétendus alliés, les Saxons, se débandèrent ; il perdit 6,000 hommes et se rejeta sur Torgau. Le découragement, qui jusqu'à Dennewitz n'avait eu aucune prise sur Ney, l'envahit alors comme les autres maréchaux.

Après tant de malheurs, la grande armée était réduite à 250,000 hommes, et les vastes plans formés par Napoléon étaient anéantis pour toujours. L'Empereur sentait que par la force des choses il passait de l'offensive à la défensive. Pour lui, le problème était désormais, non de conquérir Berlin et les places de la Vistule ou d'envahir la Bohême, mais de se maintenir en Saxe. Contraint par les événements, il commença à « se pelotonner » suivant l'expression de Saint-Cyr. Après avoir repoussé encore une feinte de Schwarzemberg dans le défilé de Peterswalde (15 septembre), il concentra ses corps autour de Dresde, dans une sorte de quadrilatère formé par Torgau, Stolpen, Pirna et Freyberg. Il ne commandait plus les événements, il les attendait. Il était condamné à assister aux manœuvres de ses ennemis et à la décomposition de son armée : celle-ci, n'étant pas endurcie, se rebutait de sa misère ; dès le début de la campagne, elle était réduite à la demi-ration ; en septembre, le pain même

18.

manquait. Les corps fondaient dans les mains de leurs chefs.

Cependant les coalisés recevaient des renforts continuels et se préparaient à l'action décisive. Le 23 septembre, ils étaient encore rejoints en Bohême par les 50,000 Russes de Benningsen. Ils arrêtèrent un plan de campagne que l'écrasante supériorité de leurs forces rendait peu dangereux pour eux. Au lieu d'attaquer directement les positions de Napoléon à Dresde, ils décidèrent de couper ses communications avec la France et de faire leur propre concentration en prenant comme objectif Leipzig. L'armée de Bohême devait y marcher par Commottau et Chemnitz. L'armée de Silésie devait, en masquant ses mouvements, descendre la rive droite de l'Elbe pour se joindre à l'armée du Nord, passer l'Elbe entre Roslau et Wittemberg et remonter par la Mulda sur Leipzig. Chacun des deux groupes serait assez fort pour combattre isolément toutes les forces de Napoléon, et on comptait l'écraser entre les deux réunis.

Le 25 septembre, les têtes de colonne de Schwarzemberg se montrèrent dans l'Erzgebirge du côté de Zwickau et de Chemnitz, et Blücher commença à descendre la rive droite de l'Elbe. Les Français s'aperçurent bientôt de ces mouvements, qui n'avaient rien de surprenant pour l'Empereur, car il regardait comme probable le projet d'attaque sur Leipzig auquel les alliés s'étaient arrêtés. Napoléon ne pouvait se proposer d'autre but que d'empêcher leur jonction. Il fit occuper Leipzig par 12,000 hommes ; il envoya Ney vers le Nord pour surveiller les mouvements de Bernadotte et de Blücher, et lui adjoignit Marmont ; il réunit de même quatre corps à Freyberg pour surveiller l'armée de Bohême ; lui-même resta à Dresde, prêt à se porter suivant les circonstances vers l'un ou l'autre de ces deux groupes. Blücher et Bernadotte passèrent l'Elbe, le premier au-dessus de Wittemberg, le second à Dessau (2-3 octobre). Ney recula devant ces deux masses. Le plan des alliés se dessinait

d'une manière menaçante. Napoléon voulut courir au plus pressé, battre Bernadotte et Blücher avec le gros de ses forces, en laissant devant Schwarzemberg un corps commandé par Murat, avec mission de reculer pas à pas sur Leipzig. Il quitta Dresde et en ordonna l'évacuation (7 octobre). Il marcha sur Duben par les deux rives de la Mulda. A son approche, Blücher passa cette rivière pour rejoindre Bernadotte.

Cette reculade nouvelle laissa Napoléon dans une grande obscurité sur les mouvements des armées du Nord et de Silésie. Cependant il s'attacha d'abord à les suivre. Prévoyant qu'il serait obligé de les pourchasser assez loin, et sans doute au delà de l'Elbe, il projeta de passer ce fleuve à leur suite, de les battre, de remonter par la rive droite jusqu'à Dresde et de revenir sur Schwarzemberg. Ce plan colossal comportait la rupture de toutes les communications de l'Elbe, sauf celle de Dresde. Aussi Napoléon contremanda-t-il l'évacuation de Dresde (11 octobre), décision malheureuse qui le priva d'un corps d'armée.

Mais le nouveau projet de l'Empereur ne s'exécuta pas plus que les précédents. Loin de se dérober au delà de l'Elbe, l'armée de Silésie remontait sur Leipzig en faisant un crochet prudent par Halle, pour éviter Napoléon, et l'armée de Bernadotte la suivait d'assez loin. La concentration sur Leipzig se faisait d'une manière lente et irrésistible. Schwarzemberg de son côté s'avançait en poussant Murat devant lui. Il ne restait plus à l'Empereur, pour empêcher la jonction des coalisés, qu'à se hâter vers Leipzig, avec toutes ses forces ; il s'y résigna (12 octobre). Le 13 et le 14, les corps d'armée français convergèrent vers Leipzig. Comme l'armée de Bohême était fort près de cette ville, Napoléon espéra avoir le temps de l'écraser avant que les forces jointes des armées du Nord et de Silésie ne fussent arrivées. Le 15 octobre, arrivé à Leipzig, il dirigea le gros de ses forces au sud de la ville pour joindre Murat, installé sur le plateau de Liebert-

Volkowitz et de Wachau. Il établit sur la rive gauche de l'Elster le corps de Margaron pour garder les ponts de Lindenau et la route de France. Au nord, Marmont, placé à Mokern avec 20,000 hommes seulement, dut soutenir les efforts de Blucher. La jonction entre les corps du nord et du sud était assurée à travers la plaine, à l'est de Leipzig, par Ney et Macdonald. Les positions françaises formaient un vaste demi-cercle. L'infanterie, pour offrir un front plus imposant, était placée sur deux rangs au lieu de trois. Napoléon voulait un résultat décisif contre Schwarzemberg; il voulait peser sur sa droite, la pousser vers la Pleisse, et l'y jeter. C'est seulement au prix d'une dispersion complète de l'armée de Bohême, qu'il pouvait espérer avoir raison ensuite de Blücher et de Bernadotte. On était en tout 190,000 hommes contre 300,000.

De son côté, l'armée de Bohême était placée, partie entre la Pleisse et l'Elster pour attaquer le pont de Dolitz, partie sur la rive droite de la Pleisse pour attaquer Wachau et Liebert-Volkowitz. Les alliés étaient déterminés à ne pas reculer, dussent-ils laisser par terre les trois quarts de leurs soldats. Sur la rive gauche de l'Elster, un corps autrichien devait assaillir Lindenau. Au nord, Blücher arrivait en face de Mokern, suivi à un jour de distance par Bernadotte.

C'est dans ces conditions que s'engagea, le 16 octobre 1813, la plus terrible bataille des temps modernes. Au milieu du feu extrêmement vif de douze cents pièces de canon, l'armée de Bohême assaillit sur quatre colonnes les positions françaises. Une colonne emporta Mark Kleeberg sur la Pleisse malgré les efforts désespérés de Poniatowski : mais les autres colonnes se consumèrent en efforts contre Liebert-Volkowitz et Wachau, où les Français déférent toutes les attaques. Wachau surtout, pris et repris cinq fois, haché par la mitraille et les obus, devenu un monceau de ruines et de cadavres, resta quand même aux mains du maréchal Victor. Un mouve-

ment esquissé par le général Klenau sur la gauche française tourna aussi mal pour les alliés. La bataille s'étendait entre la Pleisse et l'Elster vers le pont de Dolitz, auquel se heurtaient vainement les Autrichiens, puis vers Lindenau, où Margaron se maintint toute la journée, puis à midi, vers Mokern, où Blücher assaillit avec 60,000 hommes le maréchal Marmont qui n'en avait que 20,000.

Napoléon, pour qui la bataille était toute à Liebert-Volkowitz et à Wachau, voyant les ennemis désorganisés par leurs premières et vaines attaques, résolut de tenter sur la droite de Schwarzemberg le mouvement qui devait décider de la journée. Des colonnes sorties de Liebert-Volkowitz et de Wachau refoulèrent vigoureusement les alliés sur Gulden Gossa. Une autre colonne, commandée par Macdonald, rejeta les troupes de Klenau dans le bois de l'Université. Pour achever la déroute de l'ennemi, Napoléon le fit charger par la cavalerie de Murat. Ce n'était plus la cavalerie d'Eylau et de Borodino : pourtant elle écrasait bataillons sur bataillons, prenait des bouches à feu et fondait sur Gulden Gossa, lorsque l'arrivée de la réserve autrichienne l'arrêta court. Le soir tombait; une nouvelle tentative fut faite sur Gulden Gossa par les soldats de Maison ; ils se firent tuer devant le village sans résultat. Ce fut la borne qui arrêta les succès des Français. Le massacre avait été effrayant dans l'étroit espace compris entre Liebert-Volkowitz, Gulden Gossa et Wachau ; là étaient étendus plus de 40,000 morts et blessés.

Au nord de Leipzig, Blücher avait profité de son écrasante supériorité numérique pour accabler Marmont. Celui-ci, sans se laisser rompre, recula pas à pas de Mokern sur la Partha, et le soir, il était établi sur ce ruisseau, entre son embouchure dans l'Elster et le village de Schönfeld.

La bataille du 16 octobre n'avait donné aucun résultat décisif. Mais du moment où elle n'était pas une éclatante

victoire française, elle équivalait à une défaite, puisque les alliés gardaient leurs positions, bien résolus à recommencer. Leur tactique ne consistant qu'à tuer à Napoléon le plus de monde possible, ils étaient sûrs qu'à ce jeu ils finiraient par triompher en raison de leur écrasante supériorité numérique. Cette supériorité devint plus accablante encore le 17, jour de l'arrivée de Bernadotte et de renforts amenés par Benningsen. Aussi, le 17, les alliés donnèrent du repos à leurs soldats, pour recommencer la lutte le 18 avec toutes leurs forces. Malgré leurs pertes, ils devaient disposer de 300,000 hommes, auxquels les Français n'opposèrent que 165,000 soldats.

La retraite était inévitable. La grande armée pliait sous le nombre. Le 17, Napoléon, se rendant compte de cette situation, se refusait pourtant à s'avouer que la meilleure solution était de partir tout de suite, afin d'éviter une action meurtrière et inutile. Il se flatta de pouvoir opérer une retraite lente et fière devant les alliés immobiles. Au lieu d'évacuer Leipzig, il se contenta de resserrer ses positions autour de la ville, en leur faisant faire un demi-cercle plus petit que celui du 16. Il négligea même de jeter plusieurs ponts sur l'Elster, ce qui aurait assuré une évacuation rapide : l'armée ne disposait que du long et étroit débouché de la route de Mayence, de Leipzig à Lindenau.

Le 18 octobre, à deux heures du matin, les Français s'établirent dans leurs nouvelles positions, sur lesquelles leurs arrière-gardes se replièrent au lever du jour, en disputant le terrain pas à pas. La nouvelle ligne s'étendait au sud-est de Leipzig, de Dolitz à Probstheyda et Stotteritz ; au nord, Marmont était toujours derrière la Partha et à Schönfeld ; à l'est, la jonction se faisait par Melckau et Paunsdorf.

Probstheyda était dans cette ligne un point saillant que les alliés attaquèrent avec autant de fureur que Wachau l'avant-veille. Dès le matin, les attaques commencèrent contre ce village. Les divisions de Victor et

de Lauriston le défendirent opiniâtrément. Mais sur la Pleisse, partie vulnérable comme le 16, les alliés s'emparèrent de Dolitz, et il fallut replier la ligne française de ce côté jusqu'à Connewitz. Probstheyda n'en devint que plus saillant par sa position, et les attaques redoublèrent sur ce point et sur le bourg voisin de Stotteritz. Les Prussiens et les Autrichiens, qui s'y précipitèrent avec fureur, y laissèrent en vain des milliers de morts. Près de dix mille hommes tombèrent devant Probstheyda. Jusqu'au soir, la vieille et la jeune garde s'y défendirent avec succès. Schwarzemberg dut se contenter de les cribler d'obus.

Pendant que les Français se maintenaient ainsi au sud-est de Leipzig, ils cédaient du terrain à l'est. L'armée de Bernadotte passa dans la matinée la Partha à Taucha, et s'avança vers Paunsdorf. De ce côté étaient les Saxons, qui firent défection aussitôt que Bernadotte approcha, passèrent de son côté et tirèrent de suite sur les Français, à côté desquels ils combattaient cinq minutes auparavant. Un trou énorme se creusa dans la ligne française. La cavalerie et l'artillerie de la garde accoururent avec Napoléon lui-même pour empêcher l'ennemi d'y pénétrer. On dut pourtant céder Paunsdorf, puis Sellerhausen ; enfin Marmont, mitraillé de son côté par Blücher, abandonna Schönfeld. De ce côté, comme vers Probstheyda, la lutte se termina par un feu épouvantable d'artillerie, auquel prenaient part à la fin de la journée plus de 2,000 pièces de canon.

Cette retraite que Napoléon n'avait pas voulu faire dans la nuit du 17 au 18, il fallut la faire dans la nuit du 18 au 19, au milieu d'une horrible confusion, dans les rues étroites et encombrées de Leipzig et sur l'unique pont de Lindenau, où se pressaient les canons, les voitures, les chevaux, les hommes armés ou désarmés. Le 19 octobre, dès que le brouillard se leva, l'ennemi assaillit de tous côtés les faubourgs de Leipzig. Les corps de Macdonald, de Marmont, de Poniatowski et de Lauriston

luttèrent encore avec énergie pour assurer la retraite de l'armée. Puis ils se replièrent lentement vers le pont de Lindenau. 20,000 hommes étaient encore dans Leipzig, lorsque, par suite d'une consigne mal comprise, les sapeurs, croyant voir l'ennemi, firent sauter le pont de l'Elster. Tout ce qui était dans Leipzig demeura prisonnier. Poniatowski voulut se sauver à la nage et se noya; Macdonald parvint à traverser la rivière. Après cette bataille de quatre jours, les alliés étaient enfin maîtres de ces champs de Leipzig, où l'empire de Napoléon était tombé avec sa dernière grande armée. Plus de 100,000 hommes avaient succombé dans cette lutte suprême, dont 40,000 Français.

Napoléon se retirait avec les débris de son armée sur Erfurt et Mayence. Il laissait environ 170,000 Français dans les places d'Allemagne. C'étaient des garnisons qu'il y avait jetées imprudemment au commencement de la campagne, dans l'espoir de reconquérir d'un coup d'épée le pays entre le Rhin et la Vistule. Les deux plus fortes garnisons étaient de vrais corps d'armée : l'une à Hambourg, sous Davout, résista jusqu'à la fin de la guerre ; l'autre à Dresde, sous Gouvion Saint-Cyr, capitula le 11 novembre, faute de vivres, à condition d'être renvoyée en France ; mais, au mépris de tout droit des gens, les coalisés la retinrent prisonnière de guerre. Toutes ces troupes sacrifiées manquèrent à Napoléon pour la défense du sol français ; dernière et funeste conséquence de la politique du « tout ou rien ».

Les restes de la grande armée, réduite à 100,000 hommes dont 50,000 combattants, furent poursuivis assez mollement par les alliés sur la route de Mayence. En revanche, les Bavarois, qui venaient de faire défection, essayèrent de barrer le chemin aux Français. Le général de Wrède se plaça avec 60,000 hommes à Hanau. L'artillerie de Drouot écrasa complètement les Bavarois (30 octobre) ; ils furent refoulés dans la forêt de Lamboy ou jetés dans la Kinzig. La route de Mayence était libre. Le

4 novembre, l'armée française repassa le Rhin. Elle était dans un état déplorable : la retraite de Leipzig était presque aussi funeste que celle de Moscou ; le typhus enlevait les soldats par milliers ; les hommes désarmés et les traînards regagnaient l'intérieur. Quelques débris encore organisés furent répartis sur la frontière du Rhin, sous les ordres de Victor, de Marmont et de Macdonald : mais ces trois chétifs corps d'armée étaient incapables de la moindre résistance. Napoléon regagna Paris (9 novembre) pour y préparer un dernier effort. Les Pyrénées étaient déjà menacées ; le Rhin et le Jura allaient l'être. Sur toutes les frontières s'annonçait l'invasion.

CHAPITRE XVI

CAMPAGNE DE FRANCE (1814)[1]

Sommaire. — La France au commencement de 1814. — Marche des alliés. — Blücher et Schwarzemberg. — Les débris de l'armée impériale. — Efforts de Napoléon. — Combat de Brienne (29 janvier). — Bataille de la Rothière (1er février). — Marche de l'armée de Silésie. — Attaque de Napoléon : Champaubert (10 février), Montmirail (11), Château-Thierry (12), Vauchamps (14). — Attaque contre l'armée de Bohême : Nangis et Montereau (17–18 février). — Troyes (22 février). — Situation générale : événements de Lyon ; bataille d'Orthez. — Conseil de guerre de Bar-sur-Aube. — Marche de Blücher. et de Napoléon. — Capitulation de Soissons (4 mars). — Bataille de Craonne (7 mars). — Bataille de Laon (9-10 mars), de Reims (13 mars). — Retour sur l'Aube. — Bataille d'Arcis-sur-Aube (20–21 mars). — Napoléon à Saint-Dizier. — Marche des alliés sur Paris : Fère-Champenoise (25 mars). — Bataille de Paris et capitulation (30 mars). — Retour tardif de Napoléon. — L'abdication.

Après les désastres de Russie, Napoléon avait encore de grandes ressources, et il ne combattait que la moitié de l'Europe ; après Leipzig, il n'avait plus que lui-même, et l'Europe entière était en armes contre lui. De la grande armée il ne restait que quelques débris disloqués qui abandonnèrent sans combat les bords du Rhin : c'étaient des fantômes de corps d'armée et de divisions, incapables de résistance. Les 12,000 hommes de Marmont, le 10,000 de Macdonald, les 7,000 de Victor, les 7,000 de Ney et 9,000 cavaliers étaient éparpillés du côté le plus menacé, entre Bâle et Cologne ; 15,000

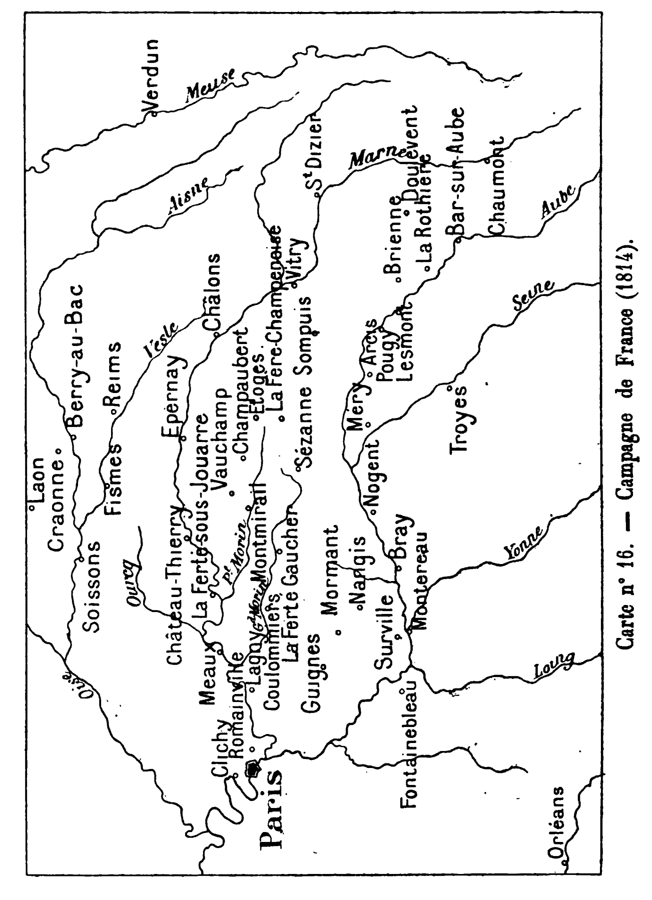
1. Voir carte 16, p. 328.

hommes à peine étaient en Belgique ; il n'y avait rien sur la frontière du Jura, que les alliés attaquèrent en violant la neutralité suisse ; en Italie, l'armée du prince Eugène tenait tête aux Autrichiens sans concourir à la défense générale ; aux Pyrénées, Soult cédait du terrain à Wellington. Non seulement le grand empire s'était écroulé, mais les frontières de la France révolutionnaire cédaient sous la pression formidable de 500,000 ennemis.

Cette France si longtemps victorieuse, succombant sous le poids de ses anciennes victoires comme sous celui de ses récentes défaites, appauvrie et désarmée, n'avait plus la réserve d'énergie nécessaire contre l'invasion. Napoléon avait de toutes façons abusé d'elle. Ce grand joueur avait prodigué au hasard de ses batailles une douzaine de générations ; autour de lui, loin de lui, jusque dans les hameaux, il avait habitué tout le monde à la morne passivité ; il avait brisé les forces physiques et morales de la nation ; il avait même émoussé à force de triomphes l'instinct militaire et l'orgueil de la victoire. Il avait ruiné l'armée en se servant trop d'elle, comme il avait affaibli la nation en la réduisant à n'être que la pourvoyeuse de l'armée. Ses troupes détruites, il en appelait à la nation, mais la nation ne pouvait plus répondre à son appel avec l'ardeur invincible de 92. Elle mit encore au service de son ancienne idole le sang de ses enfants, et la seule force morale qui leur restât, la résignation. Ce n'était pas assez pour triompher des armées coalisées.

Les alliés n'avaient pas une idée exacte de cette situation. Croyant la France moins épuisée qu'elle ne l'était, ils ne s'avancèrent après la bataille de Leipzig, qu'avec une grande lenteur, comme s'ils eussent redouté le passage de la frontière du Rhin, de même que Wellington avait redouté le passage des Pyrrénées. Ils étaient loin de se douter qu'une marche audacieuse sur Paris, en décembre 1813, se fût faite aussi aisément qu'une prome-

nade militaire. Le 21 décembre, l'armée de Schwarzemberg passa le Rhin au pont de Bâle, en violant la



Carte n° 16. — Campagne de France (1814).

neutralité suisse; le 1er janvier 1814, les troupes de Blücher passèrent de même entre Mayence et Cologne. Quant à l'armée de Bernadotte, elle fit un long circuit

par le Hanovre et la Hollande avant d'entrer sur le territoire français, car son chef tenait avant tout à ne pas se compromettre. Les deux anciennes armées de Bohême et de Silésie étaient donc, aux premiers jours de la campagne, seules destinées à la conquête de Paris. En Suisse, pénétrait le corps de Bubna, destiné à enlever Genève et Lyon.

Pour repousser l'invasion, Napoléon avait multiplié, depuis son retour à Paris, les sénatus-consultes et les décrets. Les circonstances étaient si désespérées que, dans ses rappels des dernières classes, il avait dû remonter jusqu'à celle de l'an XI (1803), tout en appelant aussi la conscription de 1815. Il avait constitué de nouvelles cohortes de gardes nationaux; il rappelait des soldats d'Espagne; il comptait tirer par ces moyens 500,000 hommes de la France épuisée. Par malheur, les décrets impériaux ne furent exécutés qu'à demi. Malgré le répit de deux mois laissé à Napoléon après Leipzig, le temps manquait, non seulement pour instruire les conscrits, mais encore pour les réunir. A la disette d'hommes s'ajoutait une pénurie encore plus alarmante d'argent, d'habits, d'armes et de matériel; les conscrits qui arrivaient dans les dépôts n'étaient équipés qu'à demi ou pas du tout; beaucoup rejoignaient l'armée en blouse et en sabots; ces « Marie-Louise », comme on les nommait, si peu nombreux et si peu instruits, n'étaient en face des énormes forces coalisées qu'une pitoyable chair à canon, malgré leur courage et leur dévouement. Comme à Leipzig, la seule poussée des masses ennemies devait broyer l'Empereur et ses lambeaux d'armée. Mais Napoléon, après avoir cru si longtemps à sa bonne étoile, s'insurgea jusqu'à la dernière heure contre l'étoile contraire : il se crut capable de reconquérir son ascendant par la seule force de son génie, avec l'aide insuffisante de quelques vieux soldats et de quelques conscrits. Son énergie, surexcitée par le péril, ne recula pas devant la disproportion accablante des forces, à laquelle il pensa remé-

dier par la rapidité de ses mouvements, l'emploi sagace de ses moyens, la promptitude à profiter de la moindre division chez l'ennemi, les facilités nouvelles qu'il rencontrait en manœuvrant, comme au début de sa carrière, avec de petits effectifs et des cadres éprouvés. Aussi la campagne de 1814 rappela-t-elle les premiers triomphes de Bonaparte en 1796 : ce fut une brillante féerie militaire où Napoléon s'entoura pour la dernière fois du prestige des victoires foudroyantes ; mais le résultat final n'en fut pas changé, et il ne pouvait l'être par aucune puissance au monde.

L'armée de Schwarzemberg, forte de 200,000 hommes, et celle de Blücher, qui en avait 50,000, s'avancèrent en France, la première par Besançon, Langres et Chaumont ; la seconde par la Lorraine, Vassy et Saint-Dizier. Elles visaient à se réunir, avant de marcher sur Paris par les routes de la Marne et de la Seine. Elles replièrent sans peine devant elles les petits corps de Victor, de Ney et de Marmont, placés sur la frontière, et masquèrent les places fortes. Jusqu'au 27 janvier, elles couvrirent de leurs masses, sans résistance, la Lorraine et la Bourgogne. Déjà elles étaient sur les limites du bassin de Paris, à l'entrée de la Champagne. Le 27, Blücher se portait de Vassy sur Brienne avec 30,000 hommes pour joindre Schwarzemberg, arrivé à Bar-sur-Aube. Entre eux et Paris était à Troyes un corps de 15,000 hommes, commandé par Mortier. A Châlons se formait un autre rassemblement de 40,000 hommes avec les troupes de Victor, de Ney, de Marmont et de Macdonald. C'est à la tête de cette poignée d'hommes que Napoléon vint se placer (25 janvier). Il disposait donc de 55,000 hommes à l'ouverture de la campagne. Les Marie-Louise qui arrivèrent de jour en jour par petits groupes, ne doublèrent même pas ce chiffre, car dans les meilleurs moments l'armée impériale ne comprit pas plus de 90,000 combattants.

Napoléon, au premier coup d'œil jeté sur la carte, se

décida, quoiqu'il fût déjà bien tard, à joindre Blücher, le moins fort de ses adversaires, et à l'empêcher de se réunir avec Schwarzemberg. Il marcha droit de Châlons sur Saint-Dizier, et de Saint-Dizier sur Brienne, par d'affreux chemins de traverse, et il arriva assez à temps dans la vallée de l'Aube pour rejoindre à Brienne les 30,000 hommes de Blücher (29 janvier). Après un vif combat, les Prussiens étaient rejetés hors de Brienne sur la route de Bar-sur-Aube. Mais au lieu de les empêcher de se réunir avec Schwarzemberg, Napoléon les poussait sur ce dernier. Ses 40,000 hommes allaient avoir sur les bras, s'ils restaient à Brienne, une masse de 200,000 coalisés. Cependant l'Empereur ne se retira point, préoccupé par l'idée de demeurer entre les deux vallées de la Marne et de la Seine, qui devaient être les deux lignes d'opérations des alliés. Loin d'évacuer sa conquête, il s'établit audacieusement dans la grande plaine de l'Aube, à la Rothière, et sur les collines des environs de Brienne. Cette témérité lui coûta cher. Les masses autrichiennes s'étaient ébranlées et avaient quitté Bar-sur-Aube au secours de Blücher. Le 1er février, 150,000 ennemis fondirent sur les positions françaises de la Rothière et de Chaumenil, les débordèrent par les deux ailes et essayèrent de jeter Napoléon dans l'Aube. La Rothière, disputée avec rage, prise et reprise, resta après une lutte de 12 heures aux mains des coalisés. Les Français perdirent 54 canons et 10,000 hommes. Napoléon battit en retraite le 2 et le 3 février sur Troyes. C'était un malheureux début : une fois de plus le nombre avait triomphé ; la bataille de la Rothière semblait ouvrir toute grande aux coalisés la route de Paris. L'Aube était abandonnée, Troyes le fut aussi, et le 6 février, la petite armée française se retirait jusqu'à Nogent-sur-Seine.

Pendant que Napoléon était forcé de livrer les avenues de la Champagne à ses ennemis, ceux-ci étaient tout à la joie de leur triomphe, qu'ils prenaient pour la victoire suprême et décisive. Croyant n'avoir plus rien à redouter,

ils se divisèrent pour vivre plus à l'aise. Ils reformèrent deux masses, l'armée de Schwarzemberg marchant sur Paris par la Seine, l'armée de Blücher y marchant par la Marne. La première était assez forte pour affronter Napoléon à quatre contre un. La seconde alla se compléter du côté de Châlons avec les corps de York, de Kleist et de Kapzéwisch. Blücher marcha impétueusement de l'avant. Il pensait bien arriver sous Paris avant le processionnel Schwarzemberg, et à cette gloire rêvée il sacrifia tout, jusqu'aux soins les plus élémentaires de sécurité. Du 4 au 7 février, il se porta sur la route de Châlons à Meaux, par Montmirail, en refoulant jusque sur la rive droite de la Marne le petit corps de Macdonald. Bientôt les colonnes de l'armée de Silésie s'étendirent démesurément en longueur. Le 9 février, York était en tête avec 18,000 hommes, près de Château-Thierry, Sacken avec 20,000 hommes à Montmirail, le Russe Olsoufjew avec 6,000 hommes à Champaubert, et Blücher avec 18,000 hommes arrivait à peine à Etoges. Cette dispersion servait à souhait les desseins de Napoléon.

De Nogent-sur-Seine, depuis le 6 février, Napoléon suivait avec attention les mouvements de l'armée de Silésie. Dès le 7, il dirigea le corps de Marmont sur Sézanne, vers les approches de l'ennemi. Pour lui, il attendit à Nogent que Blücher se fût irrémédiablement compromis. Le 9, jugeant que les choses étaient au point, il rejoignit Marmont à Sézanne. Il avait laissé sur la Seine les corps de Victor et d'Oudinot, et n'avait avec lui que 25,000 hommes. La route de Sézanne à Epernay qu'il suivait le conduisait sur le flanc gauche de l'armée ennemie, droit à Champaubert, vers les Russes d'Olsoufjew. Le 10 février, les Français traversent le Petit-Morin et attaquent Champaubert. Les Russes absolument surpris se défendent comme ils peuvent : mais ils sont chassés de Champaubert, rejetés sur le bois du Désert, dispersés, tués ou pris ; Olsoufjew rend son épée. Par ce coup hardi, l'armée de Silésie est coupée en deux. Napoléon peut

fondre à droite sur Blücher, ou à gauche sur les lieutenants de Blücher. Il aime mieux s'en prendre à ces derniers, car il espère les cerner entre lui et Macdonald. Il laisse Marmont à Champaubert pour contenir les efforts de Blücher, et marche sur les troupes de Sacken à Montmirail (11 février). Sacken se défend vaillamment, mais lui aussi est écrasé, séparé de son collègue York qui ne montre que ses têtes de colonne sur la route de Château-Thierry. Les troupes de Sacken, rejetées dans le Petit-Morin, perdent 8,000 hommes et se dispersent. De suite les Français se précipitent sur le corps de York (12 février). Les Prussiens de York, fusillés, mitraillés dans les rues de Château-Thierry, sont battus à leur tour, rejetés en désordre au delà de la Marne, avec une perte de 3,000 hommes. Les communications rétablies d'une rive à l'autre de la rivière, le corps de York dispersé, Napoléon fait volte-face contre Blücher. Celui-ci s'avançait le 13 d'Etoges sur Montmirail, et Marmont reculait devant lui pas à pas. Le 14, à la sortie de Vauchamps, les Prussiens sont assaillis par les troupes de Marmont et de Napoléon réunies. Blücher plie devant elles, mais il ne réussit pas à faire une retraite imposante. Ses troupes sont entamées par des charges furieuses de la cavalerie de Grouchy à Fromentières ; Marmont les suit jusqu'au milieu de la nuit et leur tue encore du monde à Etoges. De l'armée de Silésie il ne reste que des débris dispersés sur les deux rives de la Marne.

En cinq jours et quatre batailles, Napoléon a mis hors de cause pour quelque temps un de ses adversaires. Sans perdre une minute, il se retourne contre l'armée de Bohême. Schwarzemberg avait forcé à Bray le passage de la Seine, et continuait à repousser sans peine les faibles corps de Victor et d'Oudinot. Le 14 février, l'armée de Bohême était dispersée dans la Brie, le corps de Wittgenstein à Provins, Wrède à Nangis, les Wurtembergeois à Montereau, les réserves entre Bray et Nogent. Napoléon aurait pu renouveler la manœuvre qui lui avait

si bien réussi contre Blücher, en tombant de Vauchamps sur le flanc droit de l'armée de Bohême. Il aima mieux rejoindre Oudinot et Victor pour attaquer l'ennemi de front. Le 14 et le 15 février, avec une merveilleuse rapidité, il fit, de Vauchamps sur Meaux et de Meaux sur Guignes, un crochet qui le conduisit aux cantonnements de ses maréchaux. Ayant 60,000 hommes sous la main, il marcha le 17 février de Guignes sur Mormant, culbuta de Mormant sur Nangis ses ennemis qui étaient comme paralysés par la stupeur, puis, partageant ses troupes en trois colonnes, il ordonna à Oudinot de balayer la route de Nogent, à Macdonald d'en faire autant pour celle de Bray, à Victor de marcher sur Montereau. Oudinot repoussa encore l'ennemi à Provins. Macdonald talonna une arrière-garde sur la route de Bray. Victor battit un corps ennemi (17 février) à Valjouan, sur la route de Montereau, mais il n'exécuta pas les ordres de l'Empereur, qui lui enjoignaient de saisir immédiatement le pont de Montereau. Le 18, Napoléon accourait pour réparer les retards de son lieutenant; il décimait les Wurtembergeois par le feu de son artillerie, sur le plateau de Surville, les précipitait dans Montereau, où les Français entrèrent pêle-mêle avec eux, et s'emparait enfin du pont, dont il voulait faire un débouché pour devancer l'armée de Bohême sur la rive gauche de la Seine. Mais Schwarzemberg exécutait avec célérité sa retraite par les ponts de Bray et de Nogent; il ne se laissa pas devancer; il replia vivement toute son armée jusqu'à Troyes. Comme le débouché de Montereau était insuffisant, et que les deux autres ne furent que tardivement ouverts, les Français ne passèrent la Seine que le 21 février. Napoléon suivit l'ennemi sur Troyes, par Méry. L'armée de Schwarzemberg, arrêtée devant Troyes, semblait vouloir livrer bataille. Napoléon y était tout préparé. Il s'inquiétait peu des timides mouvements que Blücher, à peine remis de ses défaites, tentait sur la gauche vers Méry. Mais Schwarzemberg, bien qu'il eût 150,000 hommes contre

70,000, se déroba devant l'action décisive, repassa la Seine (23 février), et se mit en retraite vers Bar-sur-Aube, toujours suivi à la piste par les Français, qui lui enlevaient traînards et prisonniers. L'ennemi, délogé de la ligne de la Seine, fut bientôt aussi délogé de la ligne de l'Aube (26 février). Déjà on parlait, dans l'armée de Bohême, de regagner Chaumont et Langres.

Sans être aussi éclatantes, que les triomphes remportés sur Blücher, les opérations de Napoléon contre l'armée de Schwarzemberg avaient abouti à enlever aux alliés plus de vingt-cinq lieues de pays. Les alarmes de Schwarzemberg étaient d'autant plus grandes, qu'il recevait la nouvelle d'échecs sérieux subis par l'Autrichien Bubna entre Genève et Lyon. Bubna, après avoir pris Genève, marchait sur Lyon, où Augereau concentrait 28,000 hommes. Mais Bubna fut arrêté dans le Jura. Napoléon prescrivit à Augereau d'en finir avec lui et de se rabattre, par Besançon, sur les communications de Schwarzemberg. C'était l'éventualité qui inquiétait le général autrichien, le coup de théâtre qui eût peut-être changé la destinée, temporairement.

Toutefois, les nouvelles prospérités de Napoléon étaient circonscrites en Champagne. Sur tous les autres théâtres de la guerre se continuait la lente pression qui ouvrait aux ennemis les frontières françaises.

En Belgique, Maison, qui n'avait que 15,000 hommes, ne pouvait que se retirer pas à pas devant les 30,000 hommes du duc de Saxe-Weimar, soutenus par toute l'armée du Nord ; Anvers, où commandait Carnot, était déjà assiégée. Sur les Pyrénées, Soult, réduit à 50,000 conscrits, faisait face avec peine aux 80,000 hommes de Wellington. Le 8 janvier, celui-ci emporta les lignes de la Nive. Soult, au lieu de se retirer sur Bordeaux, marqua sa retraite vers les lignes parallèles des gaves ; Bayonne fut aussitôt assiégée. Le 27 février, Soult fut encore battu à Orthez ; il se retira sur Mont-de-Marsan, puis sur Toulouse. En Italie, le prince Eugène tenait tête avec peine

aux Autrichiens sur l'Adige ; Napoléon songea, après la Rothière, à le faire revenir en France, où lui et ses troupes auraient été plus utiles ; mais les succès de Champaubert et de Montmirail illusionnèrent l'empereur au point de lui faire croire qu'il pouvait se défendre à la fois en Champagne et sur l'Adige : Eugène resta en Italie.

Cette suite de succès des coalisés sur les frontières éloignées ne les empêchait pas de ressentir amèrement leurs défaites en Champagne. Sous le coup des victoires de Napoléon, ils prirent de graves décisions pendant leur retraite, à Bar-sur-Aube (25 février). Ils convinrent que Blücher recommencerait sa marche vers Paris par Meaux, et qu'il serait appuyé par les deux corps de Bülow et de Winzingerode, appartenant tous les deux à l'armée du Nord, et venant le premier de Laon, et le second de Reims : l'armée du Nord entrait donc en scène. Puis, en vue de soutenir Bubna menacé, ils firent entrer en Suisse un nouveau corps autrichien, commandé par le prince de Hesse, pour neutraliser les efforts de l'armée française de Lyon. Ces deux résolutions eurent des résultats immenses. Elles décidèrent du sort de la campagne en faveur des alliés.

Blücher, qui dans les derniers jours s'était rapproché de Schwarzemberg pour le soutenir, se mit en mouvement avec sa fougue ordinaire de l'Aube à la Marne (25 février) en inclinant un peu au nord pour joindre les renforts qui lui étaient promis. Il n'avait devant lui que les troupes de Marmont et de Mortier, qu'il replia aisément. Le 28 février, il passa la Marne à La Ferté-sous-Jouarre. Mortier et Marmont se retirèrent derrière l'Ourcq, où ils défièrent, dans la journée du 1er mars, tous les efforts de Blücher. Celui-ci avait déjà eu la déception de ne trouver sur la rive droite de la Marne ni Winzingerode, ni Bülow, et presque tout de suite il eut la terreur d'apprendre qu'il était directement menacé par Napoléon.

Napoléon avait arrêté le 26 février, à Bar-sur-Aube, la poursuite de l'armée de Schwarzemberg, et, laissant sur

l'Aube 40,000 hommes commandés par Oudinot et Macdonald, il s'était lancé de Troyes vers la Marne, à la poursuite de l'armée de Silésie, comptant la prendre au piège entre la Marne et l'Ourcq. Mais Blücher avait rompu le pont de La Ferté-sous-Jouarre ; l'Empereur perdit une journée (2 mars), pour le passage de la Marne, ce qui donna à Blücher le temps d'échapper à la tenaille toute préparée. Pourtant, Napoléon ne désespéra pas de l'atteindre. Le 3 et le 4 mars, pendant que Blücher faisait une retraite rapide sur l'Aisne, Napoléon, ayant rallié Marmont et Mortier, gagnait rapidement du terrain vers Fismes, en vue d'interdire à Blücher le seul passage dont il pût se servir, celui de Berry-au-Bac, le passage de Soissons étant intercepté par cette petite place forte. Blücher, acculé à l'Aisne avec ses troupes désorganisées, allait être forcé de combattre dans les plus mauvaises conditions, lorsque la capitulation de Soissons lui ouvrit un passage (4 mars).

C'étaient les efforts de Bülow et de Winzingerode qui lui valaient cette porte de sortie inespérée. Ceux-ci, au lieu de joindre tout de suite leur nouveau chef, avaient jugé bon de lui assurer le passage de l'Aisne en prenant Soissons. Le commandant de cette place, vieux soldat sans énergie, avait perdu la tête aux premiers coups de canon. Il se rendit au bout de vingt-quatre heures, et fit perdre ainsi à Napoléon tout le fruit de ses manœuvres. Le 5 mars, Blücher se mit en sûreté au delà de l'Aisne et battit en retraite vers Laon.

Napoléon, furieux de voir échapper une victoire presque certaine, ne désespéra point encore de porter quelques coups terribles à Blücher, s'il ne parvenait à l'exterminer. Ayant passé l'Aisne à Berry-au-Bac, il marcha pour devancer Blücher à Laon. Mais le général prussien, devinant les intentions de son adversaire, et voulant de son côté le prendre en flanc dans sa marche sur Laon, dirigea 30,000 hommes sur le plateau de Craonne. Force fut à Napoléon de s'arrêter pour les combattre. Il fit

attaquer de front et sur le versant nord le plateau de Craonne (7 mars). Les Russes de Sacken, favorisés par la position, résistèrent avec tant de ténacité que, pendant de longues heures, les Français ne purent prendre pied sur le plateau. Enfin l'artillerie de Drouot rompit les lignes russes ; Blücher, de son côté, rappela ses alliés vers Laon. Cette action si disputée ne valait à Napoléon aucun trophée nouveau et même aucun avantage, puisque dès avant l'action les alliés se retiraient vers Laon. A chaque pas, Napoléon voyait diminuer ses chances et son espoir. Pourtant, avec sa petite armée, il n'hésita pas à suivre vers Laon l'armée de Silésie renforcée, concentrée, et devenue presque invincible.

Blücher s'était posté sur la forteresse naturelle de Laon et dans la plaine qui l'entoure. Ses forces, sa position, la faiblesse de l'armée impériale, tout l'invitait à tenir ferme, et il tint malgré les prévisions de Napoléon. L'Empereur, espérant encore déterminer par une démonstration vigoureuse la retraite de Blücher, fit attaquer de front les avant-postes de l'armée de Silésie (9 mars), au sud de Laon, et destina le corps de Marmont à exécuter vers l'est une opération semblable. Arrivé fort tard, Marmont s'était établi à Athies, lorsque dans la nuit du 9 au 10, les Prussiens, par un brusque coup de main, surprirent et dispersèrent son corps d'armée. Malgré ce fâcheux contre-temps. Napoléon tenta une deuxième offensive contre Laon (10 mars), toujours dans un but d'intimidation plutôt que d'attaque véritable. Mais l'intimidation ne réussit point : Blücher se sentait trop solide à Laon ; les Français échouèrent dans toutes leurs tentatives, perdirent 6,000 hommes et battirent en retraite sur Soissons.

L'échec de Napoléon devant Laon était la première conséquence du conseil de guerre de Bar-sur-Aube. Les décisions qu'on y avait prises eurent aussi pour résultat d'arrêter net le mouvement d'Augereau de Lyon vers le Jura. La nouvelle armée autrichienne du prince de Hesse

battit les Français à Poligny (4 mars), et Augereau, découragé, rappela ses régiments vers Lyon.

De toutes parts l'horizon redevenait sombre. Dès que l'Empereur avait quitté Troyes, Schwarzemberg avait repris l'offensive contre les troupes de Macdonald et d'Oudinot. Oudinot, complètement battu à Vernonfays, près de Bar-sur-Aube (27 février), se retira sur Troyes, où Macdonald le rejoignit. De Troyes, les Français revinrent à Nogent, puis à Provins, dès le 7 mars. Pour la seconde fois, Schwarzemberg était sur la Seine. Heureusement, sa lenteur bien connue permettait de ne pas trop compter les jours.

Napoléon ne désespéra pas. Rassuré du côté de Blücher, qui avait tenu ferme à Laon, mais qui devait être peu tenté de quitter très vite cette position si favorable, l'Empereur commença par se jeter sur le corps ennemi de Saint-Priest, imprudemment établi à Reims pour les communications des deux grandes armées alliées (13 mars). Ce corps fut complètement détruit. A Reims, Napoléon balança pendant quelques jours sur la conduite à suivre. Enfin, les nouvelles qu'il reçut de Schwarzemberg lui donnèrent l'espoir de l'atteindre, comme en février, en pleine dislocation. Du 11 au 16 mars, Schwarzemberg avait poussé les troupes de Macdonald de Nogent sur Provins et de Provins sur Nangis. A la nouvelle de la bataille de Reims, il s'était arrêté, et, pris de peur à la pensées d'un mouvement de Napoléon sur ses communications, il s'était mis encore une fois en retraite.

L'Empereur, croyant toujours Schwarzemberg à Nogent, s'était décidé le 17 mars à tenter de nouveau sa manœuvre favorite. Il marchait droit vers le confluent de l'Aube et de la Seine, pour y lier ses opérations avec celles de Macdonald. Mais l'ennemi ne lui laissa pas le temps d'arriver, car le général autrichien se retira immédiatement au delà de Troyes, entre la Seine et l'Aube, et, instruit par son expérience récente, il tint tous ses corps dans sa main. Désormais il était hors de propos

d'attaquer ces 100,000 hommes avec les forces que Napoléon avait avec lui sur l'Aube ; ce n'étaient que 30,000 hommes au plus, car Napoléon avait laissé vers Laon, devant Blücher, les corps de Marmont et de Mortier, et sur la Seine, le corps de Macdonald. Napoléon se décida à faire une tentative qu'il méditait depuis quelque temps : il voulait marcher vers la Lorraine, y rallier les garnisons des places pour fortifier ses faibles corps, entraîner les alliés derrière lui, ou, s'ils s'obstinaient à rester en Champagne, couper leurs communications. Pour exécuter ce plan audacieux, il se mit en marche par les deux rives de l'Aube vers Vitry, et, le 19 mars, il arrivait à Arcis-sur-Aube.

Mais, ce même 19 mars, Schwarzemberg, ayant un accès d'énergie, dû à son immense supériorité de forces, se décidait à attaquer Napoléon. Le 20 mars, les premières colonnes des alliés tombaient à l'improviste sur les positions françaises d'Arcis et de Torcy, et, dans le premier moment de désordre et d'émoi, arrivaient jusqu'à l'Aube. Napoléon rallia lui-même ses bataillons sous le feu de l'ennemi, et les maintint solidement à Torcy et à Arcis. Croyant qu'il n'avait devant lui qu'une fraction de l'armée ennemie, il demeura à Arcis pour l'accabler le lendemain. Mais dès les premiers coups de fusil, le 21 mars, il s'aperçut qu'il avait devant lui toute l'armée de Bohême, et ne s'obstina pas davantage à faire lutter ses 27,000 hommes contre 100,000. Les Français se retirèrent par le pont d'Arcis. Les alliés assaillirent cette petite ville de tous les côtés ; on défendit chaque maison et chaque rue ; lorsque l'ennemi en devint maître, le passage de l'Aube était assuré. Quoique la petite armée impériale eût subi de fortes pertes, elle avait tenu en respect pendant deux jours toute l'armée de Schwarzemberg.

Les deux batailles d'Arcis-sur-Aube n'empêchèrent pas Napoléon de se porter du côté de la Lorraine. Le corps de Macdonald le rejoignit avec peine, par une marche périlleuse au nord de l'Aube. Le 23 mars, l'Empereur

était à Saint-Dizier, au delà de la Marne. Dans cette immense arène, entre la Seine et la Marne, où Napoléon avait manœuvré depuis la Rothière, il ne laissait que les corps de Marmont et de Mortier, qui s'étaient repliés devant Blücher de Laon sur Fismes, de Fismes sur Château-Thierry, et qui s'avançaient de Château-Thierry vers Vitry pour rejoindre l'Empereur. Le 21 mars, ils étaient à Etoges.

Cependant Schwarzemberg avait passé l'Aube le 22 mars, fort peu éclairé sur les desseins de Napoléon et par conséquent incertain des siens propres. Les dépêches enlevées lui firent connaître le plan de l'Empereur. Fort troublé, il ne songea d'abord qu'à s'unir, pour combattre Napoléon, à Blücher, qui descendait de Laon sur Châlons. Le 23 mars, à Pougy, la jonction des deux armées de Bohême et de Silésie était décidée.

Mais d'autres dépêches, plus graves, arrivant directement de Paris au quartier général des alliés, leur dépeignaient l'état des esprits de la manière la plus défavorable au gouvernement de Napoléon. Ces nouvelles s'ajoutant à l'idée que la France et l'Empire étaient dans Paris, et que la capitale une fois prise, toute résistance serait paralysée, déterminèrent le czar Alexandre à convoquer un conseil de guerre à Sompuis (24 mars). Les alliés, malgré les hésitations de Schwarzemberg, décidèrent de négliger les mouvements de Napoléon et de marcher sur Paris. Pour masquer leur nouvelle direction, ils laissèrent un corps de 10,000 hommes sur les bords de la Marne. Le 25 mars, les deux armées du Nord et de Silésie marchèrent sur Paris en une masse de 200,000 hommes. Elles se heurtèrent presque immédiatement aux faibles bataillons de Marmont et de Mortier, à Fère-Champenoise (25 mars). Les troupes des deux maréchaux soutinrent quelque temps le combat, mais sous l'impulsion des masses énormes qui fondaient sur elles, elles se laissèrent gagner par la panique et s'enfuirent en désordre. Le même jour, à quelque distance et au nord de



Fère-Champenoise, quelques milliers de gardes nationaux qui escortaient un convoi résistaient à l'armée de Silésie avec une fermeté héroïque, et plutôt que de se rendre, se faisaient tous tuer. Marmont et Mortier se retirèrent vers Paris ; pour éviter un contact funeste avec l'ennemi, ils firent un détour immense par Provins. C'est seulement le 29 mars qu'ils arrivèrent sous Paris. Jusqu'aux faubourgs de la capitale, les alliés ne rencontrèrent plus d'autre résistance que celle d'un petit corps commandé par Compans, qui leur disputa le terrain pied à pied de Meaux jusqu'à Pantin (27-29 mars). Le 29 mars au soir, les alliés arrivaient devant Paris.

Paris n'était pas fortifié, et rien n'avait été fait pendant les deux mois de la campagne, ni par Clarke, le ministre de la guerre, ni par le roi Joseph, chef du Conseil de Régence, pour mettre la ville en état de défense. Napoléon lui-même n'avait donné aucun ordre positif. Les forces destinées à défendre la capitale ne comprenaient que les corps de Marmont et de Mortier et quelques milliers de gardes nationaux, en tout 30,000 hommes contre près de 200,000. Dans ces conditions on ne pouvait lutter que pour l'honneur. Une bataille décousue s'engagea le 30 mars, sur le front nord et nord-est de Paris. Marmont s'établit au plateau de Romainville et devant Pantin ; Mortier s'établit dans la plaine, vers le nord, en avant de La Villette et de La Chapelle. Les soldats de Marmont défendirent avec acharnement le plateau et le bois de Romainville, malgré le nombre de leurs ennemis. Lorsque le plateau fut enlevé, Marmont se replia sur Belleville et Ménilmontant, où il tint encore pendant plusieurs heures. Mais au sud, les alliés s'emparaient de Charonne ; au nord, ils refoulaient Mortier jusqu'aux barrières de Paris, enlevaient Montmartre et insultaient la barrière de Clichy, dont le vieux maréchal Moncey organisait la défense. A quatre heures, Marmont, autorisé par Joseph, entrait en pourparlers pour une capitulation. Dans la nuit, les troupes évacuèrent la ville,

où les alliés firent le 31 mars une entrée triomphale. C'était le coup de grâce porté à l'Empire.

Pendant que les événements se précipitaient vers Paris, Napoléon s'était laissé jouer par la tactique des coalisés. Le 25 mars, ne sachant rien du mouvement vers Paris, mais apprenant que Bar-sur-Aube et Troyes étaient évacués, il projetait d'occuper ces villes pour couper les communications de l'armée de Bohême, et déjà arrivait à Doulevent, lorsque les 10,000 hommes de Winzingerode, laissés pour l'abuser, se montrèrent du côté de Saint-Dizier. L'Empereur revint, les battit et les dispersa (26 mars). Le lendemain seulement, il apprit la foudroyante nouvelle de la marche sur Paris. Il pensa d'abord à abandonner la capitale à son sort et à continuer quand même la guerre en Lorraine; il se résignait à la prise de Paris, comme il s'était résigné à la perte de Bordeaux, où les Anglais étaient entrés le 12 mars, à la perte de Lyon, pris par les Autrichiens le 21 mars après la bataille de Limonest. Mais ses maréchaux l'ayant conjuré de tout sacrifier à la défense de Paris, il finit par céder à leurs instances. Il courut sur la capitale, d'abord avec ses soldats, puis en poste par Troyes et Villeneuve-sur-Vanne. Dans la nuit du 30 au 31 mars, il arriva à Fromenteau, à quatre lieues de Paris. C'est là qu'il apprit la capitulation. Désespéré, il retourna à Fontainebleau, où les débris de son armée le rejoignirent les jours suivants. Dans le Midi, Soult livrait à Wellington, le 10 avril, l'inutile bataille de Toulouse, la dernière.

La lutte était finie. Personne dans la nation et dans l'armée, à l'exception de Napoléon lui-même et de ses fidèles grognards de la vieille garde, n'eût été disposé à la reprendre. Dès le 2 avril, le Sénat servile de l'Empire proclamait la déchéance du maître qu'il avait adulé, et le gouvernement provisoire préparait le retour des Bourbons. Le 5, l'éclatante défection de Marmont enlevait à Napoléon un corps d'armée. L'empereur se décida, le

6 avril, à signer son abdication ; quelques jours plus tard, il acceptait la souveraineté de l'île d'Elbe. Tout de suite il était abandonné sans la moindre pudeur par ses maréchaux, ses généraux, ses officiers, tous pressés de courber l'échine devant le nouveau maître ; mais les soldats montrèrent aux adieux de Fontainebleau, le 20 avril, qu'ils n'oubliaient pas si vite l'homme qui, malgré ses fautes et ses crimes, semblait emmener avec lui en exil la Révolution vaincue par les rois.

CHAPITRE XVII

LIGNY ET WATERLOO[1]

Sommaire. — La Restauration. — Mécontentement de la nation et de l'armée. — Le retour de l'île d'Elbe (1er-20 mars 1815). — Napoléon aux Tuileries. — La septième coalition. — Préparatifs. — Campagne de Belgique (15-18 juin 1815). — Passage de la Sambre (15 juin). — Les armées de Blücher et de Wellington. — Ligny et les Quatre-Bras (16 juin). — Retraite des Prussiens. — Marche de Grouchy sur Wavre. — Les Anglais à Mont-Saint-Jean. — Bataille de Waterloo (18 juin). — Hougoumont, la Haie-Sainte, Mont-Saint-Jean, Plancenoit. — Jonction de Wellington et de Blücher. — Déroute des Français. — Conclusion : fin de l'Empire et de l'armée impériale.

La Restauration accomplie, il eût été facile aux Bourbons d'amener la réconciliation entre l'ancienne France et la nouvelle, s'ils avaient pris soin de ménager les susceptibilités de la nation et de l'armée, qui « avaient fait, ensemble, la Révolution » et l'avaient poussée à ses extrêmes conséquences. Mais les conseillers de Louis XVIII adoptèrent une politique toute différente. Forcés de consacrer en droit, par la Charte, les principes de 89, ils firent tout ce qu'ils purent pour les abolir en fait. Ils portèrent leurs efforts, non seulement sur la reconstitution aristocratique de la société civile, mais sur celle de l'armée, d'où ils voulaient bannir les souvenirs, les traditions, les espérances et même le personnel de la Révolution et de l'Empire, pour leur substituer l'ancien idéal

1. Voir cartes 15, p. 312 et 17, p. 349 .

monarchique et religieux et le nombreux personnel de ces émigrés rentrés qui avaient fait leur éducation militaire à l'armée de Condé, chez les Autrichiens et chez les Anglais. L'ancienne Maison du roi revécut avec ses corps privilégiés. Les trois couleurs furent abolies et remplacées par le drapeau blanc. Une multitude d'officiers furent mis en disponibilité avec demi-solde, mesure que nécessitait l'état des finances, mais qui fut appliquée avec la plus maladroite rigueur. On ne ménagea pas les avanies à ceux qui restaient, et les deux ministres de la guerre, Dupont, le vaincu de Baylen, Soult, touché subitement par la grâce royaliste, ouvrant toutes grandes les portes de l'armée aux émigrés, prétendirent les fermer aux fils de la Révolution. Ces mesures soulevèrent de toutes parts une hostilité acharnée contre ces Bourbons imposés par l'étranger, qui prétendaient effacer vingt-cinq ans de travaux et de gloire et replacer l'armée, comme la nation, au point où elles en étaient avant 89. « Je ne crois pas, écrit un officier anglais en 1814, que les Bourbons puissent rester en France six mois après le départ des alliés ».

De l'île d'Elbe, Napoléon suivait avec attention la surexcitation grandissante des esprits. Toutes les nouvelles qu'il recevait s'accordaient sur les maladresses des Bourbons et sur les dispositions du peuple et de l'armée. « Il suffirait, disait un négociant de Marseille, du chapeau de Napoléon planté sur la côte de Provence pour soulever tous les Français ». D'autre part, l'Empereur se sentait fort menacé par certaines machinations qui avaient le Congrès de Vienne pour théâtre : il était question de l'enlever, de le déporter au loin. Il brusqua le dénouement, quitta l'île d'Elbe avec les 1,100 fidèles grognards qui l'avaient suivi jusqu'au bout, et débarqua au golfe Jouan le 1er mars 1815. Il dit à Cambronne, chargé de précéder la colonne impériale : « Je vous confie l'avant-garde de ma plus belle campagne. Je veux arriver à Paris sans qu'un coup de feu soit tiré ». Ses prévisions ne le

trompèrent pas. A Grenoble, à Lyon, le peuple et les soldats, entraînés par une irrésistible impulsion, acclamèrent leur Empereur. Toutes les troupes envoyées contre lui passèrent de son côté. Le maréchal Ney lui-même, après avoir promis à Louis XVIII de ramener Bonaparte dans une cage de fer, déclara « la cause des Bourbons à jamais perdue ». Le soir du 20 mars, Napoléon entrait à Paris, que Louis XVIII avait quitté la veille pour s'enfuir d'abord à Lille, puis à Gand. Toute la France accepta l'Empire ; quelques résistances locales furent vite comprimées ; les hauts dignitaires de l'armée, si prompts à accepter les Bourbons en 1814, se hâtèrent de chanter la palinodie en 1815. Pour rallier tous les fidèles de la Révolution à la cause du nouvel empire, Napoléon accorda par l'Acte additionnel les libertés qu'il avait autrefois abolies.

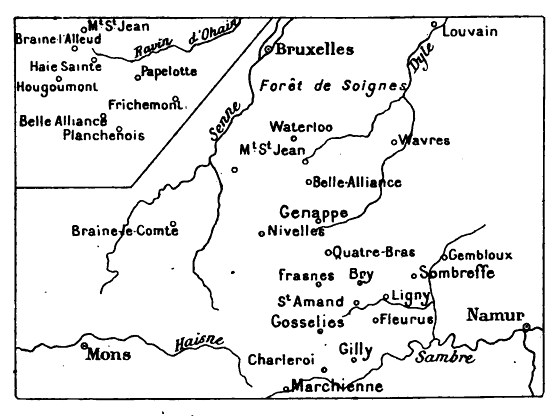
Mais, s'il était facile de rallier la France au régime impérial, il était impossible de le faire accepter par l'Europe. L'Europe était déterminée à abattre coûte que coûte Napoléon. Déjà, par les déclarations du 13 mars, les souverains réunis au Congrès de Vienne l'avaient mis hors la loi. Le 25 mars était formée une nouvelle coalition. Un million d'hommes se mirent en marche vers les frontières de France. La France entière, comme son Empereur, fut mise hors la communauté européenne. Napoléon eut beau multiplier les déclarations pacifiques : il lui fallut se préparer à une nouvelle et terrible lutte.

Les forces de la France au 20 mars ne comprenaient que 180,000 hommes. Il eût été possible d'organiser une levée en masse comme celle de 93, une immense Jacquerie qui eût peut-être sauvé l'Empire et la France, si Napoléon n'avait eu pour de tels moyens une répulsion invincible. Il se contenta de tirer de l'armée régulière tout ce qu'elle pouvait donner. Les appels des officiers, des soldats en congé, et de la conscription de 1815 devaient au bout de trois mois lui donner 400,000 hommes disponibles sur les frontières, et derrière eux il armait

200,000 gardes nationaux, 60,000 marins, et faisait fortifier Paris. Il réunissait ainsi assez de forces, sinon pour faire reculer l'Europe entière, au moins pour repousser son premier assaut. Les soldats, exaspérés de l'insolence des étrangers et fanatisés par le retour de leur Empereur, tous Français et presque tous très exercés, étaient capables de lutter un contre deux. Leur enthousiasme se révéla le 1er juin, à la cérémonie du Champ de Mai. Leurs acclamations rendirent à l'Empereur un peu de la confiance qu'il avait perdue. Malade de corps et d'esprit depuis le 20 mars, épuisé par ses efforts surhumains pour remettre l'armée sur pied, travaillé par la maladie qui devait l'emporter six ans plus tard, Napoléon se sentait décliner.

Pourtant, les défaillances de sa santé, si elles ralentissaient son activité physique, n'altéraient point sa lucidité et son coup d'œil. La France était menacée sur toutes ses frontières et en Vendée. Il était donc nécessaire que Napoléon divisât ses forces et établît un cordon de protection dans l'ouest, ainsi que sur les frontières qu'il voulait se contenter de défendre. Les principales masses des coalisés allaient se présenter sur les frontières du nord et de l'est : en première ligne, les Anglais, les Belges et les Hollandais de Wellington et les Prussiens de Blücher, en Belgique ; en deuxième ligne, sur le Rhin, une armée russe et une armée autrichienne. Napoléon aurait pu, en raison de son infériorité numérique, se tenir sur la défensive et recommencer, appuyé à Paris, la campagne de 1814. Il aima mieux se porter rapidement sur les coalisés établis en Belgique, avant que les Russes et les Autrichiens fussent à portée de les soutenir. Il échelonna sur la frontière du Nord cinq corps commandés par d'Erlon, Reille, Vandamme, Gérard et Lobau, qui, avec la garde commandée par Mortier et la réserve de cavalerie de Grouchy, devaient former une armée de 124,000 hommes, avec 350 bouches à feu. Napoléon résolut d'entrer le 15 juin en Belgique à la tête de cette armée.

Son « étoile », dont il doutait depuis la campagne de Russie, se montra encore dans les fausses dispositions et dans le manque de prévoyance de ses ennemis. Ceux-ci ne croyaient pas à une offensive française et se préparaient lentement à recommencer l'invasion de 1814. D'après le plan arrêté à Heilbronn entre les souverains et les généraux de la coalition, la campagne devait s'ouvrir vers le 1er juillet par une attaque concentrique sur toutes les frontières du nord et d'est. En attendant l'heure fixée, Wellington et Blücher avaient dispersé leurs troupes dans les Pays-Bas belges. Les cantonnements de l'armée anglaise, forte de 103,000 hommes, armée bigarrée d'Anglais, de Hollandais, de Belges et d'Allemands, s'étendaient de la Lys jusque vers la Sambre, avec Bruxelles pour quartier général; les cantonnements de l'armée prussienne, forte de 111,000 hommes, s'étendaient de Charleroi à Liège. La chaussée de Charleroi à



Carte n° 17. — Ligny et Waterloo.

Bruxelles était la ligne de jonction visible des armées alliées. Napoléon se décida à concentrer d'une manière aussi rapide et secrète que possible ses troupes sur la

frontière, en face de cette ligne de jonction, puis à pénétrer en Belgique pour séparer Blücher et Wellington, ce qui lui donnait des chances de les battre isolément, l'un après l'autre. Le 14 juin au soir, à la suite de marches réglées avec précision, la concentration de l'armée française se fit, avec Beaumont comme centre, de Solre sur Sambre à Philippeville, de façon que chaque corps n'eût pas plus de vingt-cinq à trente kilomètres à faire pour se rendre à l'objectif désigné sur la Sambre, Charleroi. Les ordres de mouvement furent donnés pour le 15, à trois heures du matin. Des à coups et des retards se produisirent dans l'exécution. Vandamme, prévenu très tardivement, ne put conduire son corps à point nommé sur la Sambre. La marche du corps de Gérard fut troublée par la désertion subite de Bourmont, chef de la division de tête, et les soldats, déjà fort portés à soupçonner leurs chefs, conçurent de vives alarmes. Malgré ces contre-temps, l'armée française refoula sur la Sambre les avant-postes du corps prussien de Zieten ; à midi elle enlevait les ponts de Marchienne et de Charleroi ; après une courte fusillade, les Prussiens, débusqués de Charleroi, étaient rejetés sur la route de Bruxelles et de Namur. Pour compléter la séparation des deux armées ennemies, Napoléon réunit les deux corps de Reille et de d'Erlon sous les ordres de Ney, auquel il prescrivit de suivre la route de Bruxelles et de prendre position au point important des Quatre-Bras. Pour lui, il fit suivre par Grouchy et Vandamme les corps prussiens en retraite du côté de Namur. Les Prussiens, battus et repoussés sur le ruisseau de Gilly, reculèrent jusqu'à Fleurus. L'armée française avait tout l'espace nécessaire pour se déployer sur la rive gauche de la Sambre. De son côté, Ney n'avait exécuté qu'à demi les instructions de Napoléon : arrivé avec trop peu d'hommes aux Quatre-Bras, il n'avait pu s'y loger, et avait dû se contenter d'occuper Frasnes, à quelque distance en arrière.

Cette irruption soudaine avait été annoncée trop tard à

Blücher et à Wellington pour qu'ils pussent se concentrer et combattre les Français sur la rive gauche de la Sambre. Toutefois, Blücher, plus rapproché, plus ardent aussi, partageant les passions qui animaient son armée, réunit ses divisions en toute hâte pour secourir Zieten. Dans la matinée du 16, il se porta sur Bry, Ligny et Saint-Amand, où il occupa de bonnes positions sur les bords du ruisseau de Ligny. Il obtint de Wellington, non une assurance positive, mais une promesse conditionnelle de secours, subordonnée au cas où Wellington lui-même ne serait point attaqué. Cela suffit à Blücher : il s'engagea à fond contre les Français.

Napoléon, au premier abord, ne croyait pas à une attaque des Prussiens. Il avait fait son plan pour une grande reconnaissance offensive contre eux, vers Sombreffe et Gembloux, et projetait de marcher ensuite sur Bruxelles. Mais l'approche de Blücher, loin de le déconcerter, le remplit de joie. Il allait tenir l'armée prussienne tout entière. Avant d'arrêter son plan de bataille, il attendit que les Prussiens eussent dessiné le leur. Vers deux heures après midi seulement, l'armée prussienne et l'armée française occupaient leurs positions de combat, et les intentions de Blücher devenaient fort claires : c'est alors que le général prussien recevait de Wellington les dernières assurances qui fortifièrent sa résolution. A trois heures, les Français marchèrent sur Saint-Amand et sur Ligny. Tout en faisant son dispositif de bataille, Napoléon expédiait à Ney l'ordre de rejeter ce qui était devant lui aux Quatre-Bras et de se rabattre sur les derrières des Prussiens ; pour plus de célérité, cet ordre devait être communiqué directement à d'Erlon, quoique celui-ci fût le subordonné de Ney : le corps de d'Erlon, étant plus rapproché de Ligny que Ney lui-même, pourrait, dans la pensée de Napoléon, arriver plustôt sur les communications des Prussiens. Cependant l'attaque de front avait commencé. Les Français enlevèrent Saint-Amand ; les Prussiens le reprirent. A Ligny, centre du

combat, les attaques furieuses de Gérard arrachèrent à l'ennemi la moitié du village, mais les Prussiens se maintinrent énergiquement dans l'autre moitié, au delà du ruisseau. Une attaque à fond sur la droite de Blücher n'eut qu'un succès passager. Les Prussiens tenaient avec une énergie désespérée sur le ruisseau de Ligny ; ils mettaient surtout un soin extrême à protéger leur droite, afin de garder des communications ouvertes avec Wellington, duquel ils attendaient toujours des renforts.

Pour briser cette résistance opiniâtre, Napoléon se préparait à lancer la garde sur Ligny, lorsqu'on lui annonça, sur sa gauche, l'approche d'une colonne ennemie. L'invraisemblance de cette nouvelle ne lui apparut pas tout de suite. Il s'arrêta fort troublé, suspendit l'attaque jusqu'à plus ample information. Bientôt il acquit la certitude que cette colonne n'était autre que le corps de d'Erlon, qui se dirigeait sur Ligny, et qui, après s'être montré à quelque distance du champ de bataille, repartit comme il était venu.

Obligé de renoncer à l'espoir de voir Ney et d'Erlon tourner les Prussiens, Napoléon dut se contenter de jeter toute sa réserve sur Ligny, afin de repousser au loin l'armée de Blücher. Cette dernière attaque, faite à sept heures du soir avec un élan irrésistible, décida du sort de la bataille. Le centre ennemi fut complètement enfoncé ; Blücher, désarçonné, égaré au milieu d'un tourbillon de cavaliers, faillit être pris. Les deux ailes de l'armée prussienne firent retraite en assez bon ordre, tout en subissant de cruelles pertes. Les Prussiens avaient perdu 15,000 hommes, les Français 9,000.

C'était un grand succès, mais un succès incomplet. L'armée prussienne était mutilée, elle n'était pas absolument hors de cause, car elle n'avait pas été prise dans l'étau que lui préparait Napoléon.

Le maréchal Ney n'avait pu se trouver au rendez-vous qui lui était assigné sur les derrières de l'armée prussienne, parce qu'il avait eu à soutenir aux Quatre-

Bras l'effort de Wellington. Si Ney avait montré son activité coutumière, il aurait occupé les Quatre-Bras dès le soir du 15, ou au plus tard le matin du 16. Laissé sans instructions précises et pressantes, il ne se hâta point vers les Quatre-Bras, et se flatta toute la matinée de n'avoir pas affaire aux Anglais. A deux heures après midi seulement, il attaqua avec le seul corps de Reille le poste qu'il aurait dû occuper la veille au soir. Il n'y avait encore que 8,000 hommes aux Quatre-Bras. Ils étaient en grand péril, lorsque Wellington accourut, et après lui, coup sur coup, des divisions anglaises se postèrent au carrefour des routes de Bruxelles et de Nivelles, pour les couvrir l'une et l'autre. Ney comptait sur l'arrivée de d'Erlon : mais il n'eut, jusqu'à la fin de la journée, que les troupes de Reille. Impuissant à occuper les Quatre-Bras, malgré de furieuses charges de cavalerie, impuissant à exécuter les instructions de Napoléon, il dut se replier sur Frasnes.

Quant au corps de d'Erlon, par suite de malentendus, il fut aussi inutile à Napoléon et à Ney dans cette journée que s'il n'avait pas existé. Lorsque d'Erlon, demeuré fort en arrière de Frasnes, reçut les ordres de l'Empereur, il les comprit mal : il crut devoir se porter vers la gauche de Napoléon, pour la renforcer, au lieu d'exécuter un mouvement tournant. Il marcha vers Saint-Amand et Ligny, où son approche imprévue causa les vives alarmes que l'on sait. Il allait rejoindre Napoléon, lorsqu'il fut rappelé par des ordres pressants du maréchal Ney, qui, obligé de lutter aux Quatre-Bras avec 15,000 hommes contre 25,000, réclamait instamment son appui. D'Erlon se remit en marche dans la nouvelle direction, mais il n'arriva à Frasnes qu'à la nuit close. Dans ces singuliers contre-temps, tout n'était pas attribuable au hasard : chacun avait quelques reproches à se faire, d'Erlon parce qu'il avait manqué d'initiative, Napoléon parce qu'il n'avait pas donné des instructions précises, le maréchal Ney parce qu'il avait perdu du temps.

Toutefois, si la bataille de Ligny n'avait pas donné les résultats attendus par Napoléon, elle semblait donner satisfaction complète à ses visées premières, qui étaient de séparer Blücher et Wellington.

Les Prussiens comprenaient que la jonction des deux armées importait plus que le gain d'une bataille. Le 16 au soir, Gneisenau, chef d'état-major de Blücher, ordonna l'abandon de la route de Namur et Liège, et la retraite sur Wavre, afin de préparer la réunion avec l'armée anglaise vers Bruxelles. Informé de ce mouvement, Wellington décida que ses troupes se replieraient, dans la journée du 17, des Quatre-Bras sur le plateau de Mont-Saint-Jean, et qu'elles y livreraient bataille le 18, pourvu que Blücher fût en état de les soutenir.

Ces graves décisions allaient à l'encontre des hypothèses de Napoléon. Celui-ci pensait volontiers que l'armée prussienne, étant hors de combat pour quelques jours, ne pourrait tenter la jonction avec les Anglais avant Bruxelles. Sa trompeuse sécurité et la réorganisation des corps qui avaient combattu à Ligny le retinrent immobile le matin du 17. A midi, prenant avec lui le gros de son armée, il marcha vers les Quatre-Bras pour soutenir Ney et déloger les Anglais. Il confia à Grouchy les corps de Vandamme et de Gérard, la cavalerie de Pajol et d'Exelmans, et lui ordonna verbalement de suivre les Prussiens sur Gembloux et de garder le contact avec eux, soit vers Maestricht, s'ils se séparaient de l'armée anglaise, soit vers Wavre, s'ils préparaient la jonction à Bruxelles. Pour une telle mission, qui demandait de la décision et de l'initiative, il eût fallu un autre chef que Grouchy, bon subordonné, capable seulement de bien exécuter les ordres qu'il recevait. Avec ses 35,000 hommes, ce maréchal occupa Gembloux, le soir du 17. Au matin du 18, il marcha sur Wavre. Il suivait ponctuellement ses instructions.

Pendant ce temps, Napoléon n'avait eu aucune peine à replier les Anglais des Quatre-Bras sur Mont-Saint-Jean.

A une heure après midi, Wellington s'était retiré par Genappe, sur la route de Bruxelles, après une légère escarmouche. Il était venu se poster dans la position depuis longtemps étudiée de Mont-Saint-Jean, au sud de Waterloo; il y concentra toutes ses troupes, à l'exception de 18,000 hommes qu'il laissa à Hal, pour protéger sa droite qui n'était point menacée : depuis le commencement de la campagne, c'était chez lui une idée fixe que Napoléon chercherait à le déborder de ce côté, et l'Empereur avait fortifié cette idée par des feintes habiles du côté de Lille. Wellington ne réunit donc à Mont-Saint-Jean que 67,000 hommes avec 156 bouches à feu. Le plateau du Mont-Saint-Jean formait une position centrale, qui avait, comme postes avancés et comme lignes de défense, le château de Hougoumont, la ferme de la Haie-Sainte, le chemin creux d'Ohain, la Haie, Papelotte et Smohain. Wellington reçut de Blücher, dans la nuit, l'assurance que le corps de Bülow arriverait dans la matinée à Saint-Lambert, pour tomber de ce point sur la droite française, et que Blücher lui-même le suivrait avec deux autres corps. Sûr d'être secouru, Wellington attendit la bataille.

Napoléon, ayant sous ses ordres directs les corps de d'Erlon, de Reille, de Lobau et la garde, en tout 73,000 hommes et 236 bouches à feu, était arrivé le soir du 17 sur le plateau de Belle-Alliance, en face des positions anglaises, dont il était séparé par une large dépression de terrain. Sa confiance lui était revenue tout entière. Il ne songeait pas à une jonction possible des Anglais et des Prussiens pour le 18, et pensait infliger ce jour-là à Wellington une défaite décisive.

Lorsque au matin du 18 juin, il examina des hauteurs de Belle-Alliance les positions des Anglais, il ne se rendit pas un compte exact de leur force défensive. Il s'en rapporta aux renseignements peu sûrs du général Haxo, qui lui firent croire qu'une vive attaque de front suffirait à tout enlever. Il se décida donc à diriger sur le plateau

de Mont-Saint-Jean les divisions de d'Erlon et de Reille, et prépara pour toute diversion une attaque sur le château de Hougoumont ; il ne manœuvra point. La boue qui couvrait le sol à la suite des orages du 17 ne permit pas de mettre les canons en batterie avant onze heures, retard qui eut des suites fatales. A onze heures et demie, l'action commença par un duel d'artillerie. La division de Jérôme Bonaparte se porta sur le château de Hougoumont. L'ennemi ne s'y laissa pas forcer ; protégé par des murailles de forteresse, il tint ferme contre tous les assauts de l'infanterie française. L'attaque sur le plateau du Mont-Saint-Jean ne commença qu'à une heure, lorsque déjà, à l'extrême droite, paraissaient vers Saint-Lambert les colonnes de Bülow. Leur vue arracha Napoléon à la fausse sécurité où il s'endormait depuis la veille. Il envoya à Grouchy, en toute hâte, mais trop tard, l'ordre de se rapprocher du champ de bataille ; en attendant sa venue, il dut placer en potence, vers Plancenoit, le corps de Lobau pour faire face aux attaques de Bülow.

Cependant le maréchal Ney, suivi du corps de d'Erlon, marchait sur les positions anglaises du Mont-Saint-Jean. Débordant la Haie-Sainte, prenant Papelotte, il gravit les pentes du plateau, repoussa les Hollandais et les Belges, prit pied sur les crêtes. Mais les formations massives de son infanterie offraient trop de prise aux canons anglais, et dans le désordre de l'arrivée sur le plateau, la cavalerie ennemie arrêta la marche des Français, enfonça plusieurs carrés et rejeta le reste au bas des pentes. Du même élan, la cavalerie anglaise se précipitait jusqu'à la réserve française, où elle fut reçue d'une façon si chaude, qu'elle reprit au plus vite le chemin du plateau. Les troupes de Ney reculèrent derrière le chemin d'Ohain. Du côté de Hougoumont continuaient le bombardement et la fusillade, et de ce côté aussi, les Anglais tenaient ferme sur leurs positions.

Cette défense opiniâtre de chaque pouce de terrain était le seul objectif de Wellington. Il voulait résister

jusqu'à l'arrivée des Prussiens. Informé de l'arrivée de Bülow, il savait de plus que Blücher suivait Bülow de fort près. Que les Prussiens pussent déboucher avant la nuit sur le champ de bataille, c'était assez pour écraser sous le nombre l'armée impériale.

Napoléon, voulant de son côté en finir coûte que coûte avec Wellington avant de se retourner contre Blücher, lance les troupes de Ney, pour la seconde fois, vers quatre heures, à l'assaut du Mont-Saint-Jean, en leur recommandant de se loger dans le poste avancé de la Haie-Sainte. Ney attaque cette ferme, mais elle résiste. Il attaque aussi le Mont-Saint-Jean, et cède à l'illusion que l'ennemi, ébranlé par le feu violent de la canonnade, commence sa retraite. Croyant le moment venu de l'achever, il jette d'une manière très prématurée les cuirassiers de Milhaud sur cette artillerie et cette infanterie encore intactes. Les cuirassiers se précipitent sur les lignes anglaises, les dépassent, abordent les carrés d'infanterie. Mais ils sont hachés par la fusillade, ou viennent s'enferrer sur les baïonnettes. Ils reviennent à la charge avec fureur, sont encore rejetés au bas du plateau, et Ney, parvenu au suprême degré d'exaltation, envoie la dernière réserve de cavalerie de l'armée, la division commandée par Kellermann, se faire briser à son tour contre les rangs anglais. C'est avec raison que Wellington avait jugé que l'attaque d'une cavalerie, si vaillante qu'elle fût, contre une infanterie non entamée, ne pouvait aboutir qu'à un échec.

Pendant que les Anglais et les Français se disputaient avec cet acharnement les pentes du Mont-Saint-Jean, et que la Haie-Sainte résistait toujours, Blücher avait rejoint Bülow à Saint-Lambert, et tous deux se portaient en avant. A quatre heures, ils arrivaient à une lieue de Plancenoit. Napoléon n'avait à leur opposer que le corps de Lobau. Les troupes de Lobau résistèrent avec énergie en avant de Plancenoit : mais Blücher, très supérieur en forces, ayant esquissé un mouvement tournant, les Fran-

çais reculèrent, évacuèrent le village, et Napoléon se vit pressé vivement sur sa droite, au moment où ses attaques de front échouaient au Mont-Saint-Jean. Ses dernières illusions l'abandonnèrent à cette heure suprême. Grouchy ne venait point et ne devait pas venir. Pourtant Napoléon ne désespéra pas de reprendre l'avantage par un vigoureux effort. Tandis que Ney remontait encore sur le plateau, sans infanterie, l'Empereur jetait la jeune garde sur Plancenoit, où les Français rentrèrent en rejetant au loin les divisions de Blücher. Cependant les attaques de Ney étaient repoussées une fois de plus par les Anglais. Un seul résultat fut acquis vers six heures du soir, la prise de la Haie-Sainte, qui ouvrit dans le centre ennemi une large brèche. Si Napoléon avait pu y jeter tout de suite quelques bataillons de sa garde, peut-être la victoire se décidait-elle. Mais il fallut reprendre Plancenoit, où les Prussiens étaient rentrés. L'attaque finale sur le Mont-Saint-Jean fut retardée d'une demi-heure.

Enfin, Plancenoit dégagé pour la seconde fois, l'infanterie de la garde marcha vers le plateau pour soutenir les assauts de Ney. Ce fut une minute pleine d'angoisse. Si Wellington avait été réduit à ses seules forces, il était perdu. Heureusement pour lui, le corps prussien de Zieten, détaché par Blücher, arrivait à Smohain pour le soutenir. La garde vit un nouvel ennemi se diriger sur son flanc droit : elle hésita, ses rangs flottèrent ; elle recommença cependant à marcher de l'avant, mais elle fut accueillie par un feu effroyable des Belges et des Anglais, au moment où Zieten l'abordait à l'extrême droite, à l'angle des deux lignes françaises opposées aux Anglais et aux Prussiens. Il y eut une nouvelle hésitation, un nouveau temps d'arrêt, dont Wellington profita pour marcher en avant à son tour. Alors se déchaînèrent la panique et les cris de *Sauve qui peut !* Les lignes se rompirent, toutes les troupes refluèrent vers Hougoumont et la Haie-Sainte, puis vers Belle-Alliance. Au moment où se produisait cette soudaine débâcle, Napoléon se pré-

parait à soutenir l'attaque de Mont-Saint-Jean avec les bataillons de sa vieille garde. Tout d'un coup, les grognards furent comme submergés par le flot qui fuyait. Il ne leur restait plus qu'à protéger la retraite et à sauver l'honneur de la grande armée expirante. Ils reculèrent sur la grande route de Genappe, formés en carré, serrés autour de leurs aigles et de leur Empereur. Menacés vers Belle-Alliance, menacés vers Plancenoit par les Prussiens qui rentraient dans le village en flammes, ils ne se laissèrent pas entamer. Mais autour d'eux tout se précipitait dans la plus lamentable débandade, sous le sabre de la cavalerie prussienne lancée à la chasse sur la grande route de Charleroi. A Genappe, au milieu d'une effroyable confusion de chevaux, de voitures et de fourgons pêle-mêle, Napoléon faillit être pris. Il se dégagea avec peine, courut sur Laon et sur Paris. Les débris de l'armée ne se rallièrent que sous les murs de Laon, où ils furent rejoints par le corps de Grouchy. Devant la poussée formidable de l'invasion, les restes de l'armée impériale se retirèrent sur Paris, puis derrière la Loire, sous les ordres de Davout.

C'est sur la Loire, après la seconde abdication de Napoléon, que les survivants des guerres de l'Empire furent licenciés par ordre du gouvernement de Louis XVIII. Le drame de Waterloo ne terminait pas seulement l'histoire de l'Empereur, il terminait celle des bandes conquérantes et longtemps invincibles que la France de 89 avait faites du meilleur de sa chair et de son sang, d'abord pour se défendre contre les rois, ensuite pour fonder partout le règne de la liberté, enfin pour établir dans le monde contemporain un césarisme à la façon romaine : rêves prestigieux qui n'aboutirent qu'à une gloire militaire aussi stérile qu'éclatante. La Révolution devait triompher, non par la force des armes, mais par la lente infiltration des idées.

POST-FACE

Voici une brève indication des principales sources auxquelles ce volume est puisé :

1° Recueils de documents :

Carnot, Correspondance générale.
F.-A. Aulard, Recueil des actes du Comité de Salut public.
Napoléon, Correspondance.
Wellington, Dispatches and supplementary dispatches.

2° Histoires documentaires :

Chuquet, Les guerres de la Révolution.
Chassin, La Vendée patriote.
Henry Houssaye, 1814.
— 1815 (1re partie).
— Les batailles de Ligny et de Waterloo (Revue des Deux-Mondes, janvier, février, août 1898).

3° Mémoires :

Soult,
Gouvion Saint-Cyr,
Marbot,
Thiébault,
Marmont,
Rapp,
Joseph Bonaparte,
de Salle,
} Mémoires.

Capitaine Coignet, Cahiers.

Sergent Fricasse,
Canonnier Bricard,
} Journaux de marche.

Fain, Manuscrit de 1813.

4° Histoires générales :

Jomini, Histoire critique et militaire des guerres de la Révolution.
[illegible]*l (H. de)*, Histoire de l'Europe pendant la Révolution française. [illegible]ad. franç. de Mlle Dosquet.
Sorel, L'Europe et la Révolution française.
Thiers, Histoire du Consulat et de l'Empire.
Lanfrey. Histoire de Napoléon.

5° Monographies et Études diverses :

Molard, L'armée en 1789.
Rousset, Les volontaires.
Iung, Dubois Crancé.
Ségur, Histoire de Napoléon et de la grande armée en 1812.
Maréchal Wolseley, Le déclin et la chute de Napoléon.
Commandant Rousset, L'art de Napoléon (Revue de Paris, 1er octobre 1897).

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES CARTES

CHARTRES. — IMPRIMERIE DURAND, RUE FULBERT.